

Enfants de guerre (page 4)

MERCREDI 22 DÉCEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



L'Ukraine dénucléarisée ?

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15209 - 7 F ---

EN annonçant, kındi 20 décem bre, que son pays était prêt à « désactiver », d'ici la fin de l'année, vingt des quarants-six mis-siles SS-24 hérités de l'exukrainien Valéri Chmerov a accompli un pas non négügeable vers la résolution d'une des questions les plus graves posées par la dissolution de l'empire soviétique.

Troisième puissance nucléaire mondiale potentielle, avec 1 660 ogives déployées sur son sol, l'Ukraine reste en effet le seul des trois Etats nucléaires non-russes de l'ex-URSS à n'avoir pas signé le protocole, dit de Lisbonne, prévoyant le transfert en Russie de l'ensem-

dredi, d'une délégation rueso-eméricaine, dont l'envoyé spécial du président Clinton, Strobe Talbott, n'est bien sûr pas étrangère à cette amorce de compromis. Washington auralt promis d'eugmenter, jusqu'à 400 millions de dollars, les compensations financières demendées par Kiev pour se débarrasser de son arsenal. Les Russes, de leur côté, auraient accepté que les têtes désactivées soient stockées en Ukraine, et non renvoyées en Russie. He auraient ausei admis sinsi que les Ukral-niens profitent d'une manière ou d'une autre du montant correepondant à la valeur du combustible nucléaire retiré de leurs

Cet accord en pointillé - sur lequel Washington reste très prudent - tombe à point nommé. La percée du parti ultra-nationaliste de Vladimir Jirinovski lors des élections russes du 12 décembre avait encore, et à juste titre, renforcé l'inquiétude de l'Ukraine quant voisin. Des députés du Parlement de Kiev avaient ainsi déclaré que l'Ukraine devait désormais exiger de Moscou les codes de lencement des missiles nucléaires pour faire face à tout danger. Boris Eltsine avait lui-même jeté de l'huile sur le feu en eccusant euseitôt l'Ukraine de « duper le monde

LE dossier est pourtant loin d'être réglé. La «désactivation» des missies n'est en effet qu'un premier pas, timide, vers la dénucléarisation. Retirer la charge d'un missile, sans la détruire, laisse planer la menace d'une « réactivation ». Comme un possesseur de fusil qui accepterait d'enlever les ba de son arme, tout en les gardant à portée de main. A la différence, de taille, que les dirigeants ukrainiens n'ont pas le contrôle des codes secrets permettant d'utiliser les missiles stationnés sur leur sol.

il reste aussi à attendre la réaction du Parlement ukrainien. au sein duquel les opposants à un adieu aux armes nucléalres ne baissent pas la gerde. Même si cette assemblée est en sursis — des élections législatives sont prévues eu printemps — elle-même, ou celle qui lui succédera, exigera sans doutre que les dirigeants du pays restent fermes face à Moscou. Ces dirigeants pourront répondre qu'ils ont cédé non aux injonctions de Moscou, mais à une médiation



Selon le Commissariat général du Plan

La France devra abandonner des industries d'armement

Dans un long rapport qu'il consacre, pour la première fois de son existence, à l'Industrie de la défense, le Commissariat général du Plen invite le gouvernement à reconnaître que la France n'a plus la capacité d'assurer, à elle seule, le financement de tous les programmes militaires dont elle aurait besoin. Il lui recommande de s'en tenir désormais aux secteurs prioritaires de sasécurité, comme le nucléaire, et de se préparer à abandonner certaines de ses activités en les partageant evec des alliés européens.



Lire nos informations page 20

La révision de la loi Falloux

Le cardinal Decourtray critique la précipitation du gouvernement

Le cardinal Albert Decourtray, erchevêque de Lyon, e exprimé son désaccord sur la « manière » dont e été adoptée la révision de la loi Falloux. « En prenant le temps, on eurait pu éviter une guerre scolaire », a-t-il déclaré, lundi 20 novembre au « Grand Oral O'FM-« la Croix ». Depuis le vote du Sénat sur le financement de l'enseignement privé, c'est la première prise de position d'un membre de la hiérarchie catholique. Elle montre que l'épiscopat n'a pas l'intention de se laisser entraîner dans une nouvelle querelle politique sur l'école.

Conseil constitutionnel est déjà saisi du pro-jet de loi révisant la loi Falloux, adopté définitivement le 15 décembre au Sénat, les sénateure socialistes ayant formé un recours, une deuxième saisine e été déposée, kindl 20 décembre, par les députés socialistes, avec l'appoint de quatre membres du groupe République et Liberné. Les eneuf sages» disposent d'un mois pour se prononcer. François Mitterrand e indiqué, la eemaine demière, qu'il attendra la décision du Conseil pour se déterminer sur l'usage éventuel de l'article 10 de la Constitution, qui lui permet de demander une nouvelle délibération de la loi au Parlement.

■ «Baroud» sociatiste à l'Assemblée. 'examen du projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement des collectivités territoriales a fourni aux députés socialistes l'occasion d'un «baroud d'honneur» sur l'enseignement privé. La révision de la loi Falloux autorise, en effet, les communes, les départements et les régions à augmen-

■ Conseil constitutionnel. Alors que le ter leurs eides eux établissements sous

■ Critique de l'épiscopat. Le cardina Decourtray e exprimé le regret que les rela-tions entre l'Etat et l'enseignement catholique ne soient plus caractérisées par le « dialogue » qui evait prévelu soue le gouvernement de Michel Rocard et, avant lui, au temps de le première cohabitation, avec Jacques Chirac et Edouard Balladur.

■ Edouard Balladur persiste. Recevant, à leur demande, fundi, les présidents des groupes socialistes de l'Assemblée natio-nale et du Sénet, Martin Malvy et Claude Estier, le premier ministra a défendu la façon dont le gouvernement evait egi en précipitant l'examen du texte. Pascal Clément, ministre des relations avec l'Assem-blée nationele, e indiqué que M. Balledur avait donné à ses interlocuteurs l'assurance que des «garanties seront recherchées pour qu'il n'y ait pas de déséquilibre » dans le financement des secteurs public et privé.

Les nouvelles confessions de Fidel Castro

Stampa, dont nous publione de larges extrains, Fidel Castro, qui préside aux destinées de Cuba depuis 1959, estime que sa révolution est eune étoile qui continue à diffuser sa propre lumière » en dépit de la crise où son lle est plongée depuis que l'ex-URSS, du fait de son éclatement, e cessé de la soutenir financièrement.

reur de détruire le pays pour faire quelque chose de neuf », ca qui risquerait, à ses yeux, de plonger Cuba « dans le chaos et l'anar-

Fidel Castro revient longuement sur la crise des missies, qui faillit entraîner en 1962 le plus sérieux affrontement nucléaire de l'histoire. Interrogé sur le fait de sevoir s'il evait effectivement demandé à Khrouchtchev de lancer une attaque nucléaira préventive contre les Etats-Unis, il évoque de possibles erreurs de traduction de l'embassadeur soviétique. Il ejoute néenmoine en forme d'eveu : eNous savions fort bien que si la guerre éclateit, nous disparatrions de la surface de la terre, mais nous n'étions pas disposés à céder pour aider à éviter la guerre.

Les trésors cachés des musées russes

Moscou s'interroge sur la destination des œuvres d'art « acquises » par l'Etat soviétique lors de la révolution et pendant la seconde guerre mondiale

de notre envoyé spécial

Dans le bureau de la directrice musée d'art russe de Moscou, négligemment posée contre une bibliothèque : le eopie d'une grande icône, le Sainte Trinité d'Andrei Roublev, la scule œuvre « authentique » de ce moine du XV siècle, considéré comme le fondateur des arts russes et canonisé par l'Eglise orthodoxe. Celle-ci réclame eujourd'hui sa «restitution», en compagnie d'un autre chef d'œuvre, byzantin celui-ci, la Vierge de Vladimir, d'un auteur anonyme du XII siècle. Ces deux célébrissimes pièces

ont, en effet, quitté l'iconostase église. » Cette déclaration optide la cathédrale de l'Assomption, eu cœur du Kremlin, eu lendemain de la révolution de 1917 et de la galerie Tretiakov depuis

Il s'egit là de reliques pour l'ensemble de le communeuté orthodoxe, indique le porte-parole du patriarche de Moscou. Cette restitution doit réparer une injuste spoliation. Ce sont des chefs-d'œuvre artistiques, à leurs places dans un musée, répliquent les conservateurs. Dans cette confrontation, les premiers semblent, tout d'abord, l'avoir emporté. Le 22 novembre, Boris Eltsine signe un décret indiquant que si les deux icônes relèvent bien de la propriété fédérale, rien ne s'oppose à ce qu'elles soient occrochées dans un lieu de culte. Pour Tetyana Nikitina, vice-ministre de la culture, « cette décision est très grave, car, dans les églises, il n'y a aucun moyen de prolèger efficacemment ces trèsors, du voi comme de la polhition ». Ces icônes, très fragiles, sont en effet conservées à une température constante de 18 à 20 degrés avec une humidité de 60 %. A la galerie Tretiakov, on indique que la sortie de la Vierge de Vladimir, pendant une demijournée, en octobre dernier - le temps d'une rapide exposition dans la cathédrale de l'Assomption, justement -, e nécessité une restauration de l'œuvre, en dépit de la boîte de verre dans laquelle

Pour Lydia Obleva, la responsable de la galerie Tretiakov, rien n'est pourtant joué, « Le service de presse de Boris Elisine a répandu l'information que cette restitution répondait au veu du président. En réalité, il a simplement indique que ces icônes falsaient partie du patrimoine russe et qu'on pourrait, de temps à autre, les exposer dans une

miste se prolonge immédiatement en une défense vigoureuse de la position des conservateurs. « Ces aeux chejs-a œuvre ne sont pa seulement des objets sacrés pour les fidèles, ce sont des trésors de l'humanité dont nous avons la charge. Et nous savons très bien que l'Église n'est pas capable de les conserver convenablement.»

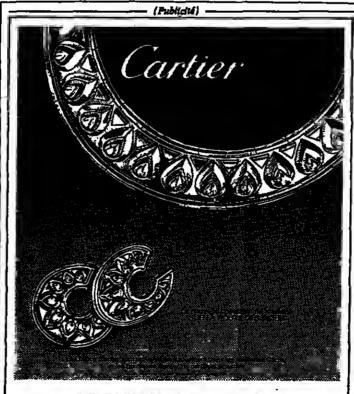
Lydie Obleve estime qu'un compromis pourrait être passé evec le patriarcat de Moscou. Elle estime que des copies comme celle qui est dans son bureau - pourraient suffir à la foi des croyants. «Si l'Église refuse cette proposition, nous pourrions peut-être les prêter, le temps des grandes fêtes religieuses. » Une autre solution envisagée par les conservateurs - qui se sont lancés dans une vigoureuse campagne de lettres pour sensibiliser les responsables de l'Etet consisterait à installer les icônes dens une église (en cours de rénovation) proche du musée. Celle-ci scrait rendue eu culte, mais ferait aussi partie intégrante de la galerie Tretiakov. Cette suggestion n'e pas encore reçu de réponse. -

Pour Boris Perlov, secrétaire scientifique du musée Pouchkine, il n'est pas question de rendre à leurs anciens propriétaires ce qui a été saisi pendant la révolution russe: « Nos collections sont indivisibles et inalienables», affirmet-il. Les héritiers des collectionneurs Chtchoukine ou Morozov en savent quelque chose (le Monde du 18 juin), qui réclament en vain un dédommegement, même symbolique, pour les toiles saisies en 1918 chez leurs ascendants. «Le Louvre n'a jamais rendu les œuvres nationalisées pendant la Révolution française », indique Boris Perlov.

> **EMMANUEL DE ROUX** Lire la suite page 17

Bosnie: discussions de paix à Genève

Le parti eccialiste de Sioboden Milosevic e fêté, lundi 20 décembre, sa victoire aux élactions législatives de la veille, avent que les résultats définitifs n'indiquent e'il disposera ou non de la majorité absolue au Parlement de Serbie. M. Milosevic, fort de cette victoire, devait se rendre mardi à Genève où una nouvelle réunion est organisão par les médiateurs David Owen at Thorvald Stoltenberg pour tenter de dégager un accord de paix an Bosnie. Ces discussions, auxquelles participent également Franjo Tudjman et Alija Izetbegovic ainei que les représentants des Serbes et des Crostes de Bosnie, es poursuivront mercredi 22 décembre à Bruxelles, avec les douze ministres des effaires étrangères de l'Union européenne.



13, RUE DE LA PAIX. PARIS. 42.61.58.56

a priori a remposta-piece sur tique se resume en une phrase:

Gauche

Le temps des idées

Dans une société déboussolée, la gauche doit défricher à nouveau le terrain de ses idées, loin des utopies, enrichie de l'expérience parfois douloureuse de l'exercice du pouvoir.

par Frédérique Bredin

'HISTOIRE e'est tant moquée de nous, depuis un demi-siè-acte, que nous nous métions des programmes et des discours. Nous avons vu décliner les refigions, s'effondrer les idéologies qui prétendaient expliquer notre destin et préparer l'avenir de l'Homme. Nous avons vu s'éteindre la foi dans les bienfalts infinis de la science et de le technique. L'amour de la patrie e cessé de faire vivre et de faire mourir, l'Europe e envehi nos mentelités, même si nous tâchons de préserver nos nostalgies. L'économie est devenue mondiale. Une nouveille culture s'est glissée dans l'an-cienne, faite de savoirs éclatés, télécommandés, une culture pétrie par l'image. Surtout, nous vivons une autre vie, sane promesse d'éternité, sans évidentes lumières, une vie longue et pourtant gérée à court terme, à l'échéance des fins de mois et des prochaines vacances; une autre morale aussi, une morale de le santé, du bonheur peut-être, mais du bonheur replié sur quelques-uns, peu nombreux, que l'on eime ou dont on partage le destin.

Dans les bouleversements que nous avons vécus au fil des jours, souvent sans les epercevoir, le gauche e été gravement éprouvée. Elle avait prévu la mort du capitalisme, elle avait annoncé les bienfaits de la propriété collective, et nous avons vu l'économie de marché victorieuse, la propriété privée se confondre à la liberté. Le gauche e cru aux luttes d'un prolétariet ouvrier, organisé, militant, et

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société

Société civile « Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n. 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11 Microfilms : (1) 40-65-29-33

FRANCE

536 F

1 038 F

1 890 F

avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

Durée choisie : 3 mois

Imprimente du « Monde » 12, r. M. Gunsbourg 94852 IVRY Colex

ó mois

nous avons vu venir un tout autre prolétariat fait d'exclus sociaux, solitaires, sans engagement, sans conscience de classe, sans espoir. Et le socialisme, qui portait le

promesse d'une eutre société, s'est retrouvé gérant au jour le jour de l'économie de marché, souvent mel à l'eles, perfois fasciné, tâchent de faire ce qu'il pouvait pour soulager les injustices. Les mutations d'un temps trop bous-culé, la fin des dogmes, l'avane-ment d'une vaste classe moyenne inquieta, préoccipée d'une sécurité fragile acquise d'un siècle de com-bate eccieux - d'une clesse moyenne à lequelle le geuche, prise dans ses traditions, n'a guère su parier -, tout cela e durement secoué la gauche.

Mais nous risquons, du coup, de dramatiser l'échec électoral de 1993. Nous risquons d'y voir le triomphe de le droite, le mise en ratraite anticipée de la gauche: or retraite anticipée de la gauche: or il est probable que cet échec, si injuste qu'il soit, ne dit pas grand-chose, et que la droite est venue au pouvoir par défaut. Cet échec nous rappelle que, dans les démocraties modernes, la réaliné du pouvoir par des citros es consistes pouvoir par des citros est consiste pouvoir se consiste de pouvoir se consiste est pouvoir se consiste de citros est consiste est pouvoir se consiste est pouvoir se consiste est pouvoir se consiste de pouvoir se consiste est pouvoir se consiste est pouvoir se consiste est pouvoir se consiste est partie de la citros est pouvoir se consiste est partie est pouvoir se consiste est partie est pouvoir se consiste est p voir des citayens consiete à congédier les équipes en place, et que, dans un pays où nul ne pro-met plus la révolution, le temps est venu des fréquentes elternances qui sanctionnent l'un plutôt qu'elles ne récompensent l'autre. L'échec nous rappelle eussi à sa manière que nous sommes entrés dens le civilisation de l'image, et qu'il nous faut accepter son rôle accélérateur, simplificateur. Voici donc la gauche apparemment en déroute, Demain, ou après-demain, droite lui CB mile

Ce temps qui nous est donné maintenant, ce temps, court ou long, laissé eu socialisme pour réfléchir sur son passé, sur son avenir, nous devrions nous en servir pour tenter d'apercevoir le temps qui vient. Sans doute les

ADMINISTRATION:

, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tel. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261,311F

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros embres du comité de direction

Membres da comité de direction :
Jacques Guiu.
Labelle Taïdi.
15-17, tue du Colonel-Pierre-Avia.
75902 PARIS CEDEX 15
TÉL : (1) 46-62-77-72
Télex MONDPUB 634 128 F
TÖREN. 4-624-8-71. Sociét Role
te I SARI & Mondre de Média e Répu Berops 54.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE omposez 38-15 · Tepez LEMONDE Le Monde · Documentation 36-17 LMDOC ou 38-29-04-58

790 F

1 560 F

2 960 F

6 mois 🗆 1 an 🗎

_ Prénom : _

Code postal:

Pays:

SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS LUXEMB-PAYS-BAS Voie normale-CEE

Le Monde

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Miery, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels. Vous renseigner auprès du service abonnements. ETRANGER: par voic aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

"Facilities of Indeed and produced doily for \$ 892 per pent by a LE MONDE a 1, place Hubert-Brave-May
a LE MONDE a (1595 = pending) is probabled doily for \$ 892 per pent by a LE MONDE a 1, place Hubert-Brave-May
94932 byty-ser-Senier - France, Scored rives protting pand at Champions N.V. U.S. and additional maning offices, POSTPAS
TER: Send address changes to DGG of NY Bert 1518, Champion N.Y. 12919 - 1518.

Pour les abnormances requests not U.SA.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3130 Pandie Avenue Senie 404 Virgaria Beach. VA 23451 - 2865 USA.

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines

BULLETIN D'ABONNEMENT

Leuille: avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propies en capitales d'imprimerie.

1 123 F

2 086 F

qu'elle parle autrement, qu'elle se métie du souci de plaire immédia-tement, qu'elle tente de réfiéchir à dix ans, à vingt ans, si même chacun de nous vit trop au jour le jour, bref qu'elle tâche d'être seion ses principes une morale du discours et du comportement.

Tel est peut-âtre l'espoir d'un citoyen qui n'attend plus le grand soir : que la gaucha la prenne au sérieux et qu'elle prenne ses mis-sions au sérieux ; qu'elle défriche à nouveau, comme elle l'a fait plusieurs fois dans son histoire. le terrain de ses idées longtemps planté d'utopies, aujourd'hui enrichi de l'expérience parfois douloureuse de l'exercice du pouvoir.

Le travall et l'emploi

On saisira quelques exemples en vrac, non pour proposer des solutions, seulement pour chercher des pistes de réflexion. Au premier rang, bien sûr, le travail et l'emploi. Dans beaucoup de nos régions, nous voyons, nous verrons se fermer les usines, se multiplier les ajachères Industrielles. L'Allemagne et le Japon ont fait depuis longtemps le choix d'une activité industrielle forte, plus créatrice d'emplois qualifiés que les autres secteurs de l'économie, et às ont, moins que nous, souffert du chômage. Ne faut-il pas, eu niveau français ou européen, réfléchir à de nouveaux moyens de défendre notre industrie? De le soutenir davantage et, pourquoi ne pas le dire, de la protéger, créant, adoptant des règles ou des normes déjà en vigueur eilleurs, faisant jouer de façon sensible la préférence communautaire?

Et le débat sur les trente-deux heures, sur la semaine de quetre jours, pourrait être l'occasion de reconsidérer la vision, que notre société perpétue, des fonctions et des ages de la vie. De nous interr sur ce partece oblicé entre l'école faite pour les premières armées, et le travail pour le reste

De nous interroger plus généra-lement sur cette étrange succession des étapes d'une vie - de l'école au travail puis du travail à la retraite — héritée d'un temps où la vie humaine était beaucoup plus courte. Notre espérance de vie à la fin de ce millénaire rend la retraite bien longue, risquent de donner à besucoup le sentiment d'être inutiles, exclue. Peut-être pourrionsnous casser un jour ce temps final de la retraite forcée, proposer à chacun, sinon une retraite à la carte du moins des « congés de retraite anticipée», prie tout au long de la vie professionnelle.

De même, aujourd'hui que nous savons notre pays structurellement

atteint par le chômage, que beau-coup des 900 000 chômeurs de longue durée sont sans espoir sérieux de retour à l'emploi, notre attention ne doit-elle pas se porter sur le « non-travail» tout autant que sur le travail, pour démonter la détestable relation que notre société entretient evec ese chômeurs, faite de culpabilité et de mépris.

Et réfléchissant sur le chômage et son indemnisation, ne doit-on pas rafuser ce préjugé qu'il suffit de rémunérer correctement celui qui ne travaille pas pour le satis-faire, qu'il suffit d'indemniser un chômeur pour qu'il se taise. En un temps où la plupart des liens tra-ditionnels se sont distandus, le travail est devenu pour beaucoup l'ultime lien social, et le chômage, même indemnisé, un sinistre symbole d'exclusion.

Pour combattre cette exclusion, il nous faudrait, forts d'une nouvelle vision de l'utilité collective, recréer des réseaux de solidarité et d'amitié, eutour du sport, de le culture ou de tout eutre chose, eutour de nouvelles démarches essocietivee, d'un bénévolat retrouvé; bref réinventer, autour du non-travail, de nouveaux lieux, de nouveaux iens, quand la religion, la parti, le syndicat, la ville ou le vilage ne remplissent plus cette fonction vitale. Le problème ne se réduit pas à

des déficits et eux solutions bruyemment annoncées pour paraître les combler. Nous ne pourrons faira l'économie d'un débat sur la solidarité, pour refuser cette logique d'essurance qui fonde encore notre système, où ellocatione et remboursements sont la contrepertie des cotisetions. Dens le construction de notre protection sociale, nous avons constamment sacrifié l'égaîné vraie aux exigences d'un égalitarisme d'apparence.

Ne faudrait-il pas conditionner toute allocation, an premier lieu bien sûr des allocations familiales, faire varier les remboursements selon les revenus de chacum, imaginer, per exemple, une franchise sur les dépenses maiadie égale à un pourcentage, proportionnel ou progressif, du revenu annuel de chacun 7 Bref, faire en sorte que ceux qui sont capables de supporter une part de leurs dépenses de santé ne soient pes les privilégiés d'un système de protection qui devrait être plus redistributif. Et l'Etat, eu cœur de toute action politique, l'Etat moderne, l'Etat futuriste, il nous faut mieux l'appréhender. Sur l'Etat nous n'avone cessé d'entendre les vieux discours, mandstes ou libéraux : l'Etat remàde à tous les maux, chemin obligé du progrès social, ou, tout au contraire, l'Etat responsable de

chemin du libéralisme. Trop d'Etat? Pas assez d'Etat? Et nous avons vu, étrange compromie, l'Etat se pier à l'idéologie libérale, rechercher à tout prix le remabilité qui l'innocente, nous evone vu l'Etat coupeble, presque honteux, payant mel des fonctionnaires pré-sumés trop nombreux, l'Etat fier de ressembler peu à peu à une entreprise cepitaliste en bonne senté. Le temps paraît vanu de s'écar-ter de ce débet fictif - l'Etat mira-

cle ou l'Etat maudit – pour réfléchir aux fonctions vitales que celui-ci devra remplir, dans le société de demain, afin qu'elle ne se déchire. Alors que la santé est la première préoccupation de chacun, l'Etat peut-il tenir les médecins hospitafiers, les infirmiers, les aides-soignantes, pour des métiers secondeires, en tout cas les traiter comme tels? En un temps où les citoyens ne cessent de mieux connaître leurs droits, de demander justice, l'Etat peut-il raisonna-blement maintenir l'institution judiciaire en eltuetlon sous-développement, peralysée, parfois humiliée par des moyens de fonctionnement dérisoires? En un temps où tout appelle à la soli-

derité, l'Etat peut-3 parattre délais-ser les travsilleurs sociaux? Et quand se relêchent les liens traditionnels, quand les vies ne cessent de devenir plus fragiles, l'Etat peut-il continuer de fermer, ou de leisser fermer, les écoles, les postes, les gares, cet Etat fier d'être mieux organisé, de devenir rentable, de mériter einsi promo-

Réinventer l'Etat

Tenter, à l'abri de nos préjugés, de réinventer l'Etat, de réfléchir sur see missione essentielles, ees moyens nécessaires, c'est aussi e'interroger sur nos propree tebous, per exemple sur cette grille des fonctionnaires qui e permis bien des progrès mais qui empêche aujourd'hui de donner leur force sociale aux métiers les plus évidemment nécessaires dans le monde de demain; c'est analy-ser les moyens de confier à cheque administration une fonction epécifique d' «eménageur du pays» proche des citoyene, garante de solidarités minimales.

Sur les valeurs aussi que nous ecrvons, et qui inspirent le projet socialiste, il faudrait s'interroger pour retrouver leur sens. «Le socialisme est une morale ou n'est rien», avertissait Jaurès. Bien sûr, notre trilogie nationale - venue de nos révolutions successives porte un idéal socieliste que le merxisme ne nourrit plus. Un homme libre, un homme égal, un

homme fraternel : que demander de plus? Mais ce ne sont pas des revendications propres su socialisme. Dans la France d'aujourd'hui, elles portent un vaste consensus. Le problàme est sans doute d'apercevoir ce que l'on met sous les mots proclamés, qui pourraient trop facilement flatter les bonnes consciences.

Lee Français sont libree? Mais celui qui n'e pas de traveil, pas de domicile, et qu'écrase la solitude, il n'est pas libre, et sa liberté - Manx l'avait dit - n'est que le droit de souffrir. Les Français sont égaux? Mais sous le manteeu de l'égalité des droits nous avons installé bien des statuts protégés, des inégalités organisées, et sujourd'hui, sous le soleil de l'argent, les privilèges s'épanouissent.

Les Françaie sont fraternels? Meis le déclin des religions et des doctrines qui parlaient d'amour ou de justice, l'effacement des communautés syndicales et politiques, le fatigue associative, l'enfermement dee vies, l'égoïsme, tout nous porte à l'Indifférence. Le combat de la gauche pourrait être de restituer un sens aux mots, aux valeurs qu'ils désignent, et de regarder ce que risque d'en faire le monde où nous vivons : pour tous, la liberté - très égale - du chacun

L'individu doit être la mesure de tout projet socialiste. Tel est bien l'enjeu : édifier une société pour l'Homme, autour de l'Homme et non contre lui ou malgré lui; réfléchir sur l'exigence de dignité, capable d'écleirer, et peut-être de renouveler ces valeurs que nous proclamons. Chaque homme, cheque femme, privé de travail, écarté de la vie sociale, subit l'épreuve du mépris. L'exclusion, et aussi l'indifférence ou la désinvolture des administrations et des entreprises et encore l'arrogance ou la brutalité des pouvoirs, et toutes les humiliations imposées à ceux qui déplaisent pance ou le nous ressemblent pas, ce sont, jour après jour, une foule d'atteintes à le dignité.

Cette exigence de respect, elle est peut-être la forme le plus immédiate de l'égalité, de la fraternité, du combet pour l'Homme. Ce pourrait être une victoire quoti-dienne de la gauche, modeste mais aisément accessible car elle n'exige ni révolution ni miracle. Elle sollicite seulement d'autres comportements, une nouvelle manière de traiter chacun, de l'écouter, de lui parler. Ce combet postule que cetui qui n'e plus eucun droit droits perdus, droits arrachée - ait droit toujours au respect de sa

► Frédérique Bredin est maire (PS) de Fécamp (Seine-Mari-time) et membre du cluh Témoins.

DIAGONALES

'IMPUISSANCE des peuples! Son histoire reste à écrire. Sarajevo méritera un Siong chapitre. Rarement on aura autant trépigné de rage, pour rien.

L'hiver demier, le ton des protestations était à le riposte virile. Le Mutualité retentissait d'eppels aux armes. M. Léotard essurait qu'une fois au gouvernement il ferait son affaire du drama bosniaque, en quelques jours. La promesse a payé, électoralement. Elle est moins facile à terar que celle de refaire les toitures des écoles privées (les coraniques, y compris?). Le ve-t-en-guerre d'hier admet maintenant, avec ses prédécesseurs à qui il faisait homa de leur merce, que la frappe aérienne n'est pas possible, qu'elle aggrave-reit le conflit, que la solution est politique. (Grend Jury RTL-le Monde, 19 décembre). Décidément, le pouvoir est une école d'oubli, ou peut-être de sagesse. Je ne dis pas qu'il faille s'en étonner, ni e'en plaindre.

En attendant une «décision» au printemps, M. Léctard nous conjure de ne pas noue caccoutumer à cette horreurs. Le conseil n'est pas superfiu, puisque les gouvernants, eux, semblent e accommoder du pire, et que la lessitude, sinon l'assuétude, guette l'opi-nion. Semedi 18 décembre, il ne s'est trouvé que trois mille Parisiens pour réclamer dans la que tros mare rensiene pour reciente conte le rue la fin du siège de Sarajevo. Leur cortège e gêné les echeteurs de Noël, plus que les autorités. Le message se cherchain: quolibets à Michel Rocard, elogans inscandables, et gros insectes gonflables figurant la «bâte immonde», tarte à la crème des indignés. A qui s'en prendre?, bougonnait un passant chargé de cadeaux. Pourquoi dénoncer ce scandale là plutôt que d'autres, en Algérie ou dans nos banieues?

Le sentiment d'impuissance tire les révoltes

Noël de l'impuissance

Pompidou fait écho aux vrombissements indistincts des insectes de samedi. Au programme : chants, danses, musique, dea signeurs qui signem, des causeurs qui causent. Mieux que rien! Mais tandis que Sarajevo est sacrée «capitale culturelle de l'Europe», son étrangleur Milosevic empoche des suffrages, comme le futrerovitch Jirinoveki, comme le FIS. C'est fou ca que les peuples votant mal, ces temps-ci. Il faudreit pouvoir les dissoudre, ironiseit Brecht.

Les politiques ne sont pas seuls à reconnaître que la solution leur incombe. Le général Morillon en est convaincu (13 décembre, diner de la Revue des Deux mondes). Alors qu'attendent nos civils étus? Où l'on retrouve l'incapacité des peuples à seulement comprendre ce qu'ils ne peuvent empêcher, à saisir ce que les experts appellent pompeusement la géopolitique.

Aucun gouvernant, on le suppose, ne se rêve en Chamberlain ou en Daladier, dans les futura manuels d'histoira. Si les décideurs d'Europe se hâtent de temporiser. Il y e donc une raison. Laquelle? Voyez le voisin, chantent-ils en chœur. Nous rougirons, disent les Allemands, quand your aurez accueilli autant de réfugiés que nous (300 000 contre 7 000

Nous rougirons, disent les Français, quand votre contingent militaire égalera le nôtre 16 000 hommes, un record). Quant sux Angleis, ils ne peuvent être partout : ils seraient sur le point de régler leurs propres problèmes « ethniques » à Belfaet, à deux heures de vol, comme on dit, de l'ex-

plades moins civilisées. Car il arriva encore des moments où la peix est mûre. On ne sait trop pourquoi. Le setiété de sang, qui sait l'En Afrique du Sud, au Proche-Orient, c'est venu tel un cadeau de Noël, dans le même temps cò reprenait en Europe, comme si un don de l'enfer compensait celui du ciel, la fièvre nazie

Au vrai, le fin des conflits n'est pas un besu hasard, mais l'œuvre de quelquee hommes lucides et résolus. Shimon Pérès le prouve (le Temps de la paix, Odile Jacob édit.). Des opportunités e'offrent, pas pour longtemps; des lucarnes s'ouvrent, comme pour les tirs spatiaux. Il faut s'engouffrer. Quitte à y perdre des suffrages. Les popularités, dit Pérès, sont faites pour être risquées à bon escient, non pour être thésau-

réservent-ils des surprises. Mendès conclut la paix en Indochine, sous les huées; Daladier ramène de Munich, sous les bravos, la plus trompeuse et lâche des pauses. Nos dirigeants d'aujourd'hui sont riches de bonnes impressions : que ne misem-ils leur tapis sur le fin des hontes en Bosnie? 200 000 morts, à ce jour : le compte n'y serait-il pas?

Je revois un milicien serbe, à Pribinci. Il est

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française des années 30. risées en ne tentant rien. Encore ces paris sur l'attente publique

fier de tenir un convoi de vivres à la merci de ses kalachnikovs, et de sa jactance. «Moi aussi, je suis un humaniste», répète-t-il, avec l'insistanca que donnent les alcools rudes. L'adjectif « humaniste » sonne drôle, su milieu d'annes braquées. L'homme parte en regardant ses pieds, comme souvent les stratèges en visite sur le terrain. du registre politique vers le flou culturel, fai-seur de consensus. Ce mardi 21, le Centre la FORPRONU, ce «machin» réservé aux peu-n'ont pas de parole, ils ne bougeront pas la

«De toute façon, dit-il froidement, vos pays

Total Control times and season of the season Their line is

State of the state

per a second of the second of

The second of the second

Alberta State of States

and the second second

Øigere in a le se jane#

4.

3

7....

-10:-

÷....

\$

E.

a war

MK 12 3: . . .

andra Green

E len

in a

Gr.

Z.:

= ::

22 (d) 2 2 3 (d)

. .

Feet 164

to Fredit griffith

ا - استونوستو بات ا

* ***** **

Aper of this said

· Law + cast

ASE FRA

STATE OF THE PERSON NAMED IN

the MENE

Min februare

the distant

Ret lead

Contract Track

3744 ET - 84

-

M. Distant

compet to

-

Post-

gente a septemb

- 177 S.R. 49 5-00

Terrale (1)

THE PERSON NAMED IN

W 45 M

Les Européens Manufacture distant

distinct, the see State ● 本語を施行を上 Ten village 1 ing page 40 chapteress TOTAL SEE THE P Bitte Bent 16 stp. 48 . 2

TERMINANT.

T M SAMELIA

7.64

CAMPINE ! - #ffs. file . 15 11,200 ार्थरकेच्या **सम्ब** एडेक्सम् सम्ब · hiles at a

Bruiet d'ert in the section - tellinds p STATE OF THE OWNER. · 15、 · 克斯斯斯斯 11万円英田等前職員 CA:TISAN PARTIE CO STORY Section Appe . ditai Dava .

Martin die m direction day 一 15. 数1日日期 titten fille Chintony d のでいねる 食匠 ** ** TARE # The Wildle te in Editorial

· to an at CARA BE BUR Harrist 🗓 ·竹孙 下映在 第: - Tribergua

-- An Papari े स्वयं है। इ.स. हुई

The street At meditional f e soft die je



Grand vainqueur des élections en Serbie

Slobodan Milosevic aborde en position de force les négociations sur la Bosnie-Herzégovine

de nos envoyés spéciaux C'est un Slobodan Milosevie triomphant qui s'apprétait à aller négocier, mardi 21 décembre, à Genève le partage de la Bosnie-Herzégovine, fort d'une victoire électorale fêtée à Belgrade par son Parti socialiste (ex-commnniste), avant même que les résul-tats définitifs aient été publiés. Dès landi matin, au lendemain des élections législatives en Serbie, le porte-parole des socia-listes, Ivica Dacic, annonçait «la grande victoire» de son parti, que eclui-ci « ait ou non otteint la majorité absolue».

Selon les chiffres fournis par M. Dacic, le Parti socialiste serbe obtiendrait entre 124 et 128 sièges sur les 250 que compte le Parlement. Dans la précédente Assemblée, que le pré-sident Milosevic a dissoute fin octobre pour cause de « para-lysie », les socialistes ne comptaient que 101 députés et ne dis-posaient plus de majorité gouvernementale depuis la rupture de leur alliance avec les ultranationalistes de Vojslav Seselj (71 sièges). Célébrant, lundi matin, leur victoire, en avance sur la publication des résultats officiels, qui ne devrait intervenir que mercredi, les socialistes ne s'octroyaient qu'une dizaine de sièges de plus que ce que leur reconnaissait l'opposition au vu de ses décomptes parallèles. Celle-ci a, de fait, admis la victoire des socialistes, tout en espérant qu'ils n'atteindraient pas la majorité absolue et qu'ils ne dépasseraient pas e 46 % à 48 % des sièges ».

Chez les partisans de M. Milosevic, on affichait une grande confiance, et l'on affirmait officiellement que la question d'une

pas encore. « Que nous ayons la majorité relative ou absolue. l'opposition, elle, continue à avoir la minorité absolue», pouvait décla-rer M. Dacic, faisant allusion aux divisions chroniques entre les partis d'opposition. En tout état de cause, le Parti socialiste affecte d'être certain de trouver très vite un allié s'il avait besoin de renforts. «Si nous devions en arriver à former une coalition, nous le ferions avec un paril de centre gauche, ou programme proche du nôtre, tel le Parti démo-crate», nous a expliqué Dusanka Djogo, présidente des Jennesses

Vuk Draskovic et les ultranationalistes

Au Parti démocrate en question - passé de six à une tren-taine de députés -, on ne paraît pas d'accord avec ces assertions. Son responsable, Zoran Djindjic, s'est empressé, lundi matin, d'assurer que « le Parti démocrate ne soutiendrait pas un gouvernement socialiste minoritaire et ne parti-ciperait pas è une coalition avec le Parti socialiste». M. Djindjie insiste, quant à lui, sur la nécessité de former un a gouvernement d'union nationale», regronpant toutes les forces politiques de la Serbie. Chef de la principale formation d'opposition, la coalition mation d'opposition, la coalition DEPOS (Mouvement démocratique serbe), l'écrivain Vuk Draskovic prône, lui, une union de toute l'opposition ponr faire pièce aux socialistes de Slobodan Milosevic, au cas où ces derniers n'obtiendraient pas la majorité absolue Appelent à cette pufficaabsolue. Appelant à cette unifica-tion, M. Draskovie a estimé que le Parti socialiste devait son succès à « lo dispersion de l'opposi-tion». C'est une e bonne leçon dance les difficultés internes de des élections, le président Milose-

pour l'avenir », a-t-il dit lundi. Mais cette unité tant souhaitée suppose un rapprochement avec les nitranationalistes de M. Seselj, une question sur laquelle chacun, dans l'opposition démocratique, se sent visiblement gêné. Figurant en bonne place sur la liste des criminels de guerre dressée par le département d'Etat américain, Vojslav Seselj, dont les milices se sont illustrées en Croatie et en Bosnie, a subi un revers aux élections, en perdant, selon les premiers résultats, une trentaine de sièges, pour passer de 71 à une quarantaine de députés. Lui-même n'a pas exclu une alliance avec l'opposition démo-cratique, à partir du moment où «un accord pourra se faire autour d'un programme mettant l'accent sur les questions nationales ». Du côté du DEPOS de M. Draskovic, on estime ce rapprochement indispensable, même si, publiqueindispensable, même si, publique-ment, on reporte la question à e demain, après la publication des résultats définitifs. Dès lundi, toutefois, Vuk Draskovic a estimé que le Parti radical de M. Seselj avait « montré qu'il était dans l'opposition » et qu'il « ne lui restait qu'un petit effort à foire pour rejoindre les partis faire pour rejoindre les partis

Le plus apte à faire la paix

Quoi qu'il en soit, les éternelles quereiles de personnes entre les dirigeants politiques serbes – qui ont fait échoner, jusqu'à présent, tontes les tentatives d'union laissent mal augurer de l'avenir. En ontre, les premiers résultats ne donnent que peu de chances à l'opposition de former nn bloc capable de supplanter les social'opposition, l'entonrage de M. Milosevic se félicite de ce que cc dernier puisse aborder «en position de force» la nouvelle phase de négociations de paix, mardi à Genève puis, le lendemain, à Bruxelles, en présence des ministres des affaires étrangères des Douze. Le président de la Serbie « continue à jouir du soutien des Sarbes, malgré les pressions internationales et les sanctions », souligne-t-on. Slobodan Milosevic apparaît, une fois de plus, comme incontnurnable, conforté dans son image d'homme fort de la Serbie. Et ce, en dépit des prévisions qui, à la veille du scrutin de dimanche, annonçaient unc stagnation - voire nn recul - du Parti socia-

«La sauvegarde du peuple serbe ayant été réalisée, le deuxième objectif à atteindre est mointenant d'obtenir lo reconnaissance internationole de la [nouvelle] Yougoslavie et des Etats serbes » [de Bosnie et de Krajina, territoire croate contrôlé par les forces serbes], souligne Dusanka Djogo, ajoutant qu'il fant égale-ment obtenir la levée de l'embargo qui pèse sur le pays. Concernant les liens futurs entre les trois «Etats serbes», Dusanka Djogo évoque de façon très vague une «coopération», qui pourrait préluder à nne intégration par voie de référendum.

Sur le plan intérieur, Slobodan Milosevie est visiblement apparu comme celui qui, après avoir mené la guerre, était le plus apte à faire la paix tout en préservant les acquis territoriaux serbes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. A cet égard, la publicité . organisée autour des entretiens

vie avec les médiateurs interna tionaux, David Owen et Thorvald Stoltenberg, ainsi qu'avec une délégation gouvernementale croate entrait manifestement dans le cadre de la campagne électorale du Parti socialiste.

Arrivée à la dernière heure, la surenchère nationaliste à laquelle s'est livrée l'opposition dans son ensemble n'a pas convaincu et a pu apparaître à beaucoup comme une simple opération de récupération. D'autant qu'aucune formatinn n'a expliqué concrète-ment comment elle s'y prendrait pour, à la fois, conserver les conquêtes, faire la paix et obtenir la levée des sanctions internationales. Les retournements dans l'attitude des partis d'opposition et le flou de leur programme ont indubitablement alimenté la peur de l'inconnn dans un électorat prompt à suivre le détenteur du pouvoir, surtout lorsque celui-ci accapare le principal instrument de propagande, à savoir la télévi-sion. L'expérience de Vojslav Seselj est significative de cet état d'esprit : lâcbé par Slobodan Milosevic qui, après avoir bénéfi-cié de son soutien, a soudain « découvert » qu'il s'agissait d'un criminel de guerre et a fuit arrêter certains de ses lieutenants. le leader ultranationaliste a vu sa côte immédiatement tomber.

A Belgrade, considérée comme un fief de l'opposition mais où les partisans de Slobodan Milosevic l'ont emporté cette fois-ci, on peut entendre cette boutade : « Voyez comme nous sommes un peuple honnête: si vous rassem-blez mille Serbes, huit cents vous jureront qu'il votent pour l'opposi-tion; et, pourtant, Milosevic passe à chaque fois.»

> FLORENCE HARTMANN et YVES HELLER

Les Européens tentent sans grand espoir de forcer un règlement de paix

Les Européens, une fois de plus, tentent de sauver de l'enlisement des négociations qui piéti-nent depnis des mois tandis qu'en Bosnie la guerre continue. Les douze ministres des affaires étrangères ont demandé aux représentants de toutes les parties au conflit dans l'ex-Yougoslavie de venir les rencontrer mercredi 22 décembre à Genève. En prélude, les présidents Izetbegovie, Tudjman et Milosevie, ainsi que les ebefs des communautés croate et serbe de Bosnie s'entretiennent mardi à Genève avec les deux médiateurs internationaux, David Owen et Thorvald Stol-

1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

.

■ VICTOIRE. Le parti socialiste

da Slobodan Milosavic ast la grand vainqueur des élections du 19 décambra an Sarbia. On ignorait toutefois mardi ancora

s'il disposerait de la majorité absolue au Parlament. Le principal dirigeant de l'opposition, Vuk Draskovic, appelle à une alliance

de tous las adversairas de

■ OBSTINATION. Les négocia-

tions sur la Boania davaiant

reprendre mardi à Genève et se

poursuivre mercredi à Bruxelles

avec les Douze. Mais les pronos-

tics sont plutôt pessimistes, en

raison du maintien, par toutes

las parties, da leurs exigences

tenberg. La paix pent-elle surgir de ces énièmes discussions, que nul n'ose plus présenter comme celles « de la dernière chance »? A en juger par les dernières déclarations de M. Izetbegovic, non. Le blocage reste total sur les revendications (territoriales notamment) que formule la partie musulmane bosniaque et auxquelles elle conditionne son acceptation du plan de règlement élaboré par les médiateurs avec les Serbes et les Croates, et qui prévoit le partage de la Bosnie en trois entités ethnique-

Alain Juppé qui, avec son bomologue allemand Klans Kinkel, est à l'origine de cette nouvelle tentative européenne, estimait lui-même, il y a quelques jours, que l'affaire se présentait « on plus mol » et que les chances d'aboutir restaient aussi infimes que précédemment. Interrogé récemment sur la question, le chancelier Kohl faisait valoir pour sa part - avec une franchise révélatrice tout à la fois de mauvaise conscience, de désarroi et d'impuissance – qu'à propos de la Bosnie, « il faut tout essayer, quelles que soient les chances de succès ». Bref, on a plutôt le sentiment que l'Union européenne est moins mue par l'espoir d'abontir que par l'obligation de ne pas rester sans rien faire.

Du moins ressent-elle encore cette obligation, ce qui depuis des mols n'est plus le eas des

sur les armes au profit des Musulmans bosniaques, assortie d'éventuelles frappes aériennes sélectives, les Américains ont pris le parti d'ignorer l'affaire. Ils ne font plus allusion à l'engagement qu'ils avaient pris d'envoyer vingt mille soldats au sol en Bosnie pour surveiller l'application du plan de paix, dès lors qu'il serait accepté par toutes les parties. Et on les imagine plutôt actuellement en train de prier pour qu'un tel accord, qui les contraindrait à s'exécuter ou plus probablement à se dédire, ne voie pas le jour.

Menaces « incitatives »

Comme cela s'était déjà produit à la veille de semblables écbéances, des responsables français - MM. Léotard et Juppé - laissent entendre ces jours-ci que les efforts des Européens ont malgré tout des limites et que, faute d'un règlement d'ici le printemps, il faudrait envisager un retrait des « casques bleus » de Bosnie. De telles mises en garde se veulent ineitatives. Elles visent essentiellement les dirigeants d'une communauté musulmane dont on attend davantage de souplesse dans les négociations et que certains - comme David Owen - soupconnent ouverte-ment de vouloir poursuivre la guerre dans l'espoir de lancer une grande offensive au printemps. Elles reflètent sans doute l'opinion de plus d'un membre de l'état-major, voire du gouvernement français, jugeant coûteuse et risquée la présence des soldats français en Bosnie et n'admettant pas qu'elle s'étcr-nise au gré des stratégies des chefs de guerre locaux. Mais qui oserait, le moment venn, assumer face à l'opinion française et européenne un ordre de retrait qui ne pénaliserait que les popu-lations civiles frappées par la guerre? Qui oserait expliquer que la France et l'Europe, après avoir fait le choix explicite et lourd de conséquences de n'inJappe? François Léotard? Fran-Autre son de eloche français

de ces derniers jonrs, la ques-tion que pose à voix hante le ministre des affaires étrangères : pourquoi la FORPRONU n'uti-lise-t-elle pas la force à Sarajevo alors qu'elle en a les moyens? Ce sont les Serbes de Bosnie qui ectte fois sont visés, cux qui continnent de bombarder la capitale en même temps qu'ila acceptent les invitations à venir négocier à Genève ou à Bruxelles. De fait, si la FOR-PRONU ne demande pas à l'aviation de l'OTAN d'intervenir eontre l'artillerie serbe qui tue à Sarajevo, ce n'est pas la fante d'Alain Inppé. C'est celle de M. Boutros Ghali, c'est celle des Anglais, celle des Américains, celle des médiateurs qui, par définition, craignent de voir les négociations compromises, celle de la FORPRONU ellemême dont le commandant ponr la Bosnie, le général Briquemont, a répondu à Alain Juppé que s'il vouiait « parler de ce pays », il e vienne voir pendant quelques jours comment les choses se passent à Sarajevo ». C'est celle aussi probablement des autorités de l'Etat français plus hautes que le ministre, qui redoutent elles aussi l'engrenage et refusent plus que tout d' « ajouter la guerre à la guerre ».

L'arme des sanctions n'a pas joué

De telles déclarations sur le reconrs à la force, dès lnrs qu'elles restent inopérantes, ont aucune utilité, sinon pour M. Juppé celle de se disculper personnellement. Elles sont évi-demment du plus mauvais effet sur la partie serbe, à laquelle les Enropéens demandent par ailleurs une attitude plus conci-liante dans les négociations avec les Musulmans bosniaques.

Cet esprit de conciliation, les Douze ont cru ponvoir l'appri-voiser en promettant à M. Milosevic une suspension progressive de l'embargo économique qui

Américains. Depuis que les Européens ont resusé leur proposition de levée de l'embargo tervenir en Bosnie que sur le plan humanitaire, démission- sorte que les Serbes de Bosnie position de levée de l'embargo nent sur ee terrain-là? Alain veuillent bien rendre à la partie musulmane quelques-uns des territoires conquis qu'elle réclame. Mais, depuis la première réunion des Douze avec les belligérants le 29 novembre à Genève, rien, de ce point de

vue, n'a évolué favorablement. David Owen a commence par engager des discussions sur Sarajevo, dont les Scrbes réclament une partie, ce qui a valu au médiateur un raidissement du côté musulman et, accessoirement, de vertes réprimandes de l'Union européenne lui signifiant que des négociations sur le partage de la capitale ne figuraient pas dans son mandat (le plan de règlement actuellement sur la table propose de placer la ville sous tutelle de l'ONU pendant deux ans).

Alors que se déroulait la campagne électorale en Serbie, les Serbes n'ont rien concédé et M. Juppé leur imputait, il y a dix jours, la responsabilité du blocage des négociations, an point de leur promettre non plus une levée progressive des sanctions, mais au contraire un durcissement dans leur application. Mais comment «durcir» un embargo déjà total en prin-cipe, mais violé grâce aux soius de quelques pays sympathisants de la Serbie ou de voisins qu'asphyxierait un hlocus réellement total? L'idée européenne de relancer la négociation en jouant de l'arme des sanctions n'a rien donné jusque-là. On peut se demander si eile a quel-

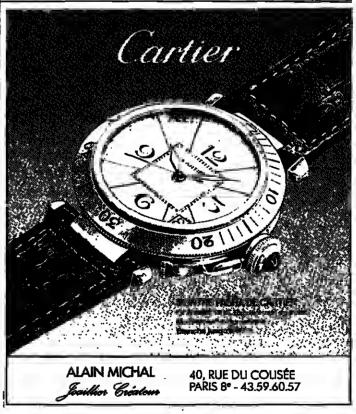
Suspansion du pont zérien aur Sarajevo après des tirs sur un avion. - Le pont aérien du Haut Commissariat des Natinns unies pour les réfugiés (HCR) sur Sarajevo a été suspendu après qu'un avion de l'ONU eut été atteint lundi par un tir de mitrailleuse juste avant d'atterrir sur l'aéroport de la capitale bosniaque, a annoncé mardi la Force de protection de l'ONU (FORPRONU). Après avoir été réparé à Sarajevo, l'avion de la FORPRONU a regagné Zagreb. – (AFP.)

que chance de devenir plus effi- de Mostar lenr capitale, les cace après les élections qui viennent de conforter le pouvoir de M. Milosevic en Serbie.

Les Douze vont arriver à Bruxelles avec des cartes précises de découpage de la Bosnie de compromis. Les contacts qu'ils ont eus la semaine dernière avec les différentes parties incitent pourtant an pessimisme. Pour ne citer que quelques-uns des points de désaccord, outre le conflit sur Sarajevo: les Serbes rechignent à toute concession territoriale, alors que les Masulmans revendiquent un tiers de la Bosnie; les uns et les autres s'opposent à propos des enclaves de Bosnie orientale que les Masulmans réclament, avec des voies d'accès, comme partie intégrante de leur future « république »; les Croates de Bosnie veulent faire

musulmans veulent que la ville soit placée sous administration européenne; les Musulmans bosniaques demandent, contre tout le monde, un accès souverain au port adriatique de des Croates, Serbes et Européens, à savoir un couloir frontalier entre la Croatie et la République, serbe de Bosnie, débouehant sur l'Adriatique au nord de la presqu'île de Prevlaka. Mais les vrais problèmes sont-ils réellement là? Et quand les Musulmans de Bosnie revendiquent la « viabilité » pour leur future république expriment-ils autre chose qu'une profonde répugnance envers le partage qui leur est par tous proposé et qu'ils ont tellement de mal à admettre?

CLAIRE TRÉAN



a priori a l'emporte pièce sur l'idue se resume en une phrase :

CLAIRE TREASE | par la CDU de Steffen Heitmann

Enfants de guerre

II. – Bosnie : survivre après l'exode

Après la présentation générale du cort dee enfants dens les conflits d'eujourd'hui, (le Monde du 21 décembre) noue poursuivona notre enquête per un reportage eur le aituation dramatique qui prévaut en Bosnie.

ZAGREB

de notre anvoyé spéciel

«Toutes les nuits, je retourne à Bresevo.» Pour Baka (grand-mère) Ana, ce hameau de Bosnie septeo trionale perché au sommet d'une colline des environs de Prijedor représente une vie entière, sa vie. Sa vie, mais aussi la mort, l'horreur d'un massacre, le point de départ d'une fuite éperdue de trois mois à travers une Bosnie-Herzégovine à feu et à sang.

A Bresevo, Ana a laissé trois de ses fils, égorgés, comme la plupart des hommes du hameau, sa bellefille, tuée par un obus sur le pas de sa porte. Et pourtant, malgré le drame, enfin réfugiée dans un village pimpaot des environs de Zagreb, dans une maison vieille d'à peine quelques mois, entourée de quatre de ses petites filles, objet des soins attentifs du voisinage. Ana ne rève que de retourner à Bresevo, de a rentrer chez elle ».

Tel n'est pas le cas de Gordana, loin de là. L'aioée des petites-filles d'Ana a treize ans aujourd'hui. Et, pour elle, plus question de revoir un jour Bresevo, même une fois la paix revenue - si celle-ci devait un jour revenir. Pour Gordana, il ne reste de Bresevo que cette horrible image de sa mère s'écroulant en sang devant ses yeux, avant que des hommes armés viennent cher-cher son père – qu'elle ne reverra plus jamais - puis refassent irruption dans la cave pour menacer de finir le trovail » avec Baka Ana, qu'ils menaceot de leurs fusits d'assaut tandis que Gordana et ses sœurs se pendent à son cou pour

Cétair un jour d'été, le 25 juillet 1992 très exactement. Les obus de mortier et les grenades se sont mis à pleuvoir soudain sur Bresevo. entouré de villages de l'autre ethnie, du peuple dominant dans la region, que celui-ci a fini par entièrement conquerir. Toute la famille s'est précipitée à la cave, d'où elle pouvait entendre les explosions cemer la petite maison. Et puis, dans un geste qu'Ana ne s'explique toujours pas, sa belle-

fille e voulu sortir. Contre l'avis de tous, elle est remontée. Gordana l'a suivie. Quelques minutes plus tard, la petite fille est redescendue en courant et burlant que sa mère venair de tomber, eosangiantée, devant la porte. Elle venait de recevoir une volée d'éclats d'ohus, sous les yeux de sa fille. A l'époque, Gordana o'avait pas douze ans. La dernière de la famille, Ivana, o'avait pas cinq ans.

« Je suis allée chercher le corps de ma belle-fille, raconte Ana. Je l'ai lavé et j'ai dû le laisser dans la cave, simplement recouvert d'un drap. . Car, une fois le village pris et les hommes emmenés, Baka Ana et ses petites-filles oot été chassées de la maison. « Quand nous sommes enfin sorties de lo cave, les rues étaient jonchées de corps. » Ensemble, elles ont pu trouver un abri dans le hameau.

Ana a réussi à récupérer deux autres de ses petites-filles, et, la ouit suivante, le petil groupe s'est sauvé pour rejoiodre Prijedor. Alors a commeocé un exode de trois mois, pour Ana, seule avec ses six petites-filles, dans un pays mis en pièces par la guerre. Ce n'est qu'eo octobre qu'elles ont atteint la Croatie, pour de nouveaux asiles provisoires.

Entre-temps, entassées avec d'autres exilés dans des cars régulièrement mitraillés ou en marchaot à travers montagnes et forêts, il e fallu qu'elles passent les lignes de front. C'est ou fond d'une profoode vallée, daos uo décor de ruines et d'inceodies, qu'elles ont traversé, à pied, les lignes serbo-musulmanes. A cet endroit, à Turbe - près de la cité historique de Traynik -, la route est sinueuse, encaissée.

« Jusqu'où faut-il encore aller?»

C'est là que régulièrement on peut voir déboucher des cohortes de réfugiés de tous âges, vicillards, femmes et enfaots confondus. chassés de chez eux par la gráce d'une «purification ethnique» qui n'a jamais cessé. Ils émergent d'abord à quelques-uns, puis co groupes de plus en plus compacts. Hébétés, accablés, épuisés, les survivants de l'exode trainent avec eux des lambeaux de leur vie passée dans uoe Europe qu'ils

croyaient civilisée : valises défoncées, balots de tissus, poussettes d'enfant, cartons mal ficelés.

Souvent, ils ont un geste furtif pour s'essuyer les yeux avant de défiler devant les représentants de «l'autre» Europe, ces «casques bleus» postés sur leurs beaux blindés blancs, veoos garantir leur sécurité au passage du froot, ces militaires rasés de frais, reflet d'un passé révolu pour eux. Dépassant d'une tête ses compagnons de misère, un adolescent passe sans détourner le regard, qu'il a fixé sur la route, droit devant lui. Il a du mal à marcher. Seul souvenir de sa vie antérieure, ses chaussures de sport soot evechies, défoocées, trouées de toutes parts; elles oe

heureusement que je suis là. Plusieurs fois, on a essayé de nous séparer, mais il n'en est pas question; tant que je vivrai, je resterai avec eux.» Ana, qui oc se sent pas, ici, chez elle, a sauvé ses petites filles, les a sonties de l'hor-reur; elle les protège et reste le seul lien familial; elle représente une cohésioo qu'elle vent, à tout prix, maintenir. Mais elle est aussi le souvenir. Et ce n'est pas seulement sur le ton de la simple, constatation que Gordana a lancé à sa grand-mère: « Tu sais, un jour, nous partirons. » Il sonnait, dans cette phrase, comme un défi

Aux antipodes de Gordaoa, Ivana, elle, se mure dans le silence



ficelles qu'il a dû attacher haut sur

A quelques pas derrière lui, un gosse, la main dans celle d'une femme, regarde ébahi les engins de guerre disposés le long de la route. De son petit sac à dos, des roues le jaune dénassent : les patins à roulettes qu'il a pu sauver du désastre. Une petite fille a réussi, elle, à conserver sa poupée. Et puis, seul, perdu loin derrière la foule, un jeune garçoo avance péoiblement, uo capuchon lui mangeant le baul du visage, trainant une énorme valise. C'est le seul qui osera s'adresser aux soldats britanniques; il leur demande simplement jusqu'où il faut encore aller.

A Baka Aoa, à Gordana, Dragica, Zvjezdana, Ivana, il faudra encore des mois et treize asiles provisoires - camps, bôtels, familles - pour parveoir jusqu'à Lekenik, ce village de la région de Zagreb, où elles oot été prises en charge par uoe associatioo d'ori-gine autriehieone, SOS Villages d'enfants, dont l'objectif est de recueillir les enfants abandonnés pour tenter de leur redonoer un cadre familial.

ici, dans ces quelques maisons neuves disposées eo cercle, dans une atmosphère de sérénité, babitent treize «enfants de la guerre» sur les cinquante qu'abrite l'asso-ciation. A l'intérieur de la villa «des Roses», dans un saloo aux murs érincelant de blancheur, Ana tricote. Sur le canapé, Dragica (ocuf ans). Zvjerzdana (huit ans) er ivana (six ans) se binttissen er ivana (six ans) se dintusent contre elle. Solide grand-mère eu regard pétillant. Ana les couve du regard, de même que Gordana, assise, elle, un peu plus loin.

Et Gordana déborde d'énergie, fait preuve d'une foile exubérance. Entre deux rires et trois « super, super », elle raconte dans le détail a joie d'evoir été photographiée, la veille au soir, en compagnie d'un jeune chanteur célèbre qui donnait une représentation dans le village voisin. Elle parle de ses amis de Lekenik, de sa superbe radiocassette, de ses chansons pré-férées, fait admirer ses chaussons à oreilles de Mickey.

Revoit-elle encore cette scène, à Bresevo, qui a fait basculer sa vie? Soo visage se ferme brutalement: "De moins en moins », jette-t-elle nerveusement. Avant de repartir dans ses rires éclatants. N'empêche que, de temps en temps, au fil de la conversation, un voile vicot soudain se déposer sur son regard, y tuant les éclairs de malice. Les yeux, alors, se perdent eu loin, très loin. Puis, après une légère crispation, un court errement, Gordana revient à sa nouvelle vie; une vie à laquelle elle s'accroche avec une énergie et une passion farouches.

«Les enfants ont besoin de moi;

trer dans son univers. Pour elle, ilsemble que cette journée du 25 juillet n'ait été qu'un mauvais reve, un odieux cauchemar, une illusion qu'il serait temps de dissiper. «Mais que fait-on icl? Pour-quoi ne rentre-t-on pas chez matin, à sa grand-mère. Et Ana n'est pas sûre d'evoir réussi à convaincre Ivana que le «chez nous» dont elle parlait n'existait plus. De plus, la petite fille réclame souvent ses parents. Lorsqu'elle entend Ana faire le récit de cette sinistre journée d'été. Ivana va immédiatement ebercher un jeu, dans lequel elle se ooie littéra-lement.

Mais, pour des dizaines de mil-liers d'enfants encore piégés par la guerre eo Bosnie-Herzégovine, de Sarajevo à Mostar, de Vitez à Gorarde, de Tuzla à Kiseljak, aucune échappatoire possible; même dans le jeu, souvent fait de coups de sabre ou de fusil de bois. Au milieu de villes devenues de véritables tas de décombres, combien d'entre eux sont morts pour une simple partie de ballon, une descente en luge, un trajet jusqu'à l'école, une corvée d'eau, une partie de cache-cache dans des ruioes calcinées, entre deux séjours dans noe cave transformée eo abri? Combien de pareots submergés par le malbeur, perdus dans les sangiots, o'a-t-on pas enteodu répéter, devant le corps désarticulé de leur enfant : « Mais pouvais-je l'empêcher d'aller, pour une fois, prendre l'air et jouer devant lo

Le mur du silence

Marinko, lui, a passé trois mois de suite dans un abri, avec, pour seule activité, de longues discussions ou de noo moins longues parties de Monopoly avec un ami de son âge. C'était il y a deux ans. à Vukovar, certe ville de l'est de la Croatie, assiégée et réduite en cen-dres par l'armée (à l'époque) yougoslave. Il evait treize ans, avait très peur et ne sortait à l'air libre que de temps en temps, pas plus d'une demi-heure d'one beure d'affilée. Parfois, la nuit, son père le conduisait jusqu'à l'entrée, et lui montrait, pour qu'il n'oublie jamais, la façon dont, à la lio du vingtième siècle, on fait mourir une ville de près de ceot mille habitants, dans un délire de bruit, de fumée et d'éclairs.

Ce père, Marinko ne l'a plus revu depuis la chute de la ville et l'évacuation des survivants d'un siège de trois mois, depuis cet après-midi du 20 novembre 1991 dont le souvenir continue à le han-

ter, «Je m'en souviendrai toute ma vie. Il était 15 h 30 exactement. Une demi-heure plus tôt, lo radio venait encore d'offirmer que Vukovar ne tomberait jamais. Mon père est sorti de l'abri. Il est revenu en disant: « C'est fini, Vukovar est tombée.» Avec mon frère et mes parents ainsi qu'avec tous les occu-pants de l'abri, nous sommes sortis dans la rue. C'était effrayant. Des soldats nous ont dit d'aller vers un entrepôt. Sur le chemin, des militaires ont demandé son identité à mon père. Au deuxième barrage, ils l'ont emmené. Nous, nous avons continué et avons été embarqués à bord de cars qui, après une étape en Serbie, nous ont ramenés en Croatie. Il n'y avait que des vieux, des femmes et des enfants.»

Anjourd'bui, à quioze eos, Marinko est un vrai petit dur, Il fume comme un sapeur, avoue de solides cuites, se vante de multi-ples eventures amoureuses et arbore fièrement une veste de treillis militaire pour aller rejoindre ses copains du camp de réfugiés de l'est de le Croatie, à Rokovci, près de Vinkovei, où il est dans «sa» région, chez lui, comme il le dit.

Et il présère encore cette immense plaine d'uoe tristesse infinie aux rivages renommés d'Istrie où il a passé dix-sept mois. Il préfère ce baraquement préfèbriqué, qu'il partage evec ses grands-parents, le famille de son oncle, sa mère et son petit frère, aux hôtels de le célèbre station balnéaire d'Opatija - pressés, dironi tous les réfugiés qui y ont séjourné, de se débarrasser d'encombrants locataires eyant le don de faire fuir les

Marinko peut se réfugier der-rière la fumée d'une cigarette allumée maladroitement, parler avec aisance, dominer de sa taille sa mère et ses grands-parents, afficher une grande assurance. Il y a, toutefuis, des souvenits qui en appellent d'autres, trop durs. Parlant des Istriens, il les a, finalement, trou. disparaître. vés «corrects»; « sauf qu'ils m'ont volé ma montre. C'est mon père qui me l'avait donnée et je m'étais jure de lo garder jusqu'à son retour». Alors les yeux de Marinko se sont embués. Il s'est levé et est sorti dans la nuit glaciale de Slavonie marcher entre les baraque-ments préfabriqués.

A une cinquantaine de kilomè-

Selon le gouvernement bosniaque

16 300 enfants tués ou disparus

Combien y e-t-il d'enfanta touchés par le conflit dene l'ex-Yougoslavie?

L'UNICEF, quant à elle, chiffre à 620 000 le nombre d'enfants de l'ex-Yougoslavie réfugiéa ou déplacéa. En ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine - dont pretiquement l'ensemble de le population, toutes ethnies confondues, e été touchée par le conflit -, la même organisation estime à 200 000, aur un total de 500 000 enfants déplacés, le nombre de petits Bosnieques bénéficiant de l'eide humenitaire internationale.

Toujoure aelon l'UNICEF, 281000 enfants vivent dens les zones de guerre ou dans dee enclevea esaiégéea de Bosnie-Harzégovine.

Le gouvernement boeniaque estime, pour aa part, à quelque 16 300 la nombra d'enfents tués ou disparus et à 33 000 le nombre des enfants blessés

Ces chiffres paraissent toutefois incomplets étant donné que toutes les régions de Boenie ne sont pas eccessi-bles eux autontés de Sarejevo et que celles-ci ne prennent certainament pee an compte les enfanta croetes victimes dee affrontements eroeto-muaulmene de ces demiers mois.

Rien que pour Serajevo -où résidaraient actuellemant quelque 70000 enfants -, le gouvernement bosnieque chiffre à près de 1520 le nombre d'enfante tuée ou disparus et à 14300 le nombre d'enfants blessés.

tres de là, uo autre adolescen marche, seul, dans les rues d'Osijek. Predrag rejoint, à la nuit tom-bée, le seul foyer qu'il se recoo-oaisse eujourd'hui : soo pensionnat. Ses pareots sont vivants. Ils vivent à quelques dizaines de kilomètres seulement. Mais eotre lui et eux il y a, d'abord, une ligne de front. Il y o aussi ce sentiment d'abandon que Predrag éprouve et qui lui fait dire: « Désormois, je déciderai moi-même ce que je ferai.»

Grand, mince, très brun, calme à la limite de l'effacement, Predrag a quinze ans. Il est serbe et a choisi de vivre, malgré la guerre, dans la ville qui l'a vu naître, là où se trouvent tous ses copains, à Osijek la Croate. Pour y parvenir, il a di se démener tout seul, obte nir par lui-même une bourse de la municipalité qui lui permet de sui-vre les cours de l'école bôtelière et de vivre en internat. Son frère, lui a vingt ans. Il est dans un hôpital de Zagreb, cloué sur une chaise roulante : engagé daos la milice croate la plus extrémiste, le HOS, bras armé du Parti du droit,ultra-netionaliste - il a reçu des éclats de grenade dans la colonne vertébrale alors qu'il se battait en Bosnie. Il est paralysé à vie.

Maigré plage et soleil...

Pendent plus de deux mois de septembre à novembre 1991, Predrag a vécu les bombardements de la ville, le plus souvent seul dans la petite maison familiale. dévoré par la peur. Pourtant, il aurait voulu rester; mais sa mère l'e forcé à partir pour Split, où vit sa tante. A son retour à Osijek. pour les vacances d'été, sa mère evait disparu. En novembre 1992, alors qu'il était retourné à Split,

Sur la côte dalmate, il se sentait mal, malgré plage et solcil. Les gens, la-bas, « parlent mal et crient tout le temps ». Il décide, alors, que c'est à Osijek qu'il vivra. Et, lorsqu'il apprendra que ses parents se trouvent de l'aotre côté du froot, en zone occupée par les forces serbes, d'où soo père lui demande de venir les rejoindre, il refusera de quitter Osijek. Il ira plus loin : il demandera à la municipalité d'intervenir auprès de l'ONU, du HCR ou de qui que ce soit pour faire venir sa grand-mère des zones serbes. La guerre? C'est « une stupidité ». Quant à lui, il a décidé qu'il était « croate de religion orthodoxe ». Le reste conflits ethniques, guerres de reli-gions... - ne l'intéresse plus, dit-il

Diana et Ana n'ont plus, à neuf et huit aus, le moindre espoir de revoir un jour leurs parents. «Papa» et «maman», ce sont eujourd'hui, leur oocle et leur tante qui les ont recueillies et auxquels elles ont demandé de les appeler ainsi. C'était en mai 1992 uinze jours auparavant, lors de l'un des derniers bombardements de la ville d'Osijek, un obus était tombé devant la maison basse dans laquelle elles dormaient. Dans une pièce voisine de leur chambre, leur père, qui venait de rentrer du front, et leur mère parlaient, assis sur leur lit, juste devant la fenême. L'obus les a fauchés tous les deux.

Pour sortir de la maison en flammes, Diana et Ana ont du enjamber les corps de leurs parents. Puis, Diana est rentrée dans la petite bâtisse, a pris entre ses mains la tête de son père pour la redresser et est ressortie. Uoe scule fois, elle a raconté à sa tante ce qui s'était passé ce matin-là. Une seule fois également, les deux petites out demandé à revoir leur maison - en ruine - située à deux pas de leur nouveau foyer. Finaleent, elles ne sont jamais retournées devant le tas de poutres calcinées et de pierres noircies, coincé ou fond d'une cour, derrière une porte aujourd'hui close, où elles avaient vu leurs parents, un petit matin de printemps, baignant dans leur sane

YVES HELLER

Prochain article:

Sierra-Leone, Libéria. la renaissance des «small boys»

Cauchemars, insomnies, culpabilité...

de notre envoyé spécial

Il y a la souffrence phyaique. ll y a ausai les traumatismes psychiques aux conaéquances très prolondes, encore difficilement ealeulables, sur l'enfam. «Une expérience très courte dane le remps peur traumatiser l'enfant pour la vie », souligne Rune Stuvland, psychologue norvégien chargé du progremme de l'UNICEF pour vanir an aide aux enfants traumatisés par la guerre dane l'ex-Yougoslavie.

De plus, insiste M. Stuvland, ale traumatisme est d'autent plus grave chez l'enfant que celui ci est en plein dévelop-pement». Une forte mémorisation sensonelle laisse, en quelque sorte, dea traces sen-sibles « physiquement », et « le choc subi fait que l'enfant se le moindre détail. La scène défile littéralement devant ses yeux, comme une image de cinéma; il entend le bruit des explosione, lea cria; il sent l'odeur présente lors du

Les manifestetiona extérieures de cet état de choe intérieur peuvent être multiples, explique Rune Stuvland. Notamment, perte da concentration due à la force du souvenir qui fait que, parfois, l'enfant perd contect evac la réalité présente : insomnies. cauchemars; régression effective; sentiment de culpabilité devant ce qui s'est passé, pour le feit de n'avoir pu l'empêcher ou, simplement, d'avoir survécu. Cette culpabilité, estime M. Stuvlend, l'en-

fant peut l'éprouver de facon peraonnelle ou collective - «Meis qu'e-r-on bien pu faire aux Serbes pour qu'ils nous maesacrent tous?» «Si l'image du drame véeu per l'enfant eet trop forte dans sa tête, celui-ci eet comme tiré constemment en errière, vers le passé, ce qui l'empêche de se tourner vers l'avenir. »

« Exprimer

et partager»

Le profeeseur Alexandre Minkowski et son essociation Pertage evec les enfents du tiers-monde onr, dès l'hiver 1991, mis en place des équipes de soutien psychologique dena des cempe de réfugiés de Croatie.

Responsable du progremme

de soins psychothérapiques

dens l'un de ces camps, le docteur Linda Moriseeeu relève que « la terreur évoquée huit mois plus tard est tellement intense qu'elle est encore prévelente journellement sur le mode obsessionnel», aioutent que «les enfants précentent des troubles alimentairea ». «Le traumatisme entraîne eussi une destructuration. On observe une désorganisation de la vie émotionnelle et effective, une désorientation spatio-temporelie », constate encora la docteur Moriseeeu, pour qui, «à l'époque de l'adolescence, on note de nombreux troubles du comportement: vols, bagarres, alcoolisme, prostitution, suicides directement reliés au traumatisme ».



UES CAHI DESCIENCE HOUVELLE COLLECTION

PINITE plaide

en faveur

2 . S. 27

.23 🗪 🌬

-- 21.A

The Book 1

Friday Period

-M 1846 18

M. Land

espères fonda DE LA SCIENC

lout au long de cette les Cahiers de Scienc Your feront vivre 15 des sciences com nne vous l'a jamais r-De Sigmund Fres à Ambroise Par en passant par Bullon ^{Curie}, Les Cahiers vou rencontrer celles et qui ont inventé la su Moderne, Voici le prem plus exemplaire d'ent Archimed

DES HISTOIRES A EN DÉCOUVER INTERNATIONAL

Dans son rapport annuel

L'UNICEF plaide pour une action globale en faveur des enfants

Dans son rapport annuel, l'UNICEF préconise una action globale sur la santé, l'éducation et la planification.

Vouloir améliorer le sort des enfants à travers le monde ressemble parfois à un travail de Sisyphe. Le dernier rapport de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde, à l'aube de 1994, témoigne, une fois de plus, de l'immensité de la tâche. Tendis qu'en Asie, par exemple, l'organisation note des progrès sensibles, dans le monde occidental, notamment dans l'ex-Yougos-lavie déchirée par la guerre (lire page 4 noire série « Enfants de guerre »), c'est la régression.

L'UNICEF relève ainsi que l'objectif de vacciner, d'iei l'an 2000, 90 % des enfants de moins d'un an contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche est déjà atteint dans plusieurs pays en développement. Plus générale-ment, la rougeole, qui tuair cha-que année plus de 2,5 millions d'enfants il y a dix ans sévit moins sévèrement, même si elle est à l'origine d'un million de décès environ.

Pendant la même période, le nombre des vietimes du tétanos néonetal est passé d'un million à un peu plus d'un demi-million et les décès consécutifs à la déshy-dratation entraînée par les mala-dies diarrhéiques sont tombés de quatre millions à moins de trois millions. La poliomyélite est elle aussi en recul : en 1992 le nombre annuel de nouveaux cas de paralysie était d'environ 140 000 alors qu'il dépassait les 400 000 en 1980.

Rien n'est cependant gagné. Dans le domaine de la santé comme dans celui de l'éducation, La encore, si des progrès fulgurants ont été enregistrés, entre autres, au Bangladesh, en Inde, en République de Corée, l'UNI-CEF souligne que, dans de nom-breux pays d'Afrique ou d'Amérique latine, on enregistre tant un recul du nombre d'enfants inscrits à l'école primaire, qu'une fréquentation irrégulière et un taux important d'abandon.

L'Afrique est particulièrement frappée. Chaque année – depuis dix ans – son PNB par habitant décline de 2 %, au total, quelque 220 millions d'Africains, sait près de la moitié de la population au sud de Schera vivest actuelle. sud du Sahara, vivent actuellement dans la pauvreté absolue, hors d'état de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires », lit-on dans le rapport de l'UNI-CEF. La mainutrition s'est aggravée, les taux d'inscription à l'école primaire sont tombés de 79 % à 67 % et les dépenses de l'Etat par élève ont été réduites d'environ un tiers.

Pression démographique

D'autres facteurs, comme l'éro-sion qui affecte plus des trois quarts des terres cultivables ou la déforestation des forêts tropicales (5 millions d'hectares par an), nquiètent l'organisation internationale: «Au total, près de 30 millions de personnes au moins sont si sévèrement touchées par ces problèmes qu'elles sont menacées presque en permanence par la sécheresse et la famine.» La pression démographique ne fera qu'envenimer la situation. Or les prévisions indiquent que, d'ici vingt-cinq ans, une trentaine de pays africains doubleront leur population, dont l'Ethiopie, le Kenya, le Nigéria, la Tanzanie, le

Le désastre économique afri-cain a, selon l'UNICEF, des causes nombreuses : une dépendance commerciale liée à une gamme limitée de matières premières dont les prix se sont pro-gressivement effondrés; les barrières commerciales et douanières; les mauvaises ges-tions intérieures. A cela s'ajoutent, en vrae, les courses aux armements, la persistance des

conflits et les remboursements d'intérêts de plus en plus lourds

L'UNICEF préconise un allège ment radical de la dette et des règles commerciales plus égalitaires. En contrepartie, les pays du tiers-monde devraient s'engager à réduire les dépenses militaires et surtout à investir dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation et de la planification familiale. Une solution durable ne sera envisageable que si, plaide l'organisation, les efforts de tous portent sur tous ces secteurs à la fois.

·L'UNICEF montre, en effet, qu'il existe une synergie entre la panyreté, la croissance de la population et l'environnement. Dans les peys panvres, les parents sonbaitent avoir beancoup d'enfants pour compenser une mortalité élevée, pour les aider dans les corvées, pour subvenir à leurs besoins... mais la croissance démographique augmente la pression sur les terres exploitables, accélère la déforestation et accentue les problèmes de migrations vers les villes, les phénomènes de pollution.

Cet environnement malmené diminne en général les rendements et aggrave à son tonr la pauvreté! Pour briser ce cercle infernal, il lfandrait opposer à cette synergie une autre synergie, entre la santé et la nutrition, l'éducation (des filles surtout) et la planification familiale. L'éducation tend à reponsser l'âge du mariage des femmes et donc à retarder la première grossesse, ce qui rédnit les risques pour la mère et l'enfant. De même, les femmes éduquées angmentent l'intervalle entre les naissances, utilisent les centres de santé et respectent les équilibres nutritionnels; ce qui donne des bébés plus résistants et abaisse le nombre des naissances...

CHRISTIANE CHOMBEAU

ONU: création du poste de haut-commissaire aux droits de l'homme. - L'Assemblée générale de l'ONU a formellement décidé lundi 20 décembre, par consensus, la création d'un poste de haut-commissaire pour les droits de l'homme. Le hautcommissaire sera nommé à une date non précisée par le secrétaire général de l'ONU, pour une durée de quatre ans, renouvelable une scule fois. Parmi les orateurs, la Corée du Nord s'est opposée à cette décision, estimant qu'elle interfère avec la souveraineté des pays membres. Le représentant des Etats-Unis a qualifié la décision d' « historique ». - (Corresp.)

ALLEMAGNE : nouvelle profanation d'un cimetière juif à Worms. - Quelque trente-cinq tombes ont été renversées dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 décembre par des inconnus dans le plus vieux et le plus grand cimetière juif d'Europe, à Worms près de Mayence, dans le sudouest de l'Allemagne, a-t-on appris lundi de source judiciaire. Aucune inscription n'a été faite sur les pierres tombales, a indiqué un porte-parole du parquet de la ville. Le cimetière avait déjà été profané au printemps et des graffitis nazis inscrits sur les tombes. - (AFP, AP)

GRÈCE : un gérant d'autobus tué à le suite d'une charge da police. - Un gérant d'autobus du secteur privé âgé de cinquante-six ans est mort dans des circonstances mal éclaircies après nne charge de police contre un piquet de grève dans un dépôt de hus d'Athènes. La police a lancé hındi après-midi une vaste opération contre les dépôts occupés depuis mardi dernier par les gérants de bus qui protestent contre une loi nationalisant leur secteur. Des incidents ont été signalés dans plusieurs antres dépôts au cours des charges de police. - (AFP.)

EUROPE

Le dirigeant de la Ligue du Nord est accusé d'avoir violé la loi sur le financement des partis

de notre correspondante Umberto Bossi aussi. Le secré-

taire général de la Ligue du Nord est mis sous enquête pour violation de la loi sur le financement tion de la lot sur le financement des partis. Convoqué, lundi 20 décembre, par le juge Antonio Di Pietro, M. Bossi a appris au bout de deux heures d'interrogatoire que son nom figurait désormais sur la longue liste des suspects du parquet de Milan. Il est accusé d'avoir violé la loi à l'occision du versement de 200 milcasion du versement de 200 mil-lions de lires (environ 800 000 franca) effectué à la veille des élections législatives d'avril 1992 par le groupe Montedison au trésorier de l'époque de la Ligue, Alessan-dro Patelli, qui a été arrêté le

On savait pertinemment que M. Bossi, à son tour, risquait

lui-même s'en douter : il est arrivé de solidarité de ses proches : il ne au tribunal de Milan flanqué de démissionnera pas, malgré le coup au tribunal de Milan flanqué de son avocat mais surtout avec un chèque de 200 millions de lires à la main. L'argent avait été récolté il y a dix jours au congrès de la Ligue. Le juge lui a expliqué comment le restituer. Ce qui n'empêche que le «senatur», comme on l'appelle ici, devra quand même répondre de ce délit.

Au terme de sa rencontre avec le juge symbole de l'opération «Mani Pulite» («Mains pro-pres»), M. Bossi n'avait rien perdu de sa superbe : il s'agissait, a-t-il dit, «d'une petite erreur. Un cadeau qui n'a pas èté inscrit au bilan. Une simple question de forme. La Ligue ne fait pas partie du système de corruption et je revendique la responsabilité politique de ce qui se passe à l'intérieur de mon parti». Le secrétaire a

Il est vrai que dans cette bistoire, M. Bossi - après evoir expliqué en long et en large la «différence» de la Ligue - peut apparaître comme le voleur criant « au voleur / ». Il a remis au juge les budgets des trois dernières années pour prouver sa bonne foi, mais l'affaire pourrait ne pas en

Entendu dimanche par les juges, Franco Castellazzi, l'ex-président de la Ligue, qui a pris ses dis-tances à la suite de divergences avec M. Bossi, soutient dans un article publié par le mensuel mila-nais Società civile que le mouve-ment aurait « inventé » l'inscription de cent vingt mille militants pour justifier 6 milliards de lires par an de financement. - (Intérim.)

BELGIQUE

La justice demande

la levée

de l'immunité

de parlementaires

socialistes francophones

BRUXELLES

de notre correspondant

Le procureur général de Liège a demandé, Inndi 20 décembre, aux assemblées compétentes en la

matière la levée de l'immunité

parlementaire de trois personnali-

tés socialistes francophones : Guy

Coème, vice-premier ministre du gouvernement fédéral, chargé des communications et des entre-prises publiques; Guy Spitaels, président du gouvernement régional wallon; Guy Mathot, ministre des féries et des communications de la communication de l

tre des affaires intérieures dans le

même gouvernement régional.

Selon le parquet, cette levée d'immunité est nécessaire pour la recherche de la vérité dans l'«af-faire Agusta», du nom de la

firme italienne à laquelle la Belgi-

que a passé commande de qua-

ranto-six hélicopères militaires

en décembre 1988, après l'avoir

préférée à son concurrent fran-

Ce marché - quelque 2 mil-

liards de francs français - était

assorti de diverses « compensa-

tions », sous forme de promesses

d'investissements d'Agusta en

Belgique. Il semble aussi qu'il y

ait eu des « commissions » eyant

profité eux caisses du PS, sinon à

une on plusieurs caisses person-

nelles. Un homme d'affaires lié-

geois, Georges Cywie, a été

inculpé de corruption de fonc-

tionnaires. Un membre du comité fédéral du PS de la ville, Jacques Cardon, a fait des révéla-

tions troublantes sur son rôle de

a consultant » lors de bien

étranges négociations, menées notamment per Guy Matbot.

entre cette affaire et l'assassinat

çais, Aérospatiale.

ROUMANIE

Les relations se détériorent avec Moscou

BUCAREST

de notre correspondant

Bucarest et Moscon sont en délicatesse. Signe de ce flottement : le ministre russe de le défense Pavel Gratchev a décidé, en raison d'une « attitude antirusse» des Roumains, de reporter la visite qu'il devait effectuer à partir du 20 décembre à Bucarest. Ce contretemps fait suite aux manifestations qui ont réuni, tout au long de la semaine der-nière, des milliers de manifestants devant l'ambassade russe à Bucarest. Ils protestaient contre la condamnation à mort du nationaliste moldave Ilie Ilascu, prononcée le 9 décembre par le tribunal de Tiraspol, capitale de la République, sécessionniste et autoproclamée, des russophones du Duiestr, dans la Moldavie

Ce verdict, ainsi que les lourdes peines infligées à quatre autres Moldaves également jugés pour terrorisme, ont mis la Roumanie en émoi. Le président loe lliescu a'est déclaré « indigné » et a appelé à plusieurs reprises les présidents américain et russe à intervenir « énergiquement » pour annuier cette décision « odieuse ». Tontes les forces politiques roumaines et l'Eglise ont dénoncé la « farce judiciaire de Tiraspol » et demandé à ce que les prévenus soient rejugés en Moldavie roumanophone et pon sur la partie da territoire moldave où les russophones, majoritaires, ont proelamé leur iodépeodance en décembre 1991.

Sous convert d'anonymat un hent fonetionnaire roumain reconnaissait, à la suite de l'annulation de la visite de M. Gratcbey, one les relations entre Bucarest et Moscou traversent un

moment « délicat ». L'opinion publique n'hésite pas à rejeter sur Moscon la responsabilité du sort réservé à llie llascu. Ce pas es d'antant plus aisément franchi que la Moldavie, province ronmaine entre les deux guerres, a été annexée par l'URSS en 1939 et que les Roumains « ressentent l'Impériolisme russe comme un

péril depuis des siècles, affirme

Phistorien Lucian Boia.

Ponr le moment, le ponvoir bésite à s'aventurer sur ce terrain glissant, même si la présidence a estimé que la XIV armée russe stationnée en Moldavie porte « une grande responsabilité » dans l'issue du procès llascu, parce qu'elle « est le seul soutien au gouvernement illégal de Tiraspol ». Cependant, ponssé par l'opinioo publique et les partis ultranationalistes au Parlement qui lui ont permis, le 17 décembre, de survivre de justesse à une motioo de censure déposée par l'opposition (le Monde deté 19-20 décembre) - le gouvernement pourrait être tenté de revoir sa copie. D'autant que Bucarest enteed conduire nne politique « d'intégration économique et culturelle » avec la Moldavie - à défaut de la réunification désirée par la majorité de la population - ce qui occessite l'aval, ou tout au moins la neutralité, de Moscou. Le succès des ultranationalistes russes aux élections ne devrait pas faciliter cette tache. A en croire leur dirigeant, Vladimir Jirinovski, la Moldavie ne serait, en effet, qu'un «gonvernorat» de Russie, et le commandant de la XIV armée serait un très bon

gouverneur.... CHRISTOPHE CHATELOT

RUSSIE

Vladimir Jirinovski dirigeait une organisation juive en 1989

Jirinovski, qui a joué sur l'antisélistes lors des demièrea électeurs du mouvement juif Shalom, créé à Moscou en 1989.

Selon deux dirigeants da ee mouvement cités par la New York Times, le Parti communiste voulait faire de Shalom un instrument de lutte contre les mouvements juifs indépendents qui

Des activistes juifs de Moscou se créaient à l'époque. Mais une ont raconté commant Vladimir fois élu à son comité directeur, Vladimir Jirinovski y prit la parti mitisme pour s'attirer près d'un da la minorité contestataire : quari des voix au scrutin da «Sans kui, Shalom aurait été prosoviétique », affirma ainsi Julia

TURQUIE: remise an liherté de daux journalistes. - Deux journalistes d'une chaîne de téléturque Anatolie. C'est la prevision privée turque, arrêtés la mière fois, en Turquie, que des journalistes, sous un gonverne-ment civil, font l'objet de poursemaine dernière pour « propos contre le service militaire », ont été remis en liberté, lundi snites de la part d'un tribunai 20 décembre, par le tribunal mili-

tions russes, était un des direc- Pelikhova. «Il a réellement combettu le groupe du Comité antisionista», la mouvement soviétique officiel qui l'aurait introduit à Shalom, confirma Alaxandre Smukler. Ce demier affirme que M. Jírinovski ae disait juif par son père, Volf Jirinovaki, mort peu après sa naissance. taire qui avait demandé leur mearcération, a rapporté l'agence

toujours non élucidé, d'André Cools, autre figure du PS et ancien ministre, le 15 juillet 1991 à Liège. Commission spéciale

A l'époque du contrat Agusta, M. Coeme était ministre de le désense et M. Spitaels président national dn PS. Toujours ministre du gonvernement fédéral, M. Coëme sera sans doute entenda par une commission spéciale, avant que les députés ue se prononcent. MM Spitaels et Mathot détenant des mandats de sénateur, outre leurs fonctions régionales, la commission de la justice de Sénat examinera leur cas. Selon la presse, e'est surtout M. Mathot qui se trouve « dans le cyclone ». M. Spitaels a publié un communiqué pour oier catégoriquement toute implication et affirmer que « le Parti socialiste national n'a perçu aucune somme d'argent dans la négociation ou l'exécution du contrat Agusta». Ce qui, bien qu'il s'en défende, peut ouvrir la porte à des soup-cons visant le PS régional.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

NOUVELLE COLLECTION 1994 LES PERES FONDATEURS DE LA SCIENCE Tout au long de cette année, Les Cahiers de Science & Vie vous feront vivre l'histoire des sciences comme on ne vous l'a jamais racontée. De Sigmund Freud à Ambroise Paré en passant par Buffon et Marie Curie, Les Cahiers vous feront rencontrer celles et ceux qui ont inventé la science moderne. Voici le premier et le plus exemplaire d'entre eux : Archimède.

DES HISTOIRES RICHES

EN DÉCOUVERTES

3-4-2-4-24.

2 5 7 2 2 1 3 7 7

LES CAHIERS

L'explosion d'un camion piégé à Beyrouth a fait trois morts et une centaine de blessés

de notre correspondant L'explosinn d'un caminn piégé, lundi 20 décembre, dans le centre de Beyrouth, dans un terrain vague attenant au siège du Parti phalangiste, dont les instances dirigeantes étaient en réunion, a fait trois mnrts et une centaine de hlessés. Le dernier attentat dans la capitale lihanaise remonte à octobre 1991 et avait eu pour cible l'université améri-

Le président, le vice-président et le secrétaire général du Parti phalangiste étaient absents au moment de l'explosion. Le siège de cette firmatinn, qui a été firtement endnmmagé, avait été épargné pendant seize ans d'hostilités. La population a été d'autant plus choquée par cet attentat que longement societue elle que, longtemps sceptique, elle avait fini par croire à la paix.

Très violente, l'explosion a été entendue un peu partout à Bey-routh. Dans un premier temps, tout le monde a cru à un accident, tant s'est estompée, ici, la hantise de la violence armée. De toutes parts nnt afflué les

enndamnatinns autnur d'un même thème : cet attentat visait, an-delà du Parti phalangiste -" message reçu » a dit son chef, Georges Saadé - et de la commu-nanté chrétienne dont il fut le porte-drapeau, la paix civile. Le président de la République, ebrétien maronite, mais aussi le vice-président du consell snpérieur chiite et le président des Makassed, principale association sun-nite, ont été parmi les premiers à

Mais qui en est le commanditaire? La ennfusinn à ce sujet rèene à Beyrouth. Aucune hypothèse ne paraît vraiment fondée. Dans cette ville de rumeura qu'est la capitale libanaise, il n'en circule pratiquement aucune à propos de cet attentat. Ni les

ÉGYPTE : pendaisnn de aix extrémistes ialamistes. - Six islamistes égyptiens, condamnés à mort pour « nppartenance à une organisation illégale dans le but de renverser le régime », ont été pendus, Inndi 20 décembre, au Caire. Ils faisaient partie d'un

point mort en ce moment, ni les tiraillements islamo-chrétiens. plutôt anndins, ne peuvent. sérieusement expliquer ce crime.

Reste l'hypothèse régionale, en' liaison avec les pourparlera de paix israélo-arabes. Mais, là nnn plus, aucun argument sérieux ne-peut être avancé. Ni pour les Syriens, qui seraient plutôt une cible, ni pour les Palestiniens, partisans ou non de l'accord de. paix avec Israel, ni a priori pour l'Etat hébreu lui-même, il n'y avait matière à neganiser pareil attentat. Et, pourtant, un acte de cette envergure ne peut avoir été exécuté par un simple illuminé...

groupe de l'arganisation intégriste Tala'eh El Fatah (Avant-garde de la conquête), issue du Djihad islamique. Neuf intégristes nnt ainsi été pendus en moins d'une semaine en Egypte, ce qui porte à 29 le anmbre d'activistes exécutes depuis juin dernier. - (AFP.)

LUCIEN GEORGE

Après s'être déroulées en Egypte et en Norvège

Les négociations israélo-palestiniennes se déplacent à Paris

Après l'Egypte – pendant des semaines – et la Norvège – au cours du week-end dernier – e'est Paris qui devait accueillir, mardi 2! décembre, une nouvelle ses-sinn de pourparlers discrets israé-lo-pelestiniens, dont l'objectif est d'aplanir les divergences concer-nant l'spplication de la Déclara-tinn de principes signée le 13 septembre à Washington. Sauf à admettre que les négociateurs voulaient tenir une réuninn secrète et que leur projet a avorté à cause d'une fuite, il est difficile de comprendre pourquoi ils sont en déménagement permanent.

C'est en tout cas le chef de l'OLP, Yasser Arafat, qui a révélé, lundi, à l'issue d'un entre-tien avec le président tunisien, que la réunion se tiendrait « en principe» mardi à Paris, Il avait exprimé l'espoir de parvenir à « quelques points d'accord » avec les Israèliens. Peu après, le minis-tre des affaires étrangères israé-lien Shimon Pèrès, confirmait la réunion sans autre commentaire.

Selon une source palestinienne, les délégations seront présidées, comme à Oslo, par MM. Pérès et Abed Rshbo, chef du département de l'information de l'OLP. Les discussions, dont le lien était

tenu secret mardi matin, portent sur le contrôle des points de passage entre les territoires occupés d'une part, la Jordanie et l'Egypte d'autre part, la superficie de la zone de Jéricho et la sécu-rité des colonies de penplement

Dans la continuité des déclarations de M. Pérès faisant état de
progrès dans les pouparlers (le
Monde du 21 décembre), Abou
Mazen (Mahmoud Abhas), l'un
des principaux artisans de la
Déclaration de principes, a
déclaré lundi qu'il y avait même
eu un «accord partiel concernant
certains points hitigieux», dont il
n'a cependant pas révélé la
teneur.

Réuni à Tunis lundi, le comité xécutif de l'OLP a dénoncé pour sa part les « tergiversations » d'Isdes directives pour qu'ils s'en tiennent « à l'esprit et à la lettre » de la Déclaration de principes.

Par ailleurs, à l'issue d'une réunion tenue lundi à Oslo avec la participation de représentants de seize pays, Israel et l'OLP étaient proches d'un accord sur la taille de la force de pnlice palestinienne qui doit remplacer l'ar-mée israélienne à Gaza et à Jérichn, selnn le vice-ministre des affaires étrangères norvégien. La télévisinn norvégienne a indiqué pour sa part que l'OLP aurait accepté un plafonnement à 10 000 hnmmes ainrs qu'elle en demandait 30 000. L'armement de cette force demeure toutefois sujet à controverse. - (AFP.)

Portant sur le statut des lieux de culte et de formation catholiques

L'accord entre Israël et le Saint-Siège sera signé le 30 décembre à Jérusalem

Le Vatican a confirmé, lundi 20 décembre, que l'accord entre le Saint-Siège (gouvernement central de l'Eglise catholique) et Israēl sera signé jeudi 30 décembre à Jérusalem

Quand Shimon Peres, ministre des affaires étrangères, en visite à Paris, avait lancé la date du 30 décembre, on pouvait penser à nne ultime pression du gouvernement israélien sur le Saint-Siège, en vue de hâter un accord qui sans doute a déjà bien tardé, mais qui peration des relations entre deux capitales, Rome et Jérusalem, dont on mesure la portée historique et symbolique.

Porte-parole du Saint-Siège, Josquim Navarro-Valls a confirmé cette date. Il a toutefois souligné que cet accord ne portait que sur les « problèmes bilatéraux », garantissant l'existence des lieux de culte et d'enseignement catholiques à Jérusalem et dans les terri-

toires occupés. Cet accord ne dit rien des « problèmes multilatéraux», comme le statut de Jérusalem ou la question des droits des Palestiniens, qui feront l'objet, a dit M. Navarro-Valls, d'une seconde phase de négociations au sein de la commission bilatérale Israēl-Saint-Siège, ouverte le 29 juillet 1992.

Autrement dit, si l'accord du 30 décembre, après une ratifica-tion par la Knesset, ouvre la voie à un échange de représentants permanents et sans doute à une visite du pape a Jérusalem, tous le contentient ne seront pas levés pour autant. M. Navarro-Valls a d'ailleurs tenu à rappeler que l'absence de rapports diplomatiques entre le Saint-Siège et Israël était da «à des raisons non théologiques, mais juridiques», autrement dit à la politique d'Israel dans les territoires occupés et à ses rap-ports avec les Palestiniens.

La visite à Ankara du premier vice-président iranien

La Turquie et l'Iran se disent décidés à «anéantir le terrorisme séparatiste» kurde

La Turquie et l'Iran ont confirmé, lundi 20 décembre. leur volonté d' « anéantir le terrorisme séparatiste » dans leur zone frontalière, à l'occasion de la visite à Ankara, jusqu'à mercredi, du premier vice-président ira-nien, Hassan Habihi. Le dossier des activités du Parti des travailleurs du Kurdistau (PKK, séparatiste) a constitué le principal snjet des entretiens de M. Habibi, qui a déclaré que les deux pays donneront « un coup dur au terrorisme avec de nou-velles mesures frontalières».

Le premier ministre ture, Tansu Cilier, a souhaité de son côté que la frontière commune « devienne celle de la paix ». Cette

Affrontements entre deux formations kurdes. - Une dizaine de personnes ont été tuées ou blessées lors d'affrontements entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et la Ligue islamique du Kurdistan (LIK), lundi 20 decembre dans le Kurdistan irakien. Les aile du Parti socialiste kurde combats, selon des responsables proche de Téhéran. - (AFP.)

visite est qualifiée de source diplomatique turque de « nouveau printemps » dans les relations bilatérales. Les deux parties devaient décider de la date d'une réunion tripartite turco-irano-syrienne de hauts fonctionnaires sur la sécurité frontalière et le aterrorisme du PKK», selon des sources gonvernementales turques. Téhéran et Damas, accusés par Ankara de soutenir la rébellion knrde, ont récemment annoncé « ne pas vouloir permet-tre les activités du PKK » dont la Turquie veut parachever l'encerclement grâce à une coopération étroite avec ses voisins immédiats et ses alliés européens.

kurdes, se sont déroulés près de la frontière avec l'Iran. Des sources proches du PDK ont accusé le LIK d'avoir agi à l'instigation de Firan. Des heurts, qui avaient fait trois morts, avaient eu lieu il y a une semaine entre le PDK et une

tree Le Monde sur Minisel

Calculez vos impôts rapidement

3615 LEMONDE

Qu'est ce qui a des boules, des guirlandes, que l'on achète à Noël et qui n'est pas un sapin? Macintosh LC III Macintosh Powerbook 180 C 6 820 Fht 13 820 Fht + moniteur couleur + ChrisWorks 6 820 Fht. 8 088 Fnc. Ecran conleur matrice active 4/160 Mo. 13 820 Flat. 16 390 Flat. Option extension à 8 Mo. t 990 Flat. 2 360 Flat. Option fax express modern 1 490 Fht. 1767 Fttc. Macintosh Quadra 650 14 590 Fht # (to) Mo. + clavier + CD ROM OUVERTURE IC NEUILLY + ecran 1+" couleur Apple. 1+ 590 Fbt. 17 303 Fuc. 48 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92200 NEUILLY - 46 37 17 17 La réponse était Macintosh. Mais comme Premier distributeur Apple d'Europe avec plus les sympathiques petits conifères actuellede 60.000 Maciatosh installés, seul IC peut ment proposés chez tous les fleuristes, ces s'engager sur des prix aussi bas alliés au plus Macintosh ont le grand avantage d'être imméhaut degré de services. Yous devriez déjà diatement disponibles chez IC, et à des prix être chez IC. Pour plus réellement exceptionnels. Normal, c'est Noël. d'informations tapes:

IC BEAUBOURG PARIS 4s (1) 44 78 26 26 • RC VENDOME PARIS 1sx (1) 42 86 90 90 • tC MICRO VALLEY PARIS 15x (1) 40 58 00 00 • tC NEULLX (1) 46 37 17 17 IC MARSEILLE SE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 36 78 623838 • IC ADX EN PROVENCE 4238 2808 • IC AVIGNON 90 82 22 22 Lutte centrale, disque due mémoire ecran et cluster sont garantes d'origine Apple. Photo non contractuelle. Offre reliable jusqu'an 24 étérmbre et dans le limite des stochs disposibles

LES PÈRES FOND!

ASIE

Pékin dénonce une émission de la BBC sur Mao Zedong

L'insatiable appétit sexuel du « Grand Timonier »

LONDRES

de notre correspondant

Le « Grand Timonier » avait donc un grand appétit : c'est en affet par centeines qua Meo Zedong aura « consommé » les jeunes filles, au coura de discrètes parties qui se dérouleient dans sa résidence privée de Zhongnanhal, derriàre les murs de la Cité interdite. Mao eimait que ees partenaires acient « trèe jeunes, svec un bse niveeu d'éducation, des femmes qui ne ssveiant pes grand-choee, comme les membres de le Troupe dea erte (ballet), dea serveues at des secrétaires. Elles devaient être politiquement « sûres », an bonne aanté, at étaient contrôlées par son chef de le sécurité, Keng Sheng, et ses gardes du corps, svant de lui êtrs présentées ». On comprend que les révélations du docteur Li Zhieul, aon médecin personnel de 1954 à 1976, eient déchaîné ia colère da

Pékin e donc tenté de faire interdire « Timewatch », l'émis-

slon de la BBC eu titre évocateur – « Président Meo, le dernier amperaur » (le Monde du 18-20 décembre) – diffueée lundi eoir 20 décembre, qui trace de l'ancien chef d'Etat le portrait d'un obeédé saxuel et d'un tyran paranolaque. Mais ni le Foreign Office ni le BBC, n'ont cédé. Arrivant au plus fort d'un refroidiaeement des relations sino-britanniques en raison de le rupture dee pourpariers sur Hongkong, l'affaire tombe mal. Londres en e convenu, tout en avouant son impuissance : le gouvernement, en Grande-Bretagne, respecte le liberté de la presse. A Pékin, une telle affirmation e, bien eûr, était jugée

L'exécution de 46 000 intellectuels

En une heure d'émission, émaillée d'Interventions de nombreux témoine et sinologues, lee excès politiques de l'euteur du *Petit Livre roug*e ont été rappelés, et on e appria que celui-ci préférait de beaucoup la quas à celle dea ouvreges dea maîtres à penser du marxisme. Le docteur Li, qui vit aujourd'hui à Chicsgo, explique pourquoi tant de jeunee fammea étalent attiréee par Mao : « Elles se senteient honorées d'avoir des relations sexuelles evec lui. C'étalt quelque chose d'important et de naturel puisque Mao étalt Dieu et le dirigesmt aupréma. » Mao perlait eouvent d'un empereur de la dynastie Ming qui avait la réputation d'avoir possédé cinq mille concubines. Le docteur Li ne pense pas que son illustre patient ait pu égaler ce record, en dépit d'une consommetion

Mec se comperait eussi volontiers à l'empereur Qin (IIs siécle event JC), qui aveit notamment fait brûler vifs quatre cent soixanta lettrés confucéens; il se tarqueit de l'evoir dépassé en faisant exécuter querante-six mille intellectueis. Selon Jeremy Bennett, producteur de l'émission de la BBC, le président chinoie «était corrompu par le pouvoir absolu et il

immodérée d'aphrodisiaques.

est devenu persuadé qu'il était infsillible». Les témoignegee abondent sur ce point et Sir Percy Craddock, encien embassadeur britennique en Chine pendent la révolution culturelle – et l'un des principeux critiques de le politique de M. Patten – résume cea commenteires : « C'était un révolutionneire, un viaionnaire, un dogmstique, c'était un tyren et, finelement, c'était un monstre. »

Alors que le Chine s'apprâte à célébrer le 26 décembra le cantième enniversaire da la neisaenca de l'ancien chef du PC chinois, certains sinologues s'interrogent eur l'importance que le gouvernement chinois attache aux retombées de cette émission : comme ai, en ineistant sur cet « outrege » feit à le Chine, certaine dirigeenta de Pékin evaient trouvé un moyen commode – et machiavélique – de temir un peu plus, auprès de la population chinoise, le souve-nir et l'action du « dernier empe-

LAURENT ZECCHINI

REPÈRES

ALGÉRIE

 $s_1 \leq \xi$

Paris plaide pour une aide européenne d'urgence

Le France a eppelé, lundi 20 décembre, lee pays membres de l'Union européenne à spporter rapidement à l'Algérie une elde d'urgence. Pour eutant, « il n'est pas question de danner un blanc-seing à tel ou tel gouvernement », e répété Alain Juppé, à Bruxellee, au cours d'un peint de presse en marge d'une réunion des ministres des affaines étrangères des Douze, «Les pays de l'Union européenne souheitent le stabilité en Algérie. Les parties

algériennes doivent pour cela s'engager sur la voie du dialogue politiqus, et ce ne aera pes facile», e-t-il sjouté, ce qui impose à certains de « ranoncer à la violence, su meurtre et aux assassinats». — (AFP.)

GUINÉE

Les violences ont fait au moins six morts

Au lendemain de le première élection présidentielle plureliete, marquée par des violences qui ont fait au moine six morts dans des quartiers populaires de Conekry – slors qu'un précédent bilen faisait étet de troia morte (le Monde du 21 décembre), — les candidets d'opposition, qui eveient prôné l'abstention et eppelé à ampêcher la déroulement du scrutin, accusaient de « trahison», lundi 20 décembre, deux eutres cendidets qui evaient demendé à leura militenta de

En raison du reterd dene l'echeminement des bulletins et des cartes électorales, le scrutin e été exceptionneillement rouvert lundi dens le préfecture de Ksnkan, e-t-on indiqué de source officielle. Selon des tendancss officieuses, le teux de perdeipation à Conakry, le capitale, aerait supérieur à 50 %. La Cour suprême doit se prononcer sur le validité du scrutin dens un délei de huit à quatorze jours.

Le miniatre des sffeires étrangères à annoncé que le vote des Guinéens n'evert pes eu lieu eu Sénégal, en Côte-d'ivoire, en Guinée-Biseau Sierra-Leone, su Zeire et eu Togo, des militents d'opposition ayant brisé les urnes. — (AFP.)

ROYAUME-UNI Le président du Sinn Fein exige la libération

exige la libération des membres emprisonnés de l'IRA

« Tout accord négocié sur l'Irlande du Nord doit supprimer les symptômes comme les causes du conflit. En conséquence, il est évident que les prisonniers politiques doivent êtra libérés », a estimé, lundi 20 décembre, dans un communiqué publié à Belfast, Gerry Adems, le président du Sinn Fein, alle politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), faisant allusion aux membres de l'IRA emprisonnés. A Londres, Downing Street a catégoriquement rejeté le demande du Sinn Fein, renvoyent à une récenta déclaration du pramier ministre John Major, qui evait donné mer-cradi à le Chambre des communes la « gsrantie absolue » qu'il n'y eurait eucune amnistie pour les détenus coupebles d'actes terroristes. — (AFP.)

SOMALIE

Retrait
des « casques bleus »
allemands
avant le 31 mars

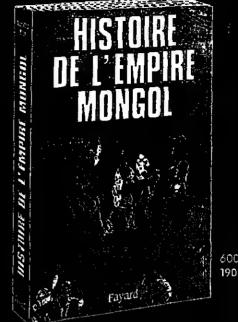
Ls conseil des ministree du gouvernement du chanceller Heimut Kohl a décidé, lundi 20 décembre, de repatrier tous les « casques bleus» ellements déployés en Somalle d'ic) eu 31 mars, La mission ellemande, menée dans le cadre de l'Opéra-

tion des Nations unies en Somalie (ONUSOM II), e'achèvera donc à la même date que celle des troupes américaines.

L'Allemsgns diepase ectuellement d'environ 1 300 soldats en Somalie, stationnée dene le région de Belet-Huen, à environ 350 kilomètree au nord-ouest de Mogsdiecio. Les préperatife de retour débuteront immédietement, a indiqué le porte-perole du gouvemement, Dieter Vogel. Décidé en décembre 1992, le déploiement ellemend evait été confirmé le 20 evril et les premiers « caequee bleua » étaient partis d'Allemagne le 14 mai, - (AFP.)

INDE : libération de dirigeants hindouistes. - Sept dirigeants de la formation nationaliste hindone RJP, principal parti d'opposition indien, ont été libérés, lundi 20 décembre. Ils étaient détenus depuis treize jours pour leur implication présumée daos les événements ayant conduit à la destruction de la mosquée d'Ayodhya, fin 1992. Parmi cux figure L. K. Advani, président du BJP. Ces personosités devrent « se présenter au tribunal lorsque celui-ci le demandera». Un huitième dirigeant, Pewan Psodey, de l'orgaoisation extrémiste bindouc Shiv Sena (armée de Shiva), n'a pas été libéré. - (AFP.)

L'aventure la plus prodigieuse que le monde ait connue HISTOIRE



Comment, à la suite de Gengis Khon et de ses successeurs, quelques dizaines de milliers de covoliers nomodes purent-ils installer en

trais-quarts de siècle un empire sur des terres de grandes civilisations?

Après avoir fait l'unité de ce qui allait devenir la Mongolie, ces peuples de la haute Asie imaginèrent d'établir une monarchie universelle.

Pour y parvenir, ils se loncèrent à la canquête du mande, faisant trembler l'Orient et l'Occident.

Plus stupétiant encare que leurs succès militaires, les Mongals surent tallier à eux les papulatians asservies si bien que celles-ci devaient garder de la pax Mongolorum un sauvenir presque égal à celui de la pax Romana. Le frocos des ormes ne dait pos foire aublier que les Mongals édifièrent les boses d'une civilisation remarquable par sa toléronce religieuse, son sens de l'odministratian, son souci de promouvoir le commerce et de mettre en relation des cultures jusque-lò séporées. Dès la fin du xiii siècle et surtout ou xiv siècle, il y eut tont en Chine qu'au Proche-Orient un renouveou culturel et un farmidoble brassage de papulations : jomois outant de gens n'avaient troversé l'Asie.

l'Histoire FAYARD

L'ALGERIE ENTRE DESORDRE ET DESESTOR

Le Monde des DERATS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS

ARCHINEDE Un savant exemplaire

LES PÈRES FONDATEURS

DE LA SCIENCE

MONTHE AND AMENDALIS AND AMEND

DAMAR

at a l'amboura-biece ant i due de teaune de presestat de transcription de l'amboura-biece ant l'amboura-bi

INTERNATIONAL

Fidel Castro: « Nous avons démontré que nous étions une étoile qui diffusait sa propre lumière»

La journalista italian Jas Gawronski a récemment recuailli un long entretien du président cubain Fidal Castro, où ce dernier se déclare toujours aussi déterminé à poursuivre eson chemin révolutionnelre » eur la voie du socielisme. Dana cet entretien, publié kundi 21 décembre par le quotidien italien La Stampa, et dont nous reproduisons de larges extraits, le «lider maximo» revient aussi sur la crise des missiles, qui faillit précipiter le plus sérieux affrontament nucléaire de l'histoire.

«A Cuba, on continue à parler de « révolution » et de « socialisma». Ces mots ont-ils le même sens qu'il y e trente-cinq

- Nnn, pour deux raisons. D'abord, parce que nous avions alors un programme ambitieux, en grande partie réalisé. Ensuite parce que la situation internationale a changé de façon décisive. Pourtant, nous maintenons nos idéaux et nos objectifs politiques et sociaux.

- L'effondrement du communisma na vous conduit-il pas à penser que quelque chose devra changer à Cuba aussi?

- Le socialisme s'est autodétruit, s'est suicidé en Union soviétique. Nous n'avons, quant à nous, aucune raison de nous autoliquider. Cela a été une grande surprise pour nous. Toutes les valeurs sur lesquelles se fondait ce grand pays, qui a rendu des services importants à l'humanité, ont été détruites. L'œuvre de Lénine et les réalisations de la révolution d'Octobre ont été des faits extraordinaires dans l'histoire. Le rôle de l'URSS dans la lutte contre le fascisme a tion des anciennes colonies.

Je continue à penser que l'URSS - et le socialisme - ne devaient pas être détruits mais per-fectionnes. Aujnurd'hui, nous sommes en présence d'un monde uninolaire sous l'hégémanie des Etats-Unis, une hégémonie dont une grande partie de ce monde subit les conséquences. - Considérez-vous Gorbatchev

comme le responsable de ce qui

Non. Gorbatchev voulait perfectionner le socialisme : il n'a jamais parlé de sa destruction. Il faut danc chercher pourquoi ce qu'Hitler n'avait pas réussi à obte-nir avec des centaines de divisigns et des dizaines de milliers d'avinns et de chars d'assaut est arrivé sans guerre, sans divisions blindées, sans avinns et sans chars. Quel rôle ont inué dans tnut cela les services secrets occidentaux? L'histnire le

- Quelles en sont les conséquences pour Cuba?

- La disparition du camp socia-liste nous à causé un tort énorme. Face au blocus américain, nous bénéficiions du commerce avec les pays socialistes, un pilier pour le développement de notre économie. Maintenant, le blocus continue, le pilier a disparu et nnus sommes soumis à l'une des épreuves les plus dures que l'on ait jamais connues à l'époque moderne. Mai-gré cela, nous n'avons pas hésité à pousser plus avant nos idées.

» Tout cela montre combien nn nnus calomninit en disant que Cuba était un satellite de l'Uninn soviétique. Nous avans démontré que nous étinns une étoile qui dif-fusait sa propre lumière. Parce que, l'Uninn soviétique disparue, nnus avons poursuivi notre chemin révolutionnaire, nous ne nous sommes ni découragés ni soumis et nous continuons à affronter cette dure épreuve avec une pleine confiance dans l'avenir. Du reste, si l'Union soviétique s'est autodétruite, ce n'est pas le cas de la Chine, ni du

- Pour vous, la Chine est un

exemple à suivre? - C'est une expérience à étudier. Les Chinois eux-mêmes disent que personne ne doit imiter de façon automatique ce que font les autres. Ils font leur autocritique pour avoir appliqué mécaniquement, dans les premières années, l'expérience soviétique. Mais on ne doit pas oublier tout ce qu'a fait le socialisme en Chine, le pays de la faim, de la pauvreté, des fléaux. Aujourd'hui, la Chine nourrit, habille. soienc et éduque un milliard et deux cent millions d'habitants. L'actuel président de la Chine, Jiang Zemin, est venu, il y a peu, ici, à la Havane. C'est un homme intelligent, cultivé, communicatif, très capable, qui m'a fait une excellente impression.

«Ne pas plonger notre pays dans le chaos»

- Mais la Chine, socialiste en politiqua, cherche à ne plus l'être en économie. N'est-il pas difficile pour Cube de rester l'unique pays accialiste quand tout change eutour de soi?

- La Chine est un pays socialiste, et le Vietnam aussi. Ils insistent sur le fait qu'ils ont introduit toutes les réformes nécessaires pour stimuler leur développement et poursuivre les objectifs du socialisme. Il n'existe pas de régime ou de système chimiquement pur. A Cuba, par exemple, nous avons de nombreuses formes de propriété privée, nous avons des dizaines de milliers de propriétaires terriens, qui possèdent, dans certains cas, jusqu'à 45 hectares. Presque tous les Cubains sont propriétaires de la maison dans laquelle ils habitent, et nous sommes en outre plus qu'ouverts aux investissements étrangers. Tout cela n'enlève pas à Cuba son caractère socialiste.

Cuba son caractere socialiste.

» Ce qui est certain, c'est que nous ne commettrons jamals l'erreur de détruire le pays pour faire quelque chose de neuf. Nous ne commettrons pas l'erreur de plonger notre pays dans le chaos, dans l'anarchie, pour résoudre les problémes que nous avons car celo blémes que nous avons, car cela serait la meilleure manière de ne jamais les résoudre. (...)

- Passons à la source de tous vos annuis, les Etats-Unis, Ja certaine edmiration, ou eu moins une certaine sympathie, de ce pays.

- Je n'ai jamais cessé de reconnaître les mérites du peuple américain. Il ne faut pas oublier que les Etats-Unis ont été une colonie qui a longtemps lutté pour son indépendance, et qui l'a obtenue. Puis ils unt proclamé la Déclara-tion d'indépendance et la première constitution moderne. Moi-même. quand je me suis défendu dans le procès de la Moncada, j'ai utilisé quelques-uns des principes de la Déclaration américaine : elle est très belle. J'ai toujours éprouvé de la sympathie et de l'admiration pour Lincoln. Très jeune j'ai com-pris le rôle de Roosevelt dans la lutte contre le fascisme.

» Prenons le cas de Kennedy : e'est lui qui a décrété le blocus contre Cuba, il était président quand de numbreux plans puu m'assassiner ont été préparés, mais je ne lui en garde pas rancune. C'était un individu brillant, intelligent, qui evait des qualités person-nelles. Je ne me suis jamais laissé entrainer par la haine et le ressenti-ment. Et non seulement moi, mais tnut le peuple cubain traite tnujours avec respect le citoyen améri-cain. (...) Nous avons la psychologie d'un peuple libre, qui n'a pas besoin de développer le fanatisme, ou la haine envers les autres peu-ples. Jamais nntre parti nu nos organisations révolutionnaires ne se sont laissés aller à proner la haine des Américains.

- De combien de tentatives d'ettentats avez-vous été vic-

 S'il y avait une discipline olympique dans ce domaine, j'eu-rais certainement gagné la médaille d'or! Au Sénat de Washington, ils ont reconnu l'existence de nombre de ces tentatives. l'ai été victime d'une centaine d'attentats, quelques-uns organisés directement par la CVA, d'autres inspirés, coordonnés, payés par elle. Quelquefois, ils ont été très près de reussir. Mais je n'y pense pas beaucoup, et même, je m'en amuse presque.

- Vous avez eu affaire à huit présidents américains. Maintenant, il y a Clinton, la premier à être plus jeune que vous. Entre ies Etats-Unis et Cuba, y a-t-ii quelques initiatives en cours?

- Les présidents des Etats-Unis sont esclaves de beaucoup de choses, et notamment des campagnes électorales, où on prend des engagements. Et Clinton, malheureusement, a fait des déclarations défavorables à Cuba. Il est en accord avec des gens comme Torricelli, qui avait présenté dans les derniers temps du gouvernement

» Mais il y a d'autres facteurs.
Tous les présidents, pendant leur
premier mandat, passent leur
temps à penser au second. Durant
cette première période, ils sont très circonspects et hésitent à prendre de nouvelles initiatives. Pour toutes ces raisnns, il n'y a pas en ce moment de négociations pour amé-liner nos relations, sinon à propos de questinns secondaires, comme les problèmes de migration.

» Clintan est un bamme de paix, qui veut faire des choses pour le peuple américain. Il m'est très

Bush la fameuse loi visant à rendre transmis personnellement ce mesplus rigoureux le blocus enntre sage à l'ambassadeur soviétique à Cuba. l'aube du 26 octobre. Il n'y evait pas d'interprète, l'ambassadeur ne connaissait pas très bien l'espagnol, et je lui ai répêté plusieurs fois chaque mot, chaque phrase, chaque idée. Il écrivait, mais je ne sais pas ce qu'il a exactement transmis à

> - Et Khrouchtchev a refusé? - Khrouchtchev n'a pas eu le temps de répondre parce que subitement la crise est arrivée à son point le plus critique, quand un avion américain U-2 a été abattu à partir d'une base de missiles terre-air soviétique qui se trouvait dans

difficile de parler de Clinton, parce que si je parle de lui en bien, ses s'inquietent. Je ne défends pas Clinton, je ne suis ni son ami ni son ennemi. Je cherche seulement à faire une analyse (...). Et j'ai observé qu'il est très sensible aux pressinns de la droite, des éléments les plus conservateurs. Parfois, il prend une positinn et puis en change en functinn des pres-sions, comme Kennedy au début de sa présidence. Mais je crois qu'il est en train d'acquérir de l'expérience. Kennedy a beaucoup appris du débarquement manqué à Playa-Giron (1), un plan qu'il avait hérité de Eisenhower et Nixon. Et puis, il a compris que cela avait été une erreur de sous-estimer Cuba, d'en-voyer des mercenaires contre Cuba.

» Clinton aussi a reçu un bérirage de Busb, par exemple la Somalie. Mais là aussi, un peuple affamé, désorganisé, a été capable de s'opposer à l'invasinn. Et je pense que Clinton en aura tiré une leçon : il n'a pas réagi avec vanité. avec de nouvelles agressions, mais avec courage et sang froid. Il a élaboré une formule politique pour arriver à une solution négociée. D'autres présidents auraient réagi avec arrogance, et se seraient embarqués dans un autre Vietnam.

- Vous semblez vouloir dire qu'il n'y eura pas d'amélioration des rapports avec les Etats-Uns avant que Clinton ne soit réélu...

 Nul ne peut dire ce qui arri-vera demain. Pour le moment Clin-ton me semble concentré sur les problèmes intérieurs. Et puis, nous pas que les Etats-Unis se préoccu-pent beaucoup de Cuba. Ils nnt d'autres problèmes qui leur sem-blent plus importants. Peut-être

- Vous parliez de Playa-Giron, de la baie des Cochons, l'épisode qui a précéde la crise des missiles en octobre 1962. Est-il vrai qu'à cette occasion vous ayez demandé à Khrouchtchev de lancer une attaque nucléaire préventive contra les Etats-

- La situation était extrêmement tendue, nous attendions une invasion américaine d'un mnment à l'autre et après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour la défense de notre pays, j'ai pensé envoyer une lettre à Khrouchichev, un message d'encouragement: j'avais peur qu'il ne vacille et mon intention était de le pousser à rester ferme, à résister, à ne pas se laisser démon-liser par la situation créée. J'--

la partie orientale de Cuba, sans que cet épisode ait jamais vraiment été éclairei. Le fait est que Khrouchichev, quelques jnurs plus tard, m'a envoyé une lettre où il regrettait qu'au beau milieu de la crise je lui aie proposé de lancer une attaque nucléaire, ce qui était absolu-ment faux. Ce n'était pas le contenu de mon message, mais allez savnir comment l'a interprété l'ambassadeur. Je lui ai alors envoyé une autre lettre, énergique, dans laquelle, avec beaucoup de dignité, je disais que les accusations portées contre moi étaient injustes et je lui expliquais le contenu de mon premier message, qui était le suivant : si les Etats-Unis atta-quent, si la guerre éclate, ne per-mettez pas que l'URSS soit victime d'une première attaque...

- ... une attaque nucléaire? Oui, nucléaire. Et je suis convaineu que ma position était absolument juste. C'est-à-dire que si l'ennemi déclenchait la guerre, il ne fallait pas lui donner la possibi-bté de frapper le premier. - Quel besnin evaient les

Etets-Unis d'utiliser l'erme

ruciéaire contre Cuba? Le fait est qu'il y avait à Cuba des armes nucléaires stratégiques, des armes nucléaires tactiques. Si nn déclenchait une guerre et un bombardement contre Cuba, la possible destruction de tous ces missiles était équivalente à une attaque nucléaire. Si l'on dispose de dizaines de missiles, de plu-sieurs mégatonnes de charges nucléaires, dites-mni quelle armée disposant de telles armes se laisserait détruire sans les utiliser?

» C'étnit une situation très déli-cate. Je me disais: je ne veux pas la guerre nucléaire. J'étais pourtant genre de guerre se serait déclenché La philosophie des Soviétiques guerre éclatait, nous disparaîtrions

» Je ne voulais pas qu'il arrive ce qui est arrivé avec Hitler, quand Staline e fait l'autruche : nn lui disait qu'il y avait des millions de soldats allemands groupés à la fron-tière soviétique, il répondait qu'il s'agissait d'une provocation des Anglais et de l'Occident pour l'engager dans la guerre. Et un jour. à l'aube, l'Union Soviétique a été attaquée par des millians d'bnames, ses avians ant été détruits à terre et des millions de soldats sont morts dans les pre-miers mnis. C'est cela l'histnire réelle, vraie et objective.

» Du reste, il y a des chercheurs et des historiens qui sont en train de travailler sur ce sujet. Il n'y a pas longtemps, j'ai reçu ici, à Cuba, Robert McNamara, qui était secré-taire à la défense des Etats-Unis à l'époque dont nous parlons, pour une réuninn à laquelle participaient également de numbreux universitaires, historiens et chercheurs amé-ricains. McNamara est un bomme avec lequel on peut discuter, c'est une excellente personne, et je n'au-rais jamais souhaité qu'il meure dans aucune guerre.

«Nous avons été favorables à l'installation de missiles»

- Si vous le permettez, revenons un peu en arrière. Com-ment en est on arrivé à la décision soviétique d'installer lea missiles à Cuba?

- Ce sont eux qui ont fait cette proposition. Il est évident que nous avions une grande confiance en eux, dans le pays qui avait vaincu Hitler, et nous croyinns qu'ils savaient ce qu'ils faisaient. Bien sur, nous avions aussi nos idées et nous les exposions, nous les conseillions, mais nous leur lalssions la décision. Un jour, après la baie des Cochons, les Soviétiques nous ont dit avoir des informations selon lesquelles Cuba courait un grand danger. Et ils nous unt demandé: «Que croyez-vous que l'on puisse faire pour éviter une agression des Etats-Unis?» Nous avons répondu : «Si les Etats-Unis savaient qu'une agressinn contre Cuba équivaut à une guerre contre l'Union soviétique, cela constitue-rait certainement un frein à leurs velléités d'intervention.»

» A ce point, ils nnt décidé - et ils ont envnyé nne délégation de haut niveau dans ce but - qu'on ne pouvait pas se contenter d'une déclaration et qu'il fallait des faits. «Lesquels?», ai-je demandé. Et c'est alors qu'ils ont proposé pour la première fais les missiles. l'ai répondu que le devais consulter mes compagnons. A la réunion de nutre direction, nous avons été favorables à l'installation des mis-

siles, pour deux raisons. » Avant tout, parce qu'ils ren-forçaient stratégiquement l'URSS, et cela constituait une garantie pour nous aussi; et puis, parce que si naus attendians de l'Union soviétique qu'elle défende nos intérêts, nous devinns aussi être prêts à courir des risques pour elle. l'ai toujous méprisé ceux qui veuent que les autres fassent quelque chose pour eux, mais qui ne sont pas disposés à faire quelque chose pour l'autre. Nons avons ainsi conclu un accord militaire, et nous avions dans l'esprit de le rendre public, car nous étions convaincus de faire quelque chose de légitime, d'avoir le droit pour nous, et il n'y avait aucune raison pour le cacher. En cela, la tactique suivie par Khroucotchev e été erronée. Tant et il hier grant conduite suivie par et il hier grant conduite suivie par est et le conduite suivie par le conduite de la conduite del la conduite de la conduite de la conduite de la conduite de la conduite et si bien qu'un scandale a éclaté : il est difficile de transporter et d'installer autant de matériel de guerre sans que personne s'en aper-coive. Et à la fin, nous étions les seuls à continuer à garder le secret,

alors que tout le monde parlait déjà des missiles à Cuba. stratégiques, nucléaires. Khrou-chtchev a fermement nié. Et aussi Gromyko, au cours d'une rencontre avec Kennedy quelques jours avant la crise.

» Je crois qu'avant que ne naisse le scandale, nous aurions dû, le plus naturellement du monde, rendre public l'accord que nous

avions conclu avec l'Union soviéti-que, étant donné que nous ne fai-sions rien d'illègal. Il s'agissait d'un acte d'absolue et légitime défense. Mais Khrouchtchev a trompé Kennedy, et cela a permis au president américain de gagner une legitimité morale, et de se présenter au monde comme l'hamme trompe par Khrouchtchev, qui avait ins-tallé les missiles à Cuba en cachette, Tout est maintenant

 Après la phase la plus aiguë de la crise, vos repports evec Khrouchtchev se sont déterin rés. Pourquoi?

- Cela s'est passé au moment du retrait des missiles. Nous n'étinns pas npposés à cette solution, mais nnus virulinns des garanties pour Cuba. Et au lieu de cela, Khrouchtchev a pris la décision sans nous consulter. Et cela a été une erreur. Il aurait suffi qu'il dise : « Nous sommes prêts à retirer nos missiles en échange de garanties satisfai-santes pour Cuba.» Quand J'ai envoyé un message dans cu sens à Khrouchtchev. les événements étaient en train de se précipiter, et il s'était déjà pratiquement mis d'accord avec Kennedy.

» Khrouchtchev a retiré ses missiles et il nous a laissés avec le blocus économique, la base navale de Guantanamo, les perpétuelles attaques armées, les attaques pirates sur nos côtes. Je prétends que dans ces moments où le monde a senti le frisson de la guerre nucléaire, les Etats-Unis n'auraient pu refuser les conditions minimales que mus aurions posées si nous avions été consultés. La crise aurait été définitivement résolue, de façon décente, et nous n'aurions pas eu de démêlés avec les

--- Pourquoi portez-vous tou-jours cet uniforme de guérillero? Les temps héroiques de la Sierra Maestra sont révolus!

C'est mon vêtement, je l'ai porté toute ma vie. Il est pratique, simple, bon marché et ne fais pas démodé. Mais pardon, permettezmoi de vous poser la questinn à mon tour. Avez-vous demande au pape pourquoi il porte toujours cette tenue blanche?*

> Propos racueillis par JAS GAWRONSKI

(1) Les 16 et 17 avril 1961, deux mille exilés cubains entraînés par les Etats-Unis avaient débarqué à Playa-Gi-ron, dans la baie des Cochons. Ils avaient été écrasés après quarante-huit heures de combats.

CLÉS/ La crise des missiles

■ Le 22 octobre 1962. Le plus sérieux affrontement nucléaire de l'histoire devient public le 22 octobre 1962, Inrsque le président eméricain John Kennady annonce une « mise en quarantaine » (en fait une sorte de blocus neval) de Cubs, où l'URSS vient d'installer des fusées nucléaires visant le territoire eméricain. Après evnir refuaé la demande américaine de rapatrier ces missiles, Nikita Khrou-chtchev, le numéro un soviétique, cède devant la menaca d'une atta que aérienne ou d'une invesion de l'île. Le 28 octobre, les deux dirigeents se mettent d'accord sur le rembarquement de tous les armements « offensifs a déployés à Cube per Moscou, contre la pro-

Khrouchtchev juge rincorrecte cette proposition a d'être les premiers à asséner le coup nucléaire contre le territoire de l'ennemi». Ces deux lettres, auxquelles le lesder cubain fait ellusion dens son entretien, ont été publiées dans le Monde du 24 novembre 1990.

» Et la erise a éclaté. Et ici messe de Kennedy de ne pae Khrouchtebev a commis une deuxième erreur et il s'est laissé envahir Cuba. convaincu qu'en cas d'invasion, ce que je me trompe... entraîner à une discussion sur le ■ La réaction de Fidel Castro. Unis, on a commencé à parler Fidel Castro, qui gouverne Cube celle de Khrouchtchev, qui me l'a répétée de anmbreuses fois, était depuis près de quatre ans à l'épo-que, avait préconisé une ettitude d'armes nffensives, et Khrou-chtchev, partant de la théorie que les armes n'étaient ni offensives ni que toute guerre entre les Etats-Unis et l'URSS se serait transforbeaucoup plus dure. Le 26 octobre, il met en garde Khrouchtchev mée en guerre nucléaire. Cétait défensives, mais que cela dépendair contre la menace d'una invasion cela la doctrine militaire soviétique. Nous savions fort bien que si la de la façon dont on avait l'inten-tion de les utiliser, a affirmé qu'il s'agissait d'armes défensives. Kende l'île et l'adjure, dans ce cas, de «ne pas laisser se créer une situation dans laquelle les impérialistes de la surface de la terre, mais nous nedy, quand il lui demandait si pourreient frepper contre l'URSS le n'étions pas disposés à céder pour aider à éviter la guerre, vous coment des armes offensives, voupremier coup d'une guerra nucléaire ». Dans se réponse. lait savoir si c'étaient des armes

AMÉRIQUES

HÄÏTI

INTERNATIONAL

Les différends entre le président Aristide et son premier ministre éclatent au grand jour

Le président américeln Bill Clinton a eppelé, lundi 20 décembre, toutes les parties au conflit haitien à faire preuve de «souplessa», ajoutant que son pays travaillait à una «nouvelle approcha » diplomatiqua pour tenter de résoudre la crise. M. Clinton réaglseait aux propos, publiés par le Naw York Times, de Robert Malval, premier ministre haitien démissionnaire, eelon lequel le président en exil Jean-Bertrand Artistide, souffrant d'« un sérieux problème d'ego's, avait fait le choix de rester à l'étrangar « comma une sorte de porte-drapeau ou de symbole mythique » pendant qua le pays « descend aux enfers ». Les différends entre les deux hommes e'étalent eccentués au début de ce mois.

COMORES : plusieurs bleesés lors du second tour des législatives. - Plusieurs personnes ont été blessées, à l'occasion du second tour des élections législatives, finalement organisé lundi 20 décembre, et non pas mardi (le Monde du 21 décembre). Des bureaux de vote ont été saccagés et des urnes détruites. Selon des témoins, ces-urnes contenaient. avant le début des opérations de vote, plusieurs dizaines, voire des centaines de bulletins en faveur du camp gonvernemental. Le scrutin a été reporté dans deux circonscriptions de la capitale, Moroni, à la demande de deux

de notre correspondant Le projet de conférence nationale lancé par le premier ministre Robert Malval, le 7 décembre, peu svant sa démission, a mis en évidence les sérieuses divergences l'opposant au président en exil. Cette conférence, qui avait reçu la bénédiction de Washington et devait réunir aussi bien les secteurs hostiles que ceux favorables au retour du président Aristide, a été annulée après avoir été critiquée par plusieurs proches du président en exil. Jean Casimir, l'ambassadeur d'Haïti à Washington, avait souligné que les conditions de sécurité n'étaient pas réunies pour la tenne de cette conférence et que le premier ministre, qui avait annoncé sa démission, ne pouvait prendre Le projet de conférence nationale démission, ne pouvait prendre d'initiative engageant l'avenir du

Un échange de lettres, au début du mois de décembre, entre Jean-Bertrand Aristide et Robert Maival, témoigne de la détérioration de leurs relations. Dans une missive en date du 6 décembre, le prési-

candidats proches du pouvoir. -

GABON: report des élections locales. - Le ministre de l'administration du territoire, Antoine Mboumbou Miyakou, a annoncé, hindi 20 décembre, le report des élections municipales et départementales qui devaient avoir lieu le 26 décembre, sans préciser de nouvelle date pour ce scrutin. Le ministre a justifié cette décision par des difficultés techniques et par le climat de tension politique qui règne dans le pays à la suite de l'élection présidentielle du 5 décembre, a indiqué l'Agence gabonaise de presae. — (AFP.) dent en exil e invite patriotique-ment» le premier ministre à recon-sidérer les termes de son courrier de la veille, dans lequel Robert Maival demandait au président de prendre position e sans ambiguités» sur le resist de conférence autinsur le projet de conférence natio-

Dix jours plus tard, Robert Mal-val et les membres de son cabinet adressaient une nouvelle lettre au président en exil pour l'informer de leur refus de transmettre l'ordre de destitution du général Raoul Cedras, signé par le Père Aristide. «Je relève une fois de plus que vous engagez le gouvernement sans le consulter et cela, à la veille même de sa démission. Cette pratique

prend l'allure d'un piège qui risque de se refermer sur l'ensemble des membres du gouvernement», lit-on sous la plume de M. Malval.

Ce dernier était de plus en plus ouvertement critique dans l'entourage du président Aristide, notamment par son prédécesseur, René Préval. « Transformer Robert Malval en bouc émissaire de l'échec de la stratégie suivie depuis le coup d'Etat permet aux lavalassiens purs et durs de faire l'économie d'une en de masmer leur autocritique et de masquer leur incapacité à élaborer une stratégie alternative», souligne un hant fonctionnaire du gouvernement constitutional

JEAN-MICHEL CAROIT

Le Monde

Comité de direction : es Lecourne, gérant directeur de le publicet Bruno Frappet, directeur de la rédection Jeogues Guiu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jeen-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédection)

Thomas Ferenczi, Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internetionales

Anciene directeurs : bert Beuve-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982) André Leurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15. RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tâl : (1) 40-86-25-25 Tâlcopleur : 40-85-25-29

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BELVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
T&L: (1) 40-58-25-25
Telécopiour: 48-60-30-10

Voyage à l'intérieur

de l'Eurocratie Jean de La Guérivière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressiez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

LISEZ, OFFREZ **PLANTU**

Cohabitation à l'eau de rose Le président Hip Hop! Un vague souvenir! Le douanier se fait la malle Reproche-Orient etc..

POUR TOUT ACHAT DE TROIS LIVRES 12 CARTES POSTALES DE PLANTU « FICHEZ-NOUS LA PAIX »

DEMANDEZ-LES A VOTRE LIBRAIRE

ð.,



Riposte socialiste à l'Assemblée nationale

■ CRITIQUE. Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, e critiqué, lundi 20 décembre, la méthode employée par le gou-vernement pour réviser la loi Falloux et permettre le versement de nouveaux crédits des collectivités locales aux écoles privées. Il estime que cette réforme, «enlevée à la hussarde», risque de relancer la « guerre scolaire ».

■ JUSTIFICATION. Recevent, à leur demande, Martin Melvy et Cleude Estier, présidents des groupes socialistes de l'Assemblee nationele et du Sénet, Edouerd Belledur a justifié le méthode employée par le gouvernement. Valéry Giscard d'Estaing s fait valoir, de son côté, que le reproche d'escamotage du débat parlementaire, formulé par Frençois Mitterrend le 17 décembre, est difficilement recevable, le président de le République eyent refuse d'inscrire le projet à l'ordre du jour de la session extraordinaire de juillet dernier.

Recevant MM. Malvy et Estier

M. Balladur justifie la procédure employée

Le premier ministre a reçu, lundi 20 décembre, à leur demande, Claude Estier et Martin Malvy, présidents des groupes socialistes du Sénat et de l'Assemblée nationale, qui souhaitaieot lui dire à quel poiot ils avaient été «choquès» par le procédure retenue pour obtenir la révision de la loi Falloux. A leur sortie de l'hôtel Matignon, ils ont affirmé que M. Balladur «avait reconnu» qu'il y avait eu « précipitation ».

Pescal Clément et Roger Romani, les deux ministres chargés des relatioos avec le Parlement, qui assistaient à cet entretien, ont déments c ue le chef du gouvernement ait tenu ce propos. Ils ont assuré que c'étaient les deux élus socialistes qui evaicot «soulevé ce problème», le premier ministre ayant répondu « en rappelant qu'il ne restait que quelques heures de débat ».

M. Estier a ajouté que M. Balladur avait indiqué que « de toute manière, le débat devait se terminer » et que, donc, « il était normal que l'on ait procédé de cette façon là ». M. Clément, pour sa part, a déclaré que le premier ministre avait assuré à ses interlocuteurs que « des garanties seraient recherchées pour qu'il n'y ait pas de déséquilibre » dans le financement des secteurs public et privé.

INVALIDATIONS : M. Pierre-Bloch et M. Estrosi salsissent la Cour européenne. - Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), dont l'annulation de l'élection comme député de Paris a été confirmée par le Conseil constitutionnel vendredi 17 décembre, a décidé de saisir la Cour européenne des droits de l'homme, estimant que la procédure ne respectait pas les droits de la défense. Christian Estrosi (RPR), dont l'élection dans les Alpes-Maritimes a aussi été annulée, est décidé à faire la même démarche. Il a aussi annoncé que « en accord avec les instances du RPR » il choisira l'occasion d'un procbain scrutin « pour se faire légitimer, à nou-veau, par le suffrage universel ».

Frustrés d'un débat plus appro-fondi sur la révision de la loi Falloux et soucieux de maintenir la pression sur la majorité en prévision de la manifestation nationale prévue le 16 janvier prochain, l'opposition – particulièrement le Parti socialiste – ne manquera pas unc occasion d'ioterpeller le gouverucment. Elle cn e fait la démonstration, lundi 20 décembre, en multipliant les initiatives : délégation des deux présidents des groupes parlementaires socialistes chez le premier ministre; dépôt par une soixantaine de députés -

après celui des sénateurs socialistes - d'un recours devant le Cooseil constitutionnel contre la loi edop-tée par le Sénat le 15 décembre; enfin, baroud d'honneur, à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la dernière journée de la session ordinaire. Les députés socialistes euront, en effet, utilisé toutes les ressources de la procédure pour faire entendre leur voix ; exception d'irrecevabilité, question préalable, renvoi en commission, suspension de séance et demandes de scrutins

A première vue, l'ordre du jour oe s'y prétait guère. La discussion, en deuxième lecture, do projet de loi sur la dotation globale de fonctionnement des collectivités terri-toriales portait sur uo texte déjà largement amendé par l'Assemblée nationale en première lecture, peaufiné par le Sénat en seconde lecture et que la commission des lois de l'Assemblée proposait aux députés d'adopter sans modification supplémentaire. C'est ce que les groupes de la majorité ont fait, en définitive, dans la nuit de lundi à mardi, après qu'eut été déclarée ouverte la session extraordinaire prolongeant de trois jours les travaux dn Parlement.

« Guérilla » scolaire

Copendaot, débettre des fioances des collectivités locales était une trop belle occasion d'évoquer les charges supplémentaires que risque de faire peser sur elles, à l'avenir, le finencement des investissements en faveur des établissements scolaires privés, et, eudelà, pour prolonger la controverse sur la révision de le loi Falloux. Augustin Bonrepaux (PS, Ariège) e ouvert le feu en dénonçant le « mauvais coup » porté, « nuitamment et à la sauvette, contre l'ennent public».

Julien Dray (PS, Essonne) a renforcé le tir en opposant la question préalable. Stigmatisant «le goût de mascarade» de cette affaire et « le cadeau fait à un lobby favorable au gouvernement, qui apparaît comme

une provocation», il lançait à la majorité: « Le gouvernement ne défend plus l'intérêt général, mais des intérêts particuliers. Il veut, sur-tout, satisfaire ses clientèles.» Et il ajoutait : «Le gouvernement prétend ne pas vouloir rallumer la

uerre scolaire en modifiant la loi Folloux, mais la guérilla qui lo remplacera dans toutes les communes sera plus meurtrière, hélas!» Il provoquait quelque émoi sur les bancs de la majorité

DIRECTEUR

les evénements actuels, il est oppoi tun de créer les conditions du developpement d'écoles coruniques financées par la République».

Jean Glavany (PS, Hautes-Pyrénées) e lancé une nouvelle charge en s'exclamant : « Trop. c'est trop! Le gouvernement paie sa dette idéologique à des intérets particuliers en demandant aux collectivités locales d'acquitter la facture. (...)

C'est la République elle-même que vous mettez en cause!» Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis) s'est mèlée un instant au débat en «exigeant le retrait de cette loi dangereuse » sur le financement des établissements privés et en affirmant, à l'adresse du président de le République, qu'une « deuxième délibération sur ce texte est nécessaire ».

Eofin, trois députés socialistes, Jean-Claude Bateux (Seioe-Maritime), Jacques Floch (Loire-Atlantique) et Augustio Bonrepaux, ont lâché une dernière salve d'amendo ments sur l'enseignement privé, à la fin de la discussion sur la dotation globale de fooctionnement, afin de marquer le coup, Et de bien faire comprendre à la majorité que le PS o'est pas décidé à

GÉRARD COURTOIS

COMMENTAIRE Les réserves de l'épiscopat

'ÉPISCOPAT est de nouveau pris au piège d'une querelle scolaire qu'il n'a pas voulue, encore moins suscitée. Si l'enjeu n'est plus, comme en 1984, le liberté de l'enseignement, eu sujet de laquelle il lui était plus facile de choisir son camp (ce qui evalt été fait, non sens contorsions, dans les manifestations de rue), le hiérarchie catholique, après la révision de la loi Felloux, se trouve face à un nouveau cas de conecience : ou bien elle approuve sans réserve, eu risque de se marquer à droite et de sembler encourager des troupes de choc qui, dens l'enseignement catholique, ne font pes mystère de leurs options parti-sanes; ou bien elle désapprouve, mais le risque est, alors, de sembler désavouer ses négociateurs et de n'être pes compris des parents de l'enseignement catho-

« Carton rouge»

Après le vote de la révision de la loi Felloux, l'épiscopat eveit choisi le profil bes. Si, depuis une semaine, il se réjouissait à baa mote de cette réforme du finencement des établissements privés, il souhaitait couper court à toute forme de triomphalieme et éviter d'entrer dans la polémique politique.

La déclaration de Mgr Decourtray prend tout le monde à revers : ses collègues de l'épi-scopat, le secrétariet général de l'eneeignement catholique et M. Beyrou, ministre démocratechrétien de tradition et de conviction. Déjà, l'été demiar, au Forum RMC-l'Express », l'erchevêque de Lyon avait dit qu'il était préféreble de ne pas toucher à le loi Felloux, afin de ne pse risquer de rallumer le

guerre scolaire, seuf à utiliser toutes les procédures de concertetion et de dialogue. Mgr Decourtray persiste aujourd'hul en délivrant ce « carton rouge». S'il est isolé dens la hiérerchie, le cerdinal-académicien, encien président de le confé rence épiscopale, réputé pour sa liberté de parole, est loin d'être

Il e fait preuve d'hebileté en distinguant le fond de la révision de la loi Felloux - lee conditions

d'exercice de la liberté scoleire et la méthode expéditive avec lequelle elle a été votée, mais personne ne s'v trompera : dans le nouveau bras de fer sur l'école privée engegé evec le gauche et le camp letque, MM. Balladur et Bayrou savent, désormais, qu'ils n'auront rien à attendre de l'épiscopet, qui sera eu mieux silencieux, eu pire critique, comme l'archevêque de Lyon.

HENRI TINCO

Mgr Decourtray: «En prenant le temps on aurait pu éviter une guerre scolaire»

Archevêque de Lyon, Mgr Albert Decourtray a rompu la consigne de silence que l'épi-scopat – au moins sa commission chargée de l'enseignement catholi-que – avsit décidé d'observer depuis le vote par le Sénat de la révision de la loi Falloux. Il e contesté sinon le fond au moins la méthode de cette réforme «enlewée à la hussarde», a-t-il déploré, lundi 20 décembre, eu cours du «Grand Oral O'FM-la Croix».

« L'enseignement catholique est un service public. Il est normal qu'il y ait des fonds publics pour ce service public. L'abrogation de la lui Falloux, je suis pour, s déclaré l'archevêque de Lyon. Ce que je regrette, c'est la manière, la forme, pas le fond » Il e contesté que les écoles privées soient « en situation de péril ». Pour obtenir «le financement de travaux, je ne dis pas urgents mals utiles, a ajouté Mgr Decourtray, on aurait pu éviter une guerre scolaire, en prenant le temps. Il reste relativement peu de sectaires, tels qu'on en rencontrait au début de ce siè-cle. Le temps, le dialogue auraient permis de trouver les solutions.»

Donnant une tonalité politique à son propos, il a rappelé qu'avec Michel Rocard, premier ministre, qui aveit réglé le problème du financement de l'enseignement privé technique et agricole, «le dialogue était très bon», dialogue «tout à fait à l'amiable, à partir d'une conception commune du bien public ». De même, s'est plu à ajouter le cardinal Decourtray, ele dialogue que j'avais pu avoir naguère, au moment de la première cohabitation, avec M. Balladur et avec M. Chirac était bon

qui, pour lui, fait partie « des derniers soubresauts de la querelle anticléricale du début du siècle». Il se dit pourtant surpris que «le dialogue ne puisse pas être, désormais, le moyen privilégié du règle ment des questions litigieuses entre l'Eglise et l'Etat ». A ces questions litigieuses, il faudra peut-être ajouter celle de la prévention du sida. Le cardinal Decourtray n'e

L'archevêque de Lyon ne sou-haite pas dramatiser cette affaire

pas creint de dire qu'il juge « triste » la campagne du ministère de la santé pour le préservatif à F: «Triste qu'an ne puisse pas faire autrement » L'archevêque de Lyon dit même «éprnuver un doute sur l'efficacité » de cette campagne. «Je crois même, personnellement, le contraire, a-t-il expliqué. C'est une incttation à une forme d'amour que je ne crois pas humaine, et cette incitation peut avoir des répercussions indirectes graves, y compris sur le

Du 2 au 23 décembre

UN HIVER TOUT SCHUSS!

Gagnez un séjour d'une semaine pour 2 à 4 personnes à Super-Besse

> 3615 LEMONDE Tapez SKI

M. Vedel: l'urgence « n'empêchait pas de réfléchir à moyen et long terme»

Dans un entretien publié par la Lettre » hebdomadaire du Monde de l'éducation (datée 20 décembre), Georges Vedel souligne que le rapport doot il avait été chargé par le gouvernement sur « les conditions de l'aide apportée en matière immobilière par les collectivités locales aux prives. contrat » est uo «ropport d'experis». « Il appartient au politique d'en tirer les conclusions qu'il veut, dit-il. C'est la souveraineté du politique par rapport à l'exper-tise. Je ne dis pas que le gouver-

CONSEIL CONSTITUTION-NEL : un recours des députés socielistes. - Après les séneteurs socialistes, une soixantaine de députés (cinquante-six socialistes et apparentés, renforcés par quatre députés du groupe République et Liberté), ont déposé, le 17 décembre, un recours devant le Conseil constitutionnel contre la loi révisant la loi Felloux ct modifiant les conditions d'aide aux investissements des établissements d'enscignement privés par les collectivités locales. Le Conscil constitutionnel s un mois pour se prononcer.

M. GISCARD D'ESTAING : la position de M. Mitterrand «est difficile à défendre ». - Valéry Giscard d'Estaing e déclaré, lundi 20 décembre, à Clermont-Ferrand, que «le président Mitterrand a une posttinn difficile a défendre lorsqu'il dit que le débat parlementaire [sur la modificanement ait eu tort ou raison. Ce que je dis, c'est qu'il a ses préoccupations propres. »

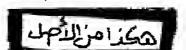
Soulignant que son rapport offrait, « d'un point de vue très détaché de la politique (...), l'occasion de nombre de mesures d'urgence». M. Vedel observe que « cela n'empêchait pas de réfléchir à moyen et long terme » et qu'une « réflexion de fond aurait permis de résoudre certains points d'antagonisme». «Je regrette que l'an n'ait pas saisi l'occasion de repenser l'ensemble du problème», ajoute-t-il.

tion de la loi Falloux] a été escamoté. puisque c'est lui qui l'a interrompu». «Il y avait un débat qui était en cours devant le Sénat. à la fin de la session ordinaire, au mois de juin. La tradition, quand on fait une session extraordinaire, c'est que les débats en cours continuent. Normalement, le débat devait se poursuivre, et c'est le président Mitterrand qui a refusé de l'inscrire à l'ordre du jour ».

SNCF : création d'une commission d'enquête parlementaire. - Les députés ont adopté, lundi 20 décembre, une proposition de résolution, présentée par le président du groupe RPR, Bernard Pons, et tendant à créer une commission d'coquête sur la SNCF pour analyser « les causes des dysfunctionnements actuels des transports ferroviaires » ct proposer « des prientations de nature à clarifier les missions de service public » de l'entreprise.



Pierre Desprogesréquisitoires 31 personnalités du sport, de la politique et du spectacle sur la sellette hreites : Yannick Noah, Jean-Merie Le Pen, Liden Zitrone, Patrick Poivre d'Arvor, ---- Samuel - Daniel Cohn-Bendf, Inès de le Fressange et besucoup d'aut vol. **zéro** coffret: vol.1 vol.2 vol.3



strem de l'Ann ustente 🖮 🕶 returned Plant de la composition della compositi

 $A_{E_{ij}^{\rm op} \times E_{ij}^{\rm op}}$

 $\beta \leq 2 \epsilon_0$

Andrews by the community of the same terms.

A DOCUMENTATION SUR MINIT

100 3617 lechercise for thoma, and

Ander ber er feine

** +-*iv-* A 1 1. 11 1. 154

locture en t



ee hationale

POLITIQUE

La fin de la session ordinaire du Parlement

M. Séguin veut donner plus d'autorité aux travaux des commissions

La session ardinaire d'automne ayant pris fin, comme le prévoit la Constitution, le lundi 20 décembre à minuit, le président de la République a convoqué la Parlement en session extraordinaire à compter du mardi 21 décembre. A l'Assemblée nationals, Philippe Séguin a annoncé, lundi, un nouveau train de réformes visant à réorienter le travail législatif vers les comiions pour reserver la séance publique aux débats proprement

Les ardeurs renovatrices de Pbilippe Séguin ne faiblissent pas. Après une première série de mesures visant adynamiser le travail parlementaire, dont la plus controversée fut celle touchant au vote personuel, et à ouvrir le Palais Bourbon sur l'extérieur – reception de ches d'Etat ou de gouvernement étrangers, retransission des débats sur le câble -M. Séguin peaufine un nouveau train de réformes. Il en a dévoilé les grandes lignes, lundi 20 decémbre, en anticipant de quelques semaines sur la fin des travaux de la «commission de la réforme du réglement» qu'il préside et dont les propositions devraient être rendues publiques autour du 8 janvier. M. Séguin « espère » que le président de la République acceptera d'inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire prévue en janvier, la réforme du règlement qu'elles

En dépit de ses premières ini-tiatives, le président de l'Assemblée continue en effet d'avouer sa « perplexité » sur l'organisation actuelle du travail parlementaire. Il avait déjà eu l'occasion de plai-der en foveur de l'Institution d'une session unique de neuf mois mais il s'était heurte, au printemps, à un autre a perplexité », celle d'un premier ministre peu enclin à s'engager dans la voie d'une révision constitutionnelle. qu'une telle réforme exigerait. M. Séguin semble en avoir fait son deuil - en tout cas dans l'immédiat - ce qui ne l'a pas empêché de renouveler ses critiques contre le calendrier existant : « les demandes de sessions extraordinaires sont devenues si nombreuses, pour ne pas dire systématiques, qu'on pourrait à bon droit les qualifier de sessions ordi-naires supplémentaires ».

« Vaines arguties juridiques »

M. Séguin appelle donc de ses vœux nne eoctivité législative normales qui impliquerait «l'allègement de cette terrible contrainte de temps qui pèse quo-tidiennement sur le fonctionne-ment de notre Assemblée ». Il a fustigé à ce propos l' « Inflation législative », exprimant natemment sa «grave préoccupation devant la multiplication des dispo-sitions à caractère réglementaire qui tendent à envahir les textes qui nous sont soumis ».

Si le gouvernement est indirectement visé par ce réquisitoire, M. Séguin a admis que les parle-mentaires ne sont pas exempts de

que est encombrée par la discus-sion technique et le débat se note dans la minutie jurtdique, a-t-il déploré. Il y perd de sa clarté et l'hémycicle est deserté, sauf par une polgnée de spécialistes ». Aussi a-t-il proposé un «réquil-brage», entre le travail des combrages entre le travail des com-missions et le débat en séance publique afin d'éviter les lourdeurs de cette dernière.

Il a suggéré à cette fiu que l'essentiel de l'élaboration e technique » des textes se déronle au sein des commissions « auxquelles le gouvernement serait appelé à participer ». Les députés non membres de la commission saisie au fond auraient également la e possibilité de venir y défendre leurs amendements avec toute la publicité nécessaire». Ces réajustements permettraient, selon lui, d' «éviter le dépôt tardif d'amen-dements » et de dynamiser la scance publique qui « redeviendra le lieu où les options politiques essentielles son discutées, sans se perdre dans de valnes arguties

Eviter les textes « surabondants »

En guise de réponse, Edourd Balladur a sainé le sonci de M. Séguin de « revaloriser le rôle de l'Assemblée nationale » tout en soulignant que le gouvernement n'avait pas grand chose à se reprocher sur ce chapitre puisqu'il avait tenu à e preserver la plénitude des prérogatives parle-mentaires». Il a cité en exemple la décision d'inscrire à l'ordre du jour quatre propositions de loi (textes d'initiative parlementaire) et de « ne déclarer l'urgence que » sur neuf textes.

Quant à l'eucombrement du calendrier de travail, M. Balladur a ironiquement fait observer que M. Séguin avait reproché au gouvernement, lors de la session de printemps, d'avoir laissé l'Assem-blée nationale *désauviée* » en début de législature. Le premier ministre n'a tantefois formulé auenn commentaire sur les réformes en préparation, se contentant d'indiquer que l'Assemblée e pourrait en examiner les conclusions très prochaine-

Hormis la réforme du régle-

ment intérieur - nécessaire pour redéfinir les prérogatives des commissions - la modification du travail parlementaire que met au point la commission présidée par M. Séguin, comportera une série de « recommandations » à l'adresse du gouvernement, du bureau de l'Assemblée et des présidents de commission. «A titre, personnel, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui en est rapporteur, souhaite aussi limiter les temps de parole des ropporteurs.» Il propose également d'encadrer: davantage les motions de procédure et le dépôt des amende-ments. Sur ce derniers point, la commission de réforme n'a pas encore achevé sa réflexion car les groupes socialiste et les communiste sont réticents à cautionner des réaménagements qui leur appraissent menacer e les droits de l'opposition » .

FRÉDÉRIC BOBIN

Le projet sur la santé publique est définitivement adopté

Les députés et les sénateurs ont approuvé, lundi 20 décembre, le texte de compromis auquel était: parvenue, samedi soir, la com-mission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat, malgré les divergences fortes entre les deux Chambres. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PC contre.

Conformément aux souhaits du gouvernement, la CMP a supprimé le pouvoir donné à celui-ci, par le Sénat, de définir, par décret en Conseil d'Etat, les cas où le dépistage du sida est e systèmatiquement proposé » par le médecin, mais Simone Veil, ministre des affaires sociales, s'est engagée, lundi au Sénat, « à, avoir étudié pour le printemps lu, possibilité d'une proposition systématique de dépistage du sida avant les interventions chirurgicales ». En revanche, contrairement aux vœux du gouverne-ment, la CMP a refusé à celui-ci' tout recours contre les décisions; du directeur général de l'Agence du médicament sur les autorisations de mise sur le marché des

Le texte final prévoit seule-ment qu'« en cas de menace grave pour la santé publique » le ministre de la santé peut « s'opposer, par arrêté motivé, à in décision du directeur général et lui deman-der de procéder, dans le délai de trente jours, à un nouvel examen du dossiers. La CMP a par ailleurs supprimé : d'une part, une disposition, introduite par l'Assemblée, prévoyant de ne pas réserver aux seuls maires la prési-dence des conseils d'administration des hopitaux; d'autre part, une modification, adoptée par le Séuat, à titre transitoire des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce per-

«COLLECTIF» BUDGÉTAIRE : la Parlement approuve le texts de la commission motte. - Les députés et les sénateurs ont adopté, lundi 20 décembre, les conclusions de la commission mixte peritaire (CMP) Assemblée-Sénat sur le deuxième «collectif» budgétaire pour 1993. Le RPR et PUDF out voté pour, le PS et le PC contre. La CMP a complété un amendement du Sénat prévoyant que les collectivités pourront bénéficier d'un remboursement de TVA sur certaines dépenses d'investissement an profit d'un tiers en 1992 et 1993 (le Monde daté 19-20 décembre), en ajoutant au cas des gendarmeries celui des constructions données en gestion à des organismes à but non lucratif de tourisme social pour les communes de moins de trois mille cinq cents habitants.

GRAND STADE: adoption definitive du projet. - Les députés ont approuvé, lundi 20 décembre, dans les mêmes termes que le Sénat (le Monde du 15 décembre), le projet de loi sur la réalisation dn Grand Stade à Saint-Denis (Scine-Saint-Denis), qui doit accueillir la Coupe du monde de football en 1998.

Après les déclarations de Mm Veil et de M. Léotard

Le RPR et l'UDF critiquent le lancement « prématuré » de la campagne présidentielle

Embarras à l'UDF et au RPR : par leurs déclarations an faveur de la candidature d'Edouard Balladur à l'élection présidantielle (la Monde du 21 décembre), Simone Vail et de François Léotard ont fait, tout au moins officiellement, l'unanimité contre eux au sein de la majorité.

Jean-Pierre Raffarin, porte-pa-role de l'UDF et proche de Valéry Giscard d'Estaing, a indi-qué dans un communiqué, lundi 20 décembre, que la confédération ne souhaite pas e prolonger les déclarations » des ministres d'Etat, Simone Veil et François Léotard, appelant, la veille, à la candidature d'Edouard Balladur à l'Elysée, déclarations « qui précipitent le début présidentiel » à un moment où eln cohabitation se fragilise». M. Raffarin, qui se compte, comme Charles Millon, parmi les responsables de l'UDF rétifs à l'idée de s'en remettre dès à présent à une candidature venue dn RPR, en dépit de l'absenee d'un candidat « naturel » incontesté dans la confédération, a ajonté que e le moment venu, l'UDF, riche en e présidentia bles », se déterminera démocratiquement». « Tout ce qui distrait le pays de son combat contre le chômage est secondaire», a-t-il

Tout aussi catégorique, le Parti républicain - souvent suspecté de jouer sa propre carte anprès du RPR, aux dépens des intérêts de l'UDF, et dont le porte-parole, Ladislas Poniatowski, s'était prononcé à plusieurs reprises en faveur de M. Balladur - a critiqué, lui aussi, la démarche de son président d'honneur. M. Léotard a « parlé à titre personnel » et « n'engoge que lui-même », a précisé Philippe Vasseur, secrétaire général du PR, ajoutant : de Bruxelles, où il participait à « C'est une erreur que de se e positionner », dès maintenant, pour une élection qui nura lieu dans dix-sept mois. Il est hors de question que le PR s'engage maintenant sur l'élection présidentielle. Lorsque l'heure aura sonné, on donnera de la cloche.»

M. Juppé: « gaffe ou vacherie »

M. Vasseur estime que les déclarations de M. Léotard et de Mª Veil n'étaient pas «concertées » et qu'elles étaient, plutôt, « le fruit du hasard et de la pression médiatique ». « Il n'est pas évident que ces prises de position servent les intérêts d'Edouard Balladur » et elles risquent de « compliquer les choses nussi bien nu RPR qu'à l'UDF », a-t-il conelu, en se gardant bien de se prononcer, sur le fond, sur la candida-ture du premier ministre. Dans un entretien publié mardi par le Quotidien de Paris, M. Vasseur ajoute cependant, à pripos de M. Giscard d'Estaing, que « si les élections devaient nvoir lieu demain, il est certain qu'il jouerait un rôle important ». «Je ne pense pas qu'il se présenterait, ajoute le député du Pas-de-Calais. Je suis plutôt convaincu qu'il s'abstiendralt »

Au RPR, les réactions officielles ont été tout aussi tranchées. Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint, proche de Jacques Chirae, avait dit, dès lundi matin, tout le mal qu'il pensait des déclarations des deux ministres d'Etat, Alain Juppé, qui cumule les fonctions de secrétaire général du RPR et de ministre des affaires étrangères, s'est contenté de commenter la forme. « C'est, au mieux, une gaffe et, au pire, une vacherie», a-t-il assuré

une réunion des chefs de la diplomatie des Douze.

Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine et proche de M. Balladur, a assuré, sur France-Inter, que poser la ques-tion présidentielle est « prématuré ». Rappelant que le premier ministre e avait demandé à ce que les ministres du gouvernement ne prennent pas position avant jun-vier 1995 », il a estimé que «le débat risque d'occulter les nécessaires actions de redressement du gouvernement». M. Devedjian a ajouté : « Ceux qui pourrnient espérer une querelle entre Jacques Chirac et Edouard Bailadur se trompent ». « Ils ont tous les deux le sens de l'Etat, le sens de l'intérêt de la majorité et, quand l'échéance sera arrivée, cette question se règlera entre eux, pour le salut de tout le monde », a-t-il conclu.

Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a affirmé mardi, sur RTL, que ceux qui « spéculent » sur nne rivalité entre Jacques Chirac et Edouard Balladur font «un mauvais calcul». Il a estimé que les déclarations de M∞ Veil et de M. Léotard étaient apparues comme une « manœuvre » à beaneoup de députés RPR, qui considérent que les deux ministres d'Etat et, à travers eux, PUDF « veulent utiliser Edouard Balladur pour essayer de réaliser une quelconque revanche à l'égard du RPR ». Il a ajouté que ces déclarations provoquent « toute une série d'Interrogations » à l'intérieur de la majorité et du gouvernement

Lire également la chronique de Daniel Schneidermann page 31.



LA DOCUMENTATION DU TOTTO E

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

LMDOC 3617

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identific peut être commande par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, I out article taentific peut etre commanae par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrira (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

La scolarisation des filles comme priorité

Développer des formes novatricas d'ansaignament pour répondra aux basoina dea enfants les plua démunis, éduquer les filles : tela sont las objectifs de neuf pays à forte population, réunia récemmant à Delhi pour le sommet « L'éducation pour tous», sous l'égida de trois agences des Nations unies.

NEW-DELHI

de notre envoyée spéciale

Neuf navs rassemblent à eux sculs les deux tiers des analphabètes de la planète et plus de la moitié des enfants du monde (1). Ils viennent de tenir à Delhi (Inde) le sommet « L'éducation pour tnus » snus l'égide de l'UNESCO, de l'UNICEF et du Fonds des Nations unies pour la pnpulation (FNUP). Une occa-sion pour ces poids lourds démo-graphiques d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique de mesurer le chemin parcoura depuis la Conférence mondiale sur l'éduca-tion de 1990, et celui qui leur reste à parcnurir pour atteindre l'objectif d'une scolarisation primaire pour tous les enfants en l'an 2000...

Au terme du sommet de Delhi, leurs neuf gouvernements, repré-seotés par les ministres de l'éducatinn, not adopté un «plan d'ac-tion» pour améliorer la qualité des écoles primaires : production et diffusion de manuels, défioition des programmes, créatinn de

et rétabli dans ses fonctions,

quatre mois plus tard : l'épi-sode, inhabituel, est le dernier

avatar de la crise qui secoue la

Fédération de l'éducation natio-

nale (FEN) depuis deux ans. Evince, le 27 août, du poste de

secrétaire général du Syndicat

national des personnels de

direction de l'éducation natio-

nale (SNPDEN) par un vnte de

défiance du bureau national (le

Monde du 4 septembre), Marcel

Peytavi a été réélu à ee paste,

vendredi 17 décembre, par 53,7 % des voix contre 46,3 % à

Robert Bourgeois, qui lui avait

Le motif invoqué, en août,

avait été la conduite « trop outo-

ritoire et trop personnelle " des

affaires du syndicat par son

scerétaire général. En réalité,

l'enjeu véritable semblait être le

degré d'autonomic du SNPDEN

au sein de la FEN. Le syndicat

des chefs d'établissement, avec

ses 9 500 adhérents, regroupe les

trais quarts des proviseurs et

des principaux des collèges et

des lycées. Fort de cette repré-

sentativité et soucieux de ne pas

se couper des enseignants qu'ils

classes uniques dans les villages reculés, enseignement dans la langue maternelle des élèves. Pour les enfants difficiles à scolariser - parce qu'ils travaillent ou qu'ils vivent dans la rue -, le plan suggère un enseignement hors école, aux contenus concrets et aux horaires sonples, délivré par des adultes issus des mêmes communautés plutôt que par des enseignants classiques.

Aujourd'bui, dans ees neuf pays, 56 millions d'enfants en âge de fréqueoter l'école primaire, dant une majarité de filles, oe sont pas scolarisés. D'ici à l'an 2000, ce sont 75 millions d'enfants que plémentaires dont d'enfants supplémentaires, dont 55 millions de filles, vivant notamment ao Bangladesh, en Chine, en Inde, au Nigéria et au Pakistan, qu'il faudra scolariser pour atteindre l'objectif de 100 % d'enfants à l'école primaire – ce qui nécessitera le recrutement de 1,6 million d'enseignants. En nutre, comme l'a dénuncé la South Asion Coalition on Child Servitude venue manifester devant les membres du sommet, plus de 200 millions d'enfants dans le monde travaillent comme nuvriers ou domestiques et sont, de fait, exclus de l'école.

Face à des enjeux aussi massifs, les participants au sommet ont insisté sur trois prinrités : l'éducation des filles, la décentralisation politique, la diminution des dépenses militaires au profit de l'enseignement.

A la différence du Brésil où, a Après avoir été écarté par le bureau national

Marcel Peytavi est rétabli à la tête

du syndicat des chefs d'établissement

Un secrétaire général écarté côtoient quotidiennement, les dernier a désavoué la nouvelle

le début de la crise au sein de la

FEN, d'exprimer leur nostalgie

d'une fédération « vraiment uni-

taire » en refusant de voter l'ex-

clusion des deux syndicats

minoritaires de la FEN, le SNES

(syndicat national des enseigne-

ments de second degré) et le

SNEP (éducation physique). Et

après la création, en avril, de la

Federation syndicale unitaire (FSU), le SNPDEN, par la voix

de Marcel Peytavi, n'avait pas

caché son iotention d'entretenir

les meilleures relations avec la

nouvelle centrale, où soot désor-

mais syndiqués la quasi-totalité

des enseignants des collèges et

Indépendance

à l'égard de la FEN

la FEN de faire rentrer dans le

rang le syndicat des proviseurs a

door fait long feu. Dès le rem-

placement de M. Peytavi, de

nombreux représentants de sec-

tions académiques avaient pro-

testé et demandé la réunion

d'un conseil syndical extraordi-

Après l'affaire des foulards islamistes de Nantua

La tentative de la direction de

on syndicat proviseurs s'étaient permis, dès

rappelé Murilla de Avellar Hingel, ministre de l'éducation, les filles forment 52 % de la population seolaire, plusienra pays comptent à peine un tiers de fil-lettes parmi leurs élèves de primaire. A l'heure où les grands pays du tiers monde redoutent la montée démographique, plusieurs études de la Banque moodiale finit apparaître un lien de cause à effet très direct entre la scolarisa-tion des filles et la démographie. Au Brésil par exemple, les femmes illettrées ont 6,5 enfants en moyenne quand celles qui ont suivi des études secnodaires co

ont 2,5. «L'éducation des semmes

est l'un des investissements les

chaque année

plus rentables qui soit », explique Nafis Sadik, responsable du FNUP, la scule femme à diriger une agence des Nations unies. 4 milliards de dollars

Selnn ce médecin pakistanais, eo assurant l'éducatino d'une fille, oo a trois fois plus de chance de réduire la taille de la famille qu'en éduquant un gar-con. « Les filles qui ont suivi huit années d'études se marient plus tard, préserent les samilles peu nombreuses, utilisent mieux lo controception, paursuit M= Sadik. Chaque onnée d'étude d'une femme diminue la mortalité de ses ensonts de 5 à 10 % » En outre, les revenus des femmes ayant reçu un minimum d'éduca-tinn soot supérieurs à ceux des

national, convoqué le 17 décem-

bre, a réélu Marcel Peytavi: Les

proviseurs se soot donc pronon-

cés, à travers ee vote, pour une

plus grande indépendance de

leur syndicat à l'égard de la

« Nous sauhoitons revenir, a

déclaré le 17 décembre M. Pey-

tavi, à une orienmiton d'équili-

bre et d'indépendence qui nous

permette de travailler avec toutes

les organisotions syndicoles

telles que les enseignonts et les

personnels les ouront choisies. »

Or, comme viennent de le moo-

trer les élections profession-

nelles du 6 décembre (le Monde

daté 19-20 décembre), la FEN

est pour le moment quasi

inexistante chez les enseignants

du second degré. Le Syndicat

des enseignants (SE), eréé sur

les décombres du SNI eo juin

1992 pour syodiquer « tous les

enseignants de la maternelle ou

baccalauréat., n'a remporté que

4 % des voix cootre 56,6 % au

SNES, principal syndicat de la FSU.

illettrées : instruire les filles cootribue done aussi à accroître la richesse d'un pays.

On pent aussi combler le retard de scolarisation des filles en développant des stratégies particulières: construction d'écoles dans les villages, permettant aux fillettes de continner à assurer le travail damestique exigé d'elles, recrutement de femmes enseignantes, ouverture de crècbes afin que les grandes sœurs puis-sent y déposer les tout-petits de leur famille et fréquenter ainsi

Où tronver les 4 milliards de dollars nécessaires chaque année pour atteindre les objectifs de «L'édneatioo pour tous» en l'an 2000? «La guerre froide est finie, rappelle Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO Nous eonseillons à tous les pays de réduire leur budget militaire et de consacrer plus d'efforts à l'édu-entinn. » La Chine, l'Inde, l'Egypte et le Pakistan out des dépenses militaires si élevées qu'elles pourraient être facilement réduites, estime Mahbub UI Haq, conseiller spécial du FNUP. En 1994, la Conférence mondiale sur la population, au Caire, et celle sur les femmes, à Pékin, permettront d'évaluer la mise en pratique de ces déclarations.

CATHERINE BÉDARIDA

(1) Bangladeah, Brésil, Chine, Egypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria, Pakis-tan,

Après la fermeture d'un établissement pour raisons de sécurité

Des crédits devraient être débloqués pour le lycée de Romans

Selon la mairie de Romans-sur-Isère (Drôme), une réunion de concertation, prévue dans l'aprèsmidi du mardi 21 décembre, devrait mettre fin à la polémique sur les conditions de sécurité du lycée Albert-Triboulet. Le maire socialiste de la ville, Henri Ber-tholet, qui a décidé de fermer ce lycée tant que des travaux ne seraient pas engagés par le conseil régional Rhône-Alpes (le Monde du 21 décembre), devrait recevoir l'assurance qu'une somme de 4 millions de francs sera débloquée à cet effet.

Luodi, le président (UDF-PR) du conseil régional, Charles Mil-lon, prenant acte des conclusions de la commission départementale de sécurité, avait déclaré qu'il se conformait à cet avis. Mais, estimant qu'il n'y avait pas dans cet établissement « de focteurs aggravants nouveaux», M. Millon demandait donc à M. Bertholet de retirer son arrêté de fermeture, qui, selon lui, n'est pas de la compétence d'un maire. Ce dernier avait alors rappelé qu'il était « res-ponsable de lo sécurité de sa ville ».

EN BREF

MEURTRES D'HOMOSEXUELS un Britannique condamné cinq fois à la prison à perpétuité. Un homme de trento-neuf ans, jugé pour le meurtre de cinq personnes, dont quatre hamosexuels, a été condamné lundi 20 décembre, à Londres, à cinq peines d'emprisonnement à vie. Ces meurires, commis dans la capitale britannique entre mars et juio 1993, avaient semé la panique dans la communauté homosexuelle (le Monde du 19 juin). Colin Ireland avait été arrêté le 20 juillet après la diffusion d'un portrait-robot.

INCENDIE DE MULHOUSE : des traces d'hydrocarbures retrouvées dans les décombres. L'incendie qui avait fait six morts et cinq blessés, tous d'origine kurde, le 21 novembre à Mulhouse (le Monde du 23 novembre) pourrait être d'origine criminelle. Des traces d'hydrocarbures ont été retrouvées dans les décombres de l'immeuble incendié. L'information iudiciaire ouverte pour «recherche des causes de la mort» a été requalifiée, fundi 20 décembre, en «destruction volontaire par incendie ayant entraîné la mort de six perEn situation irrégulière

Vingt-six Algériens ont été reconduits à la frontière par avion privé

Vingt-six Algériens en situation irrégulière ont été reconduits vers Alger, lundi 20 décembre, daos un avion privé affrété par le ministère de l'intérieur. Selon ce dernier, les personnes concernées avaient été ioterpellées, le lundi précédent lors d'une opération de police dans le quartier de Barbès à Paris (18) au cours de laquelle l'identité de trois cents personnes avait été contrôlée. Parmi elles, quatre-vingt-une se tronvaient en situation irrégu-lière, selon la police.

La reconduite à la frontière avait initialement été organisée par chemin de fer et bateau, comme la Police de l'air et des frontières en étudie la possibilité depuis le printemps dernier. Quatre compartiments avaient été loués à la SNCF dans un train de nuit Paris-Marseille (nos der-nières éditions du 21 décembre). Craignant une réaction des syndicats de cheminots et des associations antiracistes, le ministère de l'intérieur a finalement renoncé à ce mode de transport et choisi de louer uo bi-turbo propulseur Saab 340 de la compagnie Régionale Airlines dont le siège est à

Un photographe de presse a été invité par le ministère à fixer sur la pellicule l'image de l'expulsion. Il a vu plusieurs hommes, dont certains étaient menottés derrière le dos, montant dans l'avion à l'aéroport du Bourget ainsi que la dizaine de policiers qui les escortaieot. L'avion a décollé vers 12 heures 45 du Bourget, et atteint Alger dans l'après-midi après une escale technique à Marseille-Marignane. Au minis-tère de l'intérieur, on rappelle la volonté de Charles Pasqua de doubler le nombre de reconduites à la frontière exécutées chaque année. En 1992, sur quelque 43 000 décisions, moins de 9 000 ont été suivies d'effet. Alors qu'aucune statistique par nationalité n'est généralement publiée, le ministère a indiqué, une fois l'opération aérienne terminée, que 2 219 Algériens en situation irrégulière avaient été reconduits vers l'Algérie depuis le début de

ENVIRONNEMENT

Plus de 2000 engins explosifs déjà récupérés

Les détonateurs échoués sur les côtes bretonnes proviendraient d'un navire chypriote

BREST

de notre correspondant Les équipes au travail sur les plages du sud de la Bretagne continuent de récupérer les détonateurs qui s'échouent sur biban - dont l'accès a été interdit aux promeneurs - depuis

samedi (le Monde du 21 décembre). Plus de deux mille engins explosifs ont déjà été ramassés et les experts brestois du CEDRE (Centre de documentation et de recherches sur les pol-lutions accidentelles des caux) s'attendeot, compte teon des vents soufflant de sud-ouest, à une étendue de cette pollution. Les recherches menées paur

détermioer l'origine de la cargaison seraient sur le point d'aboutir. La société suédoise Nitro Nobel, qui fabrique ces engios pyrotecbniques, dont la manipulatioo est dangereuse, a 'informé le CEDRE qu'un cargo battant pavillon chypriote, le Mary-H, parti de Hamhourg à destination de Dar-es-Salaam en Tanzanie, avait perdu un cooteneur de 34 500 détooateurs, le 16 septembre, dans la tempête, L'incident s'est produit à 400 ou 500 km au large de Belle-lle,

ce qui correspond au calcul de dérive établi par les experts du CEDRE.

Si le ministère de l'environnement retient cette bypotbèse, la marine nationale se montre, en trente-trois bateaux « potentiels» ont été identifiés, dont le Mary-H.

Les Verts, qui ont porté plainte contre X, ont réclamé, dans un commuoiqué, « l'instauration d'une zone de sécurité de 100 milles noutiques, où les outorités maritimes ouront la responsabilité de veiller au bon état des navires et de leurs cargoisons ». Le ministre de l'environnement, Michel Barnier, qui a déclaré sur France-Inter que le Mnry-H avait signalé la perte de sa cargaison vers le 20 septembre aux autorités britanoiques. s'est élevé contre « l'irresponsobilité » de certaios armateurs. Il a annoncé qu'un comité interministériel sur la mer se tiendra eo janvier prochain. La Fraoce fera des propositions pour renforecr la réglementation internationale sur le traosport maritime des matières dangereuses.

GABRIEL SIMON

Après trente-sept autres pays

La France signe la convention de Londres sur l'interdiction de l'immersion des déchets nucléaires

La Fraoce a décidé de signer la cooventioo ioternationale de Londres sur l'interdictioo « totale et définitive » de l'immersion des déchets nucléaires, a annoncé, lundi 20 décembre, Michel Barnier, ministre de l'environcement. Elle rejoint ainsi les treote-sept pays, dont les Etats-Unis et le Japon, qui s'étaient prononcés en ce sens le mois dernier (le Monde du 16 novembre), lors de la réuoion de la convention dans la capitale britannique.

Bien qu'elle ne procède plus, depuis 1969, à des rejets radioactifs en mer, la France s'était alors abstenue, en comoagnie de la Belgique, de la Chine, de la Grande-Bretagne et de la Russie. Elle souhaitait la simple reconduction du moratoire de 1983, afin de garder la possibilité de réexaminer le problème « dons quinze ons, londonienne,

au vu des connaissances scientifiques de cette époque ».

Mais le vote majoritaire du 12 novembre était accompagné d'une clause : les pays abstentionnistes et les vingt-neuf nations absentes à Loodres avaient cent jours pour se prononcer de façon positive ou négative, sous peine d'être exelus de la convention. « Conformement à la volonté du premier ministre, Edouard Balladur, de mener une politique énergétique respectueuse de l'environnement », indique le communiqué de Michel Barnier, mais aussi sous la pression des mouvements écologistes, le gouvernement français, qui aurait pu faire l'économie d'une controverse en signaot la conventioo dès le mois dernier, s'est done rangé à la résolution

Une jeune musulmane est exclue d'un lycée grenoblois

des lycées.

Une jeune lycéenne qui refusait d'ôter son foulard a été exclue, samedi 18 décembre, du lycée Emmanuel-Mounier à Grenoble. Cette décision, qui a été prise par 14 voix pour et 1 voix contre par la commission de discipline de l'établissement, intervient après plusieurs mois de négociation avec

BALAD'AIR Partez pour la MARTINIQUE

l'intéressée et sa famille. Selon le proviseur, Jeao-Paul Paillet, la ieuce musulmane inscrite en terminale At, qui suivait une scola-rité « sans histoires » depuis la seconde, avait « brutolement change d'attitude au mois d'avril». Son cas, le premier dans cet établissement do centre-ville qui

compte 1 500 éléves, avait tout d'abord surpris les enseignants qui, dans leur grande majorité, l'avaient acceptée avec le foulard, ivant qu'un nouveau règlement intérieur ne soit adopté. Le problème s'était posé de nouveau à la rentrée. La jeune fille avait du être exclue huit jours, avant de se voir proposer par la commission permanente de l'établissement de retirer son foulard pour les seuls cours de gymnastique. En contrepartie, les autres enseignants s'engageaient à l'accepter ainsi vetue. Pendant un mois, la jeune fille s'est présentée au cours d'éducation physique munie d'une dispense médicale. puis elle a finalement refusé d'ôter son foulard. Lundi 20 décembre, deux jours après son exclusion,

elle distribuait devant les portes de l'établissement une pétition dénon-çant le caractère «injuste» de la sanctinn doot elle avait fait l'objet.

Un deuxième lycée de la périphérie grenobloise, le lycée polyvalent Aristide-Berges, à Seyssinet-Pariset (Isère), est coofronté actuellement au même problème. Il s'agit cette fois d'une élève de termioale G qui, depois le mois d'avril, se présente, selon les jours et selon les cours, la chevelure couverte ou découverte. A la rentrée, les enseignants ont décidé de l'interdire de cours mais le port libre du foulard lui a été autorisé dans les couloirs on la cour de récréation. Jeudi 16 décembre, le conseil d'administration du lycée a adopté un nouveau règlement intérieur qui entérine l'interdiction du port de couvre-chef en cours. Depuis, la jeune fille n'est pas revenue en classe et ne s'est pas présentée au rendez-vous qo'elle avait elle-même fixé au proviseur, lundi matin 20 décembre.

NICOLE CABRET | Sonnes ».

mi a reforme de fin

Fiobjection de cous

en effet gu participat

- MARK HAR THE PERSON interrogi received i has be progi-turone Va tirrete fer guffel

Chillen of a ^{राम} गान्य**ाहित व्यक्त**े 10 1 7 mg 200 अपन्य सुन्धर, स्रो स्रोतिक स्रोतिक स्रोतिक

· Bankit bri 100 allest Liby harman de e

いななかせい निवादानाः स्वराज्यसम्बद्धाः द THE HER

opie 21, o de la Ligação

7 (F)

The state of

SOCIETE

Georges Pâques est mort

Condamné à la détention perpétuelle, en 1964, pour trahison au profit de l'ex-URSS, mais libéré sous condition an 1970, Georges Paques, ancien haut fonctionnaire français à l'OTAN, est mort, le dimanche 19 décembre, à Parie, à l'âge de soixante dix-neuf ans. Il fut la plus importante des «taupes» françaises à avoir été condamnée durant la « guerre froide ».

Normalien, agrégé d'italieo, Georges Paques, qui était né le 29 janvier 1914 à Chalon-sur-Saône, était un homme rond, placide, evenant, evec uo faux air matiné de Georges Pompidou ou de Max-Pol Fouchet. Cet intellectuel est, par l'intermédiaire d'un de ses amis médecin algérois, approché par les Soviétiques - et plus spécialement par un certain Alexandre Gonzovsky, qui se dit attaché d'ambassade - dès 1943 en Algérie où il travaille à la sectioo politique du service de radiodiffusion du gonvernement provisoire du général de Gaulle. Dès lors, il ne va pas cesser de dooner des renseignements ao KGB durant les vingt années où ses fonctions administratives, en France, lui donnent accès à des

THE PERSON NAMED IN

The Stellars

were on the name in

dossiers dits « sensibles ». Dès la Libération, ouis sous la IV. République, entre 1944 et 1959, Georges Pâques est successivement conseiller, chef de cabi-net, voire directeur du cabinet de plusients ministres on secrétaires d'Etat, comme Louis Jacquinot, René Coty (futur président de la République), Jules Catoire, Paul Ribeyre, Georges Bidault ou Gilbert Jules. En 1959, il devieot chargé de mission à l'état-major général de la défense nationale, puis auprès de l'Institut des hautes études de défense natio-

nale (IHEDN). En 1962, il entre à l'OTAN où il est responsable do service de presse. Les QG alliés – cible privilégiée de l'espionnage soviétique - soot à l'époque en région parisienne.

C'est surtout après le retour au pouvoir, en 1958, du général de Gaulle que Georges Pâques, parce qu'il e accès à des secrets militaires, va rendre de nombreux services an KGB.

Le diplomate français est alors sous le contrôle de deux officiers «traitants» des services soviéti-ques à l'ambassade, Nikolai Lys-senko et Vassili Vlassov. Il a contume de leur remettre, dans les bois de Meudon, des documents qu'il e réussi à subtiliser sur les plans de défense de l'OTAN, par exemple le place de certains radars en Turquie ou la situation ao Proche Orient vue par les services de renseignement allié. Parmi ces dossiers, les plans de défense de Berlin-Ouest intéressent tout particulièrement ses interlocuteurs après la crise qui a éclaré, en 1961, avec l'Ouest depuis l'édification du mur de Berlin. En même temps, le KGB manipule une antre «source» prolifique à l'OTAN en la per-sonne d'un économiste canadien, Hugh George Hambleton.

Identifié sur dénonciation

Le 10 août 1963, alors qo'il rencontrait un agent do KGB, Georges Pâques est arrêté par le contre-espionnage français. Uoc thèse souvent présentée affirmera que Georges Pâques a été identi-fié sor la dénoociation d'un transfuge soviétique, Anatoly Golitsine, qui est passé à l'Ouest en décembre 1961 et qui affirme à la CIA que l'entourage du géné-ral de Gaulle est truffe d'espions. L'agent soviétique, qui a reçu le nom de code de «Martel» dans

les services spéciaux français invités à l'interroger, parle d'un groupe de sept personnes qu'il a dénommé «Saphir» et qui aurait infiltré le gouvernement à un très haut niveau. A vrai dire, cette thèse est très discutée.

Durant son procès devant la Cour de sûreté de l'Etat, en juillet 1964, Georges Pâques apparaîtra, en définitive, animé davantage par l'amour-propre, voire la vanité, que par une conviction idéologique bien éta-blie. Ses officiers traitants se sont toujours appliqués à jouer de la croyance, chez Georges Pâques, qo'il serait bien placé dans les conlisses des instances internationales pour tenter de préserver la paix entre l'URSS et des Etats-Unis devenus trop paissants.

Condamné, le 7 juillet 1964, à la détention criminelle à perpé tuité, Georges Pâques voit sa peine commuée en vingt ans de détention en février 1968, par une grâce présidentielle du général de Ganlle. Il sera libéré sous condition en mai 1970.

Dès lors, Georges Pâques ve multiplier ses scrivités dans la création littéraire, voire télévi-suelle. En 1972, par exemple, il est le coanteur (evec Meurice Clavel) d'une adaptation française à la télévision de Celle qu'on laisse passer, un drame de Luigi Pirandello. Cette année-là, aussi, il public un roman autobiographique mais codé, Comme un voleur, où il essaie de justifier sa conduite. Il est enfin l'auteur de plusieurs traductions de l'italien et notamment du Petit prêtre de Calabre, un roman signé du pseudonyme de Dou Luca Asprea qui traite de la société paysanne d'une région soumise aux tabous de l'Eglise et aux lois de la criminalité organisée locale.

FAITS DIVERS

L'augmentation de la gravité des accidents de ski

Pistes noires

La société française des médecins de stations de sports d'hivar astima à plus da 110 000 la nombre des accidents de ski qui surviannent chaque année sur les pistes. Si le risque à ski demeure stable depuis dix ans - environ 2,5 accidents pour 1 000 journéesskieurs -, la gravité des traumatismes a considérablement eugmenté pendant la mêma patioda. La coût social et humain du aki justifie das actions préventives.

GRENOBLE

de notre correspondant

L'hiver damiar, les statione françaises ont enregistré un numbre record d'secidents mortela eur leurs domeines skiables. Une quarentaine de personnes ont été victimes de collisions ou de chutes impressiunnantss, en perticuller à cause de vestes plaques de dace et d'un manque chronique de neige en tenvier. A l'issua de longuae et cahoteuaee deecentes, certains skieurs furent gravement brûlés au visage et aux membres supérieurs; d'eutres subirent des traumetismes irrémédiables, notamment à la tête ou à la colonne vertébrale à le auita da colliaione iléas, souvent, à une méconnaissance des règles de priorité (14 % des accidents). Jamais pendant une aussi courta période les hôpitaux de Moûtiere (Savoia) at de Grenoble (Isare) n'avaient accueilli un nombra aussi álavá de personnee, davanues paraplégiques ou tétraplégiques lie Monde du 26 janvier 1993).

Certains médecins qui dénoncent le evéritable carnage » sur-

venu au cours de l'hiver 1992-1993 constatent que « la pathologie des accidents de ski ressemble désormais à celle des accidents de la route». Les skieure relevée sur les pletee souffrent da plus en plus aouvent de polytraumetiemes, et 35 % d'entre eux sont edmis dana las höpitaux pour un séjour moyen supérieur à trois

Outre l'eugmentation spectaculsire du nombre des graves blessures ligsmenteires, que certains preticiens attribuent à la erructure das chaussuree modernes et à un meuveis usage des fixations de sécurité (1), l'organisation de la pratique du ski dans les stations de eports d'hiver est elle eussi mise en cause.

Un observatoire

des accidents de montagne Ainsi le professeur Dominique Saragaglia, chef du service d'or-thopédie et de traumatologie du eport à l'hôpital sud de Greno-ble, accuse les stations qui surchargent leurs dumaines ekiablee pour dee motifs commerciaux. « Une régulation du flux des skieurs est indispansable lorsque l'affluence est trop grende ou le neige trop dure. Parfois il faut avoir le courage de refuser de vendre des forfaits, si l'on veut éviter que ne ea reproduise une nouvelle hécatombe eur les pistes», déclare ce pratician qui e reçu dene son sarvica 2 550 patients su cours des trois der-

La direction de la concurrence et da la consommetion de l'Isàre, qui à lancé, la 15 décembre à Grenobla, une campagne d'information pour

une plus grande sécurité sur les pistes, plaide également pour la création d'un observatzire des accidents de montagne pour en mesurer le coût humein et social. En effet, eucune statistiqua officielle et précise n'est dieponibla à l'heure ectuelle. Seule une thàse, publiée en 1979, e permie de mesurer le coût thérapeutique et social des accidents de ski survenue pendant l'hiver 1977-1979 dans le département de l'Isère (2). Son euteur l'eveit estimé à un peu plue de 50 millons de franca pour 2 800 blessés (le Monde du 12 mai 1979). Cette eomme représentait elors 72 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des remontées méceniques de ce départament pour le même ennée. Dane se cunclusion Jean-Pierre Guercin souligneit e l'importanca de l'affort consenti par la collectivité dont une faible proportion seulement jauit de laisire de montagne » (3). L'inetauretion d'une eeeurence obligatoire pour las skieurs eet sérieueament anvieegée per le ministère dee trensports. Selon un repport remis récemment à M. Bosson. ce serait aujourd'hui e la seula solution pour concourir à l'allègement des charges de la Sécurité sociale».

CLAUDE FRANCILLON

(1) Les accidents de ski représentes 11,4 % des accidents de sport.

(2) «L'aspiration à la sécurité dans les loisirs de montagne : coût social ci conditions d'une mellleure maîtrise», thèse de doctorat sontenue par Jean-Pierre Guercin à l'université des sciences sociales de Grenoble.

(3) Le taux des départs des Français à la neige était, à la fin des années 70, proche de 8 %; il fut, l'hiver dernier, de 9 %.

Invitées à payer une quote-part de 15 %

Les associations se mobilisent contre la réforme du financement de l'objection de conscience

Le monde associatif est co ébullition, à cause d'one simple note de service, envoyée par le ministère des affaires sociales. qui modifie le financement des postes d'objecteurs de conscience. Datée du 6 octobre, celle-ei signale que, « dons lo perspective de l'uniformisotion du traitement des formes elviles du service national, les conditions de prise en chorge des objecteurs de conscience seront prochoinement modifiées. Le principe de lo porticipotlon financière des organismes accueillant ce type d'appelés est en effet adopté » La quote-part demandée aux associations est ainsi fixée à 15 % pour l'exercice 1994, soit environ 4 000 rraces pour chaque objecteur (1).

Pour le milieu associetif, e'est un «conp de canif» supplementaire cootre l'objection et l'autocomie des associations. « Cette mesure remet en cause les conventions passées entre l'Etot et les structures d'occueil: c'est à l'Etat de financer le service national, y compris dons so forme civile, dénonce Eric Sapin, du Comité de coordination pour le service civil (CCSC). C'est un tronsfert de près de 40 millions de francs qui nous est demandé. Tous les projets des associations vont etre affectés : elles devront ponctionner sur les cotisotions de leurs membres et les subventions. »

Les associations supportent déjà depuis quelques années le poids du retard – estimé à 200 millions de francs par le CCSC - dans le remboursement des indemnités qu'elles avancent chaque mois aux objecteurs. Unanimes sur le constat, elles ont toutes protesté auprès du ministère pour demander le retrait de la mesure.

Au ministère des affaires sociales, on fait la sourde oreille : « La participation des associotions est légitime car

elles bénéficient gratuitement de l'aide des objecteurs », déclare Mª Dreyfus, de la direction des affaires sociales. La mesure oc fait cependant pas l'nnanimité au sein de la majorité. Des voix se soot élevées à l'UDF pour réclamer sa révision. Dans une question écrite, Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire) estime en effet que le principe d'une participatioo finaocière « reviendroit à dire qu'il s'ogi-roli d'un impôt prélevé sur les associations ». Jean-Peul Fuchs (UDF, Haut-Rbin) demande, lui, le e réexomen du dossier compte tenu des objections légitimes de l'ensemble des associations ».

interrogée par les députés socialistes lors de la discussion sur le projet de loi de finances. Simone Veil e ponrtant maintenu le principe : e Il était lout à fait normal [que les orga-nismes d'accueil] participent aux frais encourus par le minis-tère », a déclaré le ministre d'Etat, reconnaissant toutefois que « lo circulolre ovait été envoyée un peu rapidement», et sans coocertation.

La note de ecrvice aura, en tout cas, mobilisé des associetioos qui, d'ordioaire, travaillent ebacune dans son coin. Devant la fin de non-recevoir du ministère, le réseau associa-tif s'est réuni en un Collectif 15 % afio d'organiser des actions de protestation. « Nous envisageons serieusement de remettre tous les objecteurs à disposition de l'Etat pour qu'il prenne ses responsobilités », indique Eric Sepin, qui pré-vient : « Si le décret d'application est publié, nous sommes prêts à aller devant le Conseil d'Etat. »

SYLVIA ZAPPI

(1) Employés essentiellement dans les secteurs de l'aide sociale, de l'éducation populaire et de l'environnement, les objecteurs sont actuellement à 500, soit à peine 2 % du contingent de 1993.

MÉDECINE

Pour prévenir une épidémie de peste porcine en France

Près de quatre mille porcs ont été abattus en Haute-Savoie et en Isère

été abattus dans trois élevages en de l'état géoéral de l'animal, . Haote-Savoie et en Isère après la accompagnées de manifestations découverte de porcelets contami- cliniques diverses, pulmonaires, nes par la peste porcine, ont indi-qué, lundi 20 décembre, les services vétérioairee des départements concernés. Trois mille neuf cent quatre-vingtquinze porcs ont été abattus et les carcasses détruites, sor décision de ministère de l'agriculture. Les services vétérinaires evaient concla à des risques de contaminatioo en se fondaot sur les résultats d'analyses de sang effectuées sur une cinquantaine d'animaux récemment importés d'Allemagne. Une zone de protection d'un rayon de trois kilomètres et une zone de surveillance de dix kilomètres out été délimitées autour de chacun des trois éle-

vages concernés. La peste porcine est une infection très contagicuse d'origine virale oon traosmissible à l'homme. Elle se caractérise par

Plusieurs milliers de porcs ont one sièvre et une atteinte grave ratioo de cette maladie est obligatoire et la viande des animaux concercés est impropre à la consommation.

La France était, jusqu'à présent, indemne de peste porcine, les services vétérineires demeurant toutefois très vigilants dans la mesure où cette maladie continue de sévir sur un mode épidémique dans de nombreux pays européens. Ce phénomène semble du à la contamination périodique des animaux d'élevage à partir de sangliers infectés. Un vaccin pro-tecteur existe mais les autorités européennes préconisent l'abattage. ». Il y a quelques semaines la CEE préconisait l'abettage de 600 000 porcs et porcelets en Allemagne pour lutter contre la diffusion de cette épidémie.

REPÈRES

TERRORISME Un complice écroué pour l'assassinat d'un opposant au régime de Téhéran

Un agent présumé des services secrets iraniens s été mis en exemen pour ecomplicité d'assau en relation avec une entreprise ter-roriste», lundi 20 décembre, par le juge pensien Jean-Louis Bruguière qui instruit le dossier relatif à l'as-sassinat d'un opposant au régime de Téhéran, le 23 octobre 1990. Ce jour-lia, le docteur Cyrus Elahi, l'un des fondateurs de l'Organisation de la liberté d'Iran, avait été tué par balles à l'entrée de son domicile parisien le Monde du 25 octobre 1990). Interpellé jeudi 16 décembra à Paris, Mojtaba Mashadi, Français d'origine ira-nienne, s'est vu signifier une seconde mise en exemen pour

«association de maifaltaurs en relation avec una entrepriae terro-riste». Un Iranian, Hossian Yazdan-Setz, errêté en même temps que Mashaadi, est kii aussi mis en examen dans cette seconde procé-

INTEMPÉRIES : Inondations dans le nord et l'est de la France

Les fortes précipitations enregistrées ces demiers jours ont provo-qué, lundi 20 décembre, la crue de plusieurs rivières du nord et de l'est de la France, entraînant en Savoie la mort d'une femme de sobante-trois ans. Dans les départements du Nord et de l'Aisne, plusieurs n'vières ont largement dépassé leur cote d'elerte, et de nombreuses routes départementales ont dû être coupées ou mises an circulation elternée. De nombreuses crues ont également touché l'est du pays.

SÉCURITÉ CIVILE

Protestations sur la base de Marignane

M. Pasqua veut privatiser le service de maintenance des bombardiers d'eau

de notre correspondant régional la base des bombardiers d'eau de Marignane, qui dépend du groupement des moyens aériens de la direction de la sécurité civile au ministère de l'iotérieur, va être sous-traité an accteur privé. Après le lancement d'un eppel d'offres, en mai, quatre candidats repreneurs ont été retenus et la signature du marché - probablement avec la société Eurocopter - devrait intervenir au début de l'année prochaine, pour prendre effet le 1st janvier 1995. Ce projet est combattu par le syndicat FO, majoritaire, des techniciens au sol de la base qui en conteste l'opportunité et estime qu'ail ne peut que déboucher sur des licenciements à court terme ». Le service, qui comprend,

aujourd'hui, soixante-cinq personnes, pour la pinpart sous contrat à durée indéterminée (1), date de la création de la base avions de la sécurité civile, en 1963. Il était, jusqu'ici, indisso-ciable de l'ensemble des équipes de nevigants et de techniciens dont l'efficacité est reconnue, depuis treote ans, dans la lutte contre les feux de forêt. Cependant, nue partie de ses tâcbes avait déjà été concédée à des sociétés privées : la maintenance des deux Fokker 27 de la flotte

par TAT, puis par SOGERMA, et l'entretien des petits avions d'aide au commandement par

Le syndicat FO des techniciens au sol souligne, néanmoios, que le service de maintenance de la base, compte tenu de la disponibilité et de la compétence du personacl, est « parfaitement rentable ». Il affirme, d'aotre part, que sa privatisatioo totale n'entraînerait aucune économie, mais représenterait, au contraire, un e coût financier exorbitani ». Il s'inquiète, surtout, de e l'absence totole de garanties concernant l'ovenir des personnels (...) La direction de la sécurité civile a reconnu en effet, en mai dernier, qu'a il y o impossibilité légale à imposer à l'industriel la reprise de tout le personnel qui ne seroit plus nécessaire au fonctionnement de la base». Elle indiquait, pourtant, dans le même temps, que « tout transfert de personnel ne se fera que sur la base du volontariot ». En fonctioo des e contradictions relevées dans le discours de la sécurité civile », FO menace de décleneber un « conflit social sans précédent ».

(1) Sur soixante-cinq techniciens, cinq ont le statut d'ouvrier d'Etst, quarante-cinq sont sons contrat à durée indétermi-née et le reste sons contrat à durée déter-minée.

L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN POCHE Les Tableaux de l'Economie Française 1993-1994

Une source d'information unique et un instrument pratique pour tous ceux Enmon qui s'intéressent à l'économie

Des tableaux pertinents, des graphiques et des cartes, la mention des sources, les définitions des termes utilisés, un système da rechercha / facilité par l'utilisation da mots clès, des références bibliographiques.



priori à l'emporte-pièce sur note de résume en une privase.

Les charlatans d'Aphrodite

Le conseil national de l'ordre des médecins et la direction générale de la santé s'attaquent aux dérives de la chirurgie esthétique

VANT... Après. Un miracle, à en croire les photos : ce visage ingrat au nez disgracieux est devenu, grâce à un coup de bistnuri bien placé, confirme aux canons de la beauté. Certains médecins plasticiens sont passés meîtres dans l'art... publicitaire. Le conseil natinnal de l'ordre des médecins s'en est ému, qui vient de réagir vertement à la prestation télévisée de quatre «chirurgiens esthétiques», les docteurs Bernard Sillam, Thierry Bezin, Elisabeth Laglenne et Jean-Claude Trokiner, dans l'émission de variétés «Sacrée soirée» diffusée sur TF | le 15 décembre.

Dans un communiqué intitulé Halte à la médecine spectacle (bis) (1), l'instance ordinale s'élève contre les quatre praticiens qui ont e complaisamment exposé leurs méthodes, pour la plupart insuffisamment éprouvées, voire dangereuses sinon charlatanesques, alors qu'ils ne sont pas qualifiés en chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique ». Le conseil se déclare, en outre, « Indigné de la prolifération d'émissions vantant les mérites de médecins davantage préoccupés de leur propre promotion que de donner des soins aux malades ou de promouvoir la santé publique ». Une pratique qui ignore en effet les articles 19, 23, 30 et 31 du code de déontologie interdisant aux praticiens e tous les procédés directs ou indirects de réclame ou de publicité » ainsi que de proposer aux malades « des procédés illusolres ou insuffisamment éprouvés ».

Le docteur Olivier Dubois, secrétaire général du conseil national de l'ordre des médecins, a précisé en Monde que les quatre praticiens vedettes invités sur le plateau de Jean-Pierre Foucault seront poursuivis devant la section disciplinaire du conseil, pour

« abus de titres » d'une part, et « utilisation de techniques dangereuses » d'antre part. Cet incident s'ajoute à la longue liste des dérapages constatés an sein d'une profession fort mai réglementée.

Au 1" juillet 1993, 462 chirurgiens esthétiques étaient titulaires du «label» nfficiel délivré depuis les années 70 par la commission de qualification ordinale, dont le décision est susceptible d'eppel (ils étaient 198 en 1980). Tous les médecins spécialistes en chirurgie générale, en ophtalmologie, en stometologie et en oto-rhinolaryngologie peuvent prétendre à ce titre. Par ailleurs, la loi du 23 décembre 1982 créant le concours d'internat qualifiant a permis eux jeunes médecins se dirigeant vers la chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique d'obtenir eutomatiquement le qualification ordinale en terme de leur cursus d'études validées.

Plusieurs milliers de plasticiens non qualifiés

Malgré la présence de ces garde-fons, selon le professeur Jean-Marie Greco, président du Collège français de chirurgie plastique et fondateur du Club des professeurs et professionnels de la spécialité, « plusieurs milliers » de plasticiens proposent eujourd'hui en France leurs services aux personnes déaireuses de modifier leur opparence physique. An moins 2 000 médecins ouraient souscrit un contrat d'assurances couvrant leurs activités de chirurgie esthétique... Des stomatologistes, des dermatologues ou des généralistes en mal de clientèle se lancent à corps perdu dans cette octivité. Le docteur Bernard Sillam, ie plus médiatisé de tous ces spécialistes improvisés, est phlébologue. Son cabinet du seizième arrondisse-

ment ne désemplit pas, et il s'offrirait même les services d'une attachée de presse...

Le professenr Clande Le-Quang, secrétaire général de la Société française de chirurgie plastique, recontructrice et esthétique (2) et vice-président du syndicat netinnal de la profession, explique le développement de la discipline par les difficultés économiques qui frappent nombre de praticiens. « Nous assistons à une mercantilisation du métier, dont le contrôle nous échappe », déplore le professeur Le-Quang, qui n'hésite pas à qualifier certains plasticiens de « mafieux ». « A Paris, ajoutet-il, quatre huxueuses cliniques de chirurgie esthétique ne répondent pas aux normes de sécurité, mais la direction régionale des affaires sanitaires et sociales n'a pas les moyens de les faire fermer. »

En cas de «ratage», et donc de litige, les juges tiennent compte de la qualification ordinale pour se prononcer. Et les procès ont tendance à se multiplier... Le professeur Jean-Marie Greco vient de formuler devant l'Académie de médecine une série de propositions visant à mieux protéger le public des pretiques abusives. Sous le question «La chirurgie esthétique est-elle une chirurgie à part entière ou une chirurgie entièrement à part?», sa communication dresse un bilan inquiétant de la spécialité.

« Beaucoup de dérapages sont à mettre sur le compte des liposuccions (3), dont plusieurs dizaines de milliers sont pratiquées chaque année, nous e confic le professeur Greco. Mais ils sont plus souvent liés aux circonstances de l'intervention qu'à la technique ellemême, qui est sûre, éprouvée et utilisée en chirurgie thérapeutique, » En septembre 1992, après trois ans passés dans le coma, une

femme qui avait subi une opération esthétique de liposuccion chez un médecin généraliste décédait. Un accident anesthésique était en effet survenu an cours de l'intervention, pratiquée en l'ebsence de médecin anesthésiste (le Monde du 29 juillet 1989).

L'usage des prothèses mam-maires à base de gel de silicone, suspendu provisoirement par une recommandation du ministère de la santé l'an dernier en attendant les résultats d'une expertise, soulève également des difficultés. Près de quatre millions de femmes dans le monde out reçu des implants de ce type, et certains plasticiens pen scrupuleux continuent d'en assurer la pose. « Depuis l'introduction en France de ce matériel implantable, jamais un contrôle préalable n'a été offi-ciellement mené», indique le pro-fesseur Greco oux académicieus, pas plus que n'est effectué le contrôle de l'epplication de la loi Huriet du 10 décembre 1988 modifiée sur le consentement éclairé. Et le spécialiste d'ajonter ; e Cette carence d'application des textes juridiques qui caractérise les implants mammaires de tous genres vaut aussi pour d'autres produits et matériels à visée esthétique couramment utilisés, certains depuis des années. »

Ethique médicale contre éthique commerciale

Sont ainsi utilisés sans expertise réglementaire : le silicone liquide, le silicone en micrograunles; le Gore-tex et les fils d'or, tous indiqués pour combler les rides, et les appareils à liposuccion par ultrasons, « dont la prèsentation à l'ensemble du corps médical (...) insiste, pour certains [eppareils], sur un côté commercial très éloigné de l'éthique médi-

cale habituelle (...), de nature à Inciter à la multiplication des actes pour assurer non seulement l'amortissement du prix de l'appareil, mais encore un confortable accroissement des revenus de l'acheteur ». Un marketing qui inspire au professeur Greco cette formule : « Ce n'est pas de l'éthique médicale, c'est de l'éthique commerciale! »

A l'nrigine de ces dérives, l'appât du gain bien sûr - à Paris, une liposuccion coûte entre 8 000 et 25 000 francs et une rhinoplastie (chirurgie du nez) environ 20 000 francs, non remboursés, et donc souvent non déclarés; en province, les tarifs sont inférieurs de 30 % à 50 % -, mais aussi ce vide juridique frappant tous les produits ou matériels médicaux utilisés par le chirurgien plasticien. Le principe de l'homologa-tion préalable à le mise snr le marché ne s'impose pas en chirurgie esthétique, pour la bonne rai-son que la loi ue prévoit cette homologation que pour les « produits et appareils à usage préventif, diagnostique ou thérapeutique utilisés en médecine humaine dont l'emploi est susceptible de présen-ter des dangers pour le patient ou l'utilisateur, directement ou indirectement v. Le professeur Greco recommande à cet égard ou ministère de la santé de retenir une proposition de directive euro-péenne qui inclut dans la défini-tion du «dispositif médical» tous les matériaux utilisés «à des fins

La direction générale de la santé s'inquiète également de ces dérives. Elle vient de réunir un groupe de travail d'une dizaine de membres chargés d'étudier le problème. Le 8 décembre, une première réunion a eu lieu, qui a

d'étude ou de remplacement ou de

modification de l'anatomie ou

d'un processus physiologique ».

posé le cadre de la réflexion. Les experts devrout répondre à deux questions: Qui doit pratiquer la chirurgie esthétique? Comment inclure dans le cadre d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) nu d'une hamologatian les produits et matériels à visée esthétique? Le professeur Greco, qui fait partie de la mission, a nionté un autre thème ou débat, celni de la définition de le « médecine esthétique », dont tant de praticiens se prévalent, et qui n'a anjourd'hui aucun fondement juridique ni scientifique.

and the state of

Sales fice Bei

-

THE PERSON

APPLY MANY

Acres 100 1

private pri

A March

-

Ker 2:492 468

tally in 188

-

****** * *

intro indica

walter. In A

TOTAL STREET

A September 1

Page 5 408

prise paragraphic prise (* 1800) prise (* 1800) prise (* 1800) k tube (* 1800)

arch

Min .

CHAR .

Tres way

A TONE

Names.

* 13 West * 100

· 'dippet'

1100

T.LI FAR #

TO STATE

+ 10 Mg #

20.598

* \$1-74(4

« Tout récemment, confie le professeur Greco, nous avons découvert qu'un groupe de médecins proposait une formation de «médecin esthéticien » sur trois ans, pour 70 000 francs!» Devant de tois agissements, et face à la « multiplication des sociétés bidons », le « réveil » du conseil de l'ordre s'apparente pour lui à une véritable e révolution ».

LAURENCE FOLLÉA

(1) En avril 1992, le conseil de l'ordre, alors présidé par le docteur Louis René, svait saisi le conseil supérieur de l'audiovisuel dans un communiqué intitulé Halte à la médecine spectacle qui désonçait « la dérive de l'information médicale au profit du spectacle » sur certaines chaînes de télévision.

(2) Société française de chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique, 40, rue Bichat, 75010 Paris. Tél.: (1) 42-06-62-44; télécopie: (1) 42-03-44-64,

(3) Créée en 1977 par le docteur Yves-Gérard Illouz, la liposuccion est une technique permetisnt d'éliminer des amas graisseux localisés par aspiration. L'opération s'effectue par voie sous-cutanée après une légère incision de la peau et au moyen de canules de quelques millimètres de dismètre.

Appel de candidature



Prix Scientifique Philip Morris 1994

L'Association pour le Prix Scientifique Philip Morris décernera pour la sixième année consécutive, trois prix et une mention spéciale à des chercheurs français ou établis en France qui auront fait aboutir un projet de recherche appliquée.

> Les prix, d'une dotation globale de 700.000 francs, seront remis en 1994 dans les disciplines suivantes:

Sciences de l'Ingénieur Ethnologie Biogéochimie

Le Jury, composé de scientifiques spécialistes de ces matières, attribuera les prix après examen des dossiers qui lui seront soumis.

Dépôt des dossiers avant le 31 janvier 1994 Association pour le Prix Scientifique Philip Morris 5. rue Greffulhe - 75008 Paris - Tél. : (1) 47.42.53.00

Un chirurgien en colère

La chirurgie esthétique se pretique aussi à l'hôpital public. Lae prix aont mnine élevés et las liates d'attenta sont longues, entre trois et six mois. Un jeune chirurgian aeeistant dane un aarvica da chirurgie plestique et réparetrice d'un établissament parieien e'indigne devant les pratiquee qui entechent ee prafassinn. Il racnnta avoir reçu en conaultatinn un homme opéré d'un lifting qui se plaignait d'un petit eczéme consécutif à l'intervention. Ce «malade imaginaira», comma il le qualifie, était allé exposer son cae chez un médecin qu'il n'est pae possibla de nummer.

« Vous avez un patit épanchement dans votre lifting, ce n'ast rien, je vous proposa quelquae eéancee de ponctions hebdomadaires at il n'y peraîtra plus», expliqua la plasticien eene scrupulae à enn futur client... qui n'aveit en réelité beanin d'aucun traitement l « Ces gens-là, ceux qui payent pour passer à la télévieion, ne diront jamels qu'ils ne peuvent rien faire, poursuit le jeune chirurgien en colère. Ile n'ont eucum état d'ême. J'el également eu connaissance du cas d'une dame qui venait à ce même cabinat pour une liposuccion et à qui l'on e immédiatement perlé des nidee de sun visage. On pousse à le consommation. »

Partage des gains

e Quand on travallla de façon sérieuse, poursuit-il, que l'on a suivi una formation longua et rignureuse, il y a de quoi être choqué l » Et ca médecin de décrire lee eutras pratiques auxquelles sa livrent certains plaaticiens : e Quand ils ont dea malades à opérer at qu'ils réalisent : qua l'intervantion dépaese leurs compétences, soit ils font appel à des petites

maîtree de l'opération, soit ils envoient le client vers un autre chirurgien, evec lequel ile partegent lae geins. On sppelle cele le dichotumia. » L'un de cea chirurgiens eethétiquas non qualifiés per le commission du coneell de l'ordre eurait même encouragé une easamblée de générelletes à pratiquar la liposuccinn dene leur cabinet, eoua prétexta qu'en l'état de le législation ils na peuvent pas êtra attanués...

e il était temps que le conseil da l'ordre ee remua, on trouvait qu'il était beaucoup trop complaisant, comme porté par la masse da généralistes an train de crever du manque de travail », confia ancore la jeune homma. e Noue, notre promotion, c'est notre travail quotidien », conclut-il, amer.

LF



EMAIN NOTRE SUPPLEMENT --ARTS Se Mende et SPECTACLES CNAMTS
Caisse Nationale d'Assurance-Maladie
des Travailleurs Salariés

institut National de la Santé

La CNAMTS et l'INSERM lancent, en 1994, un appei d'affres de recherche sur les sept thématiques suivantes :

recherches sur les maladies infectieuses et parasitaires ;
 recherches clinique et évaluation des procédures diagnostiques et thérapeutiques :

merapeunques;
- recherches en matière de prévention;
- recherches en matière d'évaluation des systèmes de santé et de protection sociale;

- recherches sur les problèmes liés ou vieillissement, à la vieillesse, à la dépendance et au handicap; - recherches en matières de thérapeutiques substitutives;

- recherches en matières de thérapentiques substitutives;
- recherches sur les conduites et les consommations normales et pathologiques.

Cet eppel d'offres est ouvert à tous les chercheurs, quelle que soit leur spportenence institutionnelle. Les projets de recherche coordonnés et multidisciplinaires sont particulièrement attendus. Ils peuvent s'inscrire dans une durée comprise entre un et trois ans.

Le texte de cet appel d'offres ainsi que les imprimés de candidatures peuvent être obtenus euprès de :

L'INSERM

Service du partenariat pour le développement social 101, rue de Tolbiac 75654 PARIS CEDEX 13 Fax: (1) 45-85-07-66

Date limite de clôture de l'appel d'offres : 15 février 1994 (date de rigueur)

POINT DE VUE

Ainsi que l'e annoncé Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, à l'occasion des Journées annuelles d'éthique, les projets de loi sur l'éthique biomédicale seront discutés au Sénat, lors d'une session extraordinaire, autour du 15 janvier (le Monde du 18 décembre). Nous ouvrons dans ces colonnes un débat sur les principaux enjeux et problèmes eoulevés par ces textes. L'erticle qu'on lira ci-contre concerne le diagnostic prénatal et le diagnostic pré-implantatoire

Génétique et fantasmes

ES progrèe réelisés en metlère de procréetion médicelsment essistée joints à caux de la biologia géné-tique posent aujourd'hul d'une feçon inédite le problème des familles dont les enfants à neftre risquent très fortement d'être frappes par une affection héréditaire greve. On penss à certaines anomalies de l'hémoglobine, à la mucoviscidose, à des maladies dégénératives du eystèms ner-veux et musculeirs, notamment. Dans ce type de cas, on peut offrir aux couples qui souhairent avoir un enfant Indemne de la maladie deux possibilités de diagnostic précoca.

La première (diagnostic «anté-natal» ou «prénatal» claesique) consiste à détecter la présence du trouble génétique chez le fœus. Sa conclusion «logique», en cas de test « positif», est dans la plupart des cas l'avortement (car les couples qui ont recours à ce diagnostic en ont eccepté par evance l'éventualité).

La seconds (diagnostic « práimplantatoire ») permet d'éviter cette issue toujours doulou-reuse : le test s'effectue en effet aur des embryone obtenus in vitro. La fécondetion in vitro eboutissant à le formation de plusieurs embryons, le test permet d'identifier ceux qui sont porteurs de l'enomalie génétique, et aeula aont réimplemés les embryons indemnes, évitant par là même les engolases d'une

Depuis trois ans, cette technique e été proposée dans quelques centres dans le monde, et près d'une vingtaine d'enfante sont nés (en Angleterre, eux Etats-Unis récemment et en Bel-

Trois questions, eu moins, se bénéficier d'une fécondation in

et ses risques éventuels? A qui e'edresss-t-elle sxactement? Eat-il légitime d'y recourir, comme l'ont fait avant nous les pays que l'on vient de citer?

La fiabilité de cette technique eet fonction des progrès rapides de la biologie, en particulier de la biologie moléculaire. Elle dépen-dra eussi des expériences des équipes. En ce qui concerne l'innocuité, blen des éléments, sn perticulier le grande plesticité de l'embryon à ce stade initial, laissent penser que les risques sont réduits, mais, de ce double point de vue, une éveluation soigneuse s'impose. Aussi la caractère forcément expérimental de cette technique at l'importence des enjeux néceseiteraient que lea compétences médicales et acientifiquee soient concentrées eur très peu de sites, offrant toutes les gerenties d'exécution st de suivi.

De l'éthique au droit

Il faut eneuite aouligner le caractère a priori limité des indications du diagnostic préimplen-tatoire. Depuie deux ens que le grand public connaît cette tachnique, le demende à laquelle les médecins sont confrontés est le plua souvent la suivante : un couple consulte cer il se seit porteur d'une meledie greve, par exemple le trait de la mucovisci-dose. Deux fois déjà, un die-gnostic enténetal lui e été proposé (prélèvement de callules de placenta à dix aemaines de grossessa) ayent entraîné, les deux fois, un avortement devant l'etteinte confirmée du fœtus. Ce couple n'a pas de problème d'in-fertilité. Il souhaiterait maintenant

smbryons obtenue et tranefert des embryons non atteints. C'est. en effst, dans l'attente d'une possibilité de soin dès le etede embryonnsire, is seule solution possible. Un calcul rapide montre que le nombre de cas concernés sera restreint.

En Frencs, 2 % des enfanta naissant avec dee malformations eévères (15 000), eeuls 7 % d'entre eux sont porteurs d'une enomelle d'ordre génétique reproductible et, permi ceux-ci, le mejorité des parente préféra-reient tenter une nouvelle groesesse epontanéa evec un diegnostic enténatal classique (à la dixième semaine). Le recours à la fécondetion in vitro pour disgnostic préimplentetoire aere limité par : des taux encore faibies de réussite (35 à 40 % de grossesses évolutives par trans-fert chez lee couples à heut potentiel de fécondité), lea contraintea (physiques et psy-chologiques) de le méthode de fécondetion in vitro et le caractère encore expérimental du disgnoatic préimplematoire. Meladies graves et peu de couplee concernés : voilà notre opinion, à moins que perdure la dysrégulation de notra société en matière de biomédecine, incepeble depuie treize ena (nsissence d'Amandine), voire vingt ana (création dea CECOS), de passer

Au moment où ee deseine la repriee du proceseue légieletif sur l'éthique biomédicele, noue tenons à affirmer une position à Is foie ouverte et prudente : il convient d'eutorieer un petit nombre de centrea à une pratique limitée, avec des indications bien précises et evec toue les moyens d'en faire une évaluation objective, sinon le devoir médical

de l'éthique au droit.

légitime eboutirait à la solution hypocrite consistant è orienter les couples sur les pays euro-péens voisins qui dès maintenant sont entrés en phase d'epplica-

Nous reconneiesons comme positif le principe du diagnostic qui consiste à prévoir l'étet de l'enfant à naître, à condition qu'il ne soit jameis imposé devant la écouverte d'une anomalie, d'un handicap, d'une melformation en cours de la grossesse. Trois ettitudes sont possibles:

- Rassurer la famille lorsque l'enomelie eat mineure et cura-

- Traiter et prévoir l'eccueil de l'enfant lorsque cela est posei-

- Enfin, se résoudre à interrompre le développement ambryonneire ou fœtel devent une effection perticulièrement

grave et incurable. Nous aouheitons que soit raconnue, pour toutes les formes de diegnostic anténatal eu aens lerge, des centres médicaux de référence qui doivent être une aide à la décision pour les cou-plea comme pour les médecins eux prises evec un diagnostic ou complexe. Le caractère collégial et pluridisciplineire (eccoucheurs, pédiatres, généticiens, échogrephistea, biolo-giates, cytogénéticiena, radiologiates, psychologues), le transperence parfeite des décisions einsi qu'une nécessaire évaluation annuelle de tels centres devreient permettre de répondre eux questione que notre société se pose légitlme-ment eur une éventuelle dérive

eugénique d'une tella pratique. En effet, il est fondementel que soit reconnue une différence nette entre des demandes d'ordre thérepeutique légitimes (maladies graves et incurebles) et des demendes de convenence ou de confort qu'il faudrait rejeter. Mais eucune éveluation sérieuse n'existe pour l'heura en France, et les fantasmes, le parti pris ou les croyencee tiennent trop souvent lieu de réflexion et d'ergumentation.

Le DPI n'est qu'une forme particulière du diagnostic enténatal, il poursuit les mêmes buts et epplique les mêmes principee. Nous souhaitons que se dévelop-pent en Frence, de feçon extrêmement limitée, meis avec les moyene nécesseires à son évaluetion, lee posaibilités du diegnostic génétique préimplan-tatoire pour les famillee à ris-ques. La liberté et la volonté des parents doivent être reapectées, dane les limites déterminées par le souci éthique.

La médecine tente de donner un conssil éclairé si on le lui demande, mais la tâche eat malsisée, cer les frontières entre le normal et l'enormal sont fragiles Maintenir un eaprit de toléranca ne peut se faire peradoxalement que si notre société e organiae. Cer une société de droh se doh de définir un eapace de liberté identique pour tous.

Cs texte est signé par les professeurs Etlanne-Emils Baulleu (biologie de la repro-duction), Philipps Bouchard (endocrinologie), Daniel Cohen (généticisn), Jean Dausset prix Nobel ds médecins), Georges David |fondateur des Cecos), Michel Dehan |pédistre), René Frydmsn (gynécolo-gue, obstétricien), Jecquellne Selva (biologie de la reproduction), Evelyns Pisisr [professeur de droit) sinsi que par Luc Ferry (philosophe).

gien en colère

Caprices glaciaires Les archives climatiques du Groenland divergent

La recherche progresse surtout

Pour confirmer ces premiers cessives, de doutes levés un à un, et un chercheur avisé se méfie toujours des certitudes comme de la peste. Les glaciologues qui étudient le climet des temps anciens à partir de forages dans les glaces du Groenland vienneot de vérifier à nouveau le bien-fonde de ce principe de base. Ces « carottages », on lc seit, constituent de remarquables

« erchives » météorologiques naturelles. La neige ne fondant jameis aux pôles, les différentes strates de glace ne sont, en fait, que les couches de neige accumulées (et considérablement lassées) depuis des millénaires. L'enalyse des minuscules bulles d'air ou des aérosols (poussières, acide sulfurique et oitrique) qui y sont emprisonnés fournissent donc de précieuses indications sur la composition de l'etmosphère et, par extension, sur lc climat à travers les âges. C'est ainsi que le forage européen du GRIP (Green-land lee Core Project) a révélé que le seconde moitié de la dernière période gleciaire (entre - 40 000 et - 10 000 ens) et la période interglaciaire de l'éémien (- 140 000 à - 110 000) evaient connu de brusques variations de

à coups de remises en cause suc-

température totalement inatten- avait plus de risques de déformadues (le Monde du 21 juillet).

résultats, les chercheurs européens comptaient sur un second forage, GISP-2 (Greenland Ice Sheet Project), effectué par des équipes américaines à ooe treotaioe de kilomètres de GRIP. Espoir déçu : si les donoées de GISP-2 GRIP pour la période gleciaire, clies divergeot sérieusement pour l'éémien. Même si l'on y retrouve « quelques tendances communes ».

Raisoo supposée de cette anomalie : les lois de la physique qui veulent que les calottes glaciaires resteot reremeot immobiles durant des milléosires. Le frottement cootre le socle rocheux a probablement entraioé des déformations des couches les plus profoodes (donc les plus anciennes), bouleversaot uo peu le bel ordre chronologique observé plus près de la surface (1).

Le doute

« Nous avions aneint la roche à 3 029 mètres de profondeur, et les couches correspondant à l'éémien ne descendent guère au-dessous de 2 800. Nous avions pensé qu'à phis de 200 mètres du socle, il n'y tion. Visiblement, nous nous sommes trompés », reconnaît enjourd'hui Jean Jouzel (laboratoire de modélisation du climat et de l'environnement du CEA).

GRIP se trouve au point le plus haut de la calotte du Groenland (Summit, à 3 230 mètres), alors que GISP-2 est creusé plus bas bataille. Mais, quel que soit le sur la pente, à un endroit où le résultat finel, ces péripéties glace devrait, normalement, glisser de manière bien plus importante. Il est donc probable que les données de GRIP soient les plus proches de le réalité. « Mais il est évident que ces nouveaux résultats jettent le doute sur les nôtres, reconnaît Jean Jouzel. Il va maintenant nous folloir les valider. »

Comment? Par d'autres sources, comme les forages océaniques et terrestres qui oot déjà confirmé les observations des glaciologues pour la dernière période glaciaire. Ou peot-être, espère Jean Jouzel, par d'autres indices recueillis sur les mêmes forages, ct qui pourraient permettre aux chercheurs de mettre un peu plus d'ordre dans leurs données. C'est ainsi que des résultets prometteurs viennent d'être obtenus evec le méthane par une équipe du laboratoire de glaciologie et géophysique de l'covironnement de Grecoble mais, hélas, pour une période plus récente là aussi (2). Pour l'instant, rien n'est cocore vcou confirmer les veriations observées pour l'éémien.

Réunis début décembre à San-Francisco, les chercheurs travailiant dans ces domaioes ont commencé à élaborer leur plan de auront eu moins le mérite de stimuler la recherche. « Au départ, certains doutaient de l'intérêt d'effectuer deux forages jumeoux au Grocnlond. Aujourd'hui, l'idée d'un troisième foit son chemin », se réjouit Jean Jouzel.

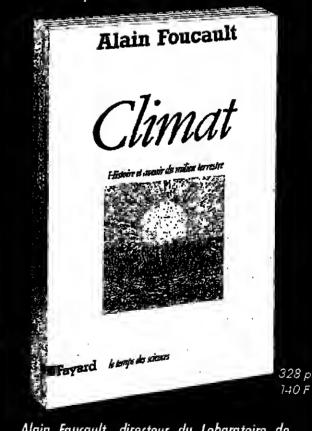
JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Comparaisons parses dans deux articles publics dans le numéro du 9 décembre de Nature: « Electrical conductivity measurements from GISP-2 and GRIP Greenland fice cores», par K. C. Taylor, C. U. Hammer, R. B. Alley, H. B. Chusen, D. Dahl-Jensen, A. J. Gow, N. S. Gunderstrup, J. Kipfatahl, J. C. Moore et E. D. Waddington, et « Comparison of oxygen isotope records from the GISP-2 and GRIP Greenland ice cores», P. M. Grootes, M. Stulver, J.W.C. White, S. Johnen et J. Jouzel.

(2) «Synchronous changes in atmosphoric CH4 and Greenlands climate between 40 an 8 kyr BP», par J. Chappellas, T. Blunier, D. Raynsud, J. M. Barnola, J. Schwander et B. Stauffer, Nature, 2 décembre 1993.

L'AVENIR DU MILIEU TERRESTRE

Les débats récents autour de l'effet de serre nous ont fait prendre conscience de la fragilité des equilibres climatiques. Mais si l'on veut maintenant prévoir et agir, il est indispensable de comprendre le mécanisme à l'œuvre dans l'évalutian du climat terrestre, le pracessus à travers lequel s'établit et se détruit l'équilibre de ce milieu vital.



Alain Faucault, directeur du Lobaratoire de géologie du Muséum d'histaire noturelle, prèsente une véritable somme des connaissances sur le milieu terrestre. Enjeux du Monde

FAYARD

Atome en transparence

Après l'incident de la décharge de Saint-Aubin, la sûreté nucléaire s'est améliorée au CEA

E combre d'incidents survenus, entre 1990 et 1993, dans les installations nucléaires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) est en a diminution assez nette». « C'est peut-être du à une meilleure prise en compte des probièmes à l'intérieur de la moison. mais c'est une constatation que je prends avec prudence. » François Cogné, iospecteur général pour la sureté nucléaire du CEA, s'est soigneusement gardé de tout triomphalisme en présentant récemment à la presse son rapport pour 1992.

Soixante-quatorze « événcmeots », a tous sans impact sur l'environnement», ont été déclarés aux autorités de sûreté en 1992, contre 94 l'année précédente. Mai- par ses services a révélé « un cergré cette relative embellic, M. Cogné o'oublic pas qu'uoc « séric noire », survenue en 1990 et 1991, avait entraîné un rappel à l'ordre de la direction de la sureté des installations oucléaires (le Monde du 5 mai 1992). En particulicr l'affeire de le décharge redicective de Saint-Aubin (Essonne), qui avait feit grand bruit en octobre 1990 (le Monde du 1ª décembre 1990).

« L'affaire de Saint-Aubin a révélé un problème de transparence à l'intérieur du CEA, une insuffisance de communication interne, d'échanges entre les gens », explique François Cogné. L'audit mené

tain nombre d'écarts nécessitant une remise en ordre ». Unc sorte tauration d'une « culture de d'effet pervers de la compétence : « Les gens, convaincus de leurs capacités, pensaient parfois qu'il leur était possible de tutoyer les règles de sûreté, p

Le CEA s'est doté de a moyens de réflexion et d'analyse tout au d'élaboration, sa sortic est prévuc long de la chaîne hiérarchique», pour 1994. Enfin, François Cogné afin de corriger cette aituation. Une «mission de sureté nucléaire», placée sous l'eutorité de M. Cogné, s été mise en place, fio 1991, pour « développer les principes de la politique de sureté », assurer sa mise en œuvre, et veiller à son application par des contrôles

périodiques. Le plan d'action de l'inspecteur général privilégie l'inssûreté » au sein de l'établissement, la formetioo de l'encadrement et le développement de la qualificatioo du personnel dans ce domaine. Un Guide de sureté des installations du CEA est en cours entend mettre l'accent sur la «transparence» la plus complète vis-à-vis des entorités de sûreté comme de l'opinion. Son rapport sera désormaie communiqué cha-

priori à l'emporte-pièce sur tique se résume en trie phrase :

que année.

VUK LE PETIT RENARD, d'Attila Dargay, LES BISOUNOURS, de Raymond Jafelice LA FERME DES ANIMAUX, de John Halas et Joy Batchelor

Anthropomorphies

L'approche des vacances scolaires, y compris dans les écoles maternelles, déclenche imman-queblement le sortie de dessins enimés. Plus ou moins anciens, meis peu importe. Ce qui compte, ce sont moins les histoires - toujours les mêmes - que la façon dont elles sont racontées. Là joue à plein l'influence de la télévision : succession frénétique de sketches vinlemment colorés, personnages grimeçants, mouve-ments simplifiés, tressautements, voix criardes...

Dans cet affolement bien entretenu, Vuk le petit renard (1) arrive comme un OVNI, un extra-terrestre. Il est né en Hongrie en 1981, époque où le rideau de fer maintenait fermement l'exception culturelle. Les animaux mignons et souriants - pourraient faire de la figuration ehez Bemhi, mais les mouvements sont souples, il n'y e pas de violence, pas de couleurs erierdes. Dans un décor de l'orêt aux lignes simples, e'est le calme récit d'une

Certes, le petit renard est désobéissant, aventureux, mais délicieusement malicieux et e est en suivant l'enseignement d'un vieux sege plein d'expérience qu'il deviendra lui-même un grand chasseur, fondera une femille extrêmement nomhreuse,

obéissant qui à son tour, etc.

Pas une seconde qui ne soit pédagogique dans ce film soutenu par une morale distillée à chaque péripétie. Le montrer aux émules de Bert Simpson et de ses blagues, c'est comme faire lire Barbara Cartland aux fans de Sade.

Les Bisounours au pays des merveilles (2) ont vu le jour eu Canade en 1987 et sont encore plus mièvres que Vuk, tout en rondeurs et couleurs écœurantes. Les méebents, vreiment méchants avec des trognes de méchants, se montrent cependant prêts à gagner le ciel eu moindre signe de sympathie. Quant à le référence à Lewis Carroll, elle frôle l'escroquerie. On retrouve le lapin, le chepelier, le chet du Cheshire, meis on ne les reconnaît pas.

Alice est une petite fille moderne, sosie d'une princesse qu'un méchant ministre tient prisonnière dans une cage, la reine est une brave femme...

Seulement, les Bisounours, tout le monde connaît. Les livres et la télévision ont habitué à ces ectoplasmes mauves. Surtout, les scéneristes savent méneger le suspense, donner de l'action, disposer des intermèdes musicaux au moment juste, équilibrer les ingrédients, alterner le comiet parmi ses multiples enfants, il que et l'ettendrissement : ils

y eura un petit malieieux dés- savent raconter une histoire, l'essentiel est là. Pour le reste, adultes et enfants n'ont pas les mèmes critères.

C'est pourquoi, préparer péda-gogiquement les enfants en dessin animé de Jnhn Halas et Joy Batchelor, la Ferme des animaux (3), est peut-être nécessaire, car il est tiré de la fable de George Orwell, seuvegement anticommuniste. Tout an mnins antistalinienne, antiapparatchik de tous les pays.

Une ambiance dramatique intense

On y voit des enimeux se révolter contre leur fermier aleoolique et brutal, s'engager dans l'exploitation collective de le ferme, sous le direction d'un sage ancêtre, puis à sa mort, se faire traiter en esclaves par un couple de porcs, evec l'aide d'une meute de chiens cruels. Et si par hasard les allusions n'étaient pas assez nettes, le musique eux sonorités de révolution russe est là. Meis enfin, les adolescents d'eujourd'bui ont rarement entendu parier de la naissance de l'URSS et des purges stali-

Le film date des années 50, il e fallu trois ans pour le réaliser – 1951-1954. Le résultat est magnifigne. D'eutant que comparée' aux techniques actuelles, son animation artisanale donne eux personnages une fragilité, une vérité dont nn a perdu l'habitude. Les angles, les cadrages, les monvements font presque oublier qu'il s'agit de dessins, font oublier la caricature. John Halas et Joy Batchelor ont su créer une ambiance dramatique intense, et à travers l'bumour du trait, montrer la souffrance. l'humiliation.

Pour son aspect idéologique, la Ferme des animaux est classée « dessin animé pour adultes ». Un dessin animé, qui, pour la beauté dn spectacle, devrait plaire à tout âge. D'ailleurs, il se termine sur une vraie révolution, sur l'espoir d'une société réellement juste. Utopie à enseigner aux jeunes générations.

COLETTE GODARD

(1) Sortie prévue le 22 décembre

(2) Sorti le 8 décembre. (3) Sortie le 22 décembre

Grève des distributeurs en Espagne

MADRID

de notre correspondant La plupart des cinémas du pays fermeient leurs portes, lundi 20 décembre, à l'appel de la Fédé-ration des sociétés de cinéma qui regroupe les exploitants, ainsi que la Fédération des distributeurs, efin de protester contre les mesures prises par le gouverne-ment pour protéger le cinéma espagnol et communautaire. Ces mesures qualifiées de « protectionnistes» evaient été adoptées dans la précipitation lors du conseil des ministres du t0 décembre, c'est-àdire juste evant la date butoir du 15 décembre pour les accords du GATT afin de renforcer le courant des partisans de l'exception culturelle. Finalement comme l'on sait, le domaine de l'eudiovisuel e été exclu des eccords, meis le texte négocié rapidement par les services du ministère de la culture avec les seuls producteurs est resté. Il a provoqué la colère des eutres secteurs de cette industrie d'eutant que ceux-ci n'ont pas participé eux discussions.

Distributeurs, exploitants, chaînes de télévisions et sociétés de vidéo contestent les nouvelles règles qui durcissent le système d'obtention de lieence de doublege et surtout aboutissent à réduire de moitié la possibilité de diffuser des films non communau-

taires, c'est-à-dire américains. La proportion actuelle est de un à quatre. Elle devra désormais être de un à deux. De plus, le décret oblige les télévisions à coproduire avec des producteurs indépendants jusqu'à un maximum de 5 % des films communeutaires diffusés. Ce qui représenterait environ 160 films elors que la production espagnole annuelle est seulement d'une cinquantaine. As aresors cachés

lis musees russes

te Y FARE

ry con #455

7 **** mil

7-1-1- E

Les professionnels visés par ces restrictions ont annoncés qu'ils allaient défendre leurs intérêts « avec ceux des spectateurs ». « On ne peut pas dire aux gens quel film ils doivent voir ni obliger les cinémas à projeter des films dans une salle vide», s'est exclame un représentant des distributeurs. Les exploitants craignent qu'avec une telle réglementation visant à limiter l'entrée sur le marché de la production eméricaine on ne finisse par éloigner des salles le spectateur pour des raisons de promotion du cinéma espagnol.

En 1992, chaque film espagnol e feit une moyenne de 20 000 entrées alors que pour les productions américaines, elles sont de plus du triple, soit 63 000 entrées. Les trois quarts des revenus des salles (77 %) proviennent de projections américaines. Celles-ci représentent 50 % de tous les films diffusés.

LE BONHOMME DE NEIGE, de Dianne Jackson

La récompense

neige, dessin enimé de Dianne Jackson, est sa durée : trente minutes. De plus, les deseins sont ravissants, avec des couleurs douces, des traits fins mais ils vrillent sans cesse au fil de l'enimation, ce qui finit per faire mel aux yeux. Des dessins à la fois insolites (ils ne ressemblent pee à ce que le télévision destine eux patits), et famillers (lis eemblent venir directement de cea livres, générelement hritanniques, qui racontent des eventures d'enfants sages). L'histoire du Bonhomme de neige est tirée d'un conte de Raymond Briggs, une e fable entinucléaire ». paraît-il.

Le jeune héros de ce dessin enimé est ohélesent, se lave les denta sans tricher, construit un bonhomme de neige qui. pendent la nuit, s'envole evec

Plue un enfant est petit, plus lui jusqu'au pays du Père Noël il e du mal à meintenir long- où se tient une grande fête temps son attention. La pre- evec toue see semblebles. mière qualité du Bonhomme de Après quol, il ramène l'enfant vampire qui ne supporte pas le soleil, il e fondu. Ne reste plus eon chepeeu. Seule l'écherpe offerte personnelle-ment par le Père Noël prouve eu petit garçon la réalité de son

> La musique est tendre, les mouvemente sont souples, eene hystérie, le rythme eet celul des pages que l'on tourne en lisant l'histoire à un enfant lové sur ses genoux. Le Bonhomme de neige est précédé d'une petite merveille de Bruno Bozzetto, Big Bang, où en cinq minutes on voit un couple semer des fleurs, et le terre exploser à cause des ordures que l'on y enfouit. Un pro-gramme écologique que le grace sauve de la niaiserie.

ARCHITECTURE

Les « Albums », cuvée 93

Se faire connaître, trouver du travail pour acquérir une réputa-tion, décrocher des commandes. ce n'est pas simple pour les jeunes architectes. En France, il n'y a pas de grandes écoles pour organiser la formation et la sélection. Les concours, organisés par les maîtres d'ouvrage publics ou privés, jouent un peu ce rôle. Parmi les plus connus, les concours PAN ou EUROPAN.

Ces concours, ouverts à tous, sont fort courtisés. Ainsi, pour la troisième session du concours EUROPAN, lancée sur le thème «Chez soi en ville, urbaniser les quartiers d'habitat », quatre mille cinq cents équipes se sont inscrites, soit une nugmentation de 57 % par rapport au concours précédent. La raison du succès de ces concours: ils peuvent - parfois déboucher sur une commande.

Meis les lauréats qui n'ont pu concrétiser leur projet sont nombreux. Aussi la direction de l'architecture et de l'urbanisme a voulu réagir en lançant ses « Albums de la jeune architecture », destinés à promouvoir ces jeunes talents en attente de com-

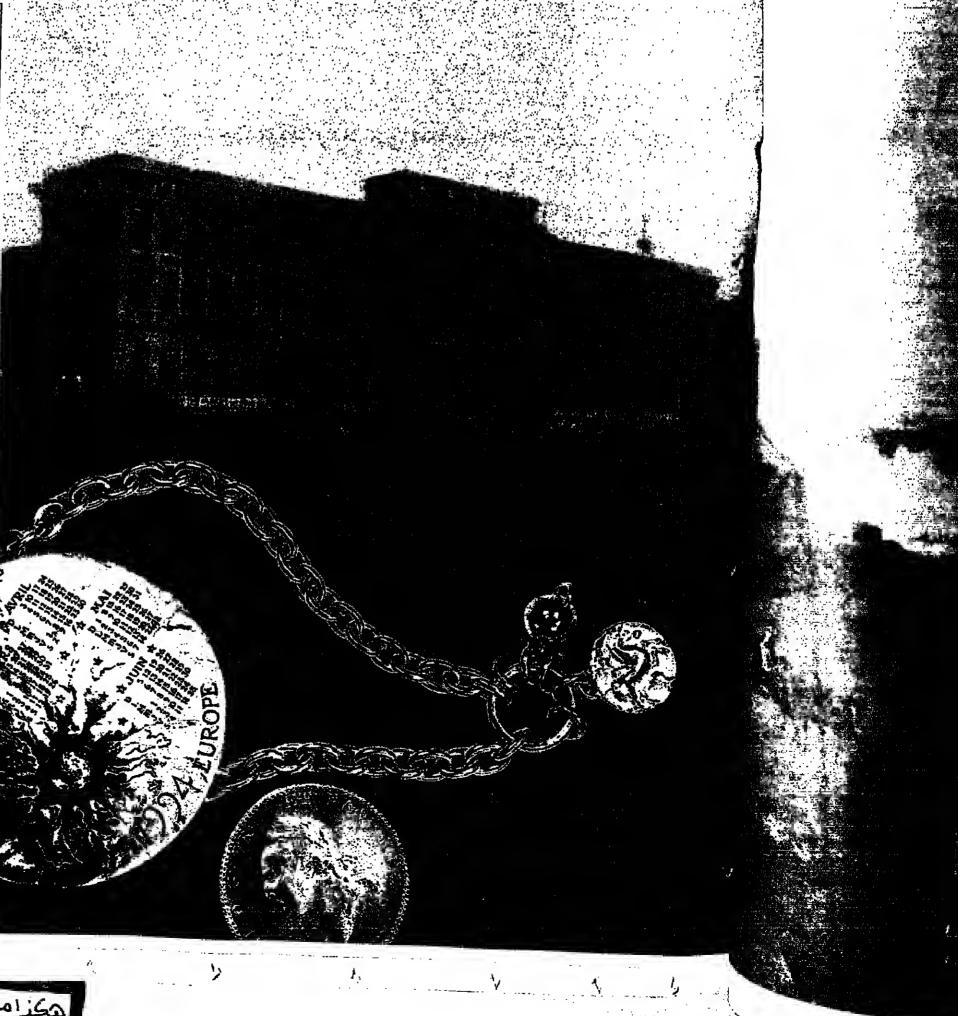
Le principe est simple : ceux qui ont vu leurs projets remarqués ou primés lors de concours

didature auprès de la direction de l'architecture. Un jury choisit ceux qu'elle ve aider. Comment? En leur permettant de concevoir et de réaliser un album qui présentera leur travail, et en en assurant une diffusion de quelques trois mille exemplaires auprès des maîtres d'ouvrage.

Une telle apération de promotion intéresse évidemment beau-coup de monde. Etre dans les «Albums», e'est avoir la référence qui manque si souvent aux jeunes architectes pour décrocher une première commande. Cette ennée, sept équipes ont été retenues (1). On peut découvrir leur travail en ce moment à la Maison de l'ercbitecture de Paris, qui organise chaque année une expo-sition consacrée aux lauréats de

(i) Christian Biecher et Ursula Kurz, Dominique Blanc et Pascal Lefebvre, «BRUT Architectes-Ingénieurs», Emma-nuel Combarel et Dominique Marrec, «Ateier d'ECO i», Anne Forgia et Didier Leneveu, Nicole Garo et Marc Boixel.

Exposition à la Maison de l'architecture de Paris, 7, rue de Chaillot, 75116 Paris. Tél. : (1) 40-70-01-65, Jusqu'au 15 jen-vier; entréa libre du mardi au vendredi de 13 heurea à 18 heures et le samedi de 11 heures à 17 heures.



Les trésors cachés des musées russes

Mais le problème de la restitution d'objets à leurs anciens propriétaires cache un autre pro-blème tout aussi épineux : celui de la restitution des «saisies» des «trophées», comme on dit iel pudiquement – opérées, à la fin de la dernière guerre mon-diale, par l'Armée rouge dans certains pays de l'Europe de l'Est.

Un sujet tabou pendant de longues années. Officiellement, les œuvres manquantes s'étaient évanouies en fumée à la suite des bombardements. Bien sûr, on savait que tels ou tels officiers avaient pu ramener chez eux des prises de guerre, parfois notables.

«La belle époque pour qui s'intéressait à l'art, raconte ce collectionneur moscovite, qui tient à conserver l'anonymat, ce fut l'immédiot après-guerre. Pour 30 000 roubles de l'époque, on pouvait avoir un Rembrandt ou un Caravage. On m'o présenté un Perrugin et j'ai eu en main des destins vonant du muée de dessins venant du musée de dessins venant du musée de Dresde. En 1982, la galerie Tre-tiakov s'est vu proposer un grand Rubens par le fils d'un général soviétique, après la mort de son père; le tableau o finalement été vendu à un potticulier 10 000 roubles, le prix de deux

voitures. » Mais il s'agissait là de rapines individuelles, tout à fait réprébensibles.

Aujonrd'bui, on admet que des collections entières ont été déménagées dans les fourgons de l'ar-mée Rouge, avec la bénédiction de l'Etat soviétique, et entreposées dans les réserves de certains musées russes, où elles se trou-

> Un nouvel ordre *juridique*

C'est ainsi que le «trésor de Troie» (plusienrs centaines de pièces de métaux précienx), ramené de Turquie par Heinrich Sehliemann en 1870, et long-temps visible à Berlin, avait, de l'avis de tous, disparu dans la tonrmente. Il vient d'être retrouvé, intact, en Russie. Il fera l'objet d'une exposition « pour les spécialistes », vraisemblablement au musée Pouchkine, en 1995. Exposition qui sera élargie au grand publie un an plus tard. Quand à rendre ce trésor – que la Turquie réclame par ailleurs – à l'Allemagne, c'est une autre his-



CULTURE

«Les Trois anges à table», d'Andrei Roublev (1408).

Mais ce trésor n'est pas le seul à sortir de l'ombre : la collection Kænig, un cabinet d'art grapbique volé par les occupants allemands au Pays-Bas et dérobé à son tour - en Allemagne - par les Soviétiques. Il sera exposé au musée Pouchkine, en 1994, avec un catalogue rédigé avec la collaboration des Néerlandais. Serat-il rétrocédé ensuite à ses pro-

priétaires? «Il n'y a pas de législation en ce qui concerne la restitution des trophées soisis pendant la guerre, indique Tatyana Nikitina. Il est déjà très audacieux de reconnaître que des objets venus d'Allemagne – des musées de Brême, de Dresde, de Berlin –, de Hongrie ou de Hollande, se trouvent chez nous. Pour l'instant, nous en sommes à la phase de

l'identification de ces dépôts, disséminés dans des musées, sans toujours une localisation précise. » Ces dépôts devaient être plus que discrets puisque, au ministère de la culture, on nie avoir été au courant de leur existance ou avoir eu accès à des inventaires les mentionnant. En revanebe, beaucoup évoquent les pillages (à Kharkov, à Odessa) et les destructions culturelles opérés par les Allemands sur le sol de la Russie, pendant la dernière guerre, pour justifier, in fine, un droit de suite. Mais que dire des biens appartenant aux pays «alliés», comme les Pays-Bas?

Pour répondre, Tatyana Nikitina élargit la question : «La plu-part des grands musées sont confrontés à ce problème des prises de guerre. La seule disse-

rence, c'est qu'elles sont, dans les pays occidentaux, visibles par le public, olors qu'ici, en Russie, elles dorment dans des réserves et sont exclues de l'héritage culturel mondial. Notre devoir est de faire rentrer ces richesses dons le circuit culturel de la planète. Il faut donc créer un nouvel ordre juridi-que, appliquable à tous, pour régler ce problème globalement. » Une dernière question ne reçoit pas de réponse : pourquoi la reconnaissance officielle de ces « riehesses caehées » est-elle venue si tard? En dépit de ses dénégations, l'Etat russe ne s'apprête-t-il pas à négocier, dis-crètement, le retour de ces «trophées» vers leurs pays d'origine? Contre espèces sonnantes et trè-

EMMANUEL DE ROUX

MUSIQUES

ADRIENNE LECOUVREUR à l'Opéra-Bastille

Ticket gagnant

Dix minutes après le début place, se chauffe. Il en oublie de d'Adrienne Lecouvreur, le temps crier, de chanter faux (défauts qu'il paraît déjà bien long. Dix minutes, e'est plus qu'il n'en faut pour plonger le public de l'Opéra dans la torpeur. L'orchestre et les chanteurs ne vont déjà pas ensemble et ce début agité, qui ressemble fort à celui de lo Bohème de Puccini, piétine. Comme touisurs à Baspiétine. Comme toujours à Bas-tille, il faut un certain temps aux interprètes et au public pour s'ha-bituer à l'acoustique. Mirella Freni entre en scène et sa voix, d'abord un peu hésitante, prend possession de l'immense vaisseau. La pré-sence de cette chanteuse admirable et la formidable ovation du public qui accueille la fin de son premier air recalent ce qui partait à la

Drôle d'idée, se dit-on : pour-quoi monter un tel navet vériste à la Bastille, Opéra d'alternance qui en est à se constituer un réper-toire? La réponse, c'est Freni et l'enthousiasme du publie qui ne pent résister à la musique de Cilea, certes sans aucune origine. lité, mais qui condense la grandeur et la faiblesse du grand opéra ita-lien. Sa faiblesse, e est la facilité, la banalité de son invention mélodique et de son harmonie (arrangées façon variété américaine, certains de ses grands airs et duos feraient un malheur au Top 50).

Sa force, ce sont ces thémes récurrents - presque des leit-motive - qui innervent la partition et l'habileté avec laquelle le compositeur italien et son librettiste campent les personnages. C'est enfin, au milieu des boum bada boum d'une orchestration efficace, ces grandes phrases lyriques des violoncelles, de la clarinette, du vio-lon solo qui laissent d'autant plus pantois que l'orchestre de l'Opéra-Bastille, en grande forme, joue le jeu de la fébrilité lyrique sans retenne mais sans complaisance sous la direction formidablement atten-tive de Maurizio Benini. Le jeune Italien sait faire fonctionner un tel ouvrage, accompagner les chanteurs et diriger l'orchestre avec l'attention qu'on devrait toujours accorder à la musique de fosse, même lorsque sa faiblesse conduit les chess à n'être que des faire-valoir du plateau vocal.

Le choix judicieux des artistes

Car la grande réussite de cette nouvelle production d'Adrlenne Lecouvreur tient à l'évidence au travail de toute une équipe et au choix judicieux des artistes. S'il n'y avait qu'un chanteur de la pointure de Freni, ce serait insuf-fisant : Adrienne Lecouvreur n'est pas scule en scène. Il y a aussi Alexandrina Miltcheva. La plus italienne des mezzos bulgares (inoubliable Marfa de la Khovanchtchina de Moussorgski), est une chanteuse dont la voix royale émeut sans jamais recourir au moindre artifice. La méchanceté du rôle de la princesse de Bouillon pourrait la pousser à poitriner, à déclamer presque en parlant ses terribles répliques. Miltcheva fait passer toute l'émotion par le chant, se refuse à la moindre facilité: dans la fosse, les musiciens de l'orchestre l'adonbent en applaudissant à l'unisson de la salle.

Remplaçant Giaccomo Arragal, le plus imprévisible, mais peut-être le plus émouvant ténor « italien » du moment, Peter Dvorsky, phées qui ont é malade, se ressaisit. Après un pre-mier air catastrophique, sa voix se Hervé Courtain.

par la CDU de Steffen Heitmann

crier, de chanter faux (défauts qu'il a même lorsqu'il est en bonne santé) et de faire rire par une expressivité bien dans la manière des mauvais ténors véristes des années 30. Son incarnation de Maurice de Saxe est crédible vocalement et dramatiquement. Mieux, elle est émouvante. Il y a aussi Jean-Lue Chaignaud, un jeune baryton français èn grand progrès. Il chante extrêmement bien, il a grande allure, Chaignaud, dans le rôle de Michonnet, même si son timbre est parfois caverneux.

Il y a enfin la mise en scène de Jean-Luc Boutté, les décors et les costumes de Louis Bercut. Avares d'effets, ils ont eu la sagesse de ne pas tirer Adrienne Lecouvreur vers le réalisme. Pendant tout le premier acte, on se demande si l'élégance des costumes, des meubles et des boiseries d'époque, si l'absence d'idées de mise en scène ne brident pas un peu trop le specta-cle. Et puis, à mesure que le livret se resserre, Boutté rapproche les corps et concentre son travail sur l'attitude des chanteurs en scène, Il n'y a rien de particulièrement fulgurant dans son approche (l'ouparant dans son approache (1 our rage ne le supporterait sans doute pas), mais il sait créer les atmosphères et les conditions objectives qui font que les chanteurs deviennent réellement les personnages qu'ils incament. C'est très peu, et c'est justement cet essentiel qui c'est justement cet essentiel qui manque à tant de metteurs en scene estampilles «lyniques» doni les «idées» passent avant toute considération théâtrale.

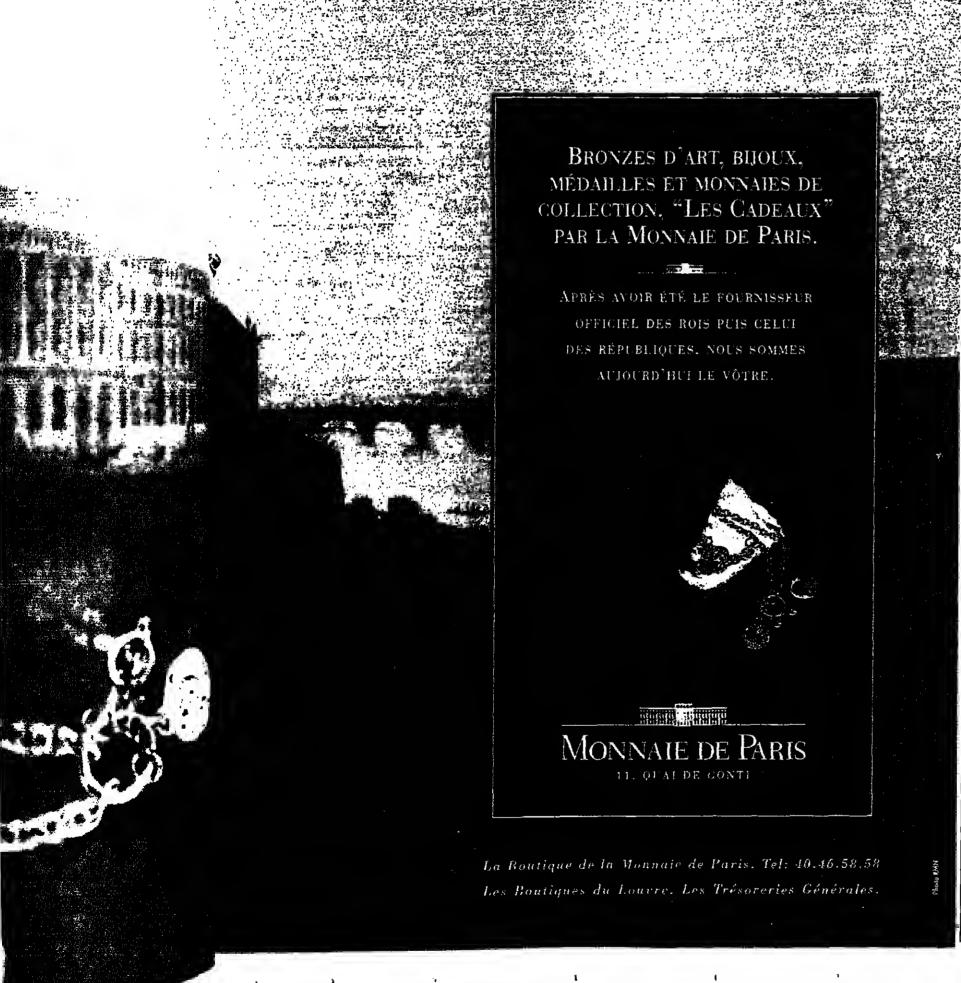
Le rideau tombe sur la plus formidable ovation qu'ait connue Bastille depuis son inauguration. Les artistes du ballet sont bués. Le publie commet un erreur. Ils ont bien dansé le ballet parodique de Caroline Marcadé.

ALAIN LOMPECH ➤ A l'Opéra-Bastilla, Peria Métro: Bastilla. Prochainas raprésantationa, las 27 et 30 décambre, les 3, 8, 10, 13 et 15 janviar, à 19 h 30. Da 50 F à 570 F. Tél.: 44-73-13-00. Le apactaela s'achève vers 23 heures.

EN BREF

BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE : une consultation pour l'infor-matiqua. - La Bibliothèque de France vient de lancer - après plusieurs mois de retard - la consultation des entreprises présélectionnées pour réaliser le système informatique de la BF. Les changements en terme de fiabilité et de sécurité du système, demandés par Philippe Bélaval, chargé d'une mission d'expertise par le ministre de la culture, ont été pris en compte. Le choix du titulaire devrait intervenir dans les premiers mois de 1994.

DANSE: nominations à l'Opéra de Paris. - A l'issue du eoncours annuel du Ballet de l'Opéra de Paris, qui s'est déroulé au palais Garnier le 20 décembre, Agnès Letestu a été nommée pre-mière danseuse; Ghislaine Fallou et Géraldine Wiart ont été nom-mées «sujets»; Isabelle Ciavolara et Mirentchu Battut coryphées. Chez les hommes n'étaient vacantes que deux places de coryphées qui ont été enlevées par Pierre-François Vilanoba et



oriori & Temporte price sor digie se tesame en une phrase en la section a culture pricare en

Pelléas sur le divan de Freud

Le décor est, par terre, une couche épaisse de sable blanc, d'où s'élève une étroite échelle métallique, très longue puisqu'elle se perd dans le ciel des cintres. Les dialogues, si peu figuratifs soient-ils, vont nous indiquer que le lieu de l'action est une plage, et que les échanges s'élèvent dans les sphères lointaines de l'esprit : quelque chose comme une valse hésitation entre *Pellèas et Mélisande* de Macterlinek el Cinq psychanalyses de Freud. Dans le sable, les comédiens ont une démarche floue de scaphandriers du divan et, sur l'échelle, ils ont des hésitations de grenouilles-baromètres par temps instable.

Ainsi va la mise en scène, on ne peut plus *« papouétique »*, comme disait Léon-Paul Fargue. A quoi il faudrait ajouter des idées audaeieuses, comme confier le rôle d'une servante à un monsieur (Igor Tyczka), belle brioche et joues écarlates, qui va el vient sur la scène en y balançunt un eacensoir, comme s'il s'employait à pasteuriser on ne sait quelles pestilences.

Le spectaele, règlé par Murielle Mayette, est ainsi presque plus évanescent encore que cette pièce, les Amants puèrils, du dramaturge beige Fernand Crommelynck (1886-1970). Cet auteur écrivit une comédic très colorée, le Cocu magnifique, qui, créée en 1920 par Lugné-Poe, fut un très gros succès public et plaça Crommelynck au ciel des auteurs dramatiques parce qu'elle fut mise en scène, en 1922, par le dieu tout-puissant de l'art du théatre en ces années-là, le Soviétique Meyerhold. Se basant sur ces grosses receltes et sur cette célé-brité, des directeurs de lhéâtre montèrent d'autres pièces de Crommelynck. Echec. Jouvet (qui présenta Tripes d'or) et Baty (qui choi-sit les Amants puerils), y perdirent beaucoup de plumes.

Les meilleurs moments de cette redevables à la présence de Catherine Samie, qui n'a pas grand-chose à jouer, mais elle est toujours un bonheur de présence. D'aulant qu'elle porte, ici, sur la tête, un grand cerceau un peu hélicoïdal qui fait penser à une roue de bicyclette très voilée, et la conduit à prendre des sources douloureux de torticolis pendant qu'un jeune homme lui conte fleurette (Eric Doye, au jeu aussi mou que du dentifrice sortant d'un tube neut).

Pourquoi avoir repris une pièce aussi fantomatique? Pourquoi l'avoir confiée à une metteuse en scène si incertaine?

MICHEL COURNOT

Théâtre du Vieux-Calambier. 21, rue du Vieux-Calombier, Paris (6). Mêtro: Saint-Sulpice. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heurea. 60 F à 130 F. Railacha lea 24, 25, 31 dècembra at 1- janvier. Tél.: 44-39-87-00.



Jusqu'au 31 dec.

UN CHAPEAU DE PAILLE D'ITALIE Labiche / Lavaudant

DU 27 AU 31 DEC. 18H / 80F LA FRAMBOISE

FRIVOLE

Allegro con fituro humour musical Duo classique...pour rire

A découvrir ! Irrésistible ! AU PARC DE LA VILLETTE

MAR. MER. VEN. SAM. 20H30 LA VOLIERE **DROMESKO** Vertiges

2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

<u>Naissances</u>

Jean-Luc CHALUMEAU et M=,

sont heureux d'annoucer la naiss

Guy-Louis, le 11 décembre 1993, uu foyer de Cyrille et Pascaline CALLIES.

Anne-Marie LE GUÉVEL Bertrand MOULY

Laure

le 15 décembre 1993. 7, rue Barbette, 75003 Paris.

- La petite

Marine a fail son eutrée le 20 décembre 1993,

Isabelie et Richard JUTEAU. Parc de Chalin, le Bertioz, 69130 Ecuily.

Décès

- Brioude, Le Mans, Mª Claude Anglade

et son épouse, Le docteur et M= Jean Anglade, Le docteur et M= Pierre Anglade, Valérie, Domluique, Jérôme, San-

drine, Viacent, Amélie et Julie, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Louis ANGLADE, ancien médecin chef de l'hôpital psychiatrique du Mans, survenu en soe domicile le 17 décem-

bre 1993, à l'âge de quatre-vingt-quatre Les obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité, le 20 décembre, suivies

de l'inbumation dans le caveau fami-Cet avis tient lieu de faire-part. Résidence d'Arcole,

72000 Le Mans. M. et M= Jean-Pierre Angremy,
 M= Annie Angremy,

ses enfants, Antoine, Bérénice et Henri Angremy, Les familles Tubenf, Serre, Juillard et Honegger, ont la douleur de faire part du décès de

M^{**} Pierre ANGREMY, née Alice Collebrans,

survenu à Paris, le 19 décembre 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémouie religieuse, suivie de l'inbumation, sera célébrée le mercredi 22 décembre, à 15 h 30, en l'église de Riom-ès-Montagnes (Cantal).

Une messe sera dite ultérieurement à Paris, dans sa paroisse Saint-André de l'Europe.

100, rue de l'Université, 75007 Paris. 62, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris.

 M Jacques Bichon, Ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques BICHON. commissaire général de la marine (C.R.), officier de la Légion d'honneur,

dans l'ordre national du Mérite, survenu à Bordeaux, le 19 décembre 1993, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les absèques euraat lieu le 2 décembre, à Sanilhac (Gard).

6, rue Emile-Dreux, 33200 Bordeaux.

M. Jacques Dodet,
 M. et M^m François Dodet

et leurs enfants, Anne-Laure, Bénédicte M™ Antoine Dodet et ses enfants, François, Pierre, Benja-min et Guillaume, nin et Guillaume, M. Olivier Dodet et ses enfants, Louise et Galla, M. et Ma Jean Dodet,

Leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M= Andrée DODET.

née Peigne, survenu le 14 décembre 1993.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité, en l'église de Monestier, le

Les Rocs, Chantelle-la-Vieille, 03140 Monestier.

- Maurice Bismuth Lemaître, le poète et artiste lettriste, son fils, Christiane Guymer,

ont la très grande peine d'annoncer la

Suzame BISMUTH,

qui, ce Noël 25 décembre 1993, eurait eu quatre-vingt-dix-neuf ans.

Par son don de soi total, son cœur immense, sa force de caractère et sa qualité d'être, elle evail, sans jamais compter, apporté le bonhear aux siens et à tous ceux qui sollicitzient sa bonté Elle evait su d'embtée, blau avant

que son Eglise lui dise que c'était possi-ble, montré un esprit d'œcuménisme et de courage qui, pendant la dernière guerre, fut un ciment pour son mari et ses enfants, mais eussi pour quelques nconnis dénortés.

Après un service religieux en l'église Notre-Deme-de-Bonne-Nonvelle de Paris, l'inhumation aura lien dans l'intimité familiale à l'ancien cimetière de Seint-Germein-en-Laye, mercredi

- Sainte-Fny-lès-Lyon. Balmont. Les famille Delannoy, Mure-Ravaud, Richaud,

uul la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-viugt-quatorzième

Marie DELANNOY,

- Lvon.

Le président, La direction régionale de Lyon, Et le personnel de la COFACE, ont la tristesse de faire part de la dispa-

Alaia DUQUIN,

décédé la 14 décembre 1993. Les obsèques unt été célébrées dans

M= André Escourrou, née Edith Lanzade, son éponse, M. et M. Yves Grandjean, M. Jeanne Escourrou,

ses sœurs et beau-frère, Robert et Claire Bout Philippe et Laurence Descousseaux, Vincent et Brigitte Escourrou, Pierre Escourrou,

ses enfants. Ses petits-enfants, Et ses arrière-petits-enfants, Et toute la famille, font part du rappel à Dieu de

M. André ESCOURROU,

survenn le 20 décembre 1993, dans sa quatre-vingt-huitième sanée. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 décembre, à 15 b 45, en l'église Saint-Marcel, à Paris-13.

Les obsèques auront lieu dans l'inti-mité en l'église de Nantheuil-de-Thi-viers (Dordogne), le jeudi 23 décembre, à 15 houres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Lebrun, 75013 Paris.

Ses enfants Jeannine et Jacques Jouss Jacques et Margit Fauré, Jean et Claire Fauré, Mueique Feuré et Jean-Michel

Devos, Ses vingt-six petits-enfants, Ses treize arrièro-petit-enfants, Son arrièro-petit-fils, Ses frères et belles-sœurs,

Ses parents Et ses amis uut la tristesse de faire part de la mort de

Fernande FAURÉ,

née Bezant, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Sèvres, agrégée de l'Université, officier dans l'animale,

Elle nons a quittés le 18 décembre

Ses obsèques auront lieu le mercredi 22 décembre, à 15 heures, au cimetière des Pina-Francs, à Bordeaux-Caudéran (Gironde).

Cet avis tient lieu de faire-part. Adresse du deuil : La Marcile, Chemin de la Planquette,

81370 Saint-Sulpice, Gérard Folay,
M= Claudette Besset,
ont la tristesse d'annoucer le décès de

M= Cécile FOLNY, née Martin.

Les absèques aul eu lieu le 18 décembre 1993, eu cimetière de Bouvaincourt-sur-Bresle (Somme).

Cet avis tient lieu de faire-part.

 Le docteur Jean-Paul Féncion et Me, ses enfants,

CARNET

Guillaume et Anne, ses petits-enfants, Toute la famille. Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul FÉNELON, chevalier de la Légion d'honneur, professeur honoraire d'université, survenn le 19 décembre 1993, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 23 décembre, en l'église de Trémolat (Dordogne), où l'on se réu-nira à 15 heures, sui un de l'inhuma-tion au cimetière d'. Trémolat (Dor-

Cet evis tient lieu de faire-part. 12, rue André-Theuriet, 92340 Bourg-le-Reine.

Muriel GUEDJ

nons a quittés, le 18 décembre 1993, à l'âge de vingt-sept ans, victime d'une transfusion le 25 evril 1985. e Mon amour mon petit ma con

Tu n'avais rien de rien à faire avec la [mort... Mon éphémère écoute je suis là je se to parle naire langue ello est [minime et va d'un coup Du grand soleil au grand soleil et [nous mourons d'être vivants. » (Paul Eluard.)

Les obsèques unt eu lieu le landi 20 décembre 1993 à Nice.

Colette et Roger Guedj, Patrick, Véronique et Jean-Philippe, Jacqueline Fédida-Hassan, 33, boulevard de la Corne-d'Or, 06230 Villefranche-sur-Mer.

. Et tous ceux qui l'ont aimé, ont la douleur de faire part du décès de

Louis GUESPIN. survenu le 18 décembre 1993.

L'incinération aura lieu le jeudi 23 décembre, au cimetière manumen-tal de Rouen, avenue Georges-Métayer,

e Me vero primum duices ante omnia Musae, Quarum sacra fero ingenti percussus accipient ceellque vias et sidera

Géorgiques. mettront de crèer une bourse « jeune chercheur » au sein du groupe de recherche en terminologie qu'il a fondé (CLS, bourse L.-Guespin, IRED, 7, rue Thomas-Becket, 7682t Mnut-Saint-Aigann).

- Le président de l'université de Le département des sciences du lan-

L'URA CNRS 1164, enté universitaire Et toute la com ont le regret de faire part du décès de

Louis GUESPIN,

Né en 1934, agrègé de lettres classi-ques, Louis Guespin enseigne d'abord nu lycée de Valenciennes puis d'As-nières. Il entre à l'université de Rouen en 1970. Docteur d'Etat, professeur de iinguistique, connu pour ses nombreux travaux en lexicologia et analyse du discours, il fonde en 1987, eu sein de l'URA CNRS 1164, le groupe de recherche en terminologie

 M. et M™ Jacques Maisonrouge, ses enfants,

Le professeur et M= Xavier Bertagna. et leurs enfants,

et leurs enfants,
Les docteurs Vincent et Florence
McAuliffe
et leurs enfants,
M. et M= Robert B. Gillespie,
M. et M= François J. Maisonrouge
et leurs enfants,
M* Anne-Sophie Maisonrouge,

ses petits-enfants et arrière-petitsmients, M. et Mª Geston Cazas

et ieurs enfants, M. Charles Broyer et ses enfants, ses frère, belle-acur, beau-frère, neveux et nièces, Toute sa famille, Et ses amis, can la douleur de faire part du décès de

M" Paul MAISONROUGE, née Sazanne Cazas,

Munie des sacrements de l'Eglise, elle s'est éteinte le 20 décembre 1993, dans sa quetre-vingt-quatorzième

Priez pour elle.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, Paris-17^s, le jeudi 23 décem-bre, à 8 b 30 précises.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons penvent être adressés au Groupement des intellectuels avengles au amblyopes, 5, avenue Daniel-Le-sueur, 75007 Paris.

L'inbumation aura lieu dans l'inti-milé au cimetière de Sailly (Yvelines). 90, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

M™ Marthe Lory,

M. et Mª Georges Lory, M. Pierre Lory, M. Bernard Lory,

M. et M= Michel Lory, ses enfants, fuut pert du rappel à Dieu, le 19 décembre 1993, de

Marie-Joseph LORY, ancien professeur au Collège d'Europe de Bruges.

e Celui qui écoute ma parole et croît en celui qui m'a envoyé a la vic

Jean, V, 24.

 C'est avec une grand émotion que la Collège d'Europe à Bruges (Belgique) apprend le décès du professeur Marie-Joseph LORY,

survenu samedi 18 décembre 1993, à Allassac,

Professeur au Collège depuis octobre 1952, Marie-Joseph Lory a formé jus-qu'en 1985, ennée de sa retraite, plu-sieurs générations d'étudiants. Ses cours et ses conférences sur l'his-

toire européenne ont signifié pour tous ses élèves une véritable nuverture de l'esprit aux réalités de l'Enrope, à ce qui forme sa diversité et son unité. Marie-Joseph Lory était un véritable intellectuel, passinune dans ses recherches, généreux et tolérant. Excel-lent pédagogue et bamme de cœur, le professeur Loty savait enthousiasmer

La communauté du Collège tuut entière présente à sa famille ses condo-léances les plus sincères.

ses étudiants el susciter des amltiés durables. Sa disparition représente une

- A Paris, le t5 décembre 1993, à Fâge de trente et un ans, s'est étoint

LIC MARMONTER, ancien dève de l'Ecole normale supérieure.

Une cérémonie à sa mémoire aura lleu en l'église Saint-Eustache, le 12 janvier 1994, à 19 heures. - L'institut de l'École normale supé-

a le très profond regret de faire part du décès d'un de ses amis et collaborateurs Lac MARMONIER, normalien littéraire, historien,

de la promotion 1984. ct présente ses condoléances à sa

a la douleur de faire part du décès de Lac MARMONIER

- L'Ecole nationale supérieure des

ancien élève de l'Ecole normale supérieure, chargé de cours et de recherche au département formation humaine.

Les enseignants, les chercheurs et les étudiants ont su epprécier ses qualités pédagogiques et humaines exception-nelles

Cet evis tient tien de faire-part.

- Daniel et Monique MAURAS, Céline et Sophie, M. Denis Bellier, M. et M. Roger Mauras, Et toute la famille, out la douleur de faire part du décès de

Vérozique. survenu accidentellement le 18 décem-bre 1993. Elle venait d'avoir dix-sopt ans.

La cérémonle sera célébrée la jeudi 23 décembre, à 10 b 30, en l'église Saint-Georges, Paris-19. 75, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris.

Ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition de Léon-Robert MÉNAGER.

- Sa famille,

Aix-en-Provence, le 15 décembs - M= Viviana Paques. son éponse, M= Isabelle Paques, sa fille,
Pascal, Dimitri, Tatiana,

ses peuts-cutains, ont la douleur de faire part du décès de Georges PAQUES,

survenu le 19 décembre 1993, à l'hôpital Ambroise-Paré. La cérémonie religieuse sera célébrée le jendi 23 décembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy,

rue de l'Amonciation, Paris-16-, L'inhumation aura lieu à Chalon-sur-Sabne, le même jour.

(Lire page 13.)

- J.-M. et Jacqueline Perker-

Plauchut Laurence et S. Beziz t leurs enfants, Danielle et J. Vinocout et Myriam, Michel et H. Perker, Maud et Judith,

Martine et F. Landon

Ses proches ont la tristesse de faire part du décès de Dora PERKER.

Ses absèques auront lieu le 22 décembre 1993, au cimetière pari-

Rénaina parta principale, à 14 heures précises. 108, boulevard de la Reine, 78000 Versailles.

35, rue Brocs, 75005 Paris. - Le 17 décembre 1993, dans sa soixante-seizième aenée, muni des

Georges Edmond PILLEMENT, directeur honoraire
de la préfecture d'Evry,
capitaine d'infanterie honora
chevalier de la Légion d'honn

croix de guerre 1939-1945, officier du Nicham-Iftikhar,

est entré dans la paix de Dieu. De la part de M= Georges Pillement, son épouse, M. et Mas Bernard Pillement, M. Jean-Luc Pillement,

Pierre et Claude, ses petits-enfants, Ses sœurs et frère, belles-sœurs et Ses nièces et neveux,

Ses cousins et cousines, Sa famille, Et ses amis, La cérémonie religieuse a lien ce mardi 21 décembre, à 16 b 15, en la cathédrale Saint-Spire de Corbeil-Essonnes (Essonne).

L'inhumation se fora le mercredi 22 décembre, à 15 h 30, au eimetière de La Roche-sur-Yon (Vendée). Priez pour ful.

Cet avis tient lieu de faire-part et de

8, rue Saint-Nicolas, 91100 Corbeil-Essonnes. - Ma Liliane Pringuet,

son épouse, Pierre et Anne Catherine Pringuet, Agnès et Marc Jamet Et Ludmilla Mikael, leurs enfants, Marina, Alexia, Aurore, Elisabeth et

lcurs petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès docteur Robert PRINGUET, ancien interne et ancien chef de clinique des Hôpitaux de Paris,

membre de la Société française de dermatologie, survenu le 18 décembre 1993.

Les obsèques euront lieu le jeudi 23 décembre, à 9 b 30, au cimetière de Villevande (Scine-et-Marne).

Cet evis tient lieu de faire-part. - M. et M- Pierre Moinot. Daniel et Claudine Karlin, Catherine, Martine, Gilles, Marianne Moinot, Et leurs enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-en-M. Jean-Louis Sarraille, M. et M= Pierre Sarraill, M. et M= Michel Garcia, M. et M= André Rouffign M= Patricia Osuna,
M= Thérèse Mamouni,
ont la douleur de faire part de la mort,

dans su cent cinquième année, à son domicile, de M. Jean SARRAILFI, née Marie-Amélie Enjoires, ancienne élève de l'École nationale supérieure de Sèvres, agrégée de l'Université, chevalier de la Légion d'honneur.

L'inhumation a lieu le mardi 21 décembre 1993, à 16 b 30, su cime-tière de Moncia (Pyrénées-Atlanti-

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements Rouen (Seine-Maritime).

Mª Germaine Confourier,

sa mère, Sa famille,

par leurs présence, messages, envois de fleurs, out exprimé leur sympathie à l'occasion du décès de Patrice COUFOURIER.

Au-delà de la poine, chacun gardera dans son cour le souvenir d'un être

remercient toutes les personnes qui,

L'ouverture d'un rencontre l'hosti

. . .

10.7

.....

. .

- 5. }----

100

: ; <u>.20</u>0

 $x_{i} \in \mathbb{R}^{n \times n}$

1 -- jait### m : 400 6 1 A a "think The same of the same

---Se in grant A Section 1 - 20 000 44 antra if 🗺 Ministry ! 文字 电通行电 Erren A 3 20 通過 SHAPP GO is supplied . . . 海童 grand a stagens In 164 4 4 c t me wisher. erate de la in transfer

Frank &

Line g

name girl 7.1 -. . ---1.0 174 PARTY WASH 10 1000 - chapte is 1000 $(1/2)^{-\frac{1}{2}} \widetilde{\mathcal{H}}(q, r)$ N 1984 San Carlo

T. P. W. W.

merica 40

AMERICA MA a Noe de la Halle S

Herbe gares replace design de la espen 1.0 - -1 A'VE . TOP Age of a THE PERSON NAMED IN 957 Clarate State 10,000

A special Pot affine successing the the sincepast pay and acc 4.10 1.73 2 PM . sten sient. the ex same.

. :.

V 7.

1000

40.00

. . . .

. .

. .

100

...

er year

5 ; 5 ; 2 ; · · ;

ter.

REPERES

H4BT.:-

g Belleville

497

e page

Tree years.

ight.

a c.a....

(GR)

≿ ≈0.. ;

Area ...

CCA .

De Circ

Coffi (order

Organia I

6 74 50 W

en_{in} . . .

op¹² 4∵ ''

 $C_{n_{in}}$

Rehabilita: -:

1.0

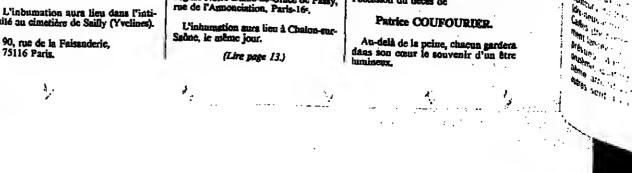
> Halls Sale FNVIRON EOF ve get des lignes

haute term 4301 444 446 4401 444 1466 Atre exprise. i wat sette . a attimition of Service about a 4114 AR aristmistale of a

THE ALL THE netti a aksa**ilis**i Frankling & Con 1-24 4 W. C. --ीति होत्यक्षात्व विकेश स्थान होति विकेश स्थानका

William megant · 100 : 张雅 · 鲁 · 雷 5144 B#F-189E 1 年 14 10 10 10 The state of the state of 以19年十年 清 書 and the same of the - Ch. Linkshift ---THE WAY

一一在 化多种中 看 ينجره إنها فأنسوا a dishe iso 3. 14 (French · St .mystaliging





ceux de Brécourt, il est normal

qu'il réstéchisse au moyen de les

Pour ealmer les esprits.

Simone Veil doit recevoir dans

les premiers jaurs de janvier

Jean-Philippe Lachenaud qui lui

présentera les propositions du

conseil. « Juridiquement, nous ne

pourons pas nous opposer au pro-

jet de l'Etat car le domaine lui

appartient, explique-t-il. Morale-

ment et politiquement non plus

car an ne peut être opposé au

soutien aux familles en difficulté. Mais ce choix est mauvais et ina-

dapté. Nous préconisons la créa-

tion d'hôtels sociaux, de 30 à

50 places chacun, dans des villes

de la couronne en collaboration

avec l'Etat, le département et les

communes intéressées. Le conseil

général pourrait participer au

financement à hauteur de 5 mil-

lians de francs par an pendant

Quant au domaine de Bré-

enurt, l'assemblée départemen-

tale a déjà fait savoir qu'elle s'en

porteit aequérent pour la

somme, estimée per les

Damaines, de 7 millions de

francs. Il pourrait ensuite être

confié à l'Association des orphe-

lins d'Anteuil, qui cherche,

depuis plusieurs années, à agran-

dir la capacité d'accoeil de ses

locaux de Sannnis. «L'association s'occupe aussi blen des

orphelins que des enfants en diffi-

culté, qu'elle forme à tous les

corps de métier, sauligne Pierre

Meyer. Ces derniers mois elle a

refusé 160 enfants du Val-d'Oise

par manque de place.»

utiliser. »

Bien que prévue par le ministère des affaires sociales

L'ouverture d'un centre pour les sans-abri à Labbeville rencontre l'hostilité du conseil général du Val-d'Oise

La séance du conseil général du Val-d'Oise du 13 décembra était consacrée au vote du budget, meis c'est un autre sujet qui e dominé la réunion : le proiet d'ouverture d'un centre d'accueil permanent pour les sansabri. Le ministre des effaires sociales, de le santé et de le ville a choisi le domaine de Brécourt, à Labbeville, à dix kilomètres au nord de Pontoise, comme lieu d'hébergement.

7215

Les élus du conseil général du Val-d'Oise, toutes tendances politiques ennfondues, ont décidé de faire connaître au ministre leur désapprobation. Ils n'approuvent pas son projet de transformer le domaine de Brécourt, à Labbeville, en centre d'accueil permanent pour les sans-abri. Ils ont approuvé à l'unenimité la déclaration du président de l'assemblée départementale, Jean-Philippe Lachenaud (UDF), qui « rejette absolu-ment toute solution imposée par l'Etat qui conduirait inévitablement à déplacer les habitants concernés, à les concentrer dans un environnement hostlie et Inhumain, totalement défavorable à la recherche d'une réelle insertion persannelle, sociale et économi-

priété d'Etat, dépend de la pro-tection judiciaire de la jeunesse, placée sous la tutelle du ministre de la justice. Ancien centre de rééducation, innecupé depuis plusieurs années, il subit réguliè-rement des actes de vandalisme et se trouve anjourd'hui en bien piteux état. Les bâtisses sombres. de quelque 5 000 mètres carrés habitables, érigées sur un terrain de six à sept hectares, pourraient accueillir près de 400 personnes, mais le coût de leur rénovation est estimé à plus de 30 millions de francs.

Pour Jean-Philippe Lachenaud, comme pont le maire de Labbeville, Pierre Meyer (divers droite), « l'Idée de placer ici des sans-abri relève tout simplement d'une grossière erreur ». Située dans la vallée du Sausseron, à proximité de la rivière de l'Oise, Labbeville compte 433 habitants, mais pas de commerces et peu de liaisons.

"Ce damaine est tatalement inadapté à l'accueil de SDF, explique le président du conseil général, car il est trop isolé, trop éloigné de toutes les commodités de la ville, permettant la réinserring. " Pour Jacky Leser (PC), meire de Bezans, le centre deviendrait vite eun ghette de la

Autre motif de mécontente-

Dans le XVIII arrondissement de Paris

Le Noël de la Halle Saint-Pierre

long du square Willette, dans le dix-huitième arrondissement, la Halle Saint-Pierre est depuis 1986 le domaine des enfants. Pendant la période de Noël, la Halle reçoit dans son auditorium de quatre-vingts places un specta-cle intitulé Y'a pas le feu. Un spectacle en farme de poème, écrit et réalisé par Jean-Claude Bourbault, Ancien du Théâtre du Soleil, ee comédien y raconte pour des enfants, à partir de sept ans, des histoires aigres-dauces rythmees par le piano, la trompette bouchée ou la clarinette. Les edultes trouvent eux aussi leur plaisir dans ces sketches qui sont entre souvenirs d'enfant et regards sur le mande, entre tendresse et humour grincant. Pour les plus petits, deux conteuses, Bernadette et Anastasia racontent des contes de Noël

Après avoir inngtemps été sard, 75018 Psris. Tél: consacré à Babar, le Musée en 42-58-72-89.

Au pied du Saeré-Cœur et le herbe présente une exposition intitulée « Campartiment einéma», une rétrospective sur les différentes apparitions du train dans le septième art. Les jeunes cinéphiles peuvent courir de la reconstitution du décor d'un wagnn-restaurant à la maquette, grandeur réelle, de la locomntive de la Roue d'Abel Gance tout en regardant des extraits de la Bête humaine, la Roue, la Bataille du rail, Shonghai Express, notamment.

Par ailleurs, les activités traditionnelles de cette ancienne halle du dix-neuvième siècle, restaurée par une association, se poursuivent et les enfants peuvent partiture, yoga, musique, danse africaine), fréquenter un salon de thé et une librairie.

REPÈRES

HABITAT Réhabilitation « douce » à Belleville

Après trois ans de querelles et de procès, le maire du vingtième srrondissement et les habitants du quartier du bas-Belleville. représentés par l'association La Bellevilleuse, ont fait la paix. L'un voulait rénover le secteur evec les méthodes hebituelles, les autres souhaitaient une réhabilitation plus « douce » ménageant au maximum le bâti et la sociologie locale. Le maire, Didier Bariani (UDF-rad.) vient d'annoncer que, finalement, le quartier ferait l'objet d'une opération programmée d'sméliorstion de l'habitat (OPAH).

Cette procédure souple, meie longue à mettre en œuvre, permet d'aider les propriétaires è moderniser leura logaments. Naguère délaissée à Paris au profit da ZAC plus expéditivea, les OPAH sant en vogue. Outre la plus encienne et la plus vaste d'entre elle, en cours à la Goutte d'Or - elle va d'ailleura être doublée -, deux autree touchant les alentours du bassin de la Villette ldix-neuvièmel et la Butte eux Califes (treizième) ont été récemment lancées. Quatre OPAH sont prévuas dans las dixièma. onzième, quatorzième et dix-septième arrondiesements et cinq

ENVIRONNEMENT

EDF va cacher des lignes haute tension

Une convention entre le conseil régional et EDF devait être signée, mardi 21 décembre. C'est une des premièras fois qu'une collectivité locale et EDF s'attaquent aux points noirs paysagers provoqués par les lignes électriques heute tension.

Cette convention complète la protocole d'accord entre l'Etat et EDF du 25 eoût 1992, qui prévoit l'accélération du programme d'enfaulasement dea lignes bassa et moyenne tension.

Un programme régional va être mis en place cea deux prochaines années pour anfouir un certein nombre de lignee de 20 000 à 90 000 volts. Les eites seront choisis en fonction e de la gêne provoquée et de l'attente des riverains) et «en l'absence d'autre mode de financement». Le conesil régional et EDF mettront 5 millione de francs chaque année dane l'apération, ce qui permettra de traiter une dizaine de points noire par

L'opération sers raconductible si l'étude, qui sera engagée dans un an par EDF et le conseil régional, confirme le bien-fandé de

Le domaine de Brécourt, pro- ment pour les élns : le silence qui a entouré la conception dn projet. « C'est par une fuite que j'al eu cannaissance d'une réunion interministérielle prévoyant deux centres d'accueil en région parisienne, reprend Jean-Phi-lippe Lachenaud, un à Brécourt et l'autre dans les Yvelines, à et l'autre dans les Yvetines, à Emancé. Ce dernier est presque réalisé, mais pour celui du Val-d'Oise, j'ai fait savoir qu'il fallait d'abord une concertation. » Le département dn Val-d'Oise compte actuellement, 137 places d'hébergement d'urgence. Dans un au compte tenn des travaux un an, compte tenn des travaux en cours, le chiffre devrait être de 363 places.

« Opposition de principe»

Le directeur de le Sanacotra qui avait été chargé, il y e quel-ques semaines, par le ministère d'un rapport sur la faisabilité du projet, devait remettre sa copie lundi 20 décembre. Les réflexions apportées, ces derniers jours, par le conseil général du Val-d'Oise pourraient mainte-nant être jointes eu dossier.

Au ministère des affaires sociales, on s'étanne de cette « opposition de principe » et an se défend de toute précipitation dans l'affaire. e La décision n'est pas prise et elle le sera dans la plus grande concertation. Le rap-port du directeur de la Sonacotra porte sur plusieurs sites. Notre souci est de trouver de bonnes structures d'hébergement. Des structures d'urgence bien sûr, mais aussi des centres d'accueil à plus longue durée avec un accompagnement social pour les plus défavorisés. Quand l'Esat possède des locaux Inemployés comme

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

Voici les films nouveaux qui seront présentés dans les salles parisiennes à partir de mercredi

LA FERME DES ANIMAUX. Film britannique de John Heles et Joy Betchelor, v.o. : Reflet République, 11* [48-05-51-33]; L'Entrepôt, 14* [45-43-41-63]; v.f. : L'Entrepôt, 14* (45-43-41-63].

IT'S ALL TRUE. Film américain de Richard Wilson, Myron Meisel et Bill Krohn, v.n.: Ciné Besubourg. 3- [42-71-52-38]; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Besure-gard, 8- (42-22-87-23); La Bas-tille, 11- (43-07-48-60).

LA NAGE INDIENNE, Film francats de Xavier Durringer : Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-55) : Ciné Beeubourg, 3 (42-71-52-361; Gaumont Heutefeuille, 6 (36-68-75-55) : Gaumont Ambassade, 8-43-59-19-08 ; 38-88-75-75) ; 14 Juliet Bastille, 11: (43-57-90-81); Geumont Gobelins, 13: (38-88-75-55); Geumont Alésia, 14- (36-68-75-55); Montparnasse, 14-(36-68-75-56); Geumont Conven-tion, 15- (36-68-75-55); Pathé

LES VALEURS DE LA FAMILLE

ADDAMS. Film américain de Berry Sonnenfeld, v.o. : Gaumont Les Halles, 1= (36-68-75-65); Gaumont Opéra Impérial, 2- (36-68-75-55); 14 Juliet Odéon, 8- (43-25-59-83); Publicis Seint-Ger-main, 6- (36-68-75-55); Gaumont Ambessade, 8- (43-59-19-08; 36-88-75-75); UGC Biarmz, 9-38-88-75-75); UGC Blantiz, 9-(45-52-20-40; 38-65-70-81); Le Bastille, 11- (43-07-48-80); Geu-mont Grand Ecran Inelle, 13- (38-68-75-55); Geumont Parnasse, 14- (36-68-75-55); 14- Jullies Beeugranelle, 15- (45-75-79-79); v.f.: Rex, 2- (42-38-83-93; 38-65-70-23); UGC Montpernasse, 8-(45-74-94-94-94-83-83-94). 85-70-23); USC Montpernasse, 8-(45-74-94-94; 38-65-70-14); Seint-Lazere-Pasquier, 8- (43-87-35-43; 38-65-71-88); Paremount Opéra, 8- (47-42-58-31; 38-68-81-09); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59; 36-65-70-84); Gaumont Gobelins, 13- (38-68-76-55); Geumont Alésia, 14- (38-68-76-55); Montpernasse, 14- (38-88-78-55); Montpernasse (38-88-75-55); Gaumont Conven-tion, 15: (36-68-75-55); Pathé Ci-chy, 18: (36-68-20-22); Le Gem-betts, 20: (48-38-10-98; 38-85-71-44).

VUK LE PETIT RENARD. Film hongrois d'Attile Dergay, v.f. : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88).

Dans les Hauts-de-Seine

Le ralentissement de l'activité économique entraîne une augmentation des impôts

Au cours da la dernière création d'emplois dans le déparséance de l'ennée, le mejorité du conseil général des Hautsde-Seine e voté la projat da budgst primitif pour 1994. Compte tenu du relentissement da l'activité économique, la fiscalité départementala devrait eugmenter de 10 %. Une augmentation des impôta qui n'empéchera par la collactivité d'emprunter 1,58 milliard da

C'est au terme d'une séance fleuve, où ils avaient à étudier 168 rapports, que les conseillers généraux des Hauts-de-Seine ont adopté, vendredi t7 décembre, le projet de budget 1994, marqué par le ralentissement de l'actitivité économique et par la baisse de moitié des recettes découlant des droits de mutatinn immobiliers. Malgré cette période diffieile, qualifiée de « gros temps » par le président du groupe RPR, Jean-Paul Dova, adjoint au maire d'Antony, l'éducation, le logement, les transports et la solidarité resteront les domaines prioritaires d'intervention du département.

Le secteur de l'éducation bénéficiera en 1994 de 1,1 milliard de francs d'investissement, dont :600 millions iront à le constructian de pôle universitaire Léonard-de-Vinei. Un eboix que dénoncent les élus communistes. Pour Pierre Sotura, conseiller de Colombes, e 25 % des dépenses d'investissement du département sont consacrées à la construction de l'université privée, et s'ajoutent aux 230 millians de francs déjà financés en 1993 ».

Le groupe socialiste, per la voie de Michel Margnes, e estimé que ce n'était pas e la mise en œuvre du projet Léonard-de-Vinci FRÉDÉRIQUE LOMBARD qui provoquera la relance et la

tement ».

Trente-six millions de francs seront consacrés à l'habitat et sur les 550 millions destinés à la voirie et aux transports, 140 millions seront affectés cette année à la poursuite des études du réseau de transport souterrain, baptisé consacrée à l'estion sociale doit progresser globalement de 2,2 %, Michel Laubier (PC) préfère relever dans ce domaine «la baisse de 9,78 % de l'aide sociale facultative ». Enfin, 198 millions de francs seront affectés aux premières actions du plan d'harmonisation social et urbain (PACTE

Une hausse de 10 %

Paur équilibrer son budget, le département des Hauts-de-Seine aura recours à un emprunt de I 582 millions de francs et la fiscalité déportementale devrait connaître une housse de l'ordre de 10 %. Au cours de cette même séance, l'assemblée départementale a décidé de confier la gestion de son réseau d'assainissement à la Société des eaux de Versailles et de Saint-Cloud (SEVESC).

A cette necasion, et paur répandre à la einquantaine d'égautiers qui manifestaient sous les fenêtres du conseil général, dénoncant « la privatisation du service», Charles Pasqua a indiqué qu'une large concertation avait eu lieu avec les représen-tants de ce service. Selnn le prési-dent du conseil général, les personneis qui vant être détachés auprès de la SEVESC vont garder ur statut de fonetionnaires et bénéficier d'une augmentation de salaire de 5 % et d'une prime de 10 000 francs.

JEAN-CLAUDE PIERRETTE



priori e l'emporte pièce sur doue se résume en une phrase:

La crise des industries de l'armement et de l'aérospatiale

Equipement militaire : la France doit sortir de son autarcie

SEURS D'ARMEMENT. - Le Commiseariat génâral du Plan jette un pavé dans la mere en auggérant que la France mette fin à son autosuffisance en matière de matériels militaires et qu'elle choisiase d'echeter chez ses partenaires européens ea qu'elle n'a plus les moyens financiers de fabriquer.

■ DIVERSIFIER LES FOURNIS-

■ MENACES SUR L'EMPLOI. -Cette orientation risque d'eggraver lea compressions d'effectifs dans un secteur industriel qui occupe 330 000 saleries et qui pourrait en perdre entre 58 000 et 131 000 ai la crise et les restructurations persistaient.

E LENDEMAINS DE GATT. -Les industriels de l'aéronautique civile sont inquiets des suites de l'accord mel taillé au GATT (Accord général sur les tarifs douanier et le commerce) qui laisse entière la question des aides finencières à la construetion d'avions civils. Les Américains pratiquent des aides indirectes et lea Européens des aides directes maie remboursables. Les accusations de concurrence déloyale restent de sai-

INDICATEURS

UNION EUROPÉENNE

m Inflation: + 3,2 % en novembre. - La hausse des prix sur un an eu sein de l'Union européenne a atteint 3,2 % en novembre, soit le rythme le plus faible depuis mei 1988. En octobre, la taux d'inflation Selon Eurostat, six Etats membres - Irlande, Royaume Uni, Danemark, Pays-Baa, France, Belgique - répondeient en novembra au critère d'Inflation défini par le traité de Maastrich. Pour ehacun des pays membres la hausse des prix sur un en e été le suivante: Royeume Uni (1,4 %), Irlande (1,5 %), Danmark (1,8 %), Paya-Baa (1,7 %). France (2,2 %), Belgique (2,5 %), Luxembourg (3,5 %), Allemegne (3,6 %), Italie (4,6 %), Espegne (4,8 %). Portugal (6,2 %), Grèce (12,3 %). Le chiffre pour l'Altemagne ne prend paa en compta les nouveaux laender.

ETATS-UNIS

Mises en chentier de logements: + 3,9 % en novembre. - Les mises en chantier de logements ont augmenté, aux Etats-Unia, de 3,9 % en novembre par rapport au mois précédent, soit le quatrième heusae mensuelle consécutive.

FRANCE

 Belence dee paiements courants: + 50,4 millierds de francs en neuf mois. -La belance des paiements couranta a été excédentaire de 12,3 milliards da francs en septembra eprèa 7,2 milliards de francs en août idonnées brutee). En aeptembra 1992, l'excédent avait été de 2.5 milliarda de francs. Sur las neuf premiers mois da 1993, la balance des paiements courants dégage un solde positif de 56,4 milliarde de francs contra 4,7 milliarda pendant la même période de

GRANDE-BRETAGNE

■ Transactions courantes : réduction du défieit au trolsième trimestre. - Le déficit de la balance des paiements eourants s'est réduit à 1,61 milliard de livres au troisième trimestre contre 2.35 millierds (révisé) eu cours du deuxiàme trimestre eprès correction des variations sai-

invite - dans un rapport qui est une «première» - les armées françaises à s'ouvrir de plus en plus à des achats d'armes auprès des alliés en Europe pour favoriser une division internationale du travail en la matière entre les industriels impli-

Hormis sans doute le nucléaire et le balistique, la France ne peut plus prétendre réaliser par ellemême toutes les armes qui sont censées garantir sa sécurité. Elle doit accepter désormais de dépen-dre d'eutrui, en particulier de ses alliés européens, et il lui faut revoir sa conception de l'indépendance en veillant à conserver cependant la maîtrise de technologies dites «critiques v. c'est-à-dire evancées

C'est l'essentiel des recommandations auxquelles ont abouti les experts réunis par le Commissariat général du Plan qui, pour la première fois, a organisé une réflexion collective sur l'avenir des industries liées à la défense en France. Ce travail fait l'objet d'un rapport de deux cent quarante-quatre pages, rendu public mardi 21 décembre. Il sera, avec le prochain Livre blane sur la défense, l'un des éléments de base à partir desquels le gouvernement devra rédiger son projet de programmation militaire 1995-2000 soumis à l'approbation du Parlement à la fin de la session du printemps 1994.

Dans ce rapport, il est établi que l'industrie de défense est « un instrument de souveraineté» qui confère « un poids politique indéniable» à tout gouvernement soucieux d'avoir une diplomatie indépendante. Mais il est aussitôt reconnu que les contraintes budgétaires et la contraction des marchés nationaux

TION MILITAIRE. Destinée à

définir les effectifa dea trois

armées at da le gandermerie,

ainsi que les matériela

nueléaires et elassiques qui

seront commandés, la pro-

chaine lol de programmation

militaire eouvrira les dépenses

du ministèra de le défenae

durent les ennées qui a'éten-

dent de 1995 à 2000. A l'issue

dea trois premières ennées

d'exécution de ce projet, sou-

mis à le fin du printemps 1994

eu Perlement, il est prévu une

révision de ses engagements

ou étrangers se conjuguent, malgré un environnement mondial qui reste menaçant, pour obliger la France «à redéfinir son concept d'indépendance quasi totale » en matière d'armes classiques et à «rationnliser ses dépenses budgétaires en évitant de lancer trop de programmes nouveaux».

« Situations diverses et imprévues »

Pour autant, le Commissariat général du Plan n'est pas assuré du fait que ce qu'il est convenu d'appeler « les dividendes de la paix » soient pour demain. Il combat même ce qu'il croit être un piège à ce propos. « Il faut être conscient, écrivent les rapporteurs, que les «dividendes de la paix» peuvent se révéler illusoires»: à court terme, d'abord, parce qu'il faut financer « une problématique reconversion industrielle»; à moyen terme, ensuite, parce qu'il faudra continuer à payer les opérations de maintien de la paix qui seront le lot commun des actions extérieures de la France; et, à long terme, enfin, parce qu'il faut nécessaire-ment moderniser des forces « qui devront, plus que jamais, être en mesure de faire face à des situations diverses et imprévues».

Comme la France ne pourra plus produire la gamme complète des matériels dont elle a besoin, il sera de plus en plus inévitable d'organiser «une division du travail» avec ses partenaires européens et d'accenter de dénendre d'eux sous une forme ou sous une autre. La préoccupation centrale reste de prévoir néanmoins « certnins garde-fous » à

Le Commissariat général du Plan a ainsi recensé vingt-quatre techno-

CLES/ Réflexions pour le futur

■ LOI DE PROGRAMMA- financiera de feçon à tenir ■ UNE CENTAINE DE PRO-

compte de l'évolution du

. LIVRE BLANC SUR LA

DÉFENSE. Le gouvernement a

décidé de présenter, en février,

un Livre blanc sur la défense qui

devrait tracer le cadra géostra-

tégiqua des quinze à vingt pro-cheines annéea et qui servire,

en quelque sorte, de préfaca

politique à la loi de programma-

tion militaire. Depuia 1972, le

Frence n'eveit pas rédigé de

Livre blenc sur ae défense. Ce

nouveau texte fera l'objet d'un

débat publie au Parlemant.

contexte international.

logies critiques, encore dénommées « pôles d'excellence » ou « pôles d'essentialité», autant de « noyaux durs » ou de « créneaux » sur lesquels la France doit garder la haute main. «La filière nucléaire, est-il écrit, entre à l'évidence dans la catégorie » Cela concerne tout autant « la capacité pour des composants fondamentaux » qui participent de la fabrication d'armements classiques majeurs. « Des crèneaux seront perdus, constatent les rapporteurs, au profit d'autres pays européens mieux placés. D'autres seront partagés. » « Pour d'autres, ajoutent-ils, la France conservera la responsabilité de la conception et de l'intégra-

tion d'ensemble».

Pertes d'emplois selon les différents scénarios (1993-1997)

	Besoins nationaux		Besoins à l'exportation	
	Scénario favorable	Scénario défavorable	Scénario favorable	Scénario défavorable
Pertes d'emplois directs en nomire	- 36 400 - 18 %	- 72 400 - 35 %	- 5 600 - 12 %	- 21 700 - 48 %
Pertes d'emplois	- 14 600	- 29 000	- 2 200	- 8 700
Total des pertes d'emplois	- 51 000	- 101 400	- 7 800	- 30 400

Deux scénarios ont été retenus à partir des effectifs de 1992 et en tenant compte de gains de productivité de 2 % par an. Le premier scénario (dit « favorable ») spécula sur un recul en volume du chiffre d'affaires de 5 % en 1993, une stabilisation en 1994 et une reprise de 5 % par an par la suite. Le second scénario (dit « défavorable ») spécule sur un recul des activités de 5 % en 1993 et 1994, et de 10 % les trois années suivantes.

Actuellement, le Commissariat travers les coopérations, éviter la général du Plan admet qu'une telle «division internationale du travail» puisse se heurter à des divergences et à des obstacles entre les Etats concernés:

La résistance des industriels

La moindre des difficultés, à vrai dire, n'est pas l'absence ou la faiblesse d'une organisation de l'Europe en matière de sécurité collective. Celle-là est avérée. Il en est une eutre. Sous la pression de leurs gouvernements respectifs, la résistance peut provenir des entreprises liées à la défense qui veulent, à

	Besoins nationaux		Besoins à l'exportation		
	Scénario favorable	Scénario défavorable	Scénario favorable	Scénario défavorable	
Pertes d'emplois directs en nombre	- 36 400 - 18 %	- 72 400 - 35 %	- 5 600 - 12 %	- 21 700 - 48 %	
Pertes d'emplois adirects	- 14 600	- 29 000	- 2 200	- 8 700	
l'otal des pertes l'emplois	- 51 000	- 101 400	- 7 800	- 30 400	

GRAMMES D'ARMEMENT

dispersion d'équipes de valeur. conserver des emplois hautement qualifiés et demeurer, en définitive, des industries majeures.

De ce point de vue, l'outil industriel françaia est à l'image de ses rivaux ou de ses partenaires : surdimensionné, il est contraint de s'adapter, e'est-à-dire de resserrer ses effectifs comme ses coûts, et de se restructurer ou de se recapitaliser - pour se dynamiser - dans un contexte économique général moins favorable que par le passé.

Pendant les dix dernières années, l'ermement français e perdu pas moins de 80 000 emplois directs. An début de 1993, il occupait quelque 330 000 salariés, tous secteurs confondus. Selon les bypothèses retenues par le Commissariat général du Plan, qui font état de «scénarios contrastés » en fonction de l'évolution des exportations et du marché national, la perte d'emplois - directs et indirects, - chez les industriels français pourrait se situer, au total, aux alentours de 58,800 eu minimum et de 131 800 au pire, entre 1992 et 1997 (inclus).

Ces évaluations sont à rapprocher de celles du patronat du secteur, qui évoque une réduction de 28 000 emplois dès 1992 et de 56 000 antres à venir d'ici à 1995. Les euteurs du rapport soulignent néanmoins «le caractère très sommaire» de ces «calculs de perspectives en un tel domaine et ils considérent qu'il s'agit là davantage de «tendances», voire « des ordres de grandeur», que de véritebles

COMMENTAIRE

Risgues

Aujourd'hui, le ministère de le C EST un pavé dens le mara que lance le Commigaanat défense gère simultanément une centaine de programmea général du plen en pronant, d'ermement différents, avant la présentation d'un projet nucléaires, balistiques, apatieux de loi de programmation militaire et clessiques, au sein d'un budpar le gouvernement, que des choix soient exercéa dena lea get d'équipement qui s'élèvera pour 1994 è 103 millierds de eompétencea netionelea en matière d'armement, de sorte francs. Le chiffre d'affeiraa de l'industrie française de défense que la France mette fin à la poliest évalué è 2 % du produit tique d'eutosuffisance qu'elle intérieur brut merchand. Le secconduit depuis plusieura décanteur occupe 5 % de l'emploi niea. Ce qui aignifierait que le industriel national. Il axporte France consente à des abandons de savoir-falra technologique et industriel – que d'eucune vou-dront assimiler à dea abendons de eouveraineté ou de sécurité au profit de ses partenaires euro-

> Il y e une aemaine, iors d'un tain rapprochement entre l'OTAN et le Frence (le Monda du 16 décembre), le directeur du budget, laabelle Boulliot, a appelé le ministre de la défense être epius réaliste » dans sa loi de programmation militaira, eu vu de «l'éter da santé des finances publiques». Soue-en-tendu : il faut faire des choix. Un ancien conaeiller de François Léoterd, Michel Scheller, devenu depuis peu directeur général de l'aviation civile, en a profité pour révéler que le délégation géné-rale pour l'armement se livrait actuellement à « une analyse sec-

NO. 114 9 9:41 TO torielle » pour identifier les compétencea è préserver et celles qui pourralent être le fait de ecopérations entra alliés ou d'achats de matériala développéa ailleura.

Le Commlaseriet générel du plan rejoint done le camp, resté usqu'à présent discret, de ceux qui voudraient voir le France se replier sur ses secteura d'excellence et, dans le même tempa, parier sur ce que peut lui apporter la construction européenne de Maaatricht en metière de défense et de sécurité.

C'est bien une stratégie industrielle radicalement nouvelle qui est proposée. Avec toua les risques qu'elle peut aussi comporter, quand on observe les eléas de la coopération telle qu'elle est eujourd'hul pretiquée. Pour mener à bien cette nouvelle politique, il importe de ne pea oublier que 5 000 entreprisas (grandea, movennes et petites) contribuent aux activités de l'armament et qua les emplois de substitution (néa de la diversification ou de la reconversion) ne ae créent pas d'un coup de baguette megique, comma en témoignent las mésaventures du « complexe militaro-industriel » à

· JACQUES ISNARD

Aéronautique : le GATT n'a rien réglé

GATT en matière d'aéronautique n'a pas calmé les inquiétudes des professionnels du secteur. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont décidé de proroger pendant un an l'accord existant dans le domaine des subventions accordées aux avions gros porteurs. En cas d'échec des négociations qui se poursuivront dans l'intervalle, l'aéronautique scrait intégrée au code général des subventions avec, toutefois, des modifications tenant compte de la spécificité du secteur.

«L'industrie aéronautique n'est pas considérée en Europe comme une industrie stratégique», a déplore lundi 20 décembre, Serge Dassault, président du GIFAS (le Groupement des industries francaises aéronautiques et spatiales). en regrettant le manque de soutien des gouvernements allemand et britannique au secteur lors des discussions au GATT. Les Européens n'ont pas su imposer, face aux Américains, l'adoption d'un texte définitif fondé sur les propositions de Michael Lindstroem, président du code des aéroness au GATT, « qui allait relativement bien à la profession v.

Le flou et l'incertitude qui prévalent et la perspective de nouvelles négociations ne sont pas pour rassurer les industriels francais. « La situation actuelle est floue et donc dangereuse», estime Gérard Renon, président de la SNECMA qui fabrique des moteurs d'avions. Les incertitudes qui pesent sur l'avenir de cette activité sont importantes. Le développement de moteurs est une activité qui dépend étroitement du civil et du militaire : cette a dualité est fortement incompatible arec son inser-

L'accord provisoire obtenu au tion dans le dispositif du GATT qui ne fait pas l'unanimité au sein du ATT en matière d'aéronautique ne traite que des questions civils», gouvernement.

Les industriels français de l'aéronautique attendent plus de fermeté de la part des gouvernement enropéens dans les négociations à venir avec les Américains. Le système enropéen des aides directes (sous forme d'avances remboursables) est vivement critiqué par les Américains qui bénéficient pour leur part d'aides indirectes (via la NASA ou le département de la Défense). Les premières font l'objet d'un contrôle de la part des américains tandis que les secondes «opaques» sont difficilement quantifiables. Par ailleurs, les aides directes dont bénéficient l'industrie européenne font l'objet de rembourse-ments. En 1993, les industriels français ont reçu 2,1 milliards de francs et remboursé 1,7 milliard. Pour 1994, aucun crédit n'est prévu en matière d'avances remboursables pour les programmes nouveaux (Airbus A-319, ATR 42-500, moteur CFM 56-7) alors que les industriels demandaient 500 millions de francs.

Par ailleurs, aux Etats-Unis, Pindustrie aéronautique réalise 70 % de son chiffre d'affaires eu travers des agences gouvernementales contre sculement 30 % pour l'Europe. Cette situation permet aux Americains de bénéficier d'avantages indirects (comme des conditions de marge) supplémentaires. Face à cette situation déséquilibrée, les industriels française envisagent, par la voix du président du GIFAS, de passer du sytème actuel d'evances remboursables à une formule à l'américaine sous forme d'aides indirectes. Reste que cette transformation, qui risque d'être complexe,

25 % de sa production.

Pour l'houre, les industriels francais demandent « que soit bâti un programme de recherche et de technologie » plus conséquent. Les crédits de recherche allonés eu secteur sont passés de 400 millions de francs à 500 millions dans le budget 1994 alors que les besoins sont de l'ordre du milliard de francs, a estimé M. Dassault. Enfin, le secteur de l'aéronautique ne bénéficie pas de financement spécifique au niveau européen ce qui nuit à son

MARTINE LARONCHE

La guerre finno-française du papier

La Finlande demande à un groupe papetier public de relever ses prix

La guerre du «papier» est-elle en voie de réglement? A Paris, où se tenait, lundi 20 décembre, une réunion à Matignon sur le sujet, on se montre eirconspect. Mais on note que le gouvernement finlandais a fait un geste, dimanche, par le voie de son ministre da commerce extérieur. Pertti Salolainen. Ce dernier qui s'est déclaré soucieux de prévenir à l'avenir toute critique, e

annonce qu'il evait demandé à la société publique finlandaise Veitsiluoto d'augmenter ses prix comme le demandait la France, où ce groupe papetier détient 2,3 % du merché de le pâte à papier pour l'édition.

Depuis des mois, en effet, Paris accuse la Finlande - et la Suède dans une moindre mesure - de déstabiliser le marché de la

pâte à papier - dont ils sont gros et de Suède (le Mande du 4 sepproducteurs, - en pratiquant une politique de « dumping » monétsite. Le mark finlandais n'a-t-il pas perdu, par exemple, de 35 à 40 % de sa valeur, en deux ans, par rapport aux devises fortes de l'Union européenne? « Dans une industrie aussi lourde que le papier, il est absolument essentiel de conserver ses parts de marché, note un spécialiste. Tous les industriels européens ont donc été contraints de casser leurs prix. Avec, à terme, des conséquences dramatiques », comme l'a montré le sauvetage de la Cellulose du Rhône et d'Aquitaine (le Monde du 16 octobre).

A l'été, Paris a done demandé l'application de clauses de sauvegarde sur les principales importatembre). Feute d'avoir été suivi par les Allemands, les Français n'ont obtenu que de simples mesures de surveillance : Finlandais et Suédois sont tenus de déclarer aux frontières les quantités et le prix de leurs produits

La semaine dernière, le gouvernement d'Edouard Balladur a fait parvenir à son homologue d'Helsinki, une «note verbale» souhaitant que le différend puisse se régler sans affecter le calendrier de l'entrée de le Finlande dens l'Union européenne . Autrement dit - et en termes moins diplomatiques, - liant implicitement edhésion et armistice dans la guerre da papier.

PIERRE-ANGEL GAY

-444 The second secon t t jinds "

A GREEK AS

, Art 14 💮 🔞

1. 1. Sec. 197.48

1 10

1. 4.00

1144

\$

- 145

42...

1 美春春

A CONTRACT

4.15

47. 50

,

4.

-16

22.23.25 (15.05)

was bus Mark

1

Part to the

18-25 1 4 h

S 200 c

No.

Patage du trava:

dez les mineu:

Ost mones Secure Rose (mones)

idoure in

g 13.30

demands

h tie ::-

-45105 - 4

Plants to me Common que se Sussiducidos d firesta fer für dead direct The problements of the man of the second control of the second con

Harain in the 计分类性 排除 THE RIVER train the train ine Sund

· Diameter VINTER SME. Til William . Black ! " tathan au garage in this field the Se S delined The last fing Cities Borne Sign * 2 at 65 cm

· i · reduit PRESIDENCE STREET ALL PRIVATE ST

Printell.

freige ferfiel " Trough DE . Takin ingelig The Section All

ECONOMIE

L'AFPA va recruter davantage de formateurs parmi les chômeurs

L'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) va recruter de 700 à 800 personnes chaque année entre 1994 et 1996, provenant pour la plupart d'entreprises ayant des sureffectifs. Dans le cadre de sa politique de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, l'AFPA vient de passer des accords en ce sens avec l'Union des industries métalavec l'Union des industries métal-lurgiques et minières (UIMM), la fédération nstionale du bâtiment (FNB) ainsi que les fédérations patronales de l'industrie du froid et de la plasturgie. Ces derniers temps, l'AFPA n'accueillait que 250 à 300 personnes par an.

Au cours d'une rencontre avec l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), Miehel Praderie, directeur de l'AFPA, e précisé que ces recrutements permettront d'améliorer ses prestations en permettant è des ingénieurs, cadres, techniciens ou agents de maîtrise pour la plupart privés d'emploi de devenir formateurs. Par ailleurs, l'association (11 400 salariés) va également embaucher des psychologues. Plus largement, l'AFPA souhaite que l'Etat – qui hu verse chaque année 3,9 milliards de subventions sur un budget total de 5,29 miliards de francs - «se comporte en

client», ce qui implique, seloo M. Praderie, que « nos missions soient clairement définies». Cette opération devrait être meoée à bieo en 1994 dans le cadre du a contrat de progrès» en cours de oégociation. Il s'agira de soumettre l'AFPA à une tutelle o posteriori reposant sur des critères de gestion et des indicateurs précis. Alors que le nombre d'heures de formation dispensées par l'AFPA devrait passer de soixante-six à soixante-dix millions en 1993, la situation générale de l'emploi devrait faire bais-ser le tanx de placement des sta-giaires – e'est-à-dire le pourcentage de ceux trouvant un employeur – en dessous dn pourcentage de 1992 (72 %).

Enfin, M. Praderie s'est déclaré favorable à la régionalisation du système de formation professionnelle des jeunes engagée par la loi quinquennale sur l'emploi. Souli-gnant que « les élus ont une légi-timité », il estime que « les partenaires socioux, en tant qu'organisateurs des finances de la formation professionnelle, sortent de leur domaine d'ottribution». «Le patronat et les syndicats, a-t-il ajouté, devraient à l'avenir tenir un rôle d'experts. »

Après la percée du syndicat FSU aux élections de l'éducation nationale

Les syndicats réclament une clarification des règles de représentativité dans la fonction publique

lundi 20 décembre, des élections professionnelles au ministère de l'éducation nationale, le Fédération ayndicale unitaire semble, aelon des estimations encore officieuses, confirmer sa percee électorale. Si le gouvernement se décisre partisan de tirer les conséquences de ce ecrutin en élevant la FSU au rang d'interlocuteur officiel, les autres syndicats dénoncent le caractèra « politique » de cette

Née au printemps demier de l'implosion de la FEN, la Fédération syndicale unitaire (FSU) va-telle rejoindre le cercle très fermé des «organisations syndicales les plus représentatives » des fonction-naires de l'Etat? Au lendemain du dépouillement, lundi 20 décembre. des élections professionnelles au ministère de l'éducation nationale, les sept outres fédérations syndicales de functionnaires déjà reconnnes comme telles (FEN, CGT, CFDT, FO, FGAF, CFTC, CFE-CGC) retiencent leur souffle. Compte tenu de la percée de la

gouvernement va-t-il, dans le fou-lée, se sentir obligé de reconnaître officiellement ce syndicat comme un interlocuteur représentatif de tous les fonctionnaires? Une telle recoocaissance vaudrait à la FSU le droit non seulement de siéger ou Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, mais surtour d'être invitée à la table de toutes les négociations intéressant les 4,5 millions de fonctionnaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des

« La décision n'est pas encore prise, mais nous devons être raison nables», laisse-t-on d'ores et déjà entendre à l'hôtel Matignon, alors que les résultats de ces élections ne seront officiellement rendus publics qu'eu début du mois de janvier. Dès lors que la FSU pourra se prévaloir d'avoir recueilli les suffrages d'uo combre significatif de fonctionnaires, la reconnaissance de sa représentativité ou niveau de l'administration de l'Etat « constitue une obligation quasi morale» pour le gouvernement, plaidait-on dans l'entourage d'Edonard Balladur, en précisant que, « compte tenu de la capacité de mobilisation de la FSU. serait malsain de la snober trop longtemps». Si cette argumentation l'emportait, le ministère de la fonction publique pourrait enclencher, « dès le mois de janvier», la procé-dure de reconnaissance de la FSU, sanctionnée par l'examen, « dans le courant du premier semestre 1994», d'un décret en conseil des ministres. Ce calendrier peut être bouleversé si le vote venait à être contesté par le dépôt d'un recours en annulation pour fraude, le gouvernement se sentant alors tenu de

suspendre sa décision jusqu'à l'énoncé du jugement... Les dangers . du corporatisme

reconnaissance interministérielle et inter-fonction publique d'un syndi-cat, dont le champ revendicatif se; limite pour l'heure aux seuls întérêts corporatistes des enseignants, irrite les outres fédérations de fonctionnaires, qui contestent le caractère « politique » des critères retenus par l'hotel Matignon pour apprécier la représentativité de la FSU. Mais sur le fond, cette recon-naissance risque aussi à terme de se révéler embarrassante pour le gouvernement, déjà obligé de com-poser avec un paysage syndical émietté dans le fonctinn publique et en proie à une recrudescence de revendications catégorielles.

Première source d'irritation pour toutes les organisations syndicales, cette reconnaissance - si le calendrier initial était respecté - interviendrait alors même que les mem-bres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat ont été rennuvelés, en décembre 1992, pour trois ans. Or, oux yeux de ces

port de forces au sein du seul ministère de l'éducation nationale - méme si ses électeurs représeotent plus dn tiers des agents de l'Etat - ne justifie pas le remaniement, en cours de mandat, de la répartition des sièges dévolus oux représentants syndicaux au sein de l'iostance paritaire suprême des ageots de l'Etat (1). D'autani que l'attribution de ces sièges, en prin-cipe assise sur les résultats du cycle électoral 1989-1991, tenait déjà compte de l'éclatement, au prio-temps 1992, de la FEN (2).

« La représentativité d'une organisation syndicale ne s'apprécie pas seulement ou nombre de voix qu'elle recueille aux élections, estiment la CFDT et la FGAF, mais devroit également tenir compte de la diversité des emplois qu'elle recouvre au sein des trois fonctions ubliques » Or, de ce point de vue, la FSU ne peut encore se prévaloir d'aucune représentativité parmi les personnels territoriaux et hospitaiers. La FEN non plus du reste, mais cette dernière a toujours compensé cette absence de base électorale élargie par le défense de valeurs ellant bien eu-delà des seules revendications corporatistes du monde enseignant et par sa légitimité historique unitaire.

En fait, tous les syndicats s'inquiètent qu'une reconnaissance de la FSU ouvre la voie à d'autres prétentions syndicales, dans la mesure où les critères d'appréciation de la représentativité syndicale dans la fonction publique de l'Etat se fondent avant tout, rappelle la FGAF, sur um «choix politique» et une «gestion ou cas par cas». «C'est un problème de fond», renchérit Force ouvière, qui s'inquiète de ce que le légitimité, reconnue par le code du travail, des organisa-tions confédérées soit de plus en plus souvent détournée par la reconnaissance d'intérêts strictement corporatistes. D'autant, précise la CFDT, que «la présence de ces syndicats catégoriels risque d'appauvrir le débat au sein de la fonc-

dens le fonction publique de

(article L.133-2 du code du tra-

vail) fixe cinq critères permettant

de déterminer si un syndicat est

ou non raprésentatif : les effec-

tifs, l'indépendance, les cotise-

tions, l'expérience et l'encienneté

de l'organisetion, l'ettitude

La jurisprudence : elle e

ajouté à ces critères, délicats à

apprécier, le notion d'audience

dee syndicate eux élections eux

commissions administratives

periteires minietérielles. Les

DATAR

patriotique pandent l'occupation

ellemande.

Reste que «les organisations non confédérées n'ont aujourd'hui oucune possibilité de se faire reconnaître, observe le FEN. Et notre législation, qui, en la matière, remonte à la dernière guerre mondiale, a eu pour conséquence de figer le paysage syndical». Mais tandis que FO plaide en faveur de la seule représentativité des confédérations syndicales, d'autres syndi-cats, comme la FGAF, sont par-tisans d'un aménagement des règles setuelles de représentativité. A défaut d'envisager un illusoire rap-prochement des organisations syn-dicales ofio de se constituer en

«interlocuteurs forts et crédibles»... En reconnaissant la FSU, le gouvernement risque aussi de voir grossir les rangs des syndicats contestataires. «La FEN constituait ou moins un partenaire fiable et responsable », rappelle-t-oo eu ministère de la fonction publique, où l'oo a pu s'imprégner de la complexité des rapports syndicaux dans la fonction publique à l'occa-sion des dernières négociations salariales... « Et si les syndicats contestataires deviennent majoritaires, s'interroge-t-on dans l'entourage du ministre de la fonetion publique, quelle sera la portée des occords ratifiés par des organisalions certes plus réformistes mais minoritaires?

Si le gouvernement ne semble pas désireux de clarifier une fois pour toutes des règles qui lui réservent une marge de manœuvre subs-tantielle, il ne souhaite pas non plus ouvrir les vannes de toutes les dérives corporatistes.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Ces sièges se répartissent de la façon suivante : 4 sièges pour la FEN, la CFDT, la CGT et FO, 1 siège pour la PGAF, la CFTC et la CFE-CGC.

12) La FEN avait alors abandonné deux sières afin de tenir compte de l'ex-clusion dans le contant de l'année 1992 des principeux syndicats constitutifs de la FSU, à savoir le SNES, le SNEP et le

deouis lors confirmé que les

dans le répertition des sièges

dévolus oux représentants syndi-

ceux au sein natemment du

Conseil supérieur de la fonction

publique de l'Etet. Male le

Conseil d'Etat e tenu à préciser

que le gouvernement n'était pas

obligé de s'en tenir à une stricte

proportionnellté dens cette

répartition et qu'il conservait le

possibilité d'accorder un siège à

une organisation à lequelle il

menquerait 1 à 2 % de voix pour en bénéficier.

CLÉS / Représentativité

■ Critères de représentativité décrete du 28 mei 1982 ont

l'Etat : la loi du 11 février 1950 résultats de ces élections consti-

4.0

1.7

A

1.00

\$ 100

Control of PANCE A CO.

Risques

tir de som autarcie

La Cour de cassation

REPÈRES

ASSURANCES

rejette le pourvoi de la Mixte

La Cour de cassation e rejetá. le 14 décembre, le pourvoi formé par la Compagnie de navi-gation mixte (CNM) contre l'assureur allemend Allienz, dens le cadre du conflit qui oppose ces deux groupes eu sujet de le constitution de leur fillale commune, Allenz Vie Holding

Ce rejet concerne la demende de la Mixte de nommer un expert chargé d'évaluer les conséquences financières du retrait de la couverture de réassurence d'Allienz sur la filiale Allianz Via Holding France. La Cour de cassetion a également rejeté la demande de la Mixte de sursie aux opérations de fusion des sociétés Allienz Vie lerdt et

anz France lardit Paralièlement, une autre action judiciaire avait été engagée par la Mixte pour dol. Le jugement du tribunal de grande instance du 7 septembre 1993 l'evait égale-ment déboutée et condamnée à verser 200 000 francs de dom-mages et Intérêts à Allienz (le Monde du 11 septembre).

EMPLOI

Partage du travail chez les mineurs allemands

La direction et les syndicats des mines de la Ruhr se sont mis d'secord, lundi 20 décembre, pour une réduction de la durée du travail des 87 000 mineurs du bassin, en échange de la sauve-garde d'environ 10 000 emplois. Les « queules noires » bénéficieront de 30 jours de repos sup-plémentaires en 1994 et 1995 ce qui portera les jours chômés à 65 sur les deux années, compte tenu des accorde précédents et verront leur rémunération réduite de 9 %, selon le syndicat de la branche IGBE (Industriegewarkechaft Bergbau und Energie). Dès le conclusion, chez Volkswegen, de l'eccord qui introduit le semsine de quetre jours de travail, le syndicat IGBE eveit fait conneîtra son intérêt pour cette formule de « partage

Les mines font, en effet, face à une aggravation de leur situation qui force à accélérer le programme de réduction des emplois adopté en 1991. Selon es texte, le production devait être remenée progressivement à 50 millions de tonnes en 2005. Mais, outre le coût budgétaire du programme (le gouvernement fait payer l'électricité plus cher afin de subventionner le charbon), la crise de le sidérurgie rédult les débouchés plus que prévu. Envi-ron 20 000 emplois étalent

menecés. Ces eccords de partage du travail devraient pourtant. rester peu développés en Allemegne, le petronat estiment qu'ils représentent un surcoût pour les entreprises. - (Corresp.)

INFLATION

Hausse des prix de 0,1 % en novembre

Lee prix à le consommetion ont augmenté de 0,1 % en novembre, e confirmé, merdi 21 décembre, l'INSEE. Le chiffre provisoire publié le 10 décembre faieelt état d'une fourchette de heusse comprise entre 0 % et 0,1 %. Sur un en (novembre 1992-novembre 1993), le hausse des prix est de 2,2 %. Depuis le début de l'armée, elle s'étabilit également à 2,2 %.

RUSSIE

Les diamantaires sud-africains se fâchent

Beers, la multinetionale sud-afri-caine qui contrôle 80 % de le production mondiale de diaments bruts, et les Russee. Oens sa quête effrénée de devisee, le gouvernement de Moscou vendreit directement des diamants de joaillerie non teillés eux lepidaires d'Anvers; et cele eu mépris d'un eccord d'exclusivhé conclu en juillet 1990 avec le géant de Kimberley (province du Cap). Selon un dirigeant de la société, interrogé mardi 21 décembre per le Finencial Times, la Russie aurait écoulé de la sorte pour 40 à 80 millions de dollere de pierres brutes en quinze jours. Soit 240 à 480 mil-

Rien ne va plus entre De

Les Sud-Africeins sont donc doublement furieux. D'abord perce que la De Beers evait obtenu des droits de commercialisation sur 95 % de le production russe pendant une durée de cinq ens... en signant un contrat de 5 milliards de dollers (30 millierds de francs). Ensulte, perce qu'ils redoutent que cea ventes peralièles - effectuées par le troislams producteur mondial ne déstabilisent un marché qui fonctionne depuis des ennées sous le discipline de la Central Selling Organization (CSO), organisme contrôlé par De Beers, qui centralise l'essentiel du commerca diamantaire mondial.

PEUGEOT-SOCHAUX: nouvelles mesures de chômegs partiel. – Huit journées de chômage partiel seront organisées en janvier et entre six et huit en février au centre de production Peugeot de Sochaux (Donbs).

TRANSPORTS

Le conseil

de district urbain de Rennes approuve le métro VAL

Le conseil du district urbain de l'egglomération rennaise s'est prononcé, samedi 19 décembre à 1 heure du matin, en faveur de la réalisation à Rennes d'une premiàre ligne de métro VAL. Soixante consaillars ont voté pour et un (Vert) contre. Les cinq conseillers communistes se sont sbstenus et dix-huit conseillers

n'ont pas pris part eu vote. C'est donc avec 98,36 % des suffrages exprimés et 71,43 % des inscrits que le conseil de district e'est engagé dans la réalisation du métro, dont l'avant-projet détaillé aveit été edopté le 15 jenvier 1993. Les treveux, dont le montant ast de 2,7 milter au début de l'armée après la signature d'un nouveau protocole avec l'Etaz qui versera une subvention de 372,8 millions de francs. Le mise en service est prévue pour la second trimestre de 1999. En février, le tribunal edministratif de Rennes se prononcera sur la quinzaine de raquêtes demandant l'ennulation de la déclaration d'utilité publique des traveux décidée per un emêté préfectoral du 15 février 1993. - (Corresp.)

L'accord entre Lufthansa

menece est jugée «très sérieuse» par Lufthense, qui craint que Delta et American ne l'accord. - (Corresp.)

et United Airlines menacé

Le gouvernement eméricaln a

demandé una renégociation de l'accord passé en octobre entre la compagnie sérienne allemende Lufthansa et son homologue eméricaine United Airlines, Cet accord commercial (dit de codesharing), qui devsit entrer en vigueur le 10 janvier, duit per-mettre aux passagers allemands de rebondir vers une centains de villes américaines et offrira inver-sement eux pessagere eméri-caine des destinations intérieures en Allemagne. Selon la Frankfurter Aligemeine Zeitung, Weshington eersit soumis à de fortes pressions de Delta Airlines et American Airlines, qui veulent un accès similaire en République fédérale. Les concurrents de United estiment discriminant, done lilégal, l'eccord conclu. Le parviennent à mettre délei sur délei à l'entrée en vigueur de

L'annonce de ces mesures, qui concerneroot 12 000 des 22 000

salariés de l'usine, intervient alors

que le personnel e déja chômé cinquante-neuf journées au cours de l'année 1993 et une trentaine

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE APPEL A PROJETS LE TÉLÉTRAVAIL UN OUTIL AU SERVICE DE L'EMPLOI ET DE LA RECONQUÊTE DES TERRITOIRES La DATAR souhaite aider la mise en œuvre de projets innovants de Télétravail, directement opérationnels, pour

territoire. Le cahier des charges de cet appel à projets doit être retiré dans les Préfectures de Région (Appel à Projets TÉLÉTRAVAIL), ei à la DATAR:

favoriser le maintien, la création et

le déploiement d'emplois sur le

1, avenue Charles Floquet 75007 PARIS Date limite d'envoi des dossiers : 21 mars 1994

prion s l'emponte prece sur tique se résume en une phrasé : la resume restant l'éper le CDU de Steffen Heitmann L

LES DIRIGEANTS

Directeur général

Votre mission sera de prendre la responsabilité de graodes entités opérationnelles dans le cadre d'objectifs ambitieux, financiers et humains, sous l'autorité du

Agé(e) de 40 ans ou plus, vous avez démontré votre parfaite maitrise des résultats et votre eogagement. Conscient(e) de votre rôle d'animateur, vous savez organiser, déléguer, contrôler et vous rendre

Vous êtes convaincu(e) de l'importance d'un service client optimum et d'une gestion rigoureuse. Dynamique, vous fédérerez vos equipes et communiquerez auprès de nos clients dans ce sens. Vos connaissances du domaine informatique et/ou des métiers du Marketing Direct sont un plus pour assurer

Merci d'adresser votre candidature à Annick Flameot, Directeur des Ressources Humaines, AXIME, 137 boulevard Voltaire, 75011 Paris, sous la référence LM 93 AL 16.

AXIME DIRECT / ALTEK

AXIME DIFECT/ALTEK est le nº 1 français de la Communication Directs et couvre l'ensemble des besoins dans le domaine logistique du Marketing Direct (gestion de bases de données, courtage de fichiers, impression laser, routage...). Après une croissance rapide, fort de ses 300 personnes et d'un CA de 300 MF. AXME DIRECT/ALTEK, filiale d'AXINE, affirme aujourd'hui une ambition européenne.

Avec 2 500 personnes, 1,9 milliard de CA et 32 millions de francs de bénéfice, AXIME, 3º SSII française, fonde ses ambitions sur la synergie de ses 3 métiers : Traitement & Fecilities Manegement, Ingénierie & Intégration de Systèmes, et Communication



CONSERVATORE NAME NAME DESIGNATE

CHAIRES DE PROFESSEURS TITULAIRES

Plusieurs Chaires de Professeurs titulaires seront mises au concours dans les ochains mois par le Conservatoire National des Arts et Métiers (Dép Economie et Gestion). Elles concerneront les domaines suivants :

- Economie Appliquée
- Gestion Financière de l'Entreprise
- Action Commerciale
- Transport et Logistique
- · Economie et Management de l'Entreprise

Ces Chaires s'adressent à des personnalités qui exercent d'importantes responsabilités dans les secteurs industriels, commerciaux, financiers, publics ou dans l'enseignement

Pour toute information complémentaire :

Monsieur Philippe MESNIER - Secrétaire Général du Conservatoire National des Arts et Métiers - 292, rue Saint Martin - 75003 PARIS - Têl : (1) 40 27 26 75

> La fillale française d'un groupe international agro-alimentaire (CA 120 MF, 70 personnes) proche région Rhône-Alpes recherche son

Président Directeur Général.

Reportant au Directeur Général du groupe, vous avez la responsabilité générale de l'entreprise sous tous ses aspects (commercial, marketing, financier, industriel et logistique) et vous devez développer un chiffre d'affaires auprès de la grande distribution agro-alimentaire française. Vous êtes un meneur d'hommes et un gestionnaire rigoureux et vous devez justifier d'une expérience réussie de plusieurs années comme Directeur Commercial, et/ou de Directeur Général dans l'agro-alimentaire de préférence. L'anglais est indispensable et la rémunération est susceptible d'intéresser des candidats de valeur. Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. SD/120 à :

ETHISEARCH

18, Avenue des Champs Elysées 75008 PARIS.

LE MONDE DES CADRES

Responsable de la Communication Interne "Corporate"

GROUPE PRESTIGIEUX - 20.000 PERSONNES - RENOMMÉE MONDIALE

Challenge important, poste stratégique pour un excellent professionnel de la communication (interne at/ou externe).

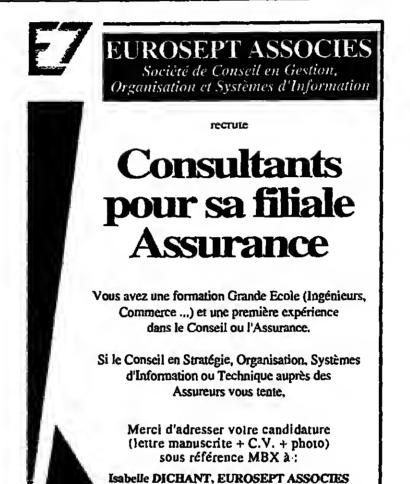
(interne at/ou externe).

Au sein de la DRH Groupe, votre raison d'être : améliorer les performances et la motivation du personnel. Pour ce fotre, vous fattes vivre des programmes de communication et d'information internes (journaux, supports audiovisuels, conventions, etc.) destinés à l'ensemble de nos fillales dans le monde. Vos actions sont également orientées vers les écoles et universités. Vous gérez un budget important en vous appuyant sur une équipe interne et des agences externes. Nous cherchons un professionnel diplômé de l'enselgnement supérieur (Sciences Po ou Ecole de Commerce) avec à son actif une dizaine d'années d'expérience réussie de la communication si possible dans un environnement international (l'anglats est bien sûr un must).

Merci d'adresser très rapidement votre C.V. et prétentions à notre Consell : iNFRAPLAN - 83, boulevard Raspall - 75006 PARRS sous la référence VIV/2M.

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE





JEUNE INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

98 route de la Reine

92513 BOULOGNE Cedex.

ingénieur débutant ou avec 2/3 ans d'expérience, vous êtes totalement convaincu déjà que le mission centrale de l'Ingénieur consiste à organiser, expliquer, faire faire le travail, animer une équipe en sachant maintenir la productivité et la bonne humeur.

Notre entreprise, filiale à taille humaine à Trappes (78) d'une multinationale réputée, fabrique des pompes industrieiles avec de bons résultats.

Dès votre mise au courant de nos produits et procédés, nous vous conflons la responsabilité d'un service de 8 collaborateurs (techniciens et employées) chargés de petites études d'adaptation, de projets plus ambitieux de développement d'outils de production ou d'essai, et de la réalisation en PAO de nos catalogues et documentations techniques.

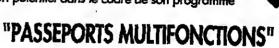
Si vous avez de plus une familierité avec la CAO (ME 10), écrivez de suite à notre consultant Jean-Pierre DOURY sous la référence 6002/M. "Carrières d'Ingénieurs"

une autre langue.





Filiale de MARS Incorporated, MARS ALIMENTAIRE recherche de JEUNES MANAGERS à fort potentiel dans le codre de son programme



Diplâme(e) d'une Ecole de Cammerce au de formation Ingénieur, vous possédez éventuellement une formation complémentaire.

Durant les deux premières années, vous réaliserez dans tous nos domaines d'activité, plusieurs missions très opérationnelles et intensives d'une durée d'environ 6 mais chaqune. Bien sür, vous maîtrisez couramment l'anglais et protiquez

Votre mobilité géographique et fonctionnelle est totale.

Nous proposons un niveau de rémunération à la hauteur de nos exigences.

Pour faire connaître votre motivation, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite et CV, sous la référence 1143 A, à notre Conseil NEMESIS - 10 rue de Richelieu - 75001 PARIS.

MARS

ADMI

1. 17 % 1 1 1 1 1 1 1 1 1

2500×1814 MINISTRATIFET FINA MAN I DIRECTOR

Paris Oares

" - Calina da

Victael Page

Insperitant County of GOD MY do CA

Directeur Admini

En donated the last of the section of the \$1500.

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique



isultants r sa filiale surance



Entreprise leader avec 13.4 milliards de C.A. et 5.400 collaborateurs, la SEITA recherche poor sa direction de la distribution du Mans un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER ADJOINT AU DIRECTEUR

Véritable responsable de la gestion administrative et financière, vous animez et supervisez différents services administratifs et comptables, ainsi que notre centre de préparation de commandes.

A 30 ans environ, de formation BAC + 4/5, maîtrise de gestion, IAE..., vous avez une expérience de 5 ans plutôt en PME ou secteur distribution... dans la gestion comptable et financlère et l'animation d'équipe et une bonne connaissance de l'informatique. Vatre ouverture, votre capacité de réflexion et votre

goût pour traiter des problèmes variés vous aideront à réussir et à évoluer au sein de notre entreprise. Le poste est basé au MANS (72).

Merci d'adresser lettre, CV, photo, sous réf. 4/093M à BERNARD JULHIET - 79/83, rue Baudin 92309 Levalinis Perret Cedex.

BERNARD JULHIET

Important groupe international de services leader dans son secteur

Responsable des

Affaires Juridiques

Juistes

- Bordeaux

Names

Merci d'adresser, sons la efficience choisle et complécisant votre rémalétration actuelle, lettre, manuscrite et CV, a SM CONSER, 3 rise Trellhand, 75008 Paris:

rance Telecom

Groupe de conseil en marketing stratégique et de recherche en sciences sociales recherche un (une)

Contrôleur de gestion secrétaire général(e)

Dans le cadre des directives fixées par le groupe, cette personne sera responsable, pour la société française du groupe, de :

- la gestion financière et analytique;
- la direction administrative et juridique :
- la gestion du personnel et la qualité des relations

Elle sera aussi impliquée dans la gestion du groupe international.

Les candidats doivent avoir une expérience similaire dans un cabinet de conseil, être intéressés par le changement social et le marketing, être disposés à voyager, parler anglais couramment et être âgés de 35 ans environ.

Les candidatures sont à adresser avec CV et préten-

Le Monde publicité sous nº.8707 15-17, rue dn Colonel-Pierre-Avia 75902 Paris Cedex 15

*

NOTCH GENERALISE.



Paris Ouest

gestion des actes courants de la vie des sociétés commerciales, la rédaction et l'excution des contrats, la constitution et le suivi des opérations de fusions, d'acquisitions de parts dans un contexte international.

Vous prendrez également en charge l'activité contentieux et recouvrement, la gestion du patrimoine et des risques, la protection des marques et des hrevets.

Enfin vous serez chargé des relations extérieures avec les administrations et les organismes professionnels.

Agé de 30/35 ans. diplômé d'un DEA, DESS. DICE, IEP, etc...

Ranaché au Directeur Général vous assurez la Vous justifez d'une expérience significative dans ce domaine d'au moins 5 ans en cabinet ou en entreprise.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Disponible, pragmatique et rigoureux, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe très dynamique.

Contactez Christophe Duchatellier au (1) 47.57.24.24 nu adressez lettre manuscrite CV + photo + no de tel + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legel, 3, bd Bineau 92594 Levallais-Perret Cedex, saus

réf.CD9006MO.

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Grand Groupe français de Services (CA: 3,5 Mds de FF) recherche

pour sa Direction Juridique un

Juriste d'Affaires

affaires et notamment l'activité commerciale (contrars, distribution, etc...) pour les partenaires publics et privés du Groupe.

Vaus intervenez en droit public économique, dans la négociation et la rédaction des marchés, des appels d'affres, des concessions et assurez leur suivi pour une clientèle variée de collectivités publiques et locales.

Des missions ponctuelles en droit des sociétés vous sont également confiées (constitution de GIE, nperations de baut de bilan, restructurations, etc...). Vous assurez votre mission d'assistance sur le terrain en rapport étrait avec les apérationnels (financiers. commerciaux, etc...) du Groupe.

Vous prenez en charge les dossiers de droit des Agé de 30 ans, de formation juridique affaires et notamment l'activité commerclale supérieure en droit des affaires (DESS, DICE, etc...) idéalement complétée par un diplôme d'IEP, vous justifiez impérativement d'une expérience réussie de 5 ans acquise en cabinet ou en entreprise en droit privé et droit public des

> Votre expérience opérationnelle en droit des affaires, votre bon niveau d'anglais ainsi que vos apultudes tant techniques que relationnelles vous permettront d'évoluer dans un groupe au développement remarquable.

Contactez Antoine Rusconi au (1) 47 57 24 24 nu adressez CV + lettre manuscrite + nº de tél + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal.
3 bd Bineau 92594 Levallnis-Perret Cedex. snus réf.AR9548MO.

Michael Page Tax & Legal

Important Groupe de Services à l'Industrie 600 MF de CA-recherche son

Directeur Administratif et Financier 35 ans environ - Expert-Comptable on équivalent

Vaue possèdez une solide expérience de Direction Financière de heut niveeu (5 ens minimum), vous ayant permis de mettre en œuvre l'ensemble des cutils de gestinn et de pilotage financier d'une importante structure.

Vaus dirigerez vos services comptables, financiers et informatiques en nous apportant les outils nécessaires à une gestion pointue et dynamique de nos entités.

Vous devrez faire preuve, dans ce poste de haut niveau, d'imagination, de rigueur et de

Poste basé en proche banlieue Ouest (RER).

Env. dossier complet et prétentions à n° 2706 Publifop 29 rue Bleue 75009 Paris qui transm.

recherche, dans le cadre de son développement en Rhône-Alpes,

spécialisé en droit social

Voys justifiez d'une expérience d'au moins conseil en entreprises et/ou le contentieux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), à Me Dominique Ferré, FIDAL, 9 avenue du Granier, 38240 Meylan.

priori à l'emporte pièce sur dique se résume en une phrase : CLAIRE TRESEN] par la CDU de Statten Heitmann

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

GROUPE BANCAIRE NATIONAL DÉCENTRALISÉ RECHERCHE POUR SON ORGANISME FINANCIER NATIONAL À PARIS UN

Opérateur de Marché Francs

Après un double cursus scientifique et économique, une première expérience réussie de 2 à 4 ons sur les morchés francs vous o donné l'envie d'élargir votre fonction.

Votre mission sera double : interventions sur les marchés froncs et actions de Conseil oux Directions Financières de nas Entités Régionales.

Rigoureux et créatif, vos optitudes relationnelles olliées à votre sens du service ferant de vous un specioliste reconnu ou sein de natre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 306/LM (à indiquer sur l'enveloppe) à LBW, 10 rue Jean Gaujan, 75008 PARIS, qui transmettra.

de: Thomas le Carpentier - Réf. à rappeler: TCM 721

2 • Un jeune financier, 26 ans environ, HEC, ESSEC, ESCP, IEP, à fort potentiel, possédant un anglais courant (allemaod apprécié), un bon niveau de mathématiques financières, ayant acquis soo expérience en cabinet d'audit (département basque-finance, missions spéciales en milieu industriel) ou dans une banque d'affaires (ingénierie financière, financements structures).

Uo grand groupe industriel international recherche pour son siège l'un des jeunes membres de l'équipe ingénierie fioancière. Celui-ci participera à la validation fioancière, juridique, fiscale et comptable de montages et de financements complexes ainsi qu'à toutes les opérations de valorisation dans le cadre de rapprochemeots, acquisitions, cessions.



■ SUR LE MARCHÉ DES OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC

SUR LES TITRES DU TRÉSOR

Da formation supériaure (3ème cycle spécialisé en Finances ou Produits de Marchès), une première expérience en salle vous a permis de connaîtra les activités de marches, da développer votre rapidité de décision et votre rasistanca au stress.

Autonome, vous avez néanmoins le sens de l'équipe et souhaitez intégrer

aujourd'hui une structure qui vous permattra d'envisager une véritabla évolution da carrière.

Si catte proposition vous intéressa, marci d'adressar votre dossier de candidature avac CV, photo at prétentions, an précisant sur l'anveloppe la référence 403/LM à COMMUNIQUÉ 50/54 rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

NOUVEAUX ESPACES, NOUVEAUX METIERS...

Filiale commune de la Caisse RESPONSABLE des Dépôts et Consignations et de Prévoyance, investie DEVISES

de responsabilités de Caisse Centrale, la Société Centrale de

Trésorerie se définit aussi

comme une plate-forme

de services à destination

du réseau des Caisses d'Epargne.

Ses ambitions d'efficacité

et de performance

la conduisent aujourd'hui à renforcer ses équipes.

et des Caisses d'Epargne COMPTABLE

La Direction Internationale de la SCTCEP a pour vocation d'assurer le traitement des paiements internationaux.

Au sein de cette direction, vous aurez pour

 le contrôle des activités comptables en devises, - la contribution à la mise en place des aspects

comptables des projets, le reporting comptable.

Vous serez assisté de deux collaborateurs placés

sous votre responsabilité. Vous avez une formation supérieure en

comptabilité et lou une expérience significative dans le domaine de la comptabilité devises. Poste cadre. Lieu de travail : La Défense.



SOCIETE CENTRALE DE TRESORERIE CAISSE D'EPARGNE

Adresser lettre de candidature + CV + photo + prétentions sous la référence RCD à SCTCEP - Service Ressources Humaines - La Grande Arche 92044 Paris La Défense Cedex 41 on tapez 3617 NC2 réf. RCD.

Spécialiste d'expertises financières fiscales et stratégiques

chargé de portefeuille 280 KF +

Yous avez au moins Sans d'expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou comme auditeur interne dans

une grande

entreprise.

De formation ESC/IAE + DECF, vous maitrisez parfaitement l'anglais et disposez d'une solide culture économique. Nos clients sont des entreprises ou des

groupes industriels innovants, nous les assistons dans leurs recherches de financements d'investissements stratégiques.

Notre entreprise, composée d'experts, dont le siège est à Lyon, se développe sur le marché spécifique de la R & D, de l'innovation, du développement international. Elle a pris en 3 ars une place significative.

Homme de contact, vous avez l'ouverture, la perspicacité et la ténacité nécessaires à ce métier. Ce poste implique de courts et fréquents déplacements sur toute la France. Il offre de réelles perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez votre dossier complet qui sera traité en toute confidentialité par notre conseil Synéthic, 32 rue Edouard-Herriot, 69001 Lyon, sous ref. 80M.

__synéthic.

Groupe français industriel multinational recherche, pour l'une de ses branches, son

Responsable juridique international

Avec son équipe, il traitera tous les dossiers contractuels et contendeux générés par l'activité internationale de la branche.

Titulaire d'un troisième cycle en droit, complété idealement par un diplôme d'école de commerce ou de gestion, le candidat maîtrise parlaitement la langue anglaise.

Il aura acquis une expérience de 10 années minimum en grande entreprise ou en cabinet d'affaires internationales.

Veuillez adresser votre dossier en toute confidentialité (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération) sous la référence LM 931.103 à Intuitu Personæ, 97 avenue de La Bourdonnais.

Important Cabinet d'avocats internationaux recherche un excellent

ayant au moins cinq ans d'expérience. de préférence en Cabinet.

Le candidat devra :

- · être très bon juriste.
- · être parfaitement bilingue anglais,
- être habitué à consulter verbalement et par écrit dans les deux langues,
- posséder un esprit de synthèse et de créativité.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous reférence 2709 à Austin Knight -129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.



75007 Paris.



torn to don't

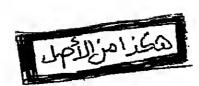
"s de cendide

indone 3.

. the des ch

director 1993 au d

INFOR



PERSONCHERES - Pois - THEF

ESPONSABLE

- 375<u>5</u>

OMPTABLE

EVISES

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

EUROPEAN SOFTWARE INSTITUTE

SOFTWARE ENGINEERING / PROCESS MANAGERS

L'Institut Européen du Software (ESI) s'est récemment établi à Bilbeo (Eepegne). Constitué par 14 Compegnies Européennes leaders et avec l'appui de la Commission Européenne et le Gouvememment Local, l'ESI a comme objectif d'aider leurs membres à améliorer leur compétitivité convertiseant le développement du Software en un processue industrialisé.

L'ESI e'organisera autour de deux "lignes de produit": l'une pour le processus du Software (ex. utilisant le modèle SEI) et l'autre pour sa mise en application. Les deux Process Managers dépendront de la Direction Générale et auront la responsabilité totale de leur ligne (technique, économique, commerciale et du personnel).

Les candidats devront présenter le profil suivant:

· Etre actuellement Cadre Supérieur d'Ingénierie du Soft-

- 10 années minimum d'expérience dans le dévéloppement du Software pour de larges applications commerciales
- Capacité pour la communication et le Management. Aptitude pour le recherche de nouvelles méthodes et l'écoute des utilisateurs.

L'Anglais eera le langue de travail.

il est prévu une rémunération élevée pour un premier contrat de 3 ans. Le salaire brut prévu est de 80K ECU à

Les personnes intéressées devront envoyer un C.V., photo récente et téléphone de contact à HUMAN, Larreátegui, 37 - 1.º 48009 BILBAO ESPAGNE Ref.: B130992

SIBPGR INTERNATIONAL BOARD FOR PLANT GENETIC RESOURCES

IBPOR is a non-profit institution supported by the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIARI, based in Rome, Italy and with staff in several other countries. IBPOR is currently attached to the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), but is soon to become a fully independent CGIAR centre, the International Plant Genetic Resources Institute (IPGRI). The following scientific position is currently available:

Coordinator for the European Cooperative Programme for Crop Genetic Resources Networks (ECP/GR)

Background: the ECP/GR is a collaborative project between 30 European countries for the better conservation and use of crop genetic resources. The Programme has been operating since 1980, its activities being carried out through working groups composed of scientists from the member countries. IBPGR provides day-to-day administration for the Programme and wishes to appoint a Coordinator for Phase V of the ECP/GR, which is planned to last 5 years.

Responsibilities: Working ander the supervision of the IBPGR Group Leader for spe, the Coordinator will: maintain close contacts with and provide technical support to national plant genetic

- maintain close contacts with and provide technical support to national plant genetic resources programmes in Europe organize working group meetings support working groups and interact closely with them between meetings to ensure that the planned activities are kept to schedule gather and distribute information assist in formulating proposals for joint activities and in identifying partners search for donors to support particular elements of workplans, especially for

- contribute to raising public awareness of the importance of plant genetic resources
- conservames

 Ink with themselc groups of IBPGR and with other regions

 prepare necessary technical and financial reports

 Requirements: University degree in biological or agricultural science. Good understanding of general principles of plant genetic resources conservation and use.

 Experience in network coordination desirable. Fluency in English and French, Knowledge

Experience in network coordination occurance.

of other European languages at advantage.

Benefits: Internationally competitive package, including pension; health insurance; children's education; cost of living, housing allowances; home leave.

Applications/enquiries : pucations/enquiries:
Dr. Masaru Iwanaga, Denary Director - Programme
IBPGR, Vis delle Sene Chiese 142, 00145 Rome, Italy
Telephone switchboard; (39-6) 518921, direct line (39-6) 51892-200;
Email IBPGR@CGNET, COM; Fax: (39-6) 5750309.

Closing date for applications: 15 January, 1994 IPGRI is an Equal Opportunity Employer and strives for staff diversity in gender and nationality.

Le ministère des Affaires étrangères du Royaume de l'Arabie saoudite RECHERCHE

pour l'Institut des Etudes diplomatiques à Rivad un enseignant de la langue française.

- Niveau d'études : licence ou maîtrise ;
- expérience : huit ans minimum d'enseignement de la langue française;
- activité au sein de l'institut : enseignement de la langue française et participation quotidienne à l'élaboration et la modernisation des methodes pédagogiques;
- durée du contrat : un an renouvelable ;
- salaire mensuel : entre 11 000 et 15 000 FF, plus une indemnité mensuelle de transport de 500 FF;
- congés payés : 60 jours par an ;
- logement assuré ;
- le postulant peut être accompagné de son épouse et de ses enfants âgés de moins de 18 ans ;
- des billets d'avion seront accordés (2 billets A/R pour 4 personnes maximum), lors de l'embauche et du départ définitif et lors des congés annuels ;
- adresser CV détaillé + justificatifs + photo à :

AMBASSADE DU ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE (Recrutement)

5, avenue Hoche – 75008 PARIS

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

met au concours un poste de professeur ordinaire de philologie romane.

Il s'agit d'un poste à charge complète comprenant 6 heures hebdomadaires de cours et de séminaires; direction de recherches. Titre exigé et conditions : doctorat ès lettres ou titre jugé équivalent, dossier de publications dans le domaine concerné.

Entrée en fonctions: 1 octobre 1994 ou date à convenir. Les dossiers de candidatures doivent être adressés avant le 4 février 1993 au décanat de la Faculté des lettres, rue de Candolle 3, 1211 Genève 4 (Suisse) où peuvent être obtenus des renseignements complémentaires

sur le cahier des charges et les conditions.



Universitat Zürich

Philosophische Fakultat II

Applications are invited for two positions as

Professor of Mathematics

at the University of Zürich, one in Analysis and one in Numerical Analysis. Applicants are expected to be active in research and to be willing to participate in teaching at all levels.

Applications, including CV and list of publications, should be sent to Professor G. Rasche, Dekan der Philosophischen Fakultat II, Universität Zürich-Irchel, Winterthurerstrasse 190, CH-8057 Zürich, to arrive before 15th February 1994.

> Société de services et conseil aux PME-PMI marocaines recrute un INGÉNIEUR TEXTILE Expérience : 5 ans dans uoe unité de production maîtrisant l'animatioo d'équipe, fortes capacités relationoelles.

> Mission: cooduire des diagnostics et intervections euprès des diri-

Le Monde publicité

15/17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15

Langues: français/arabe courants, allemand ou italien.

Disponible immédiatement, poste basé à Casablanca.

Envoyer lettre manuscrite et CV sous réf. 8708

geants de PME.

Formation assurée en Allemagne et Italie.





Nous sommes le 1er Producteur Exportateur Européen de Volailles, 6 500 salariés, CA de 6,8 milliards de francs. Nous sommes présents industriallement (48 établissements) et commercialement, par tous les réseaux de distribution, dans toute l'Europe. Notre présence en Allemegna est encienne et importante. Nous y disposons de plusiaurs usines et d'una très bonna implantation commerciale, réelisant 450 millions da DM. L'ensembla des sarvices centraux est concentré à Cologne. Nous recherchons un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

ALLEMAGNE

Da formetion supérieure, vous possédaz déjà une expérience minimum de 4 à 5 années. Vous serez chargé de la gestion du site, de son orgenisation, de son évolution et da la conduite des nouveaux projets. Vous connaissez le metériel Hewlett-Peckard et meîtrisez le langege LAG-Speedwera. Bien évidemmant, vous perlez couremment

Nous voue essurerons une formation de 3 à 5 mois, au Siège du Groups, an France (Bretagne). Votre poste sere ensuite basé à COLOGNE et comportere quelquee déplacements sur l'Allamagne.

Envoyez lettre + CV + photo sous référence 93-19 à : **GROUPE DOUX** - Service du Personnel

BP 22 - 29150 CHATEAULIN.



RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX Te Monde

1er quotidien français à l'étranger

CLAIRE TREAM par la CDU de Steffen Hertmann

A COLOR

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

Il nous manque encore une énergie, la vôtre !

Leader mondial de l'énergie autonome (4 milliards de FF, 6500 personnes, 26 pays), nous recherchons pour notre Division Systèmes de Sécurité un

RESPONSABLE MARKETING 280/320 KF

Vous serez responsable d'une équipe de cinq personnes et

 L'élaboration et la mise en œuvre de la politique produits en liaison avec le centre industriel, La gestion de la politique commerciale France,
 L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie communication de la division avec la responsabilité directe

 L'animation et la gestion de la prescription institutionnellé. De formation supérieure, vous avez 30/35 ans et possédez-une expérience confirmée de l'organisation et du développement du Marketing. La maîtrise de l'Anglais est

Venez rejoindre une équipe qui gagne !



Merci d'adresser votre CV et lettre sous la rêf. E 10.43 Saft - Service Gestion des Carrières 156, ovenue de Metz - 93230 ROMAINVILLE



Société de Haute Technologie, spécialisée dans la Micro Mécanique de Précision

Rattaché à la Direction Commerciale et Marketing, vous aurez

L'élaboration des plans Marketing et des stratégies produits au

 La mise en place des systèmes d'informations. L'animation d'une équipe et l'organisation de la promotion prodults auprès de nos iorces de vente européenne.

Agé de 30/35 ans environ, vous avez une formation ingénieur,

complétée d'une expérience marketing de plusieurs années. Vous avez le sens de la recherche et de la communication, une bonne capacité d'organisation d'analyse et de rigueur. Anglais

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence RM à la Direction du Personnel de MICRO CONTROLE P.A. St-Guénauli - 3 bis, rue Jean Mermoz - 91006 EVRY Cedex.

Nous pourrions vous dire : "800 personnes, un CA sur 16 mois de 2 milliards, une implantacion internationale, le secteur passionnum de la production d'évènements d'informations professionnelles". Nous préférons vous parler de nos salons toujours plus nombreux et diversifiés. Dans le cadre d'une création de poste, nous recherchans notre :

Blenheim Industries

(Midest, Europlast, Componic-Pronic) et des produits annexes. A partir de la stratégie et de la politique commerciale définie par le Dorecteu Général, vous conceves et metres en oeuvre le plan d'action commercial en

éroite collaboration avec le Directeur Marketing . Votre force de frappe : une équipe de 8 personnes. Vous menes personnellement les relations avec les de compres et garantissez pat ailleurs le développement, le suivi et la idélisation de nos clients. A 35 uns environ, yous alliez les indispensables qualités qu'exige une fonction de management dans un secteur industriel ; formation supérieure et expérience commerciale cont sur le terrain qu'à travers l'animation d'une équipe(5 ans au

moins). En un mot, vous allier la méthode au charisme! Ce poste basé à Levallots-Petrer est un véritable tremplir envoyez votre dossler de candidature sons réf. E/4253/A so Cabinet Henri Philippe

2 bis rue Micheles

BLENHEIM

JURISTE SOCIAL

Protesseurs aîtres de conference

Fonctionna

Europe The

avec CV et photo à

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE D'ILE-DE-FRANCE

RECRUTE

Dans différents domaines : assurances, information juridique, gestion de personnel, concours

FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX D'ÉTAT OU HOSPITALIERS DE CATÉGORIE A

Adresser candidatures, CV à :

Monsieur le Président du Centre interdépartemental de gestion 3, rue de Romainville 75940 PARIS Cedex 19

Renseignements: (16-1) 40-03-81-07.

Etablissement Public Parisien

letégré au soia du la Direction des Ressources Humeines, ce jurista de valour essure un rôle de conseil interne couprès du service et prend en charge les missions spécifiques suivantes : - les relations du travail at les

aégocialloss as aivens de - le suivi des accords signès et les

valations avac les membres des institutions raprésentatives du

l'assistance aeprès des chefs d'établissement de malière d'application du droit du travail,

- l'asimation à terma d'une équipe de relations sociales.

La réassite dons ces fonctions implique : - une formation du type maîtrise de droit complétée par une spécialisation en droit social, - plusieurs ounées d'expérience dons la

fanctioa "persunael" avec ane ante relations sociales. Vos quotités parsonniles du négacialear el d'aoimateur, el ace farte seesibilité au secteur celturel

servat des citoris Importants.

Cabinet Européen de Conseil

Merci d'adresser votre cuadidatara manuscrite

AKTES Recretement, 89 me de Terbigo,

75003 Paris, sous la référence 93/42.

limoges haute-vienne développement

recrute son

Délégué Général

Association de Promotion Economique. Limages Haute-Vienne Developpement est mandatée par le Conseit General de la Haute-Vienne la Ville de Limages et la Chambre de Commerce et d'Industrie pour favoriser l'implantation. Le tension la reprise d'entreprises à Limages et dans le departement ainsi que d'our conduire des actions de crospéction. Son activité en France et à l'étranger lui permet de cerer aujourd nui au sain d'une equipe de 3 persunnes un porteteulle de projets à suivre et developper.

Au poste de Délégué Général, vous travailleres en travant avec les organismes publics et prives locaux de développement et de reconver-

son matismolie

Age de 35 à 40 ans environ diplôme de l'enseignement superieur matinsant partaitement l'anglais ainsi qu'une autre langue étrangère vous savez aritmer des equices et disposez d'une forte expérience dans le secteur de l'entreprise ou du developement économique. Voirs conjuguez à une connaissance approlandre de l'entreprise du monde des attaires et des institutions de solices qualités relationnelles ainsi qu'une capacité de regionalien de haut niveau.

• Voire poste sera base à Limoges, Capitale regionale, cœur économique, financier et universitaire du Centre-Quest de la France.

limages haute-verne développement

Merci d'adresser, avani le 10 janvier 1394 votre dossier de candidature (demande manuscrile CV, pholo prétentions) a Monsieur le President de Limoges Haute-Vienne Developpement 19, boulevard Victor-Hugo 87000 LIMOGES (55 79 27 00)

une collectivité dynamique - plus d'un million d'habitants

RECHERCHE SON DIRECTEUR DES INTERVENTIONS CULTURELLES. **ASSOCIATIVES ET SPORTIVES**

La Direction des Interventions Culturelles, Associatives et Sportives s pour mission de soutenir, conforter et promouvoir l'ensemble des actions que mêment les partenaires publics et privés dans les secteurs de la culture, du sport et de la jeunesse. Elle gère également de grandes installations sportives et des équipements culturals.

Placé sous l'autorité d'un Directeur Général Adjoint, vous participez à la définition, à la mise en œuvre et au contrôle des politiques départementales en matière culturelle, sportive et associative. Vous dirigez, animez et coordonnez l'activité des services de la Direction, pour laquelle vous disposaz d'un budget d'environ 189 MF et encadraz 122 agents.

Administrateur titulaire de la fonction publique (Etat, Fonc-tion publique territoriale, Ville de Paris) ou membre d'un corps de même niveau de recrutement, vous avez une expérience indis-pensable de Direction dans laquelle vous avez démontré vos quali-tés d'adaptation et d'organisation et un sens aigu des relations

POSTE A POURVOIR AU 1- JANVIER 1994

Candidature manuscrite, accompagnée d'un curriculum vitae et d'une photo d'identité à :

Monsieur le Président du Conseil Général
Division des Ressources Humaines et des Relations Sociales
Hôtel du Département – Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX



RECHERCHE

ADJOINT AU DIRECTEUR **DES RESSOURCES** HUMAINES

esponsable de l'administration du personnel, vous aurez pour mission :

- d'encadrer et de coordonner l'action de l'équipe chargée de la gestion des carrières et de la paie - d'analyser et d'appliquer la réglementation...

Vous traiterez également les aspects juridiques de la fonction "personnel" et notamment ; - le suivi de la réglementation - la gestion de la procédure disciplinaire



- le suivi des dossiers contentieux...

public, vous possédez Impérativement une expérience confirmée de la fonction "personnel" en collectivité territoriale. Vous avez des qualités relationnelles et une expérience d'encadrement d'équipe. Vous savez apporter une aide à la

litulaire d'une maîtrise de droit

va ima tentuatrios

SECTEURS DE POINTE

Borland

The upsizing company

Borland, l'un des trois plus grands éditeurs mondiaux de logiciels PC, poursuit son développement sur les marchés du Client/Serveur et des groupes de Travail. Pour nous accompagner dans cene évolution, nous recherchons un profil à forte valeur sjoutée pour un poste de :

Responsable **Marketing Client Serveur**

Voue mission : concevoir la stratégie de conquête du marché des architectures ouvertes et déterminer la meilleure approche auprès des grandes entreprises et des sociétés de service.

Vous-êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole de Commerce ou d'ingénieurs (HEC, ESSEC, Centrale, etc.), vous avez an moins cinq ans d'expérience dans le domaine des architectures client/serveur en tant que chef de produit, consultant ou ingénieur commercial dans une SSIL chez un éditeur de logiciels ou chez un constructeur. Vous pariez anglais couramment

Nous vous offrons de participer à l'évolution d'une structure souple et évolutive (70 personnes). Poste basé au siège parisien.

Merci d'adresser sous la référence BCS une leure de motivation, un CV et vos prétentions à notre conseil Agnès Chauvin : TEMPS denac 6, rue de St Petersbourg, 75008 PARIS.

Le monde est un village

Ingénierie à l'export

Notre métier : concevoir et réaliser les équipements des grands de la métallurgie mondiale. Sur des

process rapides, dans un contexte exigeant, nous allons chercher 95 % de notre CA à

l'étranger. Rejoigneznous pour vivre plainement votre métier d'ingénieur,

Ingénieurs automaticiens Cergy-Pontoise

An sein de notre Direction de l'ingémerie, vous traitez nos projets dans leur intégralité, de la conception à la réalisation : pilotage des études, suivi des sous-traitants, relations avec les partenaires et fournisseurs. Vous intervenez vous-même sur site lors de la mise en service

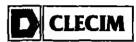
Ingénieurs diplômés à orientation Automatisme (Ecoles Centrales, ESE, INPG. ENSEEHT, ...). vous avez une première expérience de l'électrotechnique et des courants forts ou des lignes automatisées de production dans un environnement à haut niveau de qualité. Vous voulez évoluer vers le contrôle comm

temps réels.

Mobile ? Vous parlez couramment l'anglais et souhaitez aller "sur le terrain" ne ce soit en France ou à l'étranger. Evolution ? Nous vous offrons un poste très opérationnel où vous élargirez vos

compétences techniques et affirmerez vos capacités à encadrer. Pour nous rejoindre, un seul numéro :

A (1)42 27 40 27 Merci d'appeler du hındi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h.



La performance tout naturellement

Ĥ



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Professeurs

Maîtres de conférences -

Fonctionnaires de catégorie 🗛

27 000 collaborateurs, en France, se mobilisent avec rigueur et

passion pour créer et diffuser un savoir essentiel à la société. Le CNRS peut vous accueillir en détachement pendant l'année

universitaire 1994/1995 sur un poste de chercheur. dans l'une des disciplines suiventes : physique, mathématiques, sciences pour l'ingénieur, chimie, sciences de l'univers, sciences de la vie et sciences de l'homme et de la société.

Les dossiers de candidature sont à retirer dans les délégations régionales. Ils peuvent être déposés jusqu'au 7 janvier 1994. Des informations complémentaires sont accessibles sur minitel au 3614 CNRS

CHARLES MINICIPA

Santa Carrier State For

JURISTE SOCH

AUJOURD'HUI RESPONSABLE POUR DEMAIN



ANDRA Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Ingénieurs ou Universitaires

Génie Atomique - Physique Nucléaire - Sciences de la Terre Département "Environnement-Sécurité-Qualité"

Interface entre les industriels et les instances ministérielles, ce Département gère et assure la sécurité des sites de stockage de déchets radio-actifs ainsi que la protection à long terme de l'environnement et des hommes.

Ingénieur Sûreté

Modélisation Environnement

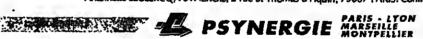
Dans le cadre de votre mission, vous élaborez les documents de synthèse de connaissances et d'expériences, analysez, interprétez des de súreté, participez à la conception de supports d'information et d'échanges. Vous êtes directement impliqué dans l'action permettant la pérennité de la surveillance de l'environnement.

Chargé d'Affaires

Interlocuteur des autorités de contrôle, vous élaborez et justifiez les documents de sûreté et les exigences de Qualités requises. Vous données de mesures relatives à l'environnement, réalisez les dossiers participez à la définition et au suivi des études liées à la démonstration de sûreté et vous avez à mettre en place le système Assurance de la Qualité de votre unité.

Vous avez au moins 35 ans, une formation scientifique supérieure el pratiquez l'anglais. Une expérience de 5 à 8 ans acquise en industrie nucléaire vous a sensibilisé au problème de sûreté et de protection de l'environnement et vous a permis d'appliquer vos connaissances en géochimie, hydrogéologie, sciences de la terre, génie atomique, physique nucléaire.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite en indiquant la référence du poste choisi à notre Conseil : Antoinette LECLERCQ, PSYNERGIE, 2 rue St Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.





PPG Glass Group Europe ·

CA: 3.8 militards de francs, 3 100 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie. 15 filiales en Europe. Nous sommes rattachés à un smuoe international, 35 000 personnes, leader mondial dans les domaines du

RESPONSABLE DU SERVICE AUTOMATISME

Ce poste à créer au sein de l'Unité float Glass s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre d'un nouveau système de conduite centralisée. Il s'agit d'en réaliser le popement et la maintenance en relatiou étroite avec la production. te s'adresse à un ingénieur motivé par l'innovation technique, syant acquis une solide expérience (minimum 5 ars) en automatisme et SCC. Il aura fait la suve de ses qualités de manager afin de pouvoir encadrer une équipe de cadres et de techniciers de haut niveau.

RESPONSABLE DU SERVICE CAO

Afin de répondre au mieux aux besoins des constructeurs automobiles, il sera chargé de promouvoir et de développer l'utilisation de la CAO et d'assurer avec l'aide d'une petite équipe : « la réalisation d'études de nouveaux produits en tenant compte des exigences de qualité et de coors » la définition des outilisges de production » la mise en place de développements spécifiques dans le cadre d'études de faisabilité en relation avec les services commerciaux et les clients. Ce poste implique une première expérience en CAO, un intérét certain pour ce domaine allé à des qualités de rigueur, de custosité et d'ouverture d'esprit, permettant au candidat de travailler en relation avec les clients et les différents sites européens concernés (production, écudes, qualité, ventes).

RESPONSABLE MAINTENANCE TRAVAUX NEUFS

ere automobile en développement et fortement automatisée (260 personnes). Il aura pour mission : « (l'assure la maintenance en termes de qualité, de coûts et de sécurité ainsi que de gérer une équipe de techniciens et d'en de mise en place de la GMAO » d'étudier, planifier les investissements et d'en assurer la réalisation. Si une expérience réussie d'environ 5 ans dans le domaine de la maintenance jointe à de solides competences en automatisme

est par affletus indispensable que le candidat possède des qualités certaines d'opérationnel : organisateur, leader et gestionnaire. Après avoir fait la preuve de son charisme et de ses capacités à optimiser le fonctionnement de son service. Il pourra dans un deuxième temps élargir ses fonctions à la production.

Ref. 50 A 2621 3M

Poste à Aniche (producité de Doual).

Ces trois postes impliquent la connaissance de l'angiais et ouvrent de réelles possibilités d'évolution de carrière à un niveau européen.

71, me d'Auteul

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER, 1200 personnes en FRANCE et OUTRE-MER, leader européen de la recherche scientifique et technologique dans le domaine de la mer. Nous recrutons pour notre centre de TOULON un INGENIEUR D'ETUDE EN ROBOTIQUE SOUS-MARINE spécialiste de navigation intégrée.

De formation Ingénieur (Sup Aéro, Sup

Elec, INSA, ENSTA....), vous justifiez d'une

expérience en navigation, vous avez des connaissances en Architecture temps réel. Langage C, C++, UNIX et filtrage optiwol. Au sein du laboratoire de Robotique, vous serez chargé de participer à des projets sous la responsabilité des chefs de laboratoire ou

Votre mission s'effectuera: dans le cadre du développement des engins et systèmes sous-marins robotisés ; ceci en relation avec les organismes de recherche publics ou privés, et les industriels de ce domaine.

 dans le cadre des systèmes intégrés dans le domaine de la robotique sous-marine et particulièrement pour la navigation des engins sous-marins ou de surface.

Créatif, vous almez la Recherche el Développement et le travail en équipe. Merci d'adresser lettre et CV sous référence ING RSM 1512 à IFREMER *

Mme St (OURS - BP 330 - 83507 LA SEYNE

Ecrire en précisant

la référence

priori à l'emporte-pièce sur

tique se resume en une prese

Bert-Olof Svanholm remplace Pehr Gyllenhammar comme président de Volvo

Un ingénieur efficace et discret

Un nouveau conseil d'edministration de Volvo sera proposé aux ectionnaires le 19 janvier. Composé de sept membres, dont Louis Schweitzer, le PDG de Renault, il sera précide par Bert-Olof Svanholm. Lennart Jeansson, PDG de Volvo Car, e siégė mardi 21 décembre avec Soren Gyll eu conseil d'adminietration de Renault. Ces présences croisées semblent prouver que les deux parties cherchent l'apaisement.

STOCKHOLM

correspondence

Bert-Olof Svanholm, cinquantehuit ans, se tient encore dans une ombre relative dans le paysage industriel suédois. Il est, bien sûr, président de la partie suédoise d'ASEA Brown Boveri AB (ABB), ' ABB économise enviroo 3 milliards mais il n'est pas très connu, com-paré à Pehr G. Gyllenhammar, son prédécesseur à la présidence de Volvo. M. Svanholm tient sans aucun doute à être jugé sur ses actes. Il n'est pas aussi flamboyant que Gyllenhammar. C'est une persoone calme, terrienne, avec uo passé d'ingéoieur. Il aime dire qu'aun bon dirigeant a l'esprit froid, le cœur choud et les moins

Avec le PDG d'ABB, Percy Barnevik, il a mis en route, il y a trois ans, le «projet T-50», un pro-gramme-pilote suédois destiné à réduire de moitié les temps d'exécutioo de toutes les tâches d'une entreprise, de l'administration à la recherche-développement. Aujourd'hui le but est atteint. La productivité est beaucoup plus forte, et

de couronnes suédoises, seloo un institut spécialisé américain.

La question est de savoir si Bert-Olof Svanholm est capable d'insuffler à Volvo un peu de cet esprit et de cette organisation. Son principal souci - le secret de son succès chez ABB - est inscrit dans la question : « Quel est notre but?» Et dans la réponse : « Un client heureux » Pas dans uo profit accru pour les actionnaires. Avec cet objectif, il a réussi à changer les comportements à tous les niveaux de responsabilités des salariés d'ABB. Désormais - comme président de Volvo - îl doit penser davantage aux actionnaires, et cela il l'a compris.

«Je vais être un président traditionnel. Mais pendant les six mois qui viennent, je vais partager mon lemps à peu près à égalité entre ABB et Volvo. w. dit M. Svanholm. Sur les projets à long terme avec Renault et sur la fusion récemment brisée, il conserve un profil bas. Très bas. « Je n'en sais vroiment pas assez sur lo coopération entre Renault et Volvo », dit-il.

Le nouveau rôle de Bert Olof Svanholm comporte une sorte de provocation. ABB, eotre autres, produit des trains et Volvo des voitures. Par quel moyen conseillezvous aux gens de se rendre de la ville où ils habitent jusqu'à Stockbolm? Cette question a été posée au oouveau président de Volvo, iors d'une conférence de presse lundi après-midi. «Je ne peux pas vous dire, a répondu Svanholm evec un sourire. Mois si vous allez en voiture, vous devez roule en Volvo. »

TORBJÖRN PETERSSON

Un entretien avec le PDG de l'entreprise suédoise

Sören Gyll: «Nous n'allons pas gâcher du jour au lendemain trois ans de coopération avec Renault»

De pessege à Peris merdi 21 décembre, pour essister au conseil d'administration de Renault, Sören Gyll, PDG de Volvo, explique en exclusivité au «Monde» pourquol il a décidé le 3 décembre de recommender à son conseil d'administration d'ebendonner le projet de fusion avec Renault.

Une décision prise sous la pression des actionnaires et la montée de l'apposition à l'intérieur de l'entreprise. Il affirme être resté luimême favorable au projet jusqu'au bout, bien qu'il n'eit appris qu'un mois après l'annonce officielle de la fusion l'existence d'une lettre précisant la possibilité pour l'Etat frencais d'empécheir Volvo de déterir directement plus de 20 % du capital de le société qui serait née de cette fusion. Il souheite meintenir la coopération evec le constructeur français.

₹ Voue essistez aujourd'hui eu conseil d'administration de Renault, le premier eprès le rejet de la fusion. Quelle va être votre attitude?

- Nous allons examiner chaque projet individuellement et voir commeot nous allons pouvoir continues à travailler en commun. Nous avons investi beaucoup ensemble. L'alliance ne peut être gâchée du jour au lende-main. Le fait d'avoir coopéré pendant trois ans implique que nous devons pouvoir continuer en confiance.

- Mais vous êtes pourtant le responsable de l'échec de la funion avec Renault. Vous avez participé eux négociations puis voue avez changé d'avis?

- Non. je n'ai pas changé d'avis. Je regrette que oous ayons du décider de retirer le projet de fusion. Mais j'ai estime que ee projet ne pouvait pas aboutir. Conformément à la loi suédoise, je devais en informer le conseil d'administration de Volvo. Ce que j'ai fait. Et e'est le eonseil d'administration qui a d'abord approuvé la fusion, puis qui a

décidé de retirer le projet. Ce ne l'action spécifique. Mais quand envisage de fusionner. J'ai été sont pas les dirigeants qui oot ils sont rentrés en Suède, ils sorpris. J'en ai discuté et j'ai sont pas les dirigeants qui oot pris cette décision.

- Pourquoi pensiez-vous que ce projet ne pouvait pas abou-

Parce que si l'assemblée générale des actionnaires avait eu lieu le 7 décembre comme prévu, nous o'aurions pas eu une majo-rité oette des actionnaires en faveur de la fusion. 51 % de voix favorables o'aurait pas été suffisant. Car certains actionnaires oous menaçaieot d'un procès, estimant que ce type de décision ne pouvait se prendre à la majorité simple mais à la majorité qualifiée. Si oous avioos oéanmoios commencé de mettre en place la fusion et si nous avions perdu ce procès, nous aurions pu être jugés responsables personnellemeot des dommages causés à l'eotreprise. En outre, j'ai réalisé quatre ou cioq fusions dans ma vie: je sais que cela est très difficile, Sans un personnel motivé, la compagnie aurait pu exploser.

Les risques

- Après leur visite à Paria, laur rancontre avec la ministre de l'industrie, Gérard Longuet, et le PDG de Reneult, Louis Schweitzer, les principeux ectionnaires de Volvo eemblaient convaincus du bienfait de la fusion avec Renault. Que e'est-il pessé ensuite pour qu'ile changent d'avis. On dit que vous en êtes la cause, que vous êtes en particulier allé chasser avec le président de la compagnie d'assurances Skandie pendant le premier week-

- C'est faux. Il oe chasse pas et je ne l'ai pas vu durant ce weekend. Les actionnaires étaient effectivement satisfaits de leur visite à Paris, le 24 novembre, de l'excellente lettre de M. Balladur à notre premier ministre, Carl Bildt, confirmant la privatisation de Renault, des clarifications de

da «non»

end de décembre et que vous l'evez convaincu de voter non?

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

OUVERTURE

CONRAN: un magasin à Tokyo à la ml-1994. - Après Londres en 1975, Paris en 1992, le troisième magasin Conrao Shop ouvrira ses portes à Tokyo en 1994. Un accord de partenariat entre The Conran Shop Holding et Living Design Center Co (filiale du groupe industriel Tokyo Gas) vient en effet d'être signé. Il prévoit l'ouverture « du premier magasin japonais» mi-1994 à Shinjuku, le quartier d'affaires de la capitale nipporte, indique le groupe dans un communiqué publié à Paris. D'une surface de 1 300 mètres carrés environ, répartis sur deux niveaux, le magasin sera «l'èlèment moteur» d'un complexe, Ozone Center, compreet galeries entièrement dédiées à les deux tiers des droits de vote.

l'amélioration de l'babitat et la décoration intérieure.

CAPITAL

BUT : les Venturini renoncent à leur droit de préemption. - La familie Venturini, qui détient 51 % du capital du distributeur d'électroménager But, a confirmé luodi 20 décembre qu'elle renonçait «oprès réflexion» à exercer son droit de préemption sur les titres (30 % du capital) que Carrefour vient de mettre en vente. Carrefour avait annoncé, le 2 décembre, sa décision de cèder pour 536,4 millions sa participation. Cette part a été acquise par la banque britannique Kleinwort Beosoo, qui agit comme simple iotermédiaire et doit reclasser les titres. La famille Venturini continuera de contrôler nant salles d'expositions, boutiques soo groupe, avec 51 % du capital et

o'ont pas réussi à coovaincre leur propre conseil d'administration. - N'evez-vous pas fomenta

une sorte de coup d'Etat en convoquent chez vous mardi 30 novembre dene le coirée les principeux dirigeents de

- Noo. Quand j'ai réalisé ce mardi que la majorité serait très difficile à obtenir, je n'ai pas pu eo parier à Pehr Gyllenhammar [NDLR. – Alors président du cooseil d'administration), car il était aux Etats-Unis. Mais le vice-président du Cooseil, Bo Rydin, m'a appelé et demandé de coovoquer uoe réunion excentionnelle du conseil d'administration. J'ai appelé les présidents de Volvo Car et de Volvo Truck einsi que trois membres du conseil de direction et leur ai demandé de venir chez moi pour discuter de la situation. Après quelques heures, il a semblé évident à tous que dans la mesure où oo risquait d'obteoir un « non » des actionnaires et que l'opposition croissait à l'intérieur

même de la compagnie, il valait mieux oe pas aller à l'assemblée générale des actionnaires. » Le lendemaio, j'ai rencootré M. Gyllenhammar, de retour des

Etats-Unis; je lui ai parlé de ootre réunion, et du fait que oous pensions que ce n'était pas un projet viable, vu la situation actuelle. Certaios dirigeants m'ont aussi écrit une lettre expliquant pourquoi ils pensaient que la fusion ne pouvait être un suc-cès, et me demandant de retirer

- Pourquoi n'avez-vous pas laissé les actionnaires s'exprimer en assemblée générale?

- Parce que s'ils avaient voté oon, cela aurait été un désastre. La direction aurait certainement dû démissionner. Le conseil d'administration aussi.

- Si vous étiez vous-même convaincu du bien-fondé de la fuelon, pourquoi n'avez-vous paa réussi à convaincre vos actionnaires ?

- C'est uoe question difficile pour lequelle je o'ai pas de réponse.

- Pourquoi n'ont-ils pae été mleux informée? ils n'ont eppris que tardivement l'existence de l'action spécifique.

- Le publie a appris l'existence de l'actioo spécifique par un communiqué de presse le 6 septembre. Mais les précisions sur son utilisation et le montant des seuils oot été connues le 12 octobre. Je n'ai moi-même appris que le 6 octobre l'existence d'une lettre précisant que l'action spécifique pouvait être utilisée à l'encontre de Volvo.

» Cette lettre était dans le dossier. Mais je n'étais pas au cou-rant. J'avais entendu Louis Schweitzer parler de l'action spéeifique au mois d'août, à plusieurs reprises. Mais je peosais qu'elle était destinée aux autres actionnaires, pas à Volvo, car je ne pouvais pas croire que l'on puisse restreindre la participation de l'entreprise avec laquelle on

pensé que nous devrions pouvoir trouver un aménagement avec le gouvernement français. Ce qui fut le cas.

~ Voue evez perticipé eux négociations, mais n'avez pas été mis eu courant des modelitás de l'action spécifique? Pehr Gyllenhemmer était donc la seul è être au courant?

[Un long silence.] Je oc répondrai pas à cette question. Ce que je peux dire, c'est que les dirigeants, doot moi-même, o'étaient pas au courant.

> Des ventes d'actifs

On dit qua vous n'étiaz pae en bons tarmée avec M. Gvilenhammar, et que vous auriez mêma pu fomenter ce coup d'Etat pour voue débar-rasser de lui?

- Noo. Je vous redis que je n'ai pas changé d'avis. Je suis entré chez Volvo, il y a dix-buit mois, parce que Pehr Gyllenham-mar y était. Fovais un très bon poste à la tête de Procordia. Je suis venu ebez Volvo car j'appréciais M. Gyllenhammar. On avait déjà beaucoup travaillé ensemble. Je ne savais pas que M. Gyllenhammar allait démissionner à la suite de la réunion du cooseil d'admioistration qui a décidé d'abandonner la fissioo. Alors que j'aurais moi-même pu être

- Que pensez-vous de votre éventuel futur président du conseil d'edministration, Bert-Olof Svanholm?

- Il est très apprécié en Suède et a une expérience internationale. C'est d'ailleurs le cas de la plupart des membres proposés pour le conseil d'administration.

- Volvo doit 1 millard de francs à Renault dans le cadre de l'alliance nágociáa an 1990. En outre, vous allez davoir recapitaliser Volvo Car. Comment allez-vous trouvar

- Il est exact que nous devons I milliard de francs à Renault. Et je u'ai pas encore évalué le montant necessaire pour recapitaliser l'entreprise. Mais ce n'est pas une question à régler dans le court terme, car nous avons les liquididre certains actifs. Le oouveau conseil décidera lesquels,

- Aliez-vous rechercher un nouveau parteneire?

- Nous avons iovesti trois ans avec Renault. Nous n'allons pas gâcher tout cela du jour au lendemain. Nous n'avons pas d'autre alternative.

- Vous allez vandre certaines participations. Allazvous gerder les 20 % que Volvo détient dans Renault? - Quand je parlais de veote

d'actifs, je oe peosais pas à

celui-là!»

Propos recueillis per ANNIE KAHN

PARIS, 21 décembre 4 Effritement

D,21 % à l'ouverture, l'indich CAC 4U sin-chait une heure et demie plus tard une perte de 0,52 %. Peu après 12 haures, les valeurs françaises s'inscrivaient, en mayenns en beisse de 0,49 % à 2 212,51 points. A noter cependant que les cotations ont été suspenduse pendant près d'une demi-heure peu avant 11 haures en raison de problèmes techni-

Le merché bute donc sur le sommet atteint le 22 octobre à 2 231 points. Les prises de bénéfice se multiplient alors que des analyses commencent à trouver le merché cher. Si besucoup d'experts sont plutôt optimistes pour les semaines à verir, d'autres estiment le marché les perment évalué, citant comme exemple

Segem qui capitaliae 30 fois les bénéficos escomptés pour 1993. Or ce titre a encore progressé de 6 % le veille. Pour tent, selon un intervenent s'e CAC va certainement iranchir cone semaine son plus heut historique de 2 240, 15 et se subiliser autour de 2 250 à l'approche de la Equidation, vendradi». Et d'ajouter que ele niveau des 2 300 pourrait être atteint à la fin de l'année».

La faible progression des prix en novembre (+ 0,1 %) qui cache une baisse du prix des produits manufacturés peut favoriser également une relance de l'économie, estiment des opérateurs.

Le franc français restait très

Du côté des valeurs, permi les titres en heusse sensible on relevait, à la mi-jour-née, Bis (+ 4,6 %) at Poliet (+ 3,4 %).

analystes. IBM e perdu 1 1/2 à 50 1/4. Des difficultés techniques pourraient retarder le lancement sur le marché de deux nouveaux modèles d'ordinateur.

NEW-YORK, 20 décembre 1 Pause

Wall Street e merqué une pause lundi 20 décembre, sprès l'expiration en fin de semaine dernière de piueleure options lées aux indices boursiers (jourde semaine derniare de promisires pour-options lées aux indices constars gour-née des atroie sorcières ». L'indice Dow Jones des valeurs vedettes e ter-miné à 3 755,21 points, en heusse de 3,64 points, soit une légère avence de 0,1 %. Qualque 251 millions de titres ont été échengés. Les belases ont dépassé les heusese : 1 136 contre 977, stors que 609 actions sont restées in-handes.

inchangées.

Les investeseurs ont fait une pause, sprès avoir mis è jour leurs pontenuilles la semeins passée, ont indiqué des

la semains passee, on mulque one experts.
Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, e pro-gressé à 6,29 % comme 6,28 % ven-dredi soir.
Du côté des valeurs, Merck e gagné 1/4 à 33 7/6, aous l'effet d'informe-

pour la recherche d'un médicament cor tre le Side. Ford a pris 1/8 à 62 3/4, après un relèvement de sa note par des

VALENTS	Cours du 17 décembre	Cours du 20 décembre
Alcos	89 7/8	8/2 62
ATT	54 5/8	64 6/8
	44 3/8	44 3/4
Chase Menhattan Bank	34 1/4	34 1/2
Du Pont de Mespours	49 3/8	49 1/2
Factorian Kodak	55 1/4	55 3/4
Boon	84	63 3/4
Ford	82 6/8	62 3/4
Ford	101 1/8	104 1/4
General Motors	64 3/4	64 1/4
Goodyear	43 3/8	44
8U	59 3/4	58 1/4
MT	83 1/4	94 1/8
Mobil Cil	74 5/9	75 3/8
PENT	84 7/B	65 3/4
Schamberger	67 1/2	67 344
Tesuco	63 3/8	63 3/4
UAL Corp. mr-Allegia	143 3/B	143 3/B
Union Carbide	21.3/8	22 1/4
United Tech.	61.3/4	61 5/8
Westhohouse	14	13 7/8
Yearn Com	60 E46	60 Yeb

LONDRES, 20 décembre 1 Nouveau record leum e gegné 10 pence à 358 dans le ellage des geins enregietrés à Well Street vendred et après des commen-taires positifs de courtiers. HSBC Hol-dings a progressé de 20 pence à 893 dans le mouvement de le Bourse de

Les valeurs ont bettu des records Les valours ont battu des records pour la quetrième séance consécutive sund 20 décembre au Stock Exchange, soutenues par les espoirs d'une balsse prochaîne des taux d'intérêt britanniques. L'indice Footsie des cent grandes veleurs a clôturé en hausse de 27,8 points, à 3 384,9 points, soit une progression de 0,6 %. En cours de séance, l'indicenteur de référence s etteint un nouveau record absolu de 3 369 points, Cuelque 745 millions de titres ont été échangés contre 1,01 milliant vendradi. lard vendred).

L'annonce d'une progression moins forte que prévu des crédits ban de livree) n'e que momentenément freiné le hausse dans la matinée. Ou côté des valeurs, éritish Petro-

VALEURS	Cours de 17 décembre	Cours du 20 décembre
Allied Lyones	8,41	8,56 3,58
STR	3.56	3,64 5,07
Do Beers	18,75	15,90
G/2	7.07 8.06	7,06 5,03
Finders	17,50	7,53 17,59
Shell	75	7,79 7,16
	11,73	11,83

Japan, 1

بالجهودة برواء

4.6. 41

244 C 217

.

Ma Changen

11.054

- 66

24

** 4 H

. . #

张声献

1000

Actions

 $c_{u_{\ell_1, \gamma_{(\ell_1, \gamma)}}}$

TOKYO, 21 décembre 1 Légère baisse 3,59 % enregistrée la veille. Selon les

La Bourse de Tokyo a terminé en légère baisse, mardi 21 décembre, en l'isaue d'une séence sans véritable direction. L'indice Nikkei a pardu 88.61 points, à 17 315,34 points, soit 88,61 points, à 17 315,34 points, soit un repli de 0,51 %. L'indice TOPIX, à plus large base de caicul, a fini à 1 445,7 pointe, en belase de 1,52 point. La cotte e toutefois terminé au-dessus de ses plue bes grâce aux schats des fonds d'investissement en

fin d'sprès-midi. Le volume des transactions a été imité à 210 millions d'actions contre 270 millions lundi, car les investisseurs sont restés en retrait après le chure de

proche des fêtes de fin d'année.		
VALEURS	Cours do 20 décembre	Cours du 21 décembre
Alfrancos Bridgestone Cance Fuji Bank Hoode Mooze Manuaths Electic Manuaths Electic	1 220 1 280 1 470 1 890 1 490 1 490 1 514	1 280 1 280 1 490 1 900 1 480 1 480 639

BOURSES

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

CHANGES

Dollar : 5,8242 F 1 Mardi 21 décembre, le deutsche Pouverture du marché des changes parisien, cootre 3,4079 francs lundi soir (selon le cours indicatif de la Banque de France), tandis que le dollar faiblissait à 5,8242 francs contre 5,8445 francs

la veille en fin de journée (cours de la Banque de France). FRANCFORT 20 déc. 21 déc. Dollar (en DM)______ 1,7149 TOKYO 20 66c. 1,7094 21 déc. Dollar jen yess)_ 116,27 110,75

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) New-York (20 déc.)... 31/16%

Indice CAC 40 2 196,44 2 223,47 (SBF, base 1000 : 31-12-90) Indice SBF 120 t 536,05 t 536,22 Indice SBF 250 1 445,52 1 467,85 NEW-YORK (Indice Dow Jones) 3 751.57 3 755.21 LONDRES (Indice « Financial Times ») 17 déc. 20 déc. 3 337,10 3 364,90 2 496 2 516,98

17 déc. 20 déc

247,60 197,16 Mines d'or.... Fonds d'Etat FRANCFORT 17 dec. 20 dec. 2 151,82 2 178,16 TOKYO Nikkei Dow Jones __ 17 404,24 17 315,43 Indice général _____ 1 447,25 t 445,73

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

L	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS		
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	
Yes (100) Ecs Destochemark Pranc enisse Lire itsEssne (1600) Live sterling Pessks (160)	5,8165 5,2571 6,5784 3,4060 4,0141 3,4818 8,6656 4,1505	5,8185 5,2614 6,5866 3,4075 4,0187 3,4852 8,6716 4,1549	5,8642 5,3161 6,5777 3,4066 4,8352 3,4670 8,6877 4,1229	5.8677 5.37224 6,5889 3,4115 4,9415 3,4724 8,6978 4,1298	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
\$ E-U	Demande	Offen	Demandé		Demandé	
Yea (100) Ecr. Destychemark Prans saisse Lire indicane (1000) Live sterling Prans (100) Frans français	3 1/16 2 1/4 6 13/16 6 3/16 4 7/16 8 1/4 5 11/16 9 11/16 6 5/8	3 3/16 2 3/8 6 15/16 6 9/16 4 9/16 8 1/2 5 13/16 10 1/16 6 3/4	3 t/8 1 15/16 6 3/8 6 1/16 4 3/16 8 1/16 5 7/16 8 7/8 6 7/16	3 1/4 2 1/16 6 1/2 6 3/16 4 5/16 8 5/16 5 9/16 9 3/16	3 5/16 1 3/4 6 1/8 5 3/4 4 8 5/16 6 1/16	3 7/16 1 7/8 6 1/4 5 7/8 4 1/8 8 1/4 5 3/8 8 9/16 6 3/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbanquire des devises, nous sont



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS		IES FINANC	Liquidation : 24 décen	ibre	Cours relev	és à 13 h 30
Mentant VALEUS Cours Davaier % Cours préciel.		ment mensu	Taux de report : 7,13		CAC 40 : - 0,49	
175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175 175	Section	Cont Value Sept	+ 2/2	Course Fine Fine	22.73 Hoechst 1 1.25 I.B.M 1 I.B.M	1812 -1,4
Compta		H12	Sica	(sélection) 20	décembre	-!-!-
WALKERS of Boat Compat WALKERS Court page. Court	VALEURS Cours Cours VALEURS	Court pric. Burning VALS	Frank Inch. net	VALEURS Emission Rais incl.	Rechat WALEURS:	Frais incl. Rechet not 1938.60
SCC 95 8.9 C.4	BAC 22 395 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396 396	Ace Selection 193.81	25.56	### ### ### ### ### ### ### ### ### ##	CAC 40 A TERMI Volume : 29 089 Janvier 94 Février 9 2248 2244,50	4 Déc. 93
Suitase 100 f) 400,3500 339,5000 356 408 Suitase 100 fra) 55,4500 65,4500 65 Norvige (100 fra) 78,7100 78,5100 74 83	Price 50 percer	52-74-25 Précédent	_ 129,76 129,24	Précédent	2219,50 2231,50	
Norvidge (100 sch)	RÈGLEMENT MENSUEL Lundi daté mardi: % de veriation 31/12 - Mardi daté men coupen - Mercradi daté jeudi : paiament dernier cou vendradi : compensation - Vendradi daté samadi : quotit	rcredi : montant du B = Bordei apon - Jeudi daté Ly = Lyon	M = Marsette 1 E cour	tégorie de cotation - sans in on détaché - O dont détach	BOLES dication catégorie 3 · * valeur ét é · ◇ cours du jour · ◆ cours e ta · ↑ demande réduite · / contra	rondalass

The state of the s

Le Sénat prend la défense de la chanson française

La majoritá du Sénat a approuvé, lundi solr 20 décembre, en première lecturs, le projet de réforme du système audiovisual, après avoir retouché, sur divars points, le texta voté la 4 décembre par l'Assemblée nationele. Les sénateurs ont insisté sur la nécessité de promouvoir auprès du publie la future « chaîne du savoir » et sur la défense de le chanson françaisa. Ils ont réclamé ls diffusion, dans les programmas musicaux des radios, d'e un minimum de 40 % » de chansona d'exprassion française « avant le 1 * jsnvier 1995 ». Le texte définitif de cette réforme doit être arrêté au cours de la session extraordinaire du Parlement ouverte mardi 21 décem-

Au Palais du Luxembourg, la discussion générale du projet de loi visant à modifier le texte du 30 septembre 1986 relatif à ls liberté de communication e mis en évidence, lundi 20 décembre, les deux sujets de préoccupatioo majeurs de la majorité sénatoriale: la future «chaîne du savoir» et la protection de la chanson fran-

Les surprises n'étaient pas à attendre du ministre de la communication, Alain Carignon, venu réaffirmer les trois priorités du gouvernement (le Monde daté 5-6 et du 7 décembre). Le rapporteur de la commission des affaires culturelles, Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire), a approuvé un texte « réaliste et mesuré », « certes partiel, mais important et nécessaire» (le Monde daté 19-20 décembre). Au contraire, François Autain (PS, Loire-Atlantique) a vu dans l'actualité récente (le changement de président à France-Télévision, le lancement du premier satellite américain de télévision numérique, l'exclusion du secteur eulturel de l'accord du GATT) autant d'occasions de souligner les emanques» d'un texte qui risque « d'aggraver les maux dont souffre notre audio-

Pour les socialistes, su demeu-rant, « l'indépendance des politiques à l'égard des médias reste à conquérir » et le pluralisme à défendre, alors que le gouvernement se comporte comme «l'allié objectif » d'une chaine, TF I, qui «use et abuse de sa position dominante ». C'est en vain, toutefois, que Gérard Delfeu (Hérault), su nom de son groupe, a plaidé l'ex-ception d'irrecevabilité tendant à prouver l'inconstitutionnalité du projet. Il a accusé le gouvernement

Un accord de coopération avec la Sept-Arte

et la majorité sénatoriale de cantionner una double entorse au plu-ralisme : la hausse de 25 % à 49 % des parts de capital qu'un même opérateur pourra détenir dans une chaîne (article 9), et la hausse à 150 millions d'euditeurs potentiels da hassin de population que pourra atteindre un même groupe de radio (article 10): « Vous mettez ainsi en péril dix ans d'effort pour les radios locales. » Mais sa motion e été repoussée, comme la question préalable, contestant la écessité de délibérer de tout cela en urgence défendue, au nom du groupe communista, par Ivan Renar (Nord), lequel s stigmatisé e l'étalage de l'argent absolu, une têlé où tout s'achète et tout se

« Une minute par jour»

Le Sénat e consacré l'essentiel de ses réflexions à la chaîne « du savoir, de la formation et de l'emploi», instaurée par l'article premier du projet. René Trégouet (RPR, Rhône) la souhaite « évolutive et réactive», au ecœur d'un riche réseau de mobilisation » qui puisse préparer au futur, quand le savoir aura pris le pas sur la vio-lence et l'argent comme principe dominant du pouvoir. Pierre Laf-fitte (RDE, Alpes-Maritimes) y voit la clef de voûte d'un industrie des programmes de savoir. Le rap-porteur et le président de la mission d'études sénatoriale sur les programmes éducatifs ont obtenu ensemble le vote de deux amende-ments : la future chaîne fera la promotion des « organismes favorisant l'accès au savoir » et toutes les chaïces généralistes, publiques comme privées, devront promouvoir les programmes de la chaîne éducative à raison d' a une minute chaque jour, entre 19 heures et 21 heures ». Cette volonté d'allar echercher le public là où ll se trouves s'est traduite par un vote unanime et des applaudissements pour cette innovation sans précé-dent dans l'audiovisuel.

Goetschy (Hant-Rhio), défenseur achamedes langues régionales, a obtenu, à l'article 2, que le Conseil national des langues et cultures régionales puisse saisir le CSA, à l'instar des associations familiales. an cas de non respect par une cheine de ses obligations. Mais M. Delfau e vu une « peur de la démocratie » dans le refus de la majorité sénatoriale d'étendre ce droit aux associations de téléspectateurs. A l'article 4, un amendement de la commission a retiré le bénéfice du parrainage aux décrochages regionaux d'une chaine, avec l'aval du ministre. Plusieurs amendements socialistes visant à

Le sénateur ceotriste Henri

mieux encadrer le renouvellement des entorisations par le CSA ont été repoussés, M. Carignon estimant qu'ils ne faut pas affaiblir les groupes français dans le concur-

rence internationale. Par amendement de l'article 5, le ministre e aussi proposé une nouvalle «chronologie des médias» pour l'exploitation des films : d'abord le paiement à la séance ou les cassettes vidéo, puis les chaînes par abonnement, enfin les autres chaînes, les délais étant fixés par décret. Cette rédaction nouvelle a pour but, selon M. Carignon, de mettre le texte eu conformité avec la directive euro-

péenne Télévisions sans frontières. En revanche, le Sénat, en accord avec le gouvernement, à annulé le dispositif limitant les parts des chsînes dans le production des œuvres audiovisuelles, instauré à l'Assemblée à la suite d'un amendament da François d'Aubert, député UDF-PR de la Mayenne (le Monde du 14 décembre).

Enfin, la Haute Assemblée s'est faite le chantre de la chanson francaise en renforcant le dispositif prévu par le souvernement et l'Assemblée nationale. Deux orateurs, dans la discussion générale, ont sonné le tocsin : au risque de quelques « substantifs désagréables », mais en revendiquant le droit pour ele aringard » d'être e d'abord un instrument qui sen à réveiller le feu qui don's, Philippe François (RPR, Scino-et-Marne) s'est fait le béraut d'une e politique volontaristes pour lutter contre la disparition des disquaires et la concentration des multinationales du disque. Son collègue RPR de la Marne Jean Bernard s revendique, lui, la liberté da epouvoir continuer à rever et fredonner sans sous-titre». Quant à Adrien Gouteyron, il a eu des accents enflammés pour justifier des amesures exceptionnelle par une situation de crise» et lancé: «La chanson n'est pas un art mineur, c'est l'expression de l'ame d'un peuple!»

après le GATT»

Le Sénat a done voté un article 7 bis disposant qua « la proportion d'auvres musicales créées ou interprétées par des auteurs et artistes français ou d'expression française» à la radio devra «atteindre, avant le 1° janvier 1995, un minimum de 40 % (...) dont la moitié au moins provenant de nouveau talents ou de nouvelles productions diffusées aux heures d'écoule significatives ». Ce texte précise que cette disposition devra s'appliquer à toutes les radios e pour la part des programmes composée de musique de variété».

cord de M. Carignon, à un détail près : le ministre de la communi-cation aurait préféré laisser au CSA le soin de programmer le mise en œuvre de ce dispositif.

M. Delfau ent bean se demander si ces élans ne masquaient pas etout le reste, pour donner bonne conscience», et réclamer un son-tien sélectif des producteurs de musique, des disquaires et des radios associatives, M. Carignon a félicita sans réserve que, e après le GATT», la majorité sénatoriale et la gonvernement aient remporté ensemble « une autre victoire ».

Dès lors, les articles 8 et 9 (qui encadrent les faillites d'entreprises audiovisuelles et élévent à 49 % la part maximale d'un opérateur dans une chaîne) furent rapidement votes sans modification, mais non sans l'opposition de la eauche. La commission précisa, à l'article 10, la notion de réseau radiophonique en acceptant un amendement socialiste mineur. Le sénateur centriste Jean Cluzel (Allier), qui n'avait cessé de défendre la nécessité de groupes français puissants dans la concurrence européenne, demanda que Radio-France ait les movens de résister à des réseaux privés renforcés, et il fut suivi par ses collègues quand il reformula par amendement l'article 12 pour prévoir un rapport du CSA sur l'usage des fréquences d'ici deux ans. A l'heure des derniers votes, au tout début da la session extraordinaire ouverte à minuit, et après une ultime philippique d'Emmanuel Hamel (RPR, Rhône) contre «l'oligopole de la distribution de cinéma ». la maiorilé du Séost apparut ainsi plus consensuelle que celle de l'Assemblée nationale, où le discussion avait suscité des divergences entre le RPR et l'UDF et plusieurs passes d'armes entre les porte-parole de l'UDF et le ministre de la

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

FRANCE-TÉLÉVISION : Jean-Pierre Elkabbach a pris sas fonctions. - Jean-Pierre Elkabbach, nouvesu président de France Télévision, a affirmé, eo prenant ses fonctions, lundi 20 décembre, que trois règles guideront son action : « la rigueur, l'éthique et l'audace». Le successeur d'Hervé Bourges a souligné qu'svec France 2 et France 3 il veut « des chaînes dynamiques, vigoureuses ». «L'heure est venue de la télévision publique exemplaire par sa gestion, la recherche de tous les publics et l'encourage-ment des talents neufs », a-t-il dit en faisant le pari « qu'audience et Ce vote est intervenu avec l'ac- qualité peuvent aller de pair ».

Sous forme de « confessions » quotidiennes

«Le Dauphiné libéré» donne la parole à un meurtrier en fuite

GRENOBLE

de notre correspondent Depuis qu'il s recn. le 15 decembre, dans son courrier une lettre da quetre-vingts pages menuscrites signées da pages menuscrites signees da Joseph Messina, le quotidien grenoblois le Dauphine libéré distille chaque jour à ses lec-teurs le récit du double meurtre commis par ce repris de justice d'origine sicilienne, activement

recherché par les polices fran-

caise et italienne. A quelques heures d'intervaile, cet bomme de trente-quatre ans a en effet «exécuté», le 12 septembre 1993, près de Chambéry (Savoie) Thierry Garbolino, vingt-sept ans, et à Brignoles (Var) Magali Ferrand, trente ans. Dans sa loogue let-tre, identifiée grâce eux quetre empruntes digitales qu'il a volontairement déposées sur l'un des fenillets, Joseph Messine reconnaît les avoir tués ponr se venger de l'infidélité de son ancienoe compagne. Mais il revient également sur les eir-

Dans le document, dont il e adressé une copie au procureur de la République de cette ville, Jecques Pin, il écrit notemment : « On me dit dangereux... Face aux dangers certainement.

constance d'un bold-up qu'il a

commis, à visage découvert, le

21 octobre dans une agence

bancaire de Chambéry.

Quelles que soiens les circonstances, jamais plus que certains flics (...) Je suis loin d'être un ange, mais surement pas un ennemi public comme on dit (...). Je suis encore jeune, mais je connais déjà beaucoup de choses... de la vieillesse; j'en ai peur et donc je n'espère pas me faire vieux. En attendant, chaque jour de liberté que je vous vole est une victoire pour moi, a

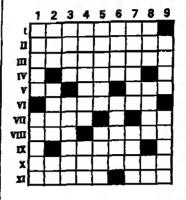
Le procureur a lancé, jeudi 16 décembre, dans les colonnes du Dauphiné un appel à Joseph Messina, pour qu'il se présente volontairement devant ses inges on qu'il le contacte directement per téléphone. Il lui rappalle également que sa «fuite n'aura d'autre issue que son interpellation, avec tous les risques et impondérables qu'elle impliquera necessairement ».

Depnis 1980, Joseph Messina effectué plusieors séjours dans les prisons italiennes, allemandes et françaises à la suite de vois et hold-up commis dans ces pays.

En juillet, il avait hénéficié d'une mesure de libération sous contrôle judiciaire accordée par le chembre d'accusation de la cour d'appel de Chembéry, dons l'attente de sa comparution devant les assises de le Savoie.

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6197



HORIZONTALEMENT

I. Virginal, en Angleterre. -II, Sac où l'on peut mettre des bouquins. - IIL Quand on en e, on est borné. - IV. Bian ennuyeux. - V. Un peu de tabac. En première ligna. Un chef, an Afrique. - VI. Pas soignéee. -VII. Circula an Amériqua. Parti-cipe. - VIII, Un point d'union. Un patit peu de folie. -- IX. Au pied du Jura. - X. Petit poisson rouga. - XI. Bouturés. Contribuent à faire les grandes rivièree.

VERTICALEMENT 1. Peut être fouillé du regard.

Est vraiment bidon. - 2. Son nid ast à la hautaur. Un file da Jecob. Période. - 3. Rouge quand il est d'Amérique, Quand on le donne, c'ast dens l'intention de l'emporier. - 4. D'Oriant, eet une plante sacrée. N'est pas belle quand ella ast noire. --5. Gâteau qui peut être du tonnerre. Comme un Louis. -6. Posseseif. On peut le craver en jouant. - 7. Una certaine élévation. A contribué à éclairer les masses. - 8. Ses jours ne sont pas comptés. Peut enivrer. Symbole. 9. Dieu. De vreis peres-

 $\gamma_T \colon L^T$

116 30

16. 4

2000

Sec. 9 500

of the organization of

*: :

Etra Perra

The state of the s

St. Cont.

A Section 1

Dental of Sale

1000 Aventure de la companya de la compan

FRANCE 2

CC:man: 3 m

feedbarn to a service of a

 $N(\mathcal{H}^{-})$

李章载4章文1日2

5 T 10 12 15

A.

In the second

1 - 17 21

11.5

51.24

Solution du problème nº 6196 Horizontalement

I. Dégourdis. - II. Eternuent. -III. Calfataga. - IV. Ru. La. - V. Nous. Seme. - VI. Viterbe. -VII. Egée. Aser. - VIII. Roi. An. - IX. Tut. Scène. - X. Elégies. -XI, Se. Reste.

Verticalement

1. Déconcartés. - 2. Etc. Goule. - 3. Gal. Uvéite. -4. Orfraia. Gr. -- 5, Unau. Asic. --6. Rut. Séances. - 7. Daalats. Est. - 8. Ingembe. - 9. Ste.

GUY BROUTY

TEMPÉRATURES

FRANCE

MÉTÉOROLOGIE



=

Mercredi: pluie et rafraîchissement. – Les régions voisines de le Manche ee réveilleront sus la pluie et des ravales de vent d'ouest jus-qu'è 80 - 100 km/h. Seules la Normandie et le Nord-Picardie connaîtront une accalmie tempo-

reire dans la journée.
Les pluies s'enfonceront repidement jusqu'aux
Charentes, Centre et Lorraine, avec des polimes
de vent de 60 è 80 km/h. Sur le Sud-Ouest et
l'est du pays, après une matinée veriable at rest ou pays, après une matriee variable at frache, les nueges domineront eussi l'après-mid. Il pleuvra jusqu'au nord de l'Aquitaine, du Massif Central et des Alpes. La neige tombera eu-dessus de 600 è 800 mètres.

eu-cessus de 600 è 800 mètres.
En Méditerranée, soleil et vant fort de nordouest feront place à un ciel voilé dans l'aprèsmidi.
Les températures au lever du jour iront de 0 è
5 degrés dans l'intérieur du pays, 2 è 6 degrés
sur les régions littorales.
L'eprès-midi, le thermomètre indiquere 7 à
10 degrée au pord et 10 à 14 degrée au pard

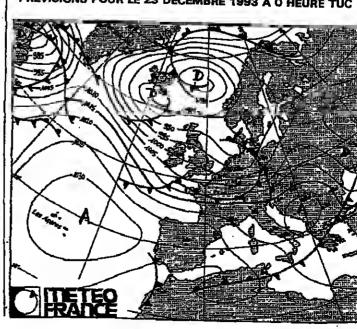
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BIARRITZ ... BORDEAUX BOURGES ... CAEN .. 14/ 7 CHERBOURG..... CLERMONT-FER.... DUON GRENOBLE..... PARIS-MONTS..... ST-ETIENNE STRASBOURG TOULDUSE ÉTRANGER BERLIN BE JÉRUSALEM 17/ 9
LE CARRE 21/12
LISBONNE 13/12
LONDRES 5/ 2
LOS ANGSLES 17/ 6
LUXCARGOURG 11/ 1
MADRID 8/ MARRAKECH 21/
MEDICO 20/
MILAN 11/
MONTRÉAL 4/ MOSCOU 2/NAROBI 23/1
NEW-YORK 7/
PALMA-DE-MAJ 17/
PÉGIN 11/15 10 degrée au nord et 10 à 14 degrés eu sud. INGAPOUR TOCKHOLM YDNEY

TUNES......VARSOVIE

Visions extringe raindes ages is 20-12-1993 à 16 beures TUC et is 21-12-1993 à 6 beures TUC

PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE 1993 A O HEURE TUC



Interrogé sur la fonctionne-mant actuel de la télévision à

de la communication, Atan Car-gnon, qui le recavait, lundi 20 décembre, au minietère, en présence de Jérôme Clément et da Michel Anthonioz, respective-

ment préeldent du comité de gérence, at directeur générel adjoint d'Arte, et en compagnie de l'écrivain Bernard-Henri Lévy.

Un tiers

de la population touchée

Moufid Memija e profité de son passage éclair à Paris pour signar un sccord-cadre avec la Sept-Arte, qui doit permettre à la télévision bosniaque de bénéfi-

ciar d'une vingtains d'haures d'émisaions par mois, toua

Sarajevo, Moufid Memija a expliqué que cela dépend avant tout de l'électricité dans la ville. Quand il y en e, la télévision peut émettre entre quinze at dix-sept heures par jour, « einon, ea qui est le cas le plus fréquent, les programmes démarrent à dix-huit heures et se limitent à l'information». Le téléviaion bosniaque, qui fonctionna la plupart du

L'« héroïsme » de la télévision bosniaque La cinquentaine intellectuelle, visage fin, lunettes fines, Moufid Memija, directeur général de la radio et de la télévision bosniaques, répond avec une élégance tranquille aux questions. Le responsable, depuis maintenent un en, du média peut-être le plus menacé de la planète, n'est pas du genre à se plaindre. Même si continuer à faire da la «bonne télévision» dans une ville assiégée relève de «l'hérotame», comme l'a souligné le ministre de la communication, Alain Carignon, qui le recavait, lundi temps avec un générateur eu fuel ou au gaz, fabrique avec beau-coup de difficultés ses propres informations. Ses équipee june dizaine da cameramen et trois caméras vidéol circulent è pied pour économiser l'essence, sans gilet pere-belles. La cheîne reprend égelement, par satellite, les informations et les reportages du monde entier qu'elle diffuse tels quels sans commentaires : enos téléspectateurs peuvent voir tous les jours ce que vous dites de nous», souligne Moufid

> Des trois chaînes de télévision de naguère, il n'en reste plus qu'une. Le seul émetteur qui sub-siste è Serajevo, en perile détruit, permet de couvrir un quart du territoire bosniaque, et de toucher «un tiers de la popu-lation». « Diffuser les informa-tions fait partie de la lutte pour la liberté, ajoute Moufid Memija, mais il est plus facile d'avoir les informations d'Argentine et de Russie que de Tuzla ou Bihac». Selon lui, le problème de l'objectivité de l'information en temps de guerre ne se pose pas : «On n'a pas besoin de l'ombre d'un mensonge, il suffit de dire ce qui se passe, pas besoin d'en rajou-ter. On paut même avoir una attitude critique vis-à-vis du gou-vernement». Le personnel de la élévision bosniaque (passé de 2 400 personnea à un millier sujourd hui), est ancore lergemant plun-ethniqua, même si beaucoup de Serbes sont partis ou ont rejoint le camp des agres-

> > **CATHERINE HUMBLOT**



RADIO-TELEVISION

17.00 Varietes : Multitop.

17.30 Série : L'Etalon noir.

18.00 Série : Code Quantum.

19.54 Six minutes d'informations,

20.00 Série : Madame est servie.

20.00 Serie : Madame est servie.
20.40 Noël sur M B.
20.45 Série :
Les Enfants d'Avonlea.
Conversion. Le Pari. Avec
Sarah Polley, Zachery Bennett.
22.25 Série : Mission impossible.
Le Fugiti.
23.20 Série :

23.20 Série : Soko, brigade des stups. L'Affaire Gesterner.

0.15 informations:
Six minutes première heure.
0.25 Musique: Flashback.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science.
La temps dans les sciences.
Avec Edouard Brazin, Etienne
Klein, Pascal Tassy, Offvier
Rolin.

22.40 Les Nuits magnétiques.

Passions.

0.05 Du jour su lendemain.
Avec Neole Lorot (1).

0.50 Musique: Code.
Sister Rosetts Therpe (2).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 mars 1992 à la Radio de Versovie) :

Philharmonie nationale de Cra-covie, dir. Jean-Paul Pénin. Retransmis en almuitané sur France 3.

Les interventions à la radio

19.00 Série : Supercopter.

MARDI 21 DÉCEMBRE

TF 1 15.20 Feuilleton ; Le Clinique de la Forêt-Noire. de la Forêt-Noire.

16.10 Jeu : Une famille en or.

16.40 Club Dorothée Noël.
Charles e'an charge : Trola
illas à la melson : Clip ; Jeux.

17.50 Série :
Hélène et les garçons.

18.20 Série : Les Filles.

18.50 Magazine :
Coucou, c'est nous l
Invité : Gérard Lenormen.

20.00 Journal, Tiercé, Météo
et Trafic infos.

20.50 Cinèma : Oni veut la paeu 20.50 Cinéma : Qui veut la peau de Roger Rabbit? sur Film eméricain de Robert Zemeckis (1988). 22.35 Divertissement : Ciné gags. 22.45 Téléfilm : Anges ou démons? De Pierre Aknine. 0.20 Magazine :
Le Club de l'enjeu.
Présenté par Emmanuel de La
Taille et Alain Weiller.
Dernière diffusion da cette
émission.

1

27 a 17 6194

71 ---

in the second se

 $\mathcal{M}_{\mathrm{conf}}(\mathcal{A}) = \mathcal{A}_{\mathrm{conf}}(\mathcal{A})$

....

11 - And 12 - And 13 - And 13

-

See Show

.:Arlin.

THE COL

124\2

FRANCE 2

15.55 Tiercé, en direct de Vincennes. 16.05 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10). Galas su casino. 18.55 Jeu : Des chiffres et des lettres.

17.20 Magazine : Glga.
Avec les séries : Un toit pour
dix; Sauvés par le gong; Le
Prince de Bel Air. 18.45 Jeu : Un pour tous. 19.20 Jeu : On pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 ▶ Téléfilm :
Les Maîtres du pain.
D'Hervé Basid (2- partie).
22.45 Magazine :

22.45 Magazine :
Bas les masques.
Précenté par Mireille Dumas.
Je vis la nuit. 0.00 Journal et Météo. 0.20 Magazine :

Le Cercle de minuit. Aux Antiles. FRANCE 3

15.15 Documentaire animalier. 15.45 Cinéma ;

17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.25 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. La Parola ressuscitée, de Vitali Chemaineki.

19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journei de la région. 20.05 Divertissement : La Grande Classe.

20.30 Le Journal des sports. 20.50 Cinéma : Cmema: Le Triomphe de Babar, m Film d'animation franco-cana-dien d'Alan Bunca (1990). 22.00 Journal et Météo. 22.30 ► Les Brûlures

de l'Histoire. Magazine présenté par Leure Adler et Patrick Rotman. La gastronomie dans l'Histoira. Autour de la table de Semard Loissau à Saulieu en Côts-

23.25 ▶ Concert : Messe solennelle.

De Berfloz. Par le Chœur et
l'Orchestra de la Philhermonie
nadorsele de Cracovle, dir.
Jean-Paul Pénin; Solistes:
Christle Pfeller, soprano;
Ruben Velasquez, ténor; Jacques Parroni, beryton-besse.
Enregistré le 7 octobre en le
basilique Sainte-Madeleina de
Vézelen et retransmis en Vézeley et retransmis en simultané sur France-Musique.

CANAL PLUS

15.15 Magazine : 24 heures (rediff.). 24 heures (rectift.).
16.15 Cinéms : Besu fixe. Em Film français de Christian Vin-cent (1992).
17.45 Surprises. 18.00 Canaille paluche. Le Famille Addens.

En clair juegu'à 20.35 -18.30 Ca cartoon. 18.45 Magazine ; Nulle part allieurs. Spécial Pierre Desproges. 20.30 La Journal du cinéma. 20.35 Cinéma : La Zèbre, IIII Film françaia de Jean Poiret [1992].

22.05 Flash d'informations. 22.10 Cinéme : Mambo Kings. m Film américah d'Arne Girn-cher (1991, v.o.).

23.50 Cinéma :

STATION MÉTÉO PORTABLE Pour les rendonneurs, un barographe électronique (HUGER) effichant la température, l'humi-

dité, la pression atmosphérique et les prévisions sur 24 heures. 995 F, Pierre MARLY 380, rue ST-HONORE, PARIS-1= 50, rue François-1=, PARIS-3=.

ARTE

Sur le câble jusqu'é 19.00 --17.00 Danse: Speaking in Tongues.
Avec The Paul Taylor Dence
Company (rediff.).

17.55 Documentaire: Chronique

de la Piccole Russia. D'Hugues Le Paigs (rediff.). 18.00 Série : The New Statesman. 18.25 Documentaire :
Vittorio Mussolini.
Cinéma et fascisme, de Jeen-Christopha Ross.

20.30 Carrelle la 2 mesa 1992 à la Radio de Versovie):

La Grande Pâque russe, de Rimski-Korsakov; Concerto pour vicion et orchestre en ré mineur op. 47. de Sibelius; Symphonie nº 6 en al mineur op. 54, de Chestakovitch, par l'Orchestre radio- symphonique de Bartin, dir. Yuri Teminique de Barting. Radio de Carrelle de Carrelle de Crantine de Carrelle de Crantine de Carrelle de Carrell 20.28 Chaque jour pour Sarajevo. the séquence quotidienne tournée dans une rue du quertier de Brascaraje, et montée le jour même sur place par une équipe de Point du jour, pour que Sarsjevo ne acmbre pas dens l'indifférence. Jusqu'eu 21 mars.

20.30 8 1/2 Journal 20.40 Soirée théâtre. 20.41 Portrait:
Vartige Feuilière.
Os Thierry Thomas et Fablenne Pascaud.

rabiente rascauc.

Théstre:

Le Meriage de Figaro.

Pièce de Beeumarcheis, mise en sche de Jean-Pierre Vincent, avec André Marcon, Deniss Chalem, Dominique Blanc (195 min). 21.40

M 6

2.40 Documentaire:

4.45 Dessin animé.

Alésie est de retour.
3.30 Emissions religieuses (rediff.).
4.30 24 heures d'info.

FRANCE 3

France-Inter, 19 h 20 : eLe repport de l'UNICEF sur la situation des anfants dans le monde», avec François Rémy, Bemard Kouchner, Claire Brisset. 14.00 Magazine ; La Vie à pleins tubes. Vidéofan : Vanessa Peradis.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

contre Edouard Belledur, utili-

Machievélique

(veriante 2) : Comment

peut-on gober ce stratagème grossier? C'est une manceu-vre du RPR contra le premier

ministre, utilieent les minietres UDF.

Sous-informé : Une élec-tion préeidentialla ? Quelle élection présidentielle ?

ministre eyent demendé que ces questions ne soient pee ebordées event la fin 1994, je

vous confirme que je ne déclererei mon eoutien à se

candidature qu'à cette date.

Discipliné : Le premier

Dans la hotte

sant le RPR.

A probabilité, pour les ministres et responsa-■ bles de le mejorité, d'échapper à «le » question dens les semelnes qui viennent s'étant eingulièrement emenuisée, voici, en guise de cadeaux da Noël, à l'occasion de leur prochain paesege eu €20 heures > ou à €7 sur 7>. quelques suggestions pour se placer avec finesse dans une partie délicate.

Dans la confidence : Le premier ministre, j'en parleis evec lui ce metin, est atterré que ce débat eit été amorcé si tôt. Certes, cette question occupe sa réflexion, meis il m'e bien répété que, pour sa part, il était hors de question d'annoncer sa candidature event le fin de l'ennée pro-

chaine. Franc : Je dola la franchise à nos compatriotes. Jecques Chirac et Edouerd Belledur sont d'excellents candidats. Je suis tout disposé à voter

pour eux. Bûcheur : Je ne me préoccette question qui n'intéresse pas les Français. Mes jours et pleine réussite du gouverne-ment d'Edouard Balladur.

Machiavélique : Personne ne s'y laissera prendre. C'est

premier ministre. (variante 1) : Nul se sa lais-

une manœuvre des ministres UDF contre la RPR, utilisant le Machievélique

cupe absolument pes de mes nuits sont consacrés à la

Loyal (variante 1) : Edouerd Belledur vient d'être

victime d'une menœuvre infame, visant à l'utiliser pour discréditer le RPR. Il sait qu'il peut compter sur moi. Par loyeuté envere le chef du gouvernement, mon candidet reste donc, plue que jemais, Jecques Chirac.

Loyal (variante 1) : Comme d'habitude, la presse invente de feux problèmes. Jacques Chirac vient de voter le confiance eu gouverne-ment. La moindre des loyeutés envers le mouvement geulliste nous commende donc de eoutenir Edouerd

Balladur. Carignonnien : Je vous confirme que je n'ei jemais soutenu Jean-Marie Cavada.

Belladurien : Est-ce vraiment là votre sentiment? eera abuser. C'eet une Comment vous contredimanœuvre des ministres UDF

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés cheque semeine dene notre supplément daté dimanche-lundi, Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision s ; D Film à éviter ; = On peut voir ; = Ne pas manquer ; = n = Chef-d'œuvre ou classique.

MERCREDI 22 DÉCEMBRE

Les Amours célèbres, m Film à aketches français de Michel Bolsrond (1961),	Le Tentation de Várus. na Film britannique d'iatvan Szabo (1991).
principal and the second	and an extra contract of the second
TF1	9.00 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
5.55 Série : Mésaventures.	9.20 Télévisator 2.
8.28 Météo (et à 8,58, 7.18).	lary vidage of declar and
8.30 Club mini Zig-Zag.	Mes ; Super Mano, James
7.00 Journal.	més : Super Mario, James Bond Junior, Flatour vers la futur, Timy Toons.
7.20 Disney Club mercredi,	11.15 Flash d'informations.
más : Las Gummi : La Banda à	11.20 Jeu : Motus,
Transmutazors; Dessins ani- més; Les Gummi; La Bande à Picsou; L'Atelier de magle de	11.50 Jeu : Pyramide.
Pierre Berciey; Iransmuta-	12.20 Jeu : Ces ennées-là.
2005,	12.59 Journal et Météo.
9.00 Club Dorothée Noël. Les Aventures de Carlos ; Ora-	13,45 INC.
gon Ball Z; Ranma un demi;	13.50 Cinéma : Le Flèche brisée. ••
Mex et Compagnie: Jet Man:	Film eméricain de Oalmer
Salut les Musclés: La Séquence animaux du docteur	Daves 1950).
Klein; Clip; Jeus.	15.20 Série : L'Aigrafin.
12.00 Jeu : Le Roue de le fortune.	16.20 Série : Mac Gyver.
12.20 Jeu : Le Juste Prix.	17.10 Magazine : Giga. Avec les séries : Un toit pour
12.50 Megezine : A vrai dire.	dix; Sauvés par la gong; La Prince de Bel-Air.
13.00 Journal, Météo, Trafic infos	Prince de Bel-Air.
et Tout compte fait.	18.40 Jeu : Un pour tous.
13.35 Série : Highlander. 14.30 Club Dorothée Noël.	19.15 Jeu : Que le meilleur gagne.
Charles e'an charge; Trois	19.50 Tirage du Loto (et à 20.45). 20.00 Journal, Journal des courses
filles à la maison; Jaux.	et Météo.
17.50 Série :	20.50 ▶ Téléffim :
Hélène et les garçons.	Les Maltres du pain.
18.20 Série : Les Filles. 18.50 Magazine :	D'Hervé Basié (3- partie).
Coucou c'est nous!	22.40 Documentaire : Les Amants du siècle.
invité : Jacques Villeret.	De Frédéric Mitterrand.
20.00 Journal, Météo	Sophia Loren et Carlo Pomi.
et Météo des neiges.	23.40 Journal et Météo.
20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée per Jean-	0.00 Megazine : Le Cercle de minuit.
Pierre Foucsult. Le rire, en direct du cirque Pinder. Invité : Lagaf.	Présenté per Michel Field. Aux
du cirque Pinder, invite : Lagar. Anne, en direct d'Euro Disney et	Antilles. 1.10 Court métrage :
eo orisence de Philippe Douste-	
Bissy, présente, l'opération Un cadesu pour Noël. Avec des enfants, Charlotte de Turckheim,	Histoire courte. Reste, de Maris Vermillard.
enfants Charlotte de Turckheim.	1.30 Magazine : Bas les masques
Pow Wow Philippe Swen.	(rediff.).
Fenny, Dorothée, Georges Zam-	
fir, Jérôme Anthony, Clara, Julien Courbet, Dan Bolender, Jordy, Valérie-Anne Giscard	
Jordy, Valérie-Anne Giscard d'Estaing.	,
d'Estaing.	NOCTURNES
22.40 Magazine : 52 sur la Une.	NOCTURNES
L'Homme geisha, de Guy Brousmiche et Tony Comiti.	
23.50 Variátás : Mireille Mathieu.	11.00
Au Palais des Congrès, avec le participation de Francis Lai.	mercredi 22
1.15 Journal et Météo.	
1.25 Documentaire :	et jeudi 23

4.55 Documentaire: Le Corbusier. 7.00 Premier servica. 7.15 Bonjour les petits loups, Les Moomins; Les Volhecs; Souris, souris; Les Histoires du père Castor.

8.00 Les Miniterums.
Les Bisounours; Les Arkmaux du
bois de quat'sous; Reconte-mo pour gegner; Les Febles géométri-que : la Loup et la Cigogne. 10.55 Série : Hondo. 11.45 Le Cuisme des mousquetaires. 12.00 Flash d'Informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Divertissement: Soucoupe volante.

13.30 Série : Brigade criminelle.

14.00 Série : La croisière s'amuse. 15.00 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale. 18.40 Jeu : Les Délires d'Hugo. 17.45 Megazine : Une pêche d'enfer. Les melleurs moments. 18.25 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour.
Lumière sur le Grèce, d'Herbert List. 18.00 La 19-20 de l'Information.

NOCIUNNES mercredi 22 et jeudi 23 jusqu'à 22 h. LE O N В

> M Α R

CHÉ

RIVE GAUCHE

d Seyres-Banylone

De 19.09 à 19.31, le journel de la région.
20.05 Divertissement :
La Grande Classe.
20.30 Le Journel des sports. 20.50 Jay : Questions pour un champion. Finale des Masters et Meste des Masters. 22.10 Journal et Météo. 22.40 > Marcredi chez vous.
Programme des télévisions régionales. **CANAL PLUS**

eurs moments.

En olair jusqu'à 7.25 7.00 CBS Evening News. 7.23 Le Journal de l'emploi. 7.25 Canalle peluche. La Tourbillon noir. En clair jusqu'à 8.10 -7.50 Ca cartoon. 8.10 Documentaire: Ratons laveurs et castors,

compagnons des bois.

Les Tortues Ninje 2. E Film américain de Michael Pressman (1991).

10.30 Flash d'informations. 10.35 Le Journal du cinéma. 10.40 Cinéma : Simeon, o Film français d'Euzhan Palcy (1992). - En clair iusqu'à 13.35 -12.30 Flash d'informations. 12.37 Magazine : La Grande Famille. 13.30 Le Journal de l'emploi.

13.35 Décode pas Sunny. 14.30 Série animée : 14.35 Documentaire : Les Infatigables Voyageurs de l'océan. De Sarah Cuntiffe et Howard 15.00 Le Journal du cinéma. 15.05 Téléfilm : Les Envoûtées

de l'espace 2. De Dan Curtis. 18.45 Dessin animé: Les Simpson. 17.05 Les Supersters du catch. 18.00 Canaille peluche. Le Femille Addems.

En clair jusqu'à 21.00 -18.30 Ca cartoon. 18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Spécial Restos du cœur. 20.30 Le Journal du cinéma 21.00 Cinéma :

Larry le liquidateur. D Film eméricain de N Jewison (1991). 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : IP 5. m Film français de Jean-Jacques Beinelx | 1992).

0.37 Pin-up des créateurs. Karl Lagerfeld. 0.40 Cinéma: Le Cri de la roche. D Him franco-germano-canad de Werner Herzog (1992). 2.10 Série : Le Juge de la nuit.

DÉTAILLANT. GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS Defi de trouver moins cher

Les plus grandes marques et la qualité aux plus has prix. Sélectionnés : Paris pas cher. Paris combines, etc.

CANAPÉS - SALONS CLIC-CLAC Garantie 5 ans Livraison gratuite. 2 500 m- d'expo

MOBECO: 42-08-71-00

Ouvert 7/7 de 10 h à 20 h

ARTE - Sur le câble jusqu'à 19.00 ---17.00 Documentaire : Palettes. La haute note jaune, Vincent Van Gogh (rediff.). 17.35 Portrait:

Vertige Feuillère.
De Thierry Thomas et
Fabienne Pesceud (rediff.).

18.30 Chronique; Le Dessous des cartes.
De Jean-Christophe Victor.
Les cartes mentent (rediff.).

18.40 Documentaire : Rimbaud

brille ses manuscrits. De Wemer Blamann (rediff.). 19.00 Série : The New Statesman. 19.35 Magazine : Mégambr. Musique et commerce. 20.28 Chaque jour pour Sarajevo. 20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Documentaire :
Le Paradis eur terre.
Le Monde de Hildegarde de
Bingen, de Barrie Gavin et Bertrand McBurney.
21.40 Documentaire : Pèlerinage.
A Salot legrage de Company.

A Saint-Jacques-de-Comp telle, de Didier Baussy. 22.40 Danse : Roseland. 22.40 Danse: Roseland.

Ballet de Wim Vandekeybus.
Avec Assumpta Arques Surinach, Jabi Busrameme, Chero Calvo, Nicholas Crow, Marie Grazia Noce, Muriel Hárasit, Peter Kem, Shannon McMurphy, Lleve Maeussen, Simone Sandroni, Eduardo Torrojs, Wim Vandekeybus.

23.30 Cinéma: Le Rite. III

Film suddois d'Ingmer Berg-man | 1968, v.o., 75 min.).

M 6 5.05 Musique: Boulevard des clips (st à 9.05, 10.05, 1.05, 6.00).

7.00 Informations : M 8 express let à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 12.00). 7.05 Contact 8 Menager. 7.15 Les Matins d'Olivia let à 6.05). 11.05 Série : Jet Set. 12.05 Série : Papa Schultz. 12.35 Série :

Les Routes du paradis 13.25 M 8 Kid. Conen, l'aventurier; Robin des Bois; Le Guerre des tomates; Draculito: Rahan; Rintintin

Draculito: Rehan: Rintintin
Junior.

18.10 Magazine: E = M 8.

18.40 Magazine: Fax'O
(et à 0.30).
Interviews: New Kide on the
Block, I Am. Jemiroquei.

17.10 Variétés: Multitop.

17.35 Série: L'Etalon noir.

18.00 Série: Code Quartum.

19.00 Série: Supercopter.

19.54 Six migutes d'informations

19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madama est servie.
20.35 Megazine :
Ecolo 6 (st à 0.55). 20.45 Téléfilm : Les Ailes du bonheur. De Michael Landon. 22,25 Téléfilm ; Cache-cache mortel De Philip F. Messina. 23.55 Magazine : Emotions. 0.20 informations: Six minutes première heure.

2.30 Rediffusions,
Musimage; Saint-Bernard de
l'air; Les Enquênes de Capital;
Fréquenstar; Fax'0; Culture
rock.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue.
Les métaphores paysagères dans la naissance du carectère chinois.

21.32 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique,
du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Le polar à la une (5).

22.40 Les Nuits magnétiques. Au fil de la passion. 0.05 Du jour au lendemain Avec Nicole Lorot (2).

0.50 Musique : Coda, Sister Rosetta Therpe (3). FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 2 décem-

Concert (donné le 2 décembre dernier en la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse): Cenzona a due chori, de Gabrieli, par les Sacqueboutiers; Choral pour orgue 8WV 882, de Bach, par Michal Souvard, orgue; Organum VIII, de Darassa, par le Quinrette de cuivres Calvayrec, François Espinassa, orgue; Prière, de Franck, par Jean Boyer, orgue; Antagonisme IV, de Darassa, par le Quintette de culvres Calvayrac; Daux inventions à la mémoire de Xavier_Darassa, d'Arny, par

inventions à la mémoire de Xavier Derasse, d'Arny, per Jan Willem Jansen et Michel Bouvard, crgue; Prélude à l'après-midi d'un fauns, de Debussy, par François Laurent, fiûte solo; Instants éclatés dédiés à Michel Plasson, par l'Orchestre national du Capitols de Toulouse, dir. Michel Plasson.
Ainsi la ruité 23.09 Ainsi la nuit.

23.09 Ains la fluit.

Bagerelles et impremptus, de Smetana : Cuintette pour piano et venta en si bérnol majeur, de filmski-Korsakov.

O.00 L'Heure bleue.

Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : Erik Truffaz, trompettiste et son Cuimette.

Les interventions à la radio Redic-Shelom, 18 h 30 : Mgr Julien, archevêque de Rennes (« Le grand débat »).

priori e l'emponse pièce eur tique se résume en une phrase : CLAURE PRESENT | par la CDU de Steffen Heitmann

1.55 Documentaire

Embarquement porte nº 1

1.50 TF1 nuit (et à 2.25, 3.25, 4.00, 4.40).

L'Aventure des plantes.

du Jeune Patrick Pacard (4- épisode).

2.30 Documentaire : Histoires

4.45 Musique. 5.05 Feuilleton : Les Aventures

FRANCE 2

5.55 Dessin animé. 6.05 Feuilleton : Secrets. 5.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 6.00. 8.35 Feuilleton :

Amoureusement vôtre

8 11

naturelles (et à 4.05). 3.35 Série : Intrigues.

a,

Le Monde

tendance, par les tempêtes qui courent, à secouer lea cargos comme dea pruniers at à en électer dan conteneurs éventrés. Les courants se chargant alors da ramener, vers la Bretagna toujours repolluée, un bric-à-brsc tantôl emusant, tantôt dangereux.

Quand ce ne sont pss des télévisaura aaietiquaa qui s'échouent sur nos grèves de l'Atlantique, ce sont des détonateurs qu'il faut remasser avec des pincettes ou des pesticides

en sachets individuals. Cea grands caissona mételliquea emplis de toute l'invantivité humsina, pour la meillaur et pour le pire, on ne sait jamais, à les voir à quai, ce qu'ils recèlent, poisons ou délices.

Ambivalence qu'ils partagent evec d'autres boîtes, de moindre format, caa umes électoreles dont on voit, à l'Est da l'Europa, quand on lea vida après emploi, tous les déchets et les pestilences que certains y

2.737 1.71.1.

DÉBATS

« Gauche : le temps des idées », par Frédérique Bredin. Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : «Noël de l'impuissance»

ETRANGER

Les amours secrètes de Mao

Une émission de la BBC révàle l'insatiable appétit sexuel du Grand Timonier et déchaîne la colère des autorités de Pékin (page 7).

Le rapport annuel de l'UNICEF

Pour améliorer le sort des enfants dans le monde, l'organisation mondiale préconise une ection globale sur la santé, l'éducation et la plenification (page 5).

Lire aussi le deuxième volet de notre enquête « Enfants de guerre» (page 4).

POLITIQUE

Assemblée : les réformes de M. Séguin

Alors que le Parlement entame sa session extraordineire de décembre, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, annonce un nouveau train de mesures visant à réorienter l'activité législative en donnent plus d'eutorité eux

SOCIÉTÉ

Le sommet de «l'éducation pour tous» à Delhi

Réunis à Delhi (Inde), neuf pays parmi les plus peuplés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont défini leurs priorités en matière d'éducation : scolariser les filles et mettre en œuvre des méthodes novatrices d'enselgnement (page 12).

SCIENCES + MÉDECINE

Les charlatans d'Aphrodite

Le conseil netionel de l'ordre des médecins et le direction générale de le santé s'attaquent aux dérives d'une spécialité an olein développement mais fort met réglementée : la chirurgie esthétique (pege 14).

CULTURE

Les dessins animés des fêtes

De Vuk le petit ranard è la Ferme des animaux en passant par le Bonhomme de neige et lee Bisounours, l'approche des vacances scolaires suscite la sortie habituelle des films d'animetion de fin d'année (page 16).

ÉCONOMIE

Education nationale : la percée de la FSU

Née de l'imploeion de la FEN, la Fédération syndicala unitaire semble, è l'occasion des élections professionnellas, sur le point de gagnar son statut d'« organisation représentative » des fonctionnaires (page 21).

COMMUNICATION

Le Sénat défend la chanson française

Les sénateure ont approuvé, en première lecture, le projet de réforme du syatème audiovisuel et réclamé la diffusion, dana lee programmes dee radios, d'un « minimum de 40 % » de chansone d'expression française (page 30).

Services

Abonnements..... Carriet...... 18 Annonces clessées 22 à 27 Marchée financiers 28 et 29 Météorologie30

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3817 LMDOC

Demain

Arts et spectacles

Près de dix milliona de Français disent être allés eu cirque en 1992. La cirque, maie quel cirque ? Aujour-d'hui, le chapiteau Gruss «è l'ancienne » cohabite evec les mechines d'Archaos et les légèretés acrobatiques du cirque Plume.

et 36-29-04-56 Le numéro du « Monde » daté mardi 21 décembre 1993 a été tiré à 495 171 exemplaires Le Front du peuple afrikaner ayant renoncé au compromis négocié avec l'ANC

Pas d'accord sur la création d'une région autonome blanche en Afrique du Sud

JOHANNESBURG

de notre correspondant Le Front du peuple afrikaner (AVF, extrême droite blanche) a renoncé, mardi 21 décembre, à la dernière minute, à signer un accord avec le Congrès national africain (ANC), après que ses partenaires de l'Alliance de la liberté – qui regroupe l'extrême droite blanche et les conservateurs noirs - eurent refusé de reconnaître les termes de ce compromis, a décleré le diri-geant de l'AVF, Constand Vil-

L'AVF et l'ANC s'étaient entendus lundi sur l'acceptation d'un nouveau système démocratique en Afrique du Sud, en échange de le recherche d'un compromis à propos de la création d'un « volkstaat » - province autonome blanche (le Monde du 21 décembre). Considérant les a aspirations de nombreux Afrikaners à se gouverner eux-mêmes à l'intérieur d'un territoire propre », les signataires devaient convenir de créer un groupe de travail afin de rechercher les solutions favorisant la « réconciliation [entre les Afrikaners et l'ANC], la résolution des conflits et la coopération ».

Alors que le général Constand iljoen, principal responsable de l'AVF et ancien chef d'état-major de l'armée sud-africaine, et Jacob Zuma, secrétaire général adjoint de l'ANC, devaient signer cet accord au cours d'une cérémonie publique mardi metin, le général Viljoen e déclaré regretter « de ne plus pouvoir signer l'accord comme il avait été convenu ».

« L'attitude des gens au Cap (les négociateurs de l'Alliance de la liberté, la coalition conserva-

demeurer indépendant et rivaliser

avec des géants multinationaux comme l'anglo-néerlandais Unlle-

ver (Mottal ou le suisse Nestlé

(Gervais, Findue)? La question

revenait souvent à propos d'Ortiz-

Miko, une entreprise fondée en

1921 et devenue l'un des leaders

français des crèmes glacées et du

surgelé avec aes marques Miko et

Vivagel. L'indépendance aura duré

le temps d'une génération, puis-

que les actionnaires familiaux ont

décidé de vendre leur participation

L'annonce de cette transaction a

entraîné, hundi 20 décembre, la sus-

pension de la cotation du titre sur le second marché à la Bourse de

Paris. Une offre publique d'achat devrait être déposée pour acquérir les 15 % du capital dispersé dans le

public. Le groupe anglo-néerlandais reprendra la firme pour environ 1,9

que la partie glaces avec, en parti-culier, Miko. Il cèdera les plats pré-

parés Vivagel à BSN pour 300 mil-

Fondée par les cinq frères Ortiz, dont le père était marchand de

glaces depuis 1921, l'entreprise de

Saint-Dizier (Haute-Msrne) était

contrôlée par les familles qui

avaient rassemblé les 85 % du capi-

tal au sein d'une holding appelée

Safral. « Pour des raisons d'ordre

patrimonial plus qu'èconomique, le bloc d'actionnaires, qui comprend sept personnes, n décidé en majorité de vendre sa participation », expli-que Michel Pretat, le secrétaire

général de l'entreprise. Seul, le pré-

sident de l'entreprise, Vidal Ortiz,

soixante-quinze ans, n'a pas voulu

apporter ses titres et conserve 21 %

du capital mais aussi son poste à la

tête de ce groupe. L'environnement

économique a dû peser dans cette

décision de désengagement : affecté par un mauvais été et par la crise

économique, le résultat de l'exer-

cice devrait être en retrait par rap-port à celui de l'année dernière. Or

1992 avait été une mauvaise

période pour le groupe dont le chif-

lliard de francs, mais ue gardera

invalidé cette initiative de paix. Ils n'ont pas l'intention de reconnaître l'accord», a précisé M. Viljoen. « Nous nous sentons trahis et nous regrettons beav-coup que cette possibilité de par-venir à un accord ne se soit pas concrétisée, mais Il est important que l'AVF reste sidèle à l'Alliance et ne crée pas une cassure au sein de la coalition », a-t-il ajouté.

Cet accord devait formaliser un cadre psychologique nouveau et engager notamment l'AVF dans la voie d'une participation aux élections qui doivent avoir lieu le 27 avril procbain. Depuis le mois d'août dernier, le général Viljoen et Nelson Mandela se sont rencontrés plusieurs fois et avaient pu mutuellement se convaincre de leur bonne foi. Des réserves subsistaient néan-

Divisions à l'extrême droite

Dans un entretien accordé dimanche à l'agence Reuter, le président de l'ANC affirmait que « les changements [que son gou-vernement introduirait] devaient être graduels, conduits de façon à satisfaire les besoins des masses tout en n'effraynnt pas les Bhncs. (...) Nous ferons tous les efforts nécessaires pour persuader l'extrême droite de rejoindre le processus, mais nous n'accepterons jamais un homeland blanc. »

Question de principe mais, aussi, de pratique : les Afrikaners ne constituent nulle part une majorité autour de laquelle pourrait s'organiser une région. A lui seul, ce handicap explique la difficulté à définir les frontières d'un « foyer national », qui ne pourrait voir le jour que s'il

5,31 milliards de francs et le résul-

tat net part du groupe plongé de 76 % à 12,7 millions de francs.

Scion la direction, cette chute des bénéfices provenant de l'application

de décisions stratégiques comme la restructuration de la distribution ou le recentrage des filiales sur des

activités spécifiques (le Monde du

français de la crème glacée est néanmoins soumise à l'agrément

des autorités de Bruxelles. En effet

Unilever, déjà présent avec Motta, Carte d'Or, Cornetto, Magnum ou

Viennetta, devrait contrôler près de

la moitié du marché français.

Ortiz-Miko détient, toutes marques confondues, y compris celles des distributeurs, 27 % du marché.

De son côté, BSN, en reprenant

Euralim (groupe Saint-Louis).

Mort de l'écrivain

Guy des Cars

L'écrivain Guy des Cars est

plus féconds de l'après-guerre.

Depuis son premier livre en

dont beaucoup de succès.

DOMINIQUE GALLOIS

Cette acquisition du numéro un

Restructuration dans le surgelé

Unilever rachète Ortiz-Miko

et cède Vivagel à BSN

Un groupe familial peut-il fre d'affaires avait baissé de 1 % à

13 mai).

transferts de populations. Quant au général Viljoen, tranchant en cela avec les braillards néo-nazis du Mouvement de résistance afrikaner (AWB), il a plusieurs fois affirmé que tout affrontement armé tournerait au désastre pour le pays. Mais il a du composer avec une extrême droite de plus en plus écartelée entre son courant « réaliste » et son noyau dur, opposé à toute concession.

De notoriété publique, le Parti conservateur (CP), qui fait partie de l'AVF, est divisé sur l'opportunité des discussions avec l'ANC. Son président, Ferdi Hartzenberg, est intransigeant sur le principe du Volkstaat (Etat blanc), que l'ANC refuse. Plusieurs députés de son parti, guettés par la marginalisation politique s'ils ne participent pas aux prochaines élections, sont, en revanche, plus eccommodants et se contenteraient de concessions concernant le statut de leur langue, l'afrikaans, ainsi que de pouvoirs locanx renforcés qui permettraient à leur communauté d'alléger la pression du futur pouvoir noir.

Des divergences analogues sont perceptibles au sein de l'Alliance de la liberté (FA). L'Alliance, qui réunit différentes composantes de l'extrême droite blancbe, dont l'AVF, et les conservateurs noirs, dont l'Inkatha de Mangosuthu Buthelezi, n'a, une fois de plus, pas réussi à faire accepter ses vues au gouvernement et à l'ANC, lors d'une réunion qui s'est terminée lundi tard dans la soirée, et qui était censée mener à un accord sur le projet de Constitution qui doit être voté mercredi au Parlement,

Le bulletin de santé du chef de l'Etat : examens biologiques généraux normaux»

Le bilan de santé samestriel du président François Minterrand a été rendu public, mardi 21 décembre. Il précise que le président de la République a subi adurant le second semestre de l'année 1993, des examens cliniques et paraciniques régulièrement espacés». «Sur le plan clinique et général, aucune anomalie organique particulière n's été décelée, hormis une ostéophytose vertébrale d'origine rhumatismale, précise le texte officiel. Sur le plan urologique, aucun signe fonctionnel ni aucune anomalie signe fonctionnel ni aucune enomalie échographique ne sont apperus depuis l'intervention chrinurgicale de 1992. Sur le plan carcinologique, les axamens d'imagerie n'ont décalé aucune anomalie particulière tant au niveau général que locorégional ; les examens biologiques généraux sont normaux; les tests spécifiques, tels que les phosphatases acides et alcalines, sont normaux, le taux de PSA est identique au précédent.»

ud-africains

The second second

NA CALL SERVICE

NAME OF THE PARTY NAME OF THE

The state of the s

はおいまれたので 日本書 報

grands to be a set

2317 4. 0 to James

🙀 🛵 دوه دو تا دو د میتا

हरता है। ते सकाता कार्

tigen at 1. 1014 of 906

THE SECTION OF MICH.

and the state of t

Market American and a street

18:54 25 1 W 1 1 4 7 mm

mart. 2 4 7 344

ter 4.7 3% atmit.

TERRORE TO BE SHOWN WAS

mittig me lanient de

THE THE LAND OF THE PARTY.

De filler grimtet mit

titrert be bin mire bifare.

Metter and a 4

2012 Octo Charles

CONTRACT TO A CONTRACT OF TE

State of the Control of State 表

28 f': 3 . 4 ais. Gal. gin i nich . andebill.

THE P. OF

ta partitet a . A arthura

STATE OF THE PARTY Tree . Name .

ESA Assess and Pe

Dame 55-71-5 5-71-7 20174

is mtain art

The ser ou fater serente of

form many or the street

COLLEGE OF CEL . IN LABORATE

Ratemotions 1-3ient

the state des

comme es a set du

thouse do the second of the second se

A Dan seul de : alant

le rejet da

by ANC of to gothern criments has mame do control of the

CTANE 9

int Xare

7.27

-1-

· · · ·

W. Tarrier

[Lo précédent bufletin de sunté avait été diffusé le 30 juin dernier (« le Monde» du 2 juillet). Il précédent déjà que les «marquems spécifiques» du cancer de la prostate dont a été opéré en septembre 1992 le président de la République «restaient stables». La seule donnée chifféé dans ca donnée avait été fournie par M. Mitterrand lui-même lorsqu'il avait précisé en janvier que son tanc de PSA (prostatic specific antigen) était de 25 microgrammes par litre. La stabilité de ces chiffres laisse penser que les médecies ne sont pus parvenus à normaliser le principal indicateur d'évolutivité du cancer.]

Le raffermissement du franc se poursuit

Le franc français e continué à s'apprécier, lundi 20 décembre, è Paris dans un marché létharoique. En fin de journée, la deutschemerk velait 3,4080 francs contre 3,4079 francs à la mi-journée et 3,4185 francs vendredi soir, Certaina opérateurs estiment que toutes les positions en marks prises l'été derniar n'ont pas encore été dénouées, d'où la poursuite de la faiblesse de la monnaie allemande. Mardi matin, au cours des premiers échanges entre banques, la deutschemark continueit

Dans la Somme

Une rame de TGV sort des rails à pleine vitesse sans faire de victime

Valenciennes et Paris, est sortie des rails, mardi 21 décembre, vers 7 h 20, à Ablaincourt-Pressoir (Somme). Selon les premiers bilans établis dans la matinée par la préfecture de la Somme et la SNCF. entre trois et cinq passagers auraient été légèrement blessés et plusieurs dizaines d'autres commotionnés. Le brusque ralentissement a fait chuter de nombreux voyageurs. En dépit de la vitesse élevée, ancune des quatre voitures sorties des voies ne s'est couchée.

Le train avait quitté Valen-ciennes à 6 b 04 avec 211 passa-gers. Il devait arriver à 7 h 41 à Paris. Mardi en fin de matinée, les causes de cet accident étaient

Une rame de TGV, qui circulait encore incounues. Il pourrait avoir pleine vitesse (300 km/h) entre été provoqué par un affaissement été provoqué par un affaissement de terrain du aux fortes pluies qui se sont abattues sur la région ces derniers jours. La SNCF a ouvert une enquête. Le 14 décembre 1992, en gare de Mâcon-Loché (Saone-et-Loire), un autre TGV était sorti des voies à 270 km/h sans qu'aucune voiture ne se couche (le Monde du 15 décembre 1992). Vingt-cinq voyageurs qui attendaient sur les quais avaient été légèrement blessés par des jets de pierres. L'expertise effectuée à l'époque avait permis de conclure à un blocage des roues d'un bogie (double-essieu) à la suite d'une défaillance électronique de deux systèmes anti-enrayeurs.



blanche is in the land de banche is the figure of the second of the De plus est est a same interest to same aucuna de la contra del contra de la contra del alloung in acres and acres acres and acres acres and acres a

program in the factor of the f P el antida El III. SELAS quis les sourcites de la contraction de la contr of Controller of Tolicas Tolic promote tracks the title infrate signing to the signing of the sig